

DERNIÈRE ÉDITION -

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11845

4,60 F

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 FÉVRIER 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

A une semaine des élections municipales

La publication des derniers indices économiques place de nouveau la majorité en position défensive

M. Jacques Chirac assure que la majorité a repris du poil de la bête. Mais il livre aussitôt une explication : le gouvernement a compris qu'il valait mieux s'abstenir de parler et d'agir. Le malheur, pour ce gouvernement, est que les chiffres parlent d'eux-mêmes. La publication de deux mauvais indices-prix et commerce extérieur (lire ci-dessous l'article d'Alain Verholes, et nos informations page 17) - à une semaine du premier tour des élections municipales ne peut pas ne pas retentir sur la campagne, au bénéfice de l'opposition. Le premier ministre expliquera sans doute, dimanche 27 février, de-

M. Pierre Mauroy, qui est dimanche 27 février l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, devait commenter les indices des prix et du commerce extérieur. Le premier ministre estime que les chiffres de janvier illustrent la nécessité de poursuivre l'effort de rigueur engagé en juin 1982. Appliquer toute cette politique mais rien que cette politique : tel est le message que devait délivrer M. Mauroy.

vant le club de la presse d'Europe 1, comme vient d'ailleurs de le faire M. Delors à Vienne (Isère) au cours d'un meeting, qu'on ne peut aller plus vite sur la voie de la désinflation car « nous n'acceptons pas, comme le font les Allemands, 50 % de chômeurs

en plus ». Mais les chiffres sont là. Et l'opposition aura beau jeu de s'en saisir. Pourtant, si la gauche a repris espoir, c'est précisément dû au fait que le gouvernement a parlé - la prestation télévisée de M. Mauroy le 16 février dernier lui a sans doute

permis de marquer des points - et agi en maîtrisant mieux que de coutume ses interventions. Il n'est que de reprendre l'ordre du jour des plus récents conseils des ministres pour mesurer l'effort de planification de l'« effet d'annonce » et de l'action gouvernementale elle-même, accompli en tenant compte - enfin, diront certains socialistes - de l'échéance électorale. Qu'on en juge : le 9 février, le président de la République souligne que les dispositions sur la retraite à soixante ans constituent « une grande conquête sociale ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)



POINT DE VUE

Le consommateur français interpellé dans son choix

par MICHEL JOBERT (*)

La fragilité commerciale de la France impose à tous un effort progressif et soutenu vers l'équilibre. Avec un déficit de 9,6 milliards, le mois de janvier décrit les effets de facteurs entrant en jeu tour à tour, en cours d'année. Ce mois-ci, les réapprovisionnements en produits nécessaires pour que l'industrie fonctionne - métaux, produits chimiques et énergies diverses - ont alourdi les importations. Ces orientations ne peuvent être critiquées, dans la perspective d'une reprise économique, si celle-ci doit se produire. Comme une constante, lancinante depuis plusieurs mois, les achats à l'étranger de biens de consommation et de matériel électronique interpellent par contre le consommateur français dans ses choix et l'industrie française par

rapport à ses lacunes de production. Si les exportations agricoles se placent bien, si le redressement automobile est entrepris méthodiquement, si les biens d'équipement professionnels (de l'Airbus aux appareils mécaniques) tiennent bon comme ils l'ont fait en janvier, sans doute, reprendra-t-on le chemin de la décelération d'un déficit qui est devenu la grande affaire nationale avec l'endettement, son corollaire.

(Lire la suite page 17.)

Le vrai poids des chiffres

Deux mauvais résultats dans le domaine économique - prix et commerce extérieur - sont venus rappeler vendredi soir 25 février que, contrairement à ce qu'estimait M. Mauroy, le 16 février, tous les indicateurs de la politique gouvernementale ne se remettent pas tranquillement au vert. La forte hausse des prix de détails en janvier (+0,9 %) survenant après les augmentations déjà très importantes de novembre (+1 %) et de décembre (+0,9 %) montre à quel point le phénomène inflationniste est difficile à maîtriser en France, alors pourtant que presque tous les pays industrialisés continuent d'enregistrer un net reflux des prix (+0,2 % en janvier aux États-Unis, au Japon et en R.F.A., +0,1 % en Grande-Bretagne).

Le déficit du commerce extérieur pour ce même mois de janvier (11,5 milliards de francs en données brutes, 9,58 milliards de francs après correction des variations saisonnières) montre également par son ampleur, et les difficultés que nous avons à le réduire, que les gros problèmes ne sont pas derrière nous, mais bel et bien devant nous, n'en déplaise à M. Mauroy.

N'accablons pas le premier ministre dont l'imprudent optimisme s'expliquait beaucoup par la

proximité des élections municipales. Les faits malheureusement sont têtus. Mieux vaut que le discours politique ne les ait pas fait oublier trop longtemps.

Nous voici donc à nouveau confrontés aux chiffres et à la difficulté de les interpréter pour en tirer des jugements. L'essentiel est souvent caché, les significations profondes de telle ou telle statistique n'apparaissent, peu à peu qu'avec le temps ou qu'indirectement - et comme par ricochet - au travers d'autres chiffres ou d'autres résultats.

Il en va ainsi de l'indice des prix. Autant il était excessif d'accorder trop d'importance aux très bons indices de prix de la période du blocage (juin, juillet, août, septembre), autant il serait injuste de dresser un constat d'échec à la lumière des mauvais résultats de novembre-décembre et janvier.

La vérité est plus subtile. Un blocage ne signifie rien en lui-même : ou il est très sévère et les prix n'augmentent que faiblement

pendant toute la période durant laquelle il se prolonge, c'est ce qui s'est produit au deuxième semestre 1982 ; ou il n'est pas très sévère et les hausses persistent, même si elles sont plus faibles qu'en régime de liberté (cas du blocage Barre de fin 1976). Mais dans les deux cas, le blocage joue comme un accumulateur de hausse. Dès qu'il y est mis fin - même si c'est avec prudence comme actuellement - les industriels, les commerçants, les prestataires de services augmentent leurs prix et leurs tarifs, faute de quoi baisseront leurs revenus personnels, leurs capacités d'embaucher et d'investir.

La longue phase de contrôle des prix qu'a connue la France avec le plan de stabilisation lancé en août-septembre 1963 par le général de Gaulle, nous a valu d'appréciables satisfactions avec les prix (ceux-ci n'augmentant que de 2,5 % par an avec M. Debré comme ministre des finances). Mais elle a peut-être compromis l'essor et la rentabilité de nom-

breuses industries, la sidérurgie notamment.

Ce qui est important dans l'expérience tentée par MM. Mauroy et Delors en juin 1982 n'est donc pas un enlèvement blocage des prix, mais la mise à l'essai d'une politique de revenus qui, si elle n'ose pas dire son nom, n'en constitue pas moins une innovation considérable en France. Ses retombées, son succès ou son échec marqueront profondément l'avenir économique du pays. De ce point de vue, il est beaucoup plus important de surveiller les négociations salariales et les accords qui en découlent (avec ou sans clause de sauvegarde...) que de se braquer sur un indice qui, en lui-même, traduit mal - surtout sur une courte période - la réalité des choses.

Il est également plus important d'analyser la situation financière des entreprises publiques et leurs besoins d'emprunts. Des hausses tarifaires insuffisantes ralentissent la hausse de l'indice, et c'est un peu la politique qui est actuellement pratiquée, ce qui rend impossible une exacte appréciation du rythme réel de progression des prix.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 17.)

La mort de Tennessee Williams

La tendresse et le désordre

Le dramaturge américain Tennessee Williams est mort le 25 février à New-York dans la chambre d'hôtel où il habitait. Il aurait eu soixante-douze ans le 26 mars.

Tennessee Williams est devenu célèbre à trente-quatre ans, en un soir, le 31 mars 1945, quand sa pièce *La Ménagerie de verre* fut créée à New-York au Théâtre Playhouse.

Cette gloire fut confirmée deux ans plus tard, le 3 décembre 1947, par la première de *Un tramway nommé Désir* : Elia Kazan devenait le metteur en scène de Tennessee Williams, et cette pièce marquait les débuts d'un jeune comédien de l'Actors Studio : Marlon Brando.

Tennessee Williams est né le 26 mars 1911 dans le Mississippi, à Columbus. Le père, représentant de commerce, était souvent

absent, et Tennessee passa son enfance, avec sa sœur aînée Rose et sa maman, chez son grand-père, un pasteur.

Il haïssait son père, qui était dur et violent. « Le seul fait de vivre sous le même toit que lui me donnait un intense malaise », écrit-il. Il était très attaché à sa grand-mère, à sa mère qui aurait voulu être sculptrice et qui encouragea ses dons d'écrivain. Mais la grande passion de sa vie restera sa sœur Rose, qui est plus ou moins le personnage principal de plusieurs de ses pièces.

D'autre part, à partir de l'âge de treize ans, il ressent une fascination violente pour le corps de

beaux adolescents (le premier d'entre eux fut un ami très proche de Rose), et, quelques années plus tard, à l'université, il se met à boire. Lorsqu'il est trop déprimé, il se réfugie chez ses grands-parents, à Memphis.

En 1937, les médecins diagnostiquent, chez Rose, une schizophrénie (contestée par son frère). Une opération de lobotomie est alors pratiquée, qui laisse la jeune femme très diminuée (dès que Tennessee Williams gagnait de l'argent, avec le succès de *La Ménagerie de verre*, - pièce où il met en scène sa mère et sa sœur et, il prendra Rose en charge.

À la suite de ce drame, Tennessee Williams s'éloigne de sa famille, part pour la Nouvelle-Orléans.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 8.)

Jean Baudrillard



Les stratégies fatales

Collection Figures dirigée par Émile-Henri Le...

Le nouveau livre de Jean Baudrillard



dates

RENDEZ-VOUS

- 27 février Sénégal : élections présidentielle et législatives.
- 28 Cuba : négociations à Paris sur le réajustement de la dette.
- Allemagne fédérale : « table ronde » des partenaires sociaux avec le chancelier Kohl.
- Strasbourg : commission européenne des droits de l'homme.
- 2 mars Égypte : réunion égypto-israélienne à Ismaïlia avec participation américaine sur le contentieux frontalier.
- Bulgarie : reprise à Sofia du procès de deux Italiens accusés d'espionnage.
- Italie : congrès du P.C.I. (jusqu'au 6).
- Amérique centrale : voyage de Jean-Paul II (jusqu'au 9).
- Réunion des ministres des pays membres de l'OEPEP.
- Bruxelles : conseil des Dix sur le marché intérieur.
- Paris : quarts de finale de Coupe européenne des vainqueurs de coupe de football : Paris Saint-Germain-Watford.
- 3 Bruxelles : conseil des ministres de l'agriculture des Dix.
- 3-4 Inde : réunion des ministres des affaires étrangères des non-alignés.
- 4 Moscou : coupe Davis : U.R.S.S.-France.
- 5 Australie : élections générales anticipées.
- U.R.S.S. : trentième anniversaire de la mort de Staline.
- 6 Allemagne fédérale : élections générales.
- France : premier tour des élections municipales.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75277 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

2 - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation de réimprimer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 4,80 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 55 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Lybie, 0,350 DL ; Luxembourg, 77 L. ; Portugal, 90 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 1,40 S. ; Thaïlande, 65 B. ; Yémen, 200 R.

5, RUE DES ITALIENS
75277 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bourne-Mery (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : S. F. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

L'ÉGLISE EN AMÉRIQUE LATINE

Prophétique, servile, généreuse...

Du 2 au 9 mars.
Jean-Paul II
se rend
dans les sept pays
d'Amérique centrale
et à Haïti.
Il visite
des vieilles églises,
mais aussi l'une des régions
les plus déchirées
de la planète.
L'une de celles
où l'Église
est une force
non seulement spirituelle
mais aussi politique.
Une force puissante
mais divisée...

« Dieu écrit droit
avec des lignes courbes »
(proverbe portugais)

Des évêques venus de dix-sept pays pour une conférence pastorale et appréhendent comme des délinquants puis expulsés manu militari dans l'indifférence des autorités locales ; des curés de faubourgs populaires arrêtés, torturés, parfois tués ; des prêtres étrangers chassés de leur paroisse, puis déportés, et d'autres condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir pris le parti des opprimés ; un évêque assassiné dans sa cathédrale, un autre enlevé, humilié et menacé par un cadron de la mort ; des religieuses violées et massacrées pour des motifs politiques ; des laïcs retrouvés dans des fosses communes ou sur des listes de « disparus ».

Des évêques qui cautionnent et bénissent des massacres ; d'autres qui censurent et remercient des dictatures pour leur action politique ; des prêtres qui approuvent la besogne des groupes paramilitaires ; le violet et le pourpre au service des puissants ; des religieux enseignants qui bénéficient de prébendes et de privilèges acquis pendant la période coloniale ; des mouvements nationalistes et chrétiens partisans de la violence armée ; des aumôniers qui assistent les victimes de la torture.

Prophétique, servile, généreuse, idolaire, engagée jusqu'au sacrifice, et parfois au sectarisme, courageuse et prudente ; depuis une vingtaine d'années l'Église catholique d'Amérique latine s'est imposée comme une donnée essentielle de la vie des peuples de cette région du monde. Mais elle échappe à toute synthèse et à toute simplification sinon à toute récupération. Inquiète, tourmentée, déchirée, divisée, traversée de remous, de colères et de révoltes ; on peut seulement dire avec certitude qu'elle bouge et qu'elle est vivante.

Un prêtre pour 6 000 habitants

Et pourtant elle est de moins en moins forte. Depuis la deuxième conférence épiscopale de Medellin, en Colombie, en août 1968, on l'écoute et on l'entend avec plus d'attention. Mais son influence exacte reste à déterminer. Significativement, la première conférence épiscopale, à Rio-de-Janeiro en 1955, s'était surtout penchée sur l'ignorance religieuse du peuple et sur la pénurie du clergé. La conférence de Medellin avait en revanche pour thème « l'Église dans l'actuelle transformation de l'Amérique latine à la lumière du concile ». Mais, de 1955 à 1968, la crise des vocations s'est accélérée, et elle s'est poursuivie, encore que l'on note depuis deux ans une légère remontée.

L'Église ne manque pas de collégiés ni de séminaristes. Mais les trois quarts de ses séminaristes abandonnent avant la fin de leurs études. Selon des estimations qui restent globalement valables, les États-Unis ont un prêtre pour 650 fidèles, et la France un pour 900. La moyenne en Colombie, l'un des pays les plus catholiques de l'Amérique latine, est de un pour 3 500, et au Guatemala de un pour 11 000. La moyenne, dans tout le sous-continent, est de un prêtre, religieux ou diocésain, pour 6 000 habitants (1).

Encore faut-il nuancer. Ce manque de prêtres, de laïcs ou de simples « ministres de la parole », comme en Amérique centrale, est encore plus sensible dans les campagnes, car la concentration du clergé est naturellement plus forte dans les villes. La superficie moyenne d'une paroisse

en Équateur est de 782 kilomètres carrés. En Argentine, une paroisse type compte 16 000 fidèles.

La faiblesse du recrutement local a facilité le maintien, et même le renforcement, du courant traditionnel de l'immigration religieuse étrangère. En Argentine, une paroisse sur quatre est tenue par un prêtre étranger. Les salésiens sont en Patagonie et les franciscains dans le Chaco. En Bolivie, on compte environ 80 % de prêtres étrangers appartenant à vingt-huit nationalités différentes. La situation est sensiblement la même au Brésil, dans les pays andins et en Amérique centrale, avec un taux moyen de 50 %. L'implication de prêtres « étrangers » dans des conflits sociaux et politiques a provoqué de graves conflits entre l'Église et l'État.

Au Brésil, un curé d'origine italienne est devenu, malgré lui, le symbole, dénoncé ou acclamé, de la lutte, inégale et âpre, entre les grands propriétaires et les ouvriers misérables des plantations de café à sucre de l'État du Paraná. Dans le Pará, en Amazonie orientale, deux prêtres français ont été condamnés par un tribunal de Belém sous l'accusation d'avoir incité des paysans pauvres à affronter, les armes à la main, des représentants d'une société agricole qui voulait s'approprier leurs terres. Incidents brièvement rapportés par les médias occidentaux mais dont le retentissement est énorme sur le terrain et qui mettent brutalement en évidence l'une des épreuves, et des ambiguïtés, de l'Église d'Amérique latine.

Force et faiblesses. Un catholique sur trois dans le monde est latino-américain. Le Brésil, avec 120 millions d'habitants, est la

deuxième. Les voyages du pape ressemblent à des trajectoires brillantes et spectaculaires séparant de longues périodes de silence, de combats anonymes, de répression, et d'interrogations quotidiennes.

La caricature ne sied pas à l'Église. On l'a bien vu à Medellin. Dans la foule du concile Vatican II, qui a touché avec force un continent latino-américain mieux préparé que d'autres à la recevoir et à l'interpréter, la deuxième réunion du Celam a adopté des formules fortes : « moment décisif du processus historique du continent », « au seuil d'une nouvelle époque de notre histoire », « l'enfance douloureuse d'une civilisation ». Le président de la conférence, le cardinal péruvien Landazuri Ricketts a parlé de la nécessité de « s'engager du côté des efforts d'émancipation », de « s'identifier aux pauvres du continent », d'exercer « la fonction prophétique de l'amour », et de « dénoncer ce qui opprime l'homme ».

Une avancée, Medellin ? Le signe éclatant d'une évolution des esprits en milieu catholique ? Sans aucun doute. Mais l'impact et les retombées ont été moins puissants que ne l'espéraient les progressistes de l'Église.

Après Medellin, les évêques ont été affrontés à une accélération des antagonismes de type politique. A partir de 1972, les conservateurs et les intégristes ont remis Medellin en cause alors que certains prêtres et des religieux approfondissaient leur réflexion, et assez souvent leur action, dans la perspective d'une nouvelle théologie de la libération. Au nom du pluralisme dans l'unité retrouvée de l'Église, la nouvelle direction plus conservatrice du Celam s'est

Rejeté par la hiérarchie catholique officielle comme une « exception qui confirme la bonne règle », comme un simple accident de l'histoire. Camillo Torres a profondément marqué la conscience des chrétiens de base influencés par Medellin. Prêtres pour le tiers-monde, chrétiens pour le socialisme, chrétiens pour la libération, Église solidaire, Prêtres pour le peuple : au Chili, au Mexique, au Pérou, en Colombie, en Argentine, au Brésil, de petits groupes se sont efforcés de réconcilier christianisme et marxisme, action chrétienne et socialisme.

Privilegiés au Chili, où le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende est au pouvoir jusqu'en 1973, tolérés ailleurs, réprimés souvent, ils étaient 400 à Santiago en avril 1972, venus de toute l'Amérique latine. Un mois avant le coup d'État, en août 1973, l'épiscopat chilien a interdit aux prêtres et aux religieux de militer dans des chrétiens pour le socialisme, mais le texte ne sera publié qu'en octobre, un mois après le putsch des militaires. Parallèlement, la théologie de la libération s'est élaborée progressivement.

« Opter pour le pauvre, écrit Gustavo Gutiérrez, auteur d'essais sur ce thème, c'est opter pour une classe sociale contre une autre. Opter pour le pauvre, c'est s'identifier à la classe exploitée, au monde de ses valeurs, c'est se solidariser avec ses combats. »

Reconnu, puisque le synode des évêques de 1971 s'inspire des thèmes de la théologie de la libération et parle de « la mission de l'Église en faveur de la libération de toute situation d'oppression ».

La contre-offensive des conservateurs s'est poursuivie jusqu'à la troisième conférence épiscopale de Puebla, et c'est en Colombie qu'elle est particulièrement vigoureuse, sous l'impulsion, entre autres, d'un jésuite, le Père Vekemans, un Belge qui a contribué à l'élaboration de la doctrine de la démocratie chrétienne du Chili, au pouvoir de 1964 à 1970 avec Eduardo Frei. La « révolution dans la liberté » de Vekemans apparaît alors comme la « troisième voie » offerte à l'Amérique latine entre le capitalisme exploiteur et le communisme athée. Pour Vekemans, « la vraie révolution est l'industrialisation de la société. Elle doit être le fait des élites dirigeantes (...). La forte politisation latino-américaine est un phénomène pathologique qui rend impossibles les transformations culturelles permettant l'intégration de l'homme dans la société (4) ».

« Deux systèmes matérialistes »

C'est un évêque colombien, récemment promu cardinal, Mgr Lopez Trujillo, un conservateur, qui dirige le Celam à l'ouverture de la troisième conférence épiscopale, qui se tient à Puebla en 1979. Puebla, si l'on en reste à l'essentiel, c'est le retour à l'Évangile. « On ne peut, affirme Jean-Paul II, évangéliser correctement

que si l'on a une vision correcte de l'Évangile. » Le pape revient donc à des communitaires et capitalistes « comme deux systèmes matérialistes », et il dénonce énergiquement les violations des droits de l'homme dans son message d'ouverture d'une conférence dont les conclusions, après deux semaines de travaux, reprennent sa « ligne ». C'est un rejet du capitalisme et du marxisme. C'est aussi une condamnation de la doctrine de sécurité nationale, chère aux dictateurs militaires d'Amérique latine.

Mais l'appel de Puebla, plus que celui de Medellin, a ses limites et son « double langage ». A Puebla, le Celam a esquissé le débat au fond sur les aspects positifs ou négatifs de la théologie de la libération. Mais Puebla n'est ni un anti-Medellin que si l'on schématise les positions toujours nécessairement nuancées des conférences épiscopales. Rio, Medellin, Puebla sont en fait trois étapes d'une évolution avec ses flux et ses reflux sans que l'on puisse affirmer que la marée est éternelle. Les démonstrations de l'« avancée » de l'Église sont par définition plus bruyantes et dissimulent l'importance des autres courants.

Charles Antoine, lui-même prêtre et observateur perspicace (5), distingue quatre « tendances » dans l'épiscopat latino-américain de 1983 : les « intégristes », les « juridiques », les « pastoraux » et les « prophétiques ». Et il affirme que les « pastoraux » sont majoritaires, avec près de la moitié des évêques. Est-ce le « marais » qui est le plus en accord avec la pensée profonde de Jean-Paul II ?

La force apparente et les faiblesses relatives de l'Église d'aujourd'hui sont aussi l'aboutissement d'un processus qui s'est étiré sur cinq siècles. Pendant les trois premiers, cette Église a été étroitement associée, dans l'Amérique espagnole, à la conquête et à la colonisation. Elle a pâti des lutes de l'indépendance et retrouvé quelque vigueur dans le dernier tiers du dix-neuvième siècle, à la fin du pontificat de Pie IX. L'évolution a été différente dans les Caraïbes et au Brésil. Mais c'est au Brésil, de civilisation portugaise et historiquement moins puissante, que l'Église a manifesté un exceptionnel dynamisme.

Évêque pour ramasser des cadavres

L'Église latino-américaine d'aujourd'hui a ses témoins, ses prophètes et ses martyrs. Charles Antoine recense, depuis 1964, au seul niveau des évêques, des prêtres et des religieux, 633 personnes directement victimes d'un meurtre de répression sous forme d'arrestation, d'emprisonnement, de torture, d'enlèvement ou de menaces graves contre l'intégrité physique. Sur ce nombre, 33 prêtres ont été assassinés pour motif politique, dont 12 en Argentine.

C'est l'assassinat, en mars 1980, de Mgr Romero, foudroyé au cours d'une messe à San Salvador, qui apparaît encore comme l'événement le plus « symbolique » dans ce long martyrologe. Un évêque qui confiait avant sa mort que son ministère se réduisait « à aller ramasser des cadavres », a été frappé parce que son engagement aux côtés d'un peuple massivement était insupportable aux yeux des nantis. Peut-on rappeler, à la veille de la quatrième conférence épiscopale de Port-au-Prince — un autre symbole — que le pape n'avait pas condamné ce meurtre avec une excessive sévérité ?

MARCEL NIEDERGAANG

(1) Ces chiffres sont empruntés à l'ouvrage de M. Nobmann, *La Mexique à la Terre de Feu, une Église en colère*. Éditions Bordes, Paris.

(2) *Développement ou libération*, par Hector Borra, Éditions du Cerf, Paris.

(3) *Chrétiens et combats de l'Église en Amérique latine*, par Michel Ducloux, Éditions du Cerf, Paris.

(4) Roger Vekemans, *Le Marginalisme en Amérique latine*, Desclée, Santiago du Chili. Cité par le Père Joseph Comblin dans *Théologie de la révolution*. Éditions Universitaires, Paris.

(5) Charles Antoine, auteur de *Le Sang et l'Espoir*, aux éditions du Cerf, dirige le *Dial*, un bulletin d'informations religieuses sur l'Amérique latine, 4, quai des Grands-Augustins, Paris-6. *Dial* doit publier cette semaine un numéro spécial intitulé : *Le sang des justes*. À l'occasion du voyage de Jean-Paul II en Amérique centrale.



Prêtre et séminariste indigènes au Pérou. (Extrait du Tour du monde, 1863.)

première puissance catholique de la planète. La quasi-totalité des habitants d'Amérique latine se reconnaissent comme catholiques. Officiellement, près de 80 % des hommes et des femmes sont baptisés. L'Amérique latine est sans doute la seule région du globe où l'Église exerce une influence réelle sur l'évolution de la société.

Chaque voyage d'un pape, au Mexique, en Colombie, en Argentine, au Brésil hier, en Amérique centrale et en Haïti demain, est l'occasion pour l'ensemble de l'Église, de réfléchir sur le passé et de scruter l'avenir, de tenter de définir de nouvelles lignes de force et d'action, de secourir les énergies ou de redresser la barre. Chaque pèlerinage du pape suscite des enthousiasmes et des espérances. Paul VI était à Bogota, en 1968, pour l'ouverture de la seconde conférence épiscopale d'Amérique latine. Jean-Paul II était à Puebla, au Mexique, pour l'inauguration de la troisième conférence générale de l'épiscopat. Il va se rendre en Haïti pour une nouvelle rencontre du Conseil des évêquats latino-américains (Celam).

A l'heure des bilans, des analyses de textes et de résolutions, on retrouve l'embarras des exégètes, des divergences et même des contradictions qui illustrent l'immense complexité d'une Église brassée dans ses profon-

deux. Les voyages du pape ressemblent à des trajectoires brillantes et spectaculaires séparant de longues périodes de silence, de combats anonymes, de répression, et d'interrogations quotidiennes.

La caricature ne sied pas à l'Église. On l'a bien vu à Medellin. Dans la foule du concile Vatican II, qui a touché avec force un continent latino-américain mieux préparé que d'autres à la recevoir et à l'interpréter, la deuxième réunion du Celam a adopté des formules fortes : « moment décisif du processus historique du continent », « au seuil d'une nouvelle époque de notre histoire », « l'enfance douloureuse d'une civilisation ».

Privilegiés au Chili, où le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende est au pouvoir jusqu'en 1973, tolérés ailleurs, réprimés souvent, ils étaient 400 à Santiago en avril 1972, venus de toute l'Amérique latine. Un mois avant le coup d'État, en août 1973, l'épiscopat chilien a interdit aux prêtres et aux religieux de militer dans des chrétiens pour le socialisme, mais le texte ne sera publié qu'en octobre, un mois après le putsch des militaires. Parallèlement, la théologie de la libération s'est élaborée progressivement.

« Opter pour le pauvre, écrit Gustavo Gutiérrez, auteur d'essais sur ce thème, c'est opter pour une classe sociale contre une autre. Opter pour le pauvre, c'est s'identifier à la classe exploitée, au monde de ses valeurs, c'est se solidariser avec ses combats. »

Reconnu, puisque le synode des évêques de 1971 s'inspire des thèmes de la théologie de la libération et parle de « la mission de l'Église en faveur de la libération de toute situation d'oppression ».

« Deux systèmes matérialistes »

C'est un évêque colombien, récemment promu cardinal, Mgr Lopez Trujillo, un conservateur, qui dirige le Celam à l'ouverture de la troisième conférence épiscopale, qui se tient à Puebla en 1979. Puebla, si l'on en reste à l'essentiel, c'est le retour à l'Évangile. « On ne peut, affirme Jean-Paul II, évangéliser correctement

que si l'on a une vision correcte de l'Évangile. » Le pape revient donc à des communitaires et capitalistes « comme deux systèmes matérialistes », et il dénonce énergiquement les violations des droits de l'homme dans son message d'ouverture d'une conférence dont les conclusions, après deux semaines de travaux, reprennent sa « ligne ». C'est un rejet du capitalisme et du marxisme. C'est aussi une condamnation de la doctrine de sécurité nationale, chère aux dictateurs militaires d'Amérique latine.

Mais l'appel de Puebla, plus que celui de Medellin, a ses limites et son « double langage ». A Puebla, le Celam a esquissé le débat au fond sur les aspects positifs ou négatifs de la théologie de la libération. Mais Puebla n'est ni un anti-Medellin que si l'on schématise les positions toujours nécessairement nuancées des conférences épiscopales. Rio, Medellin, Puebla sont en fait trois étapes d'une évolution avec ses flux et ses reflux sans que l'on puisse affirmer que la marée est éternelle. Les démonstrations de l'« avancée » de l'Église sont par définition plus bruyantes et dissimulent l'importance des autres courants.

Charles Antoine, lui-même prêtre et observateur perspicace (5), distingue quatre « tendances » dans l'épiscopat latino-américain de 1983 : les « intégristes », les « juridiques », les « pastoraux » et les « prophétiques ». Et il affirme que les « pastoraux » sont majoritaires, avec près de la moitié des évêques. Est-ce le « marais » qui est le plus en accord avec la pensée profonde de Jean-Paul II ?

La force apparente et les faiblesses relatives de l'Église d'aujourd'hui sont aussi l'aboutissement d'un processus qui s'est étiré sur cinq siècles. Pendant les trois premiers, cette Église a été étroitement associée, dans l'Amérique espagnole, à la conquête et à la colonisation. Elle a pâti des lutes de l'indépendance et retrouvé quelque vigueur dans le dernier tiers du dix-neuvième siècle, à la fin du pontificat de Pie IX. L'évolution a été différente dans les Caraïbes et au Brésil. Mais c'est au Brésil, de civilisation portugaise et historiquement moins puissante, que l'Église a manifesté un exceptionnel dynamisme.

Évêque pour ramasser des cadavres

L'Église latino-américaine d'aujourd'hui a ses témoins, ses prophètes et ses martyrs. Charles Antoine recense, depuis 1964, au seul niveau des évêques, des prêtres et des religieux, 633 personnes directement victimes d'un meurtre de répression sous forme d'arrestation, d'emprisonnement, de torture, d'enlèvement ou de menaces graves contre l'intégrité physique. Sur ce nombre, 33 prêtres ont été assassinés pour motif politique, dont 12 en Argentine.

C'est l'assassinat, en mars 1980, de Mgr Romero, foudroyé au cours d'une messe à San Salvador, qui apparaît encore comme l'événement le plus « symbolique » dans ce long martyrologe. Un évêque qui confiait avant sa mort que son ministère se réduisait « à aller ramasser des cadavres », a été frappé parce que son engagement aux côtés d'un peuple massivement était insupportable aux yeux des nantis. Peut-on rappeler, à la veille de la quatrième conférence épiscopale de Port-au-Prince — un autre symbole — que le pape n'avait pas condamné ce meurtre avec une excessive sévérité ?

MARCEL NIEDERGAANG

(1) Ces chiffres sont empruntés à l'ouvrage de M. Nobmann, *La Mexique à la Terre de Feu, une Église en colère*. Éditions Bordes, Paris.

(2) *Développement ou libération*, par Hector Borra, Éditions du Cerf, Paris.

(3) *Chrétiens et combats de l'Église en Amérique latine*, par Michel Ducloux, Éditions du Cerf, Paris.

(4) Roger Vekemans, *Le Marginalisme en Amérique latine*, Desclée, Santiago du Chili. Cité par le Père Joseph Comblin dans *Théologie de la révolution*. Éditions Universitaires, Paris.

(5) Charles Antoine, auteur de *Le Sang et l'Espoir*, aux éditions du Cerf, dirige le *Dial*, un bulletin d'informations religieuses sur l'Amérique latine, 4, quai des Grands-Augustins, Paris-6. *Dial* doit publier cette semaine un numéro spécial intitulé : *Le sang des justes*. À l'occasion du voyage de Jean-Paul II en Amérique centrale.

Etranger

BULLETIN

Tueries au Zimbabwe

Les inqualifiables exactions auxquelles se sont livrés au Matabeleland les deux mille soldats de la 5^e brigade de l'armée du Zimbabwe, et dont le correspondant du « Monde » en Afrique orientale a rendu compte dès le début du mois (« le Monde » du 11 février), jettent un sérieux discrédit sur le gouvernement de Harare. Survenant après les scandaleuses expulsions brutales de réfugiés palestiniens du Nigeria, elles ne feront que ternir davantage l'image du continent noir.

A Harare, des controverses byzantines se développent pour savoir qui, exactement, doit être tenu pour responsable des massacres du Matabeleland, qui ont fait des centaines de victimes civiles innocentes. M. Justin Nyoka, directeur de l'information, cède à la tentation facile d'accuser la presse mondiale d'avoir « gravement déformé » la situation. Selon l'enquête en cours sur place, l'armée régulière n'a rien à voir avec la folie meurtrière imputable, dit-on à Harare, à « des déserteurs vêtus de l'uniforme de l'armée ». Mais ce qui frappe aujourd'hui, c'est moins la recherche des coupables, que l'on veut espérer efficace, que l'importance des tueries et leur sauvagerie.

Les témoignages recueillis auprès de missionnaires, de médecins ou d'enseignants concordent tous. Uniquement composée de Shona, ethnus majoritaire dans le pays, la sinistre 5^e brigade tue, viole, pille au sein de la population de race ndebele, entraînant un exode massif des paysans vers les villes, dont Bulawayo. A ces faits, les autorités de Harare opposent la nécessité de réprimer les dissidents anti-gouvernementaux, anciens guérilleros favorables à M. Nkomo.

Car cette folie meurtrière a pour origine le règlement de comptes, en cours depuis des mois, entre MM. Mugabe, premier ministre, dirigeant de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) et Nkomo, ancien ministre de l'Intérieur, destitué, chef de l'Union nationale populaire du Zimbabwe (ZAPU). A ces rivalités de personnes s'ajoutent des antagonismes ethniques, car M. Mugabe est d'ethnie Shona et M. Nkomo, Ndebele. De vieilles rancœurs de caractère idéologique se superposent à ce tissu complexe de haines vives, car, durant la guerre civile qui opposa les nationalistes noirs à la minorité blanche conduite par l'ancien premier ministre, M. Smith, M. Mugabe était soutenu par Pékin et opérait avec l'aide chinoise à partir du Mozambique, tandis que M. Nkomo menait des raids avec le concours des Soviétiques à partir de la Zambie.

Le Zimbabwe dispose d'importantes ressources agricoles et minières, et occupe une place de choix sur l'échiquier économique de l'Afrique australe. Le cuivre et le chrome lui assurent des recettes, dont le volume suscite l'envie de beaucoup d'Etats de la région.

Nul doute que la terreur semée par la 5^e brigade n'accroisse le courant d'émigration blanche, qui déjà porte mensuellement sur plus de mille deux cents personnes. D'autre part, l'atmosphère de guerre civile au Zimbabwe menace de déstabilisation quelques-uns de ses voisins. La contagion de la violence peut, en effet, s'étendre brutalement au Mozambique, où le pouvoir central fait déjà face aux actions d'une opposition armée en Zambie et en Tanzanie, où les présidents Kaunda et Nyerere sont confrontés à de graves difficultés politiques et économiques.

M. Begin rejette les conditions posées par la Jordanie pour sa participation à d'éventuelles négociations

M. Begin a « catégoriquement rejeté », vendredi 25 février, les conditions posées par la Jordanie pour sa participation à d'éventuelles négociations sur le Proche-Orient. Il a annoncé le refus israélien à la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense de la Knesset.

Les conditions d'une participation jordanienne à d'éventuelles négociations auraient été définies par le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Marouane el Kassam, jeudi, à l'issue de son entretien avec le président Gemayel : retrait israélien du Liban, gel des implantations juives en Cisjordanie et réelle participation palestinienne à ces négociations.

M. Arens, ministre israélien de la défense désigné, a déclaré, pour sa part, qu'une « très forte pression américaine est exercée sur Israël pour obtenir son retrait du Liban », mais qu'il ne voyait « aucun geste américain susceptible de nous rendre cette décision plus facile à prendre, nous obtenir en contrepartie le minimum des assurances que nous exigeons ».

A Beyrouth, une réunion à laquelle participaient, vendredi, M. Philip Habib, l'ambassadeur américain au Proche-Orient, M. Salem, le ministre libanais des affaires étrangères, et les délégations libanaise et américaine aux négociations avec Israël, n'a pas permis d'aplanir les différences de vues entre Beyrouth et Washington dans les pourparlers menés avec Jérusalem. On indique de source officielle que les Libanais ont exposé à M. Habib leur refus de tout arrangement de sécurité pouvant affecter la souveraineté de leur pays et d'une normalisation des relations bilatérales préalable à un retrait des forces israéliennes. La partie libanaise a sollicité des garanties américaines après le retrait des troupes israéliennes, afin de ne pas courir le risque d'une ingérence permanente d'Israël dans les affaires intérieures du Liban.

La situation au Sud-Liban

Le conseil des ministres libanais a décidé de démettre quatre hauts fonctionnaires à la suite de recommandations présentées par une commission d'enquête sur la catastrophe provoquée par la récente tempête de neige en montagne. Les fonctionnaires limogés sont le directeur général des forces de sécurité intérieure, M. Hicham al Chaar, les

gouverneurs du Mont-Liban et de la Bekaa, respectivement MM. Fadel Hamwiye et Henri Laboud, et enfin le directeur général du ministère des travaux publics et des transports, M. Antoine al Rayess. Selon le dernier bilan des sauveteurs, soixante-cinq ont trouvé la mort dans la tempête de neige qui a sévi dans la montagne libanaise de vendredi à lundi derniers. Depuis jeudi, une nouvelle tempête de neige complique les opérations de secours. Dans la région des Cédres, un hôtel et des habitations se sont effondrés faisant, selon des informations non confirmées, onze morts.

Aux Nations unies, M. Olof Rydbeck, haut commissaire de l'U.N.W.R.A., a souhaité vendredi que la sécurité des réfugiés palestiniens au Sud-Liban soit renforcée. Le haut commissaire a déclaré qu'il avait reçu une réponse « très positive » des autorités israéliennes, qui,

lors d'une rencontre mercredi entre son représentant et le commandant israélien au Sud-Liban, avaient donné l'assurance que les forces israéliennes de défense interviendraient pour empêcher meurtres et exactions. « L'armée israélienne est le seul protecteur qu'ont les réfugiés palestiniens contre les nombreux groupes armés arabes au Sud-Liban, aussi paradoxal que cela puisse paraître », a ajouté M. Rydbeck lors de sa conférence de presse.

A Jérusalem, le général Moshe Nativ, chef du service des effectifs de l'armée, a mis en garde les autorités syriennes contre tout atterrissement dans les négociations sur le sort des prisonniers israéliens « détenus soit par les Palestiniens soit par les Syriens ». « Il n'y aura pas, a-t-il dit, de retrait israélien du Liban, tant que le sort de tous les prisonniers et disparus israéliens ne sera pas réglé. » (A.F.P.)

Iran

Risque d'incident diplomatique entre Bonn et Téhéran

De notre correspondant

Bonn. — Le représentant du ministère des affaires étrangères veut expliquer, à huis clos, mercredi 23 février, qu'il importait de relaxer M. Sadegh Tabatabaï, a perdu son temps. La douzième chambre du tribunal de Düsseldorf a été si peu convaincue par ses arguments que non seulement elle reprendra ses audiences vendredi 25 février comme si de rien n'était, mais qu'elle remettrait aussi l'inculpé sous les verrous de la détention préventive, dont l'avait sorti mardi une ordonnance de l'instance supérieure de Düsseldorf (le Monde du 26 février).

La reprise du procès contre M. Tabatabaï — accusé de trafic de drogue — a fait l'effet d'un colat. Le ministère des affaires étrangères s'est trouvé clairement désavoué. Il s'est aussitôt replié sur ses positions d'intermédiaire : il n'aurait fait que transmettre le message du ministère des affaires étrangères de Téhéran accordant à M. Tabatabaï le statut d'ambassadeur extraordinaire. A vrai dire, le diplomate allemand n'aurait pas tant plaidé pour le sta-

tut spécial de M. Tabatabaï que pour la sécurité et les biens de la communauté allemande en Iran, craignant les représailles qui pourraient suivre la condamnation désormais inéluctable de l'ancien vice-premier ministre iranien.

La cour a entendu six douaniers impliqués dans l'arrestation de M. Tabatabaï. Sur quoi son avocat, M. Kröppen, s'est levé et a déclaré qu'il quittait la salle des séances et déposait son mandat. Le juge Otto Strauss lui ayant fait observer qu'il n'avait pas le droit d'agir ainsi, l'avocat a répliqué que cela lui était égal. Il avait auparavant menacé de faire des « révélations » qui pourraient être dommageables à la République fédérale.

La prochaine audience a été fixée à mardi et un porte-parole du ministère de l'Intérieur a déclaré qu'il n'y aurait pas deux poids et deux mesures pour les trafiquants de drogue, ce qui a été interprété comme une pointe contre la tentative du ministère des affaires étrangères pour « blanchir » M. Sadegh Tabatabaï. — A. C.

DANS LA CRISE DE L'ASSAM

M^{me} Gandhi reconnaît « une certaine responsabilité » de son gouvernement

De notre correspondant

New-Delhi. — Un premier ministre las et sans ressort, ainsi est apparue M^{me} Gandhi à la presse étrangère dont elle était, vendredi 25 février, l'invitée. Elle a offert le spectacle d'un dirigeant sincèrement consterné par la récente explosion de violence, mais convaincu de la justesse de sa position. Elle a, à plusieurs reprises, répondu évasivement aux questions qui s'abattaient sur elle.

« Quel est le dernier bilan des massacres ? »

« Nous ne le savons pas nous-mêmes. On ne peut donner que le nombre des corps retrouvés et les recherches se poursuivent. »

« Combien de familles ont quitté leurs villages, voire l'Assam ? »

« Je n'en connais pas le nombre exact. Nous les aidons financièrement, notamment à reconstruire leurs maisons. »

« Se sent-elle en partie responsable de la tournure des événements ? »

« Ce qui s'est produit en Assam est le résultat d'une atmosphère de rancœur et de haine créée depuis la fin 1979, d'une escalade indépendante de la tenue des élections. Certains partis d'opposition ont encouragé l'agitation, et je n'ai entendu aucune réelle condamnation des violences commises longtemps avant le scrutin, des sabotages et des assassinats de fonctionnaires. Nous nous efforçons de contrôler la situation. Mais ce qui importe, ce n'est pas le nombre des forces déployées, mais la nécessité d'apaiser les esprits. »

« A-t-elle envisagé la possibilité de donner sa démission ? »

« Non. Cela serait terrible pour l'Assam. Certes, il appartient au gouvernement d'assurer la sécurité des personnes, mais en quoi une démission accroîtrait-elle cette dernière ? Il n'y a aucune responsabilité directe, mais une certaine responsabilité. »

— Pouvait-on agir autrement ?

« D'abord, il nous fallait respecter la Constitution, c'est-à-dire organiser des élections. Nous ne disposons pas de la majorité requise pour amender la Constitution. Ensuite, il nous appartenait de refuser qu'un groupe de personnes ne dicte sa loi et ne s'oppose au processus démocratique. Ne pas tenir les élections soulevait par un grand nombre de personnes aurait été encourager les agitateurs, qui sont partisans d'expulsions massives. Certes, les véritables « étrangers » doivent être expulsés de l'Etat (mais le Bangladesh a déjà fait savoir qu'il n'en accepterait aucun). Encore faut-il les identifier en évitant que, dans ce processus, des personnes de bonne foi ne soient inquiétées. Les responsables de l'agitation ne constituent qu'une minorité, mais ils bénéficient de l'appui d'un plus grand nombre. »

« Si vous aviez su quel serait le prix à payer, auriez-vous persévéré dans l'organisation d'élections ? »

« Je ne sais vraiment pas si nous aurions évité ces violences en renonçant aux élections ? »

« Quelle est la valeur d'un scrutin tenu dans de telles conditions ? »

« La participation n'a pas été faible partout. Un grand nombre de personnes ont été empêchées de voter. Elles ont été menacées. Des candidats ont été tués, des membres de leurs familles kidnappés. Le fils de l'un d'eux a eu les oreilles coupées. Sans cette atmosphère de peur et de terreur, les gens auraient voté en grand nombre. L'état d'urgence n'est pas envisagé (...) »

« Y a-t-il eu des interventions étrangères ? »

« On ne peut répondre positivement à cette question. Il y a eu des encouragements de l'extérieur, mais il est difficile d'en déterminer exactement l'origine. Certains éléments ont intérêt à déstabiliser des pays comme l'Inde. »

PATRICK FRANCES.

NOMBREUSES SONT LES VOIES



COLLECTION DE POÉSIE POINTS SAGESSES SEUIL

Pour l'achat de 3 Points votre libraire vous offre "Histoires pragoises" de R.M. Rilke, Points Roman n° 100.

Etranger

Le brut millésimé du Sahara algérien

La baisse du prix du pétrole fait beaucoup d'heureux. En Algérie, elle ne peut que décevoir et irriter un gros producteur, car, selon le Moudjahid, elle va « à contre-courant de toutes les revendications du tiers-monde ». C'est pourquoi Alger a demandé, cette semaine, la convocation de l'OPEP. On ne brade pas du brut millésimé dont les stocks sont impressionnants.

De notre envoyé spécial

In-Amenas. — La grande aventure du pétrole saharien a commencé tout près d'ici, au puits 101, fort avant ce qu'on appelle pudiquement, en présence de l'abbé français, « les événements ». Il faut une heure de piste pour atteindre Edjeleh, aux confins libyens, dans un paysage de dunes. Quelques tuyaux sortant de terre, un espace délimité par quatre bidons d'huile, un écriteau : « Edjeleh, premier pétrole, janvier 1956 ». Il ne s'agit pas seulement d'un souvenir pieusement conservé. Un ingénieur explique, en tapotant affectueusement ce matériel qui a résisté à toutes les corruptions : « Le puits 101 est fermé, mais il n'est pas mort. On pourrait encore « presser l'éponge » pour en extraire la précieuse coulée, en employant la technique du gaz lift.

La langue imagée et concrète des pétroliers emprunte souvent au Texas. Parce qu'il a été mis au point par les Américains, il ne sera jamais possible de parler autrement du procédé qui consiste à injecter du gaz sous l'huile pour la « lever », améliorant ainsi le rendement de gisements dont la période d'exploitation la plus aisée est révolue.

Soucieuse de ne pas dilapider ses réserves, l'Algérie s'intéresse à toutes les techniques d'optimisation. Le gaz est réinjecté, mais aussi l'eau — que l'on trouve à condition de creuser à 1 000 mètres, — selon des dosages savants. « Chaque puits est un cas et a son histoire », observe un ingénieur spécialiste des études de « récupération tertiaire », en cours à Alger pour mettre au point un liquide spécial qui permettra d'exploiter les gisements sans laisser la moindre goutte « piégée » dans la roche.

An rythme actuel de la production, les réserves en pétrole de l'Algérie devraient être épuisées en vingt ans, dit-on communément. Les experts de la Sonatrach (1) tiennent pour simplistes ces estimations : tout dépend, disent-ils, de l'évolution des connaissances et de la rentabilité des techniques les plus complexes.

In-Amenas, d'atra (sous-préfecture) de 13 000 habitants, est avant tout un centre administratif et résidentiel, une « base de vie », comme disent les pétroliers.

Aux techniciens et à leurs familles s'ajoutent les nomades ou semi-nomades qui suivent les chantiers et y trouvent des emplois temporaires.

« Les Touareg sont nos meilleurs chauffeurs, surtout la nuit, où il est facile de s'égarer. » L'ingénieur nous montre les immenses chantiers : près de l'erg Bourharret, où l'armée transforme la piste en route. L'arrivée de notre voiture est un petit événement pour la soixantaine d'hommes qui travaillent à El-Abed-Larache, dernière base au sud, à 117 kilomètres d'In-Amenas. Quelques « cabanes sahariennes » sont posées dans une rocaïlle désolée. La salle de restaurant a été construite en 1960. Les Français sont partis, mais les photos de ports bretons sont restées sur les murs, et l'on continue à pratiquer la pétanque. Ni télévision ni téléphone ; quelques films en plein air le soir et la nostalgie des femmes laissées au nord. La « prime d'isolement », qui double le salaire, n'est pas volée, même en tenant compte de la fierté de faire partie d'une élite, d'appartenir à un corps efficace dans l'Algérie du « bricolage » généralisé.

« A environ 4 kilomètres, par une piste sur la droite, on trouvera un point d'eau chaude, agréable lieu de campement, malgré d'éventuels scorpions », indique le Guide bleu. En fait, la Sonatrach exploite ici une « source » qui sert à abreuver toutes les bases du Sud. Puisée à 1 400 mètres, l'eau sort à 62° C. Refroidie, elle est mise dans des « berlingots » faciles à transporter et à utiliser sur des chantiers où, en été, le corps humain exige facilement cinq litres par jour.

Plus au sud, c'est Illizi, où Antonioni a tourné les premières séquences de *Profession reporter*, puis Djinet, le Tassili et ses gravures rupestres difficilement accessibles au commun des voyageurs. La Sonatrach sait y traiter royalement ses hôtes, mais son vrai domaine s'étend au nord...

Les crûs maison

Hassi-Messaoud. D'ici sort plus de la moitié de la production algérienne de brut. Six cents puits, dont quatre cents en activité. Cinq milliards de tonnes de réserves en place. Des découvertes récentes ont encouragé la prospection, dont témoigne un paysage de derrick, vingt mille personnes, dont quinze mille appartenant à la Sonatrach. Un organisme d'une extrême complexité, accrue par l'écclésiologie de la Sonatrach, Etat dans l'Etat, en différentes sociétés nationales.

On dégage le brut par décompositions successives ; on stabilise l'huile par desalage électrostatique. On recomprime le gaz pour la réinjection dans le gisement... Des opérations menées le plus souvent par télécommande dans une « tour de contrôle ». Et puis, au sortir de l'univers climatisé des salles d'ordinateurs, un retour à la

bonne vieille technique des années 60 : en bout de parcours d'une raffinerie, quelques robinets qu'on ouvre pour vous faire humer, comme du bordeaux, les différents crûs maison : kérosène, super, gas-oil, lampant, etc...

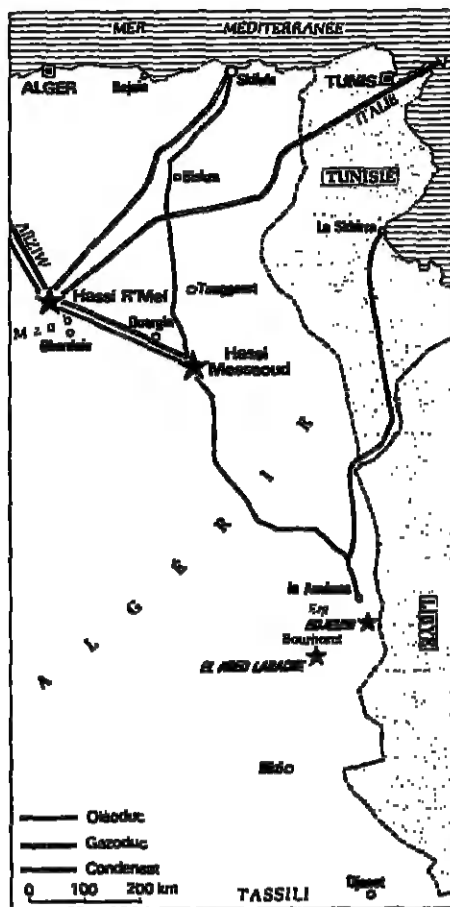
Les élèves du centre de formation de l'Institut algérien du pétrole sont recrutés sur test à la fin du secondaire. Quatre mille candidats fournissent une promotion

Pour les quelques Français de Tassili ou d'El-Aquitaine détachés à la Sonatrach, c'est le régime des « quatre-deux », avec retour en France. « Une facilité qui a, bien sûr, des contreparties, mais à laquelle je ne parviens pas à renoncer », dit l'un d'eux, qui finira son mois parmi les siens dans le Pôitou.

On essaie d'humaniser ce site désertique, auquel un certain

pourtant là le coffre-fort de l'Algérie. Deux mille quatre cents milliards de mètres cubes de gaz naturel, à 2 300 mètres sous terre, dans une zone d'exploitation longue de 80 kilomètres et large de 70.

L'Algérie se situe au quatrième rang mondial en ce qui concerne les réserves de gaz naturel. Au rythme actuel, la production pourrait durer trois siècles. Pour 80 % les réserves nationales se trouvent dans les grès triasiques de Hassi-R'Mel. En raison de son humidité, on est en présence d'un gaz à condensat, ce liquide d'hydrocarbures incolore, plus léger que le brut, utilisé comme produit de base de la pétrochimie, et qui est une des spécialités de l'Algérie.



Hassi-R'Mel « l'algérienne »

Six mille personnes y vivent, dont deux mille deux cents travaillent à la Sonatrach.

Ici, peu de traces du passage des Français. Le gaz a été découvert en 1956, mais son exploitation sur une grande échelle est postérieure à l'indépendance. L'Uramodern, Hassi-R'Mel est vraiment l'œuvre de l'Algérie. Cinq-vingt puits, des stations de réinjection, nécessaires pour maintenir la pression dans le champ à mesure que l'extraction se développe, un centre de stockage et de transfert d'où part un échiquier de pipelines. « Tout est prêt, nous pourrions ouvrir le robinet quand on nous le demandera », dit un technicien au départ du gazoduc algéro-italien, achevé en 1981, qui permettra de livrer directement le gaz à l'Europe via la Tunisie et le détroit de Messine.

Il faut montrer patte blanche pour entrer dans les différents modules de cette cité du futur, mais l'ambiance est bon enfant. L'armée, l'aviation, ne sont pas très loin, à Ouargla, mais aucun dispositif militaire n'assure la protection rapprochée de ces immenses richesses. « Nous avons fait un pari sur la paix internationale... et civile », dit un responsable qui connaît les précautions prises en Europe dans les zones industrielles analogues.

Déjeuner au restaurant des cadres : la plupart de ces hommes, investis de responsabilités importantes, ont moins de quarante ans. Nationalisme ardent, mais sans inhibitions : on ne cache pas ce qu'on a appris des Etats-Unis, du Japon et de l'Institut français du pétrole, cité avec révérence. La journée, commencée à l'aube, a été dure et elle n'est pas finie. Le responsable de l'unité de production se lève ; il va profiter de la pause-café pour « faire sa prière ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(1) Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures.

Conrad Killian, le découvreur

Dans la liste des prospecteurs sahariens du pétrole : Fernand, Duvoyier, Gausier, Théodore Monod, Meyendorff, Menchikov, Lekbra, Bourcard. — un nom se détache avec éclat, celui de Conrad Killian, « père » de l'or noir découvert au Sahara algérien. Fils de Wilfrid Killian, professeur à la faculté des sciences de Grenoble, arrière-petit-neveu de Cuvier et descendant du conventionnel Boissy-d'Anglas, ce personnage fascinant est resté longtemps méconnu.

Ce calviniste fou du désert ne fut pas un aventurier comme tant d'autres. « Cerveau universel », écrit à son propos Paul Mousset (1), « n'était pas seulement un écrivain, un soldat, un géographe, un zoologue, un botaniste, un historien, un linguiste, un archéologue, un cosmographe et, accidentellement, un addicteur (il pratique une obsession, qui seule pouvait le sauver, sur une femme turque, avec le scalpel de sa trousse à disséquer les mœurs), mais encore, et peut-être avant tout, un géologue de génie ».

Et pourtant, lorsqu'il se bat pour garder le pétrole à la France, les diplomates du Quai d'Orsay, qui ne croient pas à ses découvertes, leissent tomber : « Killian est fou ». Heltis Helberg, géologue en chef de la compagnie américaine Gulf Oil Corporation, est du même avis : il affirme en 1949, en 1951 et en 1952 : « En Afrique, on ne découvre pratiquement pas d'indicateurs de pétrole... en particulier au Sahara » ! Y croyait-il ou voulait-il dissuader les concurrents ? Killian, en tout cas, se méfia des Anglais, dont il a rejeté les propositions alléchantes. Ses amis se moquaient de ses « visions » et de son « obsession des espions ».

En 1949, il échappe à une tentative d'assassinat, et confie : « Mes ennemis m'auraient tué, tout en expliquant qu'ils considéraient sa mort en « suicide ». Le 30 avril 1950, à cinquante ans, on le trouve pendu à l'espagnole d'un hôtel de Grenoble. « Dramatique et lamentable conclusion d'une vie où l'aventure, l'espionnage, la science, la diplomatie et l'amour s'entremêlent parfaitement », écrit Eugène Boissennade (2) dans un livre consacré à un destin qui fut FR 3 raconte également dans un feuilleton en quatre épisodes.

PAUL BALTA.

(1) *Le Sahara qui voit le jour*, Presses de la Cité, Paris, 1959.
(2) Conrad Killian, Editions France-Empire, Paris, 336 pages, 68 F.

Les vieilles urnes du Sénégal

Les Sénégalais votent le dimanche 27 février. Ils en ont l'habitude. Il y a plus de cent ans qu'ils pratiquent la démocratie représentative et un de leurs grands ancêtres fut même conventionnel.

Quelques mois après le renversement de la monarchie en France, le Parlement supprimait l'esclavage, le 27 avril 1848, à l'initiative de Victor Schoelcher et décidait que la colonie du Sénégal serait désormais représentée en son sein par un député titulaire et un suppléant. C'est Durand Valentin, métis de Saint-Louis, qui, après une campagne électorale marquée par de sourdes intrigues et des querelles byzantines, fut le premier représentant élu du Sénégal. Ce

poste fut supprimé en 1852 et rétabli en 1871. Avant la deuxième guerre mondiale, seul le Sénégal élisait un député. Les autres colonies (sauf le Niger et la Mauritanie) envoyaient seulement chacune un délégué au Conseil supérieur des colonies.

Dès 1794, un Noir, nommé Jean-Baptiste Mars, dit Belley (1), natif de l'île de Gorée, ancêtre du docteur Jean Price-Mars, ancien ambassadeur d'Haïti en France, écrivain, panafricaniste combattif, avait été élu député de Saint-Domingue à la Convention nationale. L'imagerie populaire de l'époque a fait connaître sa physionomie et perpétué son souvenir en uniforme chamarré, le chef surmonté d'un chapeau à plumes et le corps ceint de l'écharpe tricolore des conventionnels.

Parmi les parlementaires célèbres qui représentèrent le Sénégal à Paris figure notamment Blaise Diagne, premier Noir élu à la Chambre des

députés, le 8 juillet 1914, et premier Africain promu secrétaire d'Etat. Franco-maçon, désigné comme haut-commissaire de la République au début de la grande guerre 1914-1918, Diagne joua un rôle décisif dans la levée massive de troupes noires en A.O.F. destinées au front européen, entrant en conflit à cette occasion avec le gouverneur Van Vollenhoven, opposé à l'adoption de telles mesures.

Diagne resta parlementaire jusqu'à sa mort, à Hambourg, en 1934. Il avait succédé à François Carpot, métis, avocat saint-louisien, député de 1902 à 1914, qui était intervenu auprès du gouvernement français pour ramener d'exil le cheikh Amadou Bamba Mbake, fondateur de la confrérie des Mourides. D'abord concurrent malchanceux de Blaise Diagne en 1928 et 1932, élu parlementaire en 1934, Galandou Diouf (1875-1941) fut aussi le premier Africain élu au conseil général de Saint-Louis en 1909, et le fondateur du jour-

nal le *Sénégal*, après une longue collaboration avec son ancêtre la *Démocratie*.

Les quatre communes

Fondateur du parti socialiste sénégalais, Amadou Lamine (1891-1968), Saint-Louisien d'origine, maire de Saint-Louis, puis maire de Dakar, fut également un parlementaire de grande réputation connu pour ses qualités exceptionnelles d'orateur, défait en 1951 par son « poulain », Léopold Sédar Senghor, qui avait rompu avec lui en 1948 pour fonder son propre parti. Il fut président de l'Assemblée sénégalaise jusqu'à sa mort.

A l'époque coloniale, on distinguait parmi les Sénégalais les citoyens et les sujets. Les premiers étaient les originaires des quatre communes, Saint-Louis et Gorée (1872), Rufisque (1880), Dakar (1887), et constituaient

le seul corps électoral. Outre le droit de vote, ils avaient pour privilège... celui de faire leur service militaire et de porter le casque colonial, alors que les sujets se contentaient alors de la chemise.

Cependant, dès le dix-huitième siècle, Saint-Louis, capitale du Sénégal jusqu'en 1958, eut des fonctionnaires municipaux. Et lorsque éclata la Révolution française, les Saint-Louisins, comme les Français de métropole, envoyèrent aux Etats généraux un imposant cahier de doléances. En accord avec leur maire de l'époque, Charles Cormier, ils y demandaient au roi Louis XVI la suppression des privilèges réservés à la Compagnie du Sénégal qui détenait le monopole du commerce avec la métropole.

PHILIPPE DECHAENE.

(1) Voir l'ouvrage de Jean Price-Mars : *Silhouettes de sages et de nigrophiles*, Présence africaine, 1960.

Israël : les espoirs d'une « colombe » sans illusions

Le Conseil national palestinien vient de tenir à Alger un langage ambigu. Pour la guerre ? Pour la paix ? A Jérusalem, les officiels ne veulent pas voir le jour qui filtre peut-être par les « portes entrouvertes » de l'O.L.P. Mais, du côté des « colombes », il n'y a pas que des rêveurs naïfs. L'imaginaire, la lucidité et le courage sont parfois rassemblés en un seul homme. Tel que celui-ci...

De notre correspondant

Jérusalem. — « Quelle pitié qu'Arafat ait manqué de courage... » Après la réunion du Conseil national palestinien, il est sincèrement déçu. Il attendait des décisions plus significatives. Mais lui qui est l'une des principales figures du « camp de la paix » israélien, dont le chef de l'O.L.P. vante de plus en plus les mérites, ne perd pas espoir. « Je suis sûr, dit-il, que l'O.L.P., un jour, fera le geste sur lequel nous comptons. Hélas ! un temps précieux aura été perdu. »

Il reconnaît avoir été « heureusement surpris » par les conclusions de la commission Kahane sur le massacre de Sabra et Chatila. Il est convaincu que le gouvernement Begin est définitivement « ébranlé » et ne peut que « colmater les brèches » en se livrant à des « manœuvres », notamment celle consistant à maintenir M. Sharon en fonctions. Cependant, lucide, il ne prévoit pas pour demain l'effondrement du pouvoir actuel. Il souligne que près de deux tiers des Israéliens soutiennent plus ou moins la « dramatique politique du Grand Israël ». Cet opposant, dont on ne peut mettre en doute la détermination, envisage avec appréhension le moment de la chute du Likoud, car il craint une pé-

riode d'« anarchie », le mouvement travailliste n'étant pas, selon lui, en mesure de prendre une relève salutaire. Alors quelle solution ? « Un travail de longue haleine, en profondeur », répond-il. Il estime qu'Israël manque depuis de nombreuses années d'une « éducation politique fondamentale » et a besoin de réapprendre les « principes » qui ont fait sa force à ses débuts.

L'esprit des pionniers

C'est à cette tâche que, à soixante-deux ans, M. Arie Eliav va s'employer. Dans un petit et modeste appartement du « vieux Tel-Aviv », la sonnerie du téléphone ne cesse de retentir. Comme à l'ordinaire. On sollicite, on consulte notre interlocuteur, dont la notoriété est suffisante pour qu'il ne soit connu, dans une grande partie d'Israël, que sous le seul surnom familial et amical de Lova. Pourtant, rien ne révèle au premier abord à un regard étranger l'importance du personnage. Mais il s'agit d'Israël. Cet homme de petite taille, à l'accoutrement négligé d'un David Ben Gourion, a l'air solide, austère et toujours énergique des « pionniers ». M. Eliav en fut et en conserve l'esprit. Son passé et ses projets le prouvent. Il est de ceux qui ont « fait » ce pays et peuvent d'autant mieux aujourd'hui le juger, souvent sévèrement, et en apprécier la situation.

Une vie si remplie, une carrière si variée qu'elle paraissent très loin de s'achever. Né à Moscou, en 1921, arrivé en Palestine, à l'âge de trois ans, avec sa famille, M. Eliav a cultivé très tôt un étonnant éclectisme en étudiant successivement la biologie, l'agronomie, l'histoire et la sociologie. Ensuite, il a suivi l'itinéraire de beaucoup d'Israéliens de sa génération : l'universitaire est devenu soldat, puis homme politique. Tout à la fois. Dès 1936, il rejoint les rangs de la Hagana, l'organisation clandestine sous le mandat de Londres. En 1940, il s'engage dans l'une des unités juives de l'armée britannique, et participe aux combats, tant en Afrique du

Nord qu'en Europe. En 1945, il est l'un des organisateurs du regroupement des rescapés des camps de la mort et de leur convoyage vers la Palestine sur des embarcations de fortune, qui vont forcer le blocus établi par les Anglais. Pendant la guerre d'indépendance, le voici lieutenant-colonel dans la toute nouvelle armée israélienne. Durant la première campagne du Sinaï, en 1956, il dirige des commandos de parachutistes et de la marine qui évacuent la communauté juive de Port-Saïd. Auparavant, il a été désigné pour être responsable de plusieurs projets de mise en valeur et de peuplement du Néguev. La ville d'Arad, qui domine la mer Morte, est son œuvre. Il devient aussi diplomate pour un bref « retour » dans la capitale soviétique.

Membre du parti travailliste depuis sa jeunesse, il est élu à la Knesset en 1965 et se voit confier à deux reprises un portefeuille de vice-ministre. Entre-temps, il est chargé de missions (secrètes) au Kurdistan, où il apporte l'aide d'Israël au soulèvement du général Barzani contre le régime irakien. En 1970, il accède au poste de secrétaire général du parti travailliste. Il peut nourrir alors les plus grandes ambitions. Mais cette « colombe » qui prône un retrait rapide des territoires occupés se heurte à l'intransigeance de Golda Meïr et des autres dirigeants travaillistes. Deux ans plus tard, préférant rester fidèle à ses idées, il démissionne. Son obstination lui vaudra l'admiration de nouveaux amis. Il garde son siège à la Knesset et en 1977 adhère au parti « super-colombe », le Shelli, dont il est le président et l'un des deux députés. Un an auparavant, à Paris, sous l'égide de Pierre Mendès France, cet Israélien qui ne refuse pas un État palestinien indépendant a été l'un des tout premiers à nouer des contacts avec un représentant de l'O.L.P., M. Issam Sartawi. Il regrette très vivement que cet interlocuteur vienne d'être écarté du Conseil national palestinien.

En 1979, nouveau départ. M. Eliav surprend encore son entourage. Il quitte le Parlement

pour se rendre aux États-Unis enseigner à l'université Harvard. En 1980, quand il revient en Israël, c'est pour un nouveau exil, l'extérieur celui-là. Il va pendant deux ans être un simple professeur dans un centre de formation pour adultes, à Kyriat-Shmonah, l'une de ces villes dites de développement, mais en réalité l'une de ces cités « à problèmes » peuplées en grande majorité de juifs « orientaux », là où sont acclamés M.M. Begin et Sharon comme les « rois d'Israël », où l'on reçoit le président du parti travailliste, M. Shimon Peres, à coup de tomates et où l'on qualifie la plupart des membres de l'opposition de « traitres », d'« ennemis d'Israël », voire de « lâche-cul des terroristes ».

Les « faucons idéalistes »

« Le rapport Kahane a provoqué un choc moral et politique, une véritable secousse tellurique... », M. Eliav rappelle l'occasion qu'il a pour Israël mené autrefois en Iran et au Nicaragua des opérations de secours après des tremblements de terre, et il ajoute : « Je sais que les experts, devant un immeuble apparemment intact, peuvent en prédire l'effondrement à plus ou moins longue échéance. Ce gouvernement va maintenant répliquer des fissures irréparables. » Mais M. Eliav n'ignore pas que le régime de M. Begin peut durer encore longtemps. Il sait que le « fossé » qui divise la société israélienne s'est approfondi et que seulement un tiers de ses concitoyens acceptent comme lui l'idée d'un partage de la « terre d'Israël ». Il note avec inquiétude que le débat qui agite le sionisme actuellement est « bien plus grave que les précédents », parce que tout l'avenir du Proche-Orient est en cause et parce que les deux camps israéliens qui se sont affrontés dans le passé étaient de même origine (européenne) et sensiblement de même culture. « Or ce n'est plus le cas aujourd'hui, dit-il. Une partie des Israéliens se laissent trop facilement influencer par des slogans démagogiques. » Toutefois,



(Dessin de VIOLETTE LE QUÈRE.)

M. Eliav est soucieux de nuancer son propos, et il fait observer que si beaucoup d'« orientaux » sont très favorables au gouvernement de M. Begin, ils ont pour cela « de bonnes raisons » : « Ils vivent encore le ressentiment et la frustration des « nouveaux arrivants » qu'ils étaient dans un pays fondé et dirigé par des « vétérans » travaillistes venus d'ailleurs. » M. Eliav précise en outre que les « orientaux » ne sont jamais des « faucons idéalistes », comme seuls, selon lui, peuvent l'être les extrémistes ashkénazes (d'origine européenne). « Leur engagement à eux, affirme-t-il, n'est pas irréversible, et, parmi l'intelligentsia, chez les jeunes, les étudiants surtout, on ne compte guère que des « colombes ». C'est toujours une question d'éducation. »

« La laiterie est à Washington »

M. Eliav prévoit que le gouvernement de M. Begin tiendra tant qu'il pourra offrir, comme à présent, « du beurre et des canons ». « Le beurre, explique-t-il, c'est la spéculation en Bourse ou les détachements sur les voitures et les postes de télévision en couleur. Mais la laiterie et l'armurerie se trouvent à Washington... » M. Eliav condamne sévèrement et avec amertume la paralysie de l'opposition travailliste, dont il a été l'un des principaux animateurs. « Elle est numériquement forte mais

très faible idéologiquement. Le parti travailliste ne propose aucune réelle alternative, que ce soit dans les domaines social, économique ou de la politique étrangère. Et, de surcroît, il cherche à faire de la surenchère à droite. »

Dans ces conditions, M. Eliav, avec un « groupe d'amis », s'apprête à se lancer dans une grande et longue campagne d'éducation civique. « Les principes fondamentaux sur lesquels a été créé Israël sont toujours bons, lance-t-il avec passion : un socialisme humaniste auquel s'ajoutent les vraies valeurs du judaïsme, la justice sociale et l'amour de la paix. Il s'agit à partir de cela de trouver un langage et des solutions modernes adaptées aux problèmes des années 80. » Il précise son projet en indiquant qu'il ira porter la bonne parole « dans les écoles, les universités, les faubourgs pauvres des grandes villes et les cités de développement ». Il n'attend pas de résultats à court terme. Avec une certaine désinvolture, il se compare à Sisyphe pour signifier la difficulté de cet apostolat. Mais il se souvient aussi avoir été, dans l'armée du général Montgomery, dans le désert de Libye, membre de commandos spéciaux chargés d'opérations « au long cours, pour, après d'interminables détours, aller surprendre l'adversaire... ». Et nous avons gagné... », conclut-il avec un grand sourire.

FRANCIS CORNU.

Le sénateur pour qui Reagan est de gauche

Réactionnaire inflexible et fier de l'être. Pourfendeur du vice... Mais ami du tabac. Il existe, aux États-Unis, un sénateur influent pour qui le président Reagan est de gauche. Celui qu'il contribue puissamment à faire élire le déçoit amèrement. Il envisage de lui succéder.

De notre correspondant

Washington. — M. Jesse Helms, austère sénateur de Caroline du Nord, semblait être l'un des hommes les plus puissants de Washington au début de 1981. « Son » candidat, M. Reagan, venait d'entrer à la Maison Blanche. Jamais les États-Unis ne s'étaient donnés un président aussi conservateur. Les républicains avaient repris le contrôle du Sénat pour la première fois depuis vingt ans. Un Sénat privé de quelques grandes figures « libérales », grâce à la campagne acharnée d'hommes comme M. Helms. « L'heure de Jesse est arrivée », disait-on de toutes parts.

La classe politique américaine connaissait déjà assez bien cet homme grand et massif de soixante-et-un ans. Avec son air sévère et ses costumes sans fantaisie, M. Helms évoque toujours le directeur de l'association des banques de Caroline du Nord qu'il avait été de 1953 à 1960.

Son père cumulait les fonctions de chef de la police et des pompiers à Monroe (trois mille habitants à l'époque). C'est dans cette petite ville typiquement sudiste — Blanches d'un côté, Noirs de l'autre — que Jesse Helms a fait ses premiers pas, avant de déménager à Raleigh, capitale de la Caroline du Nord, dont il ne devait plus bouger. Sauf pour faire la guerre, de 1942 à 1945, dans la marine.

La « nouvelle droite »

Conservateur, il l'a toujours été. On l'avait entendu dire en 1965 : « Le Mouvement des droits civils, comme l'appelle Martin Luther King, compte un nombre peu commun de dégénérés mentaux. » Ce sont des choses qu'un sénateur ne dit pas en public aujourd'hui. Mais qui l'empêche de les penser ?

Depuis 1970, M. Helms est régulièrement désigné comme « l'homme de l'année » : une fois par les Cubains en exil, une autre par le Conseil contre l'agression communiste ou par le lobby des armes à feu... Il fut de ceux qui ont détesté John Kennedy et Lyndon Johnson, avant d'être terriblement déçus par Richard Nixon et Gerald Ford, considérés comme des traîtres à la cause conservatrice.

Pour devenir le champion de la « nouvelle droite » au Congrès, le sénateur de la Caroline du Nord en a pris les moyens. Il est à la tête d'un puissant réseau politi-

que, surnommé la « Helms machine ». Ce groupe de quatre associations, rassemblées autour d'un « club national », date de 1973. Son but initial n'était que de recueillir de l'argent pour éponger les dettes de la campagne sénatoriale de M. Helms. Mais les dons ont afflué, permettant de constituer un réseau permanent — un des plus riches des États-Unis.

La « Helms machine » travaille sur ordinateur. Elle ne se contente pas de collecter les envois de quelque trois cent mille Américains (envois modestes, généralement inférieurs à 20 dollars) : c'est un véritable groupe de pression, capable de mobiliser sur un simple appel. En 1981, il avait suffi à M. Helms d'appuyer sur un bouton pour faire envoyer à Washington trois millions de lettres et télégrammes en faveur du programme budgétaire de M. Reagan.

L'année précédente, pour les élections, son « club » avait réuni un trésor de guerre de huit millions de dollars. La moitié de cette somme fut consacrée à la campagne présidentielle. L'autre permit de soutenir des candidats conservateurs au Congrès et de barrer la route à quelques « libéraux » soigneusement sélectionnés.

Un « fibustier »

Sollicité par ses amis, craint par ses adversaires, M. Helms a pu asseoir son pouvoir au Sénat. Il préside la commission de l'agriculture, mais aussi le « Steering

Committee », un groupe conservateur qui rassemble un quart des élus. Et il siège en bonne place à l'importante commission des affaires étrangères.

Depuis deux ans, le sénateur de Caroline du Nord ne s'est pas privé de défendre haut et fort ses idées. En faveur de Taiwan, par exemple, ou du rétablissement de la prière volontaire dans les écoles publiques, mais contre la mixité raciale obligatoire (busing), contre la libéralisation de l'avortement, contre la distribution de bons alimentaires gratuits... Ce chrétien baptiste s'oppose par principe aux interventions du pouvoir central, le fait d'avoir adopté un enfant handicapé ne l'avait pas empêché de se battre contre les subventions aux handicapés.

M. Helms et ses amis de la « nouvelle droite », croyaient avoir conquis la Maison Blanche. Ils sont tombés de haut. Le président Reagan les a triplement déçus. D'abord, en ne les choisissant pas parmi ses principaux collaborateurs. Puis en mettant beaucoup d'eau dans son vin (sur la Chine communiste, par exemple). Enfin, en négligeant les dossiers « sociaux » (avortement, etc.) qui leur tiennent tant à cœur.

Le sénateur sudiste s'est vengé, en profitant de sa présence à la commission des affaires étrangères. A plusieurs reprises, il a bloqué la nomination de responsables du département d'Etat, suspects d'un soupçon de libéralisme ou simplement coupables d'occu-

per un poste qui pouvait revenir à un protégé de M. Helms. La Maison Blanche s'en est offensée. Pour devenir carrément furieuse, en décembre dernier, lorsque le sénateur a entrepris une « fibuste » contre le projet présidentiel de taxe supplémentaire sur l'essence.

Epaulé par quelques collègues, ce sexagénaire a gardé le micro pendant des jours et des nuits, liant tout ce qui lui tombait sous la main, pour empêcher le passage de la loi. Cela lui a valu de violentes critiques de la part de sénateurs démocrates mais aussi de républicains qui brûlaient de rentrer chez eux pour les fêtes de Noël. Même M. Barry Goldwater s'en est pris à « Jesse », en prononçant une phrase terrible : « Ce n'est pas un vrai conservateur. » A l'issue de cette bataille — finalement perdue par le sénateur de Caroline du Nord — un haut responsable de la Maison Blanche confiait amèrement à un journaliste : « S'il fallait sinner notre admiration pour Jesse Helms sur une échelle de un à dix, je lui donnerais moins de deux. »

Le conservateur pur et dur a perdu de son prestige. On l'a soupçonné d'une manœuvre basement électorale. S'il se battait si fort sur l'essence, n'était-ce pas pour faire oublier le tabac ? Car de manière inexplicable, M. Helms avait précédemment voté une taxe sur ce produit qui déclencha un véritable incendie en Caroline du Nord (producteur de 40 % du tabac des États-Unis). Le gouverneur démocrate, qui

brigua le siège sénatorial en 1984, avait alors sonné le tocsin...

Depuis son entrée au conseil municipal de Raleigh en 1957, M. Helms n'a jamais perdu une élection. Or les sondages le montrent en mauvaise position pour 1984. Ne sera-t-il pas tenté d'abandonner la course au Sénat pour celle de la Maison Blanche ? Ses chances seraient nulles, mais la « Helms machine » pourrait perturber le jeu républicain. Encore faudrait-il que M. Reagan renonce à briguer un second mandat : les dirigeants de la « nouvelle droite » qui menacent à demi-mot de lui opposer un candidat ne sont pas suivis par leurs troupes. Déçus ou non, la plupart des conservateurs considèrent toujours M. Reagan comme un des leurs et savent que le ciel ne leur donnera jamais un président plus à droite que celui-là.

ROBERT SOLÉ.

publié

SOIRÉE-DÉBAT
LUNDI 28 FÉVRIER À 20 h. 30

« SABRA ET CHATILA, Mythes et Vérités de l'information à la Légende »

Sous la Présidence du Professeur Ady STEG avec Mme A. KRIEGER, M. J. GRUNWALD

CENTRE RACHI
30, Bd de Port-Royal
PARIS 9

TWA vers et à travers les USA

Dernier Jour

L'offre de l'année : 1983 F.

Jusqu'au 28 Février, profitez de notre offre unique : avec votre billet transatlantique, prenez le TWAIRPASS* pour 1983 F. Et visitez plus de 50 villes aux USA.

Vous plaire nous plaît.

*Départ transatlantique avant le 30 Juin.



Etranger

APRÈS LE VOYAGE DE M. BLANCA
AMBASSADEUR ITINÉRANT

La France adopterait une position plus modérée en Amérique centrale

De notre correspondant

Mexico. — M. Antoine Blanca, ambassadeur itinérant de la France pour l'Amérique latine, a été reçu, le mercredi 23 février, par M. de la Madrid, président du Mexique, à l'issue d'un voyage de quinze jours en Amérique centrale (1).

« Le but de ma mission, a déclaré M. Blanca, était de réaffirmer l'actualité de la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador et de faire le point, alors que les propositions en faveur de la paix dans la région se multiplient. »

M. Blanca estime qu'une « victoire militaire de la guérilla au Salvador n'est pas à exclure ».

« Qui peut alors assurer, ajoute-t-il, qu'elle ne provoquerait pas une intervention massive et directe venue d'ailleurs ? »

Cependant, la position française a évolué depuis août 1981.

« Nous nous limitons maintenant, a précisé M. Blanca, à soutenir les initiatives de pays comme le Mexique, la Colombie, la Venezuela et Panama. D'autre part, nous appuyons les offres de négociation formulées au nom de la guérilla par M. Ungo en octobre 1982 et renouvelées récemment. »

(le Monde du 9 février.)

« J'ai quitté Managua conforté dans mon sentiment qu'une forte

présence de la France peut contribuer à un non-alignement réel de ce pays et à la pratique d'un pluralisme garant des droits de l'homme », a-t-il affirmé d'autre part.

Son voyage visait sans doute à rassurer ceux qui s'inquiétaient du manque de suivi de la politique française dans la région, et qui disaient à propos de la déclaration franco-mexicaine : « La France a franchi le Rubicon pour ensuite pêcher à la ligne... ».

Les déclarations de M. Blanca sur le Guatemala où il a trouvé une situation « complexe » ou la confirmation de l'intention française d'envoyer un chargé d'affaires à San Salvador apparaissent cependant comme des signes d'une évolution plus modérée de la France.

F. P.

(1) Au Honduras, le général Alvarez, chef des forces armées a vivement critiqué M. Blanca le mardi 23 février, lui reprochant de porter des accusations « sans preuves ». M. Blanca, à son passage à Tegucigalpa, a fait état des informations sur les camps de concentration installés au Honduras. Le général affirme qu'il aurait proposé à M. Blanca de le conduire sur place, mais que ce dernier aurait décliné l'invitation.

Tanzanie

M. Sokoine redevient premier ministre

Dar-Es-Salaam (A.F.P.). — M. Edward Sokoine, ancien premier ministre de Tanzanie, qui avait quitté ses fonctions, il y a trois ans, pour raisons de santé, a été nommé de nouveau, mercredi 23 février, à la tête du gouvernement par le président Julius Nyerere, qui a procédé à un important remaniement ministériel. Il remplace M. Cleopha Muya, qui prend le portefeuille des finances.

Le nouveau gouvernement tanzanien comprend notamment MM. Salim Ahmed Salim (affaires étrangères), Abdalla Nape (intérieur) et John Machunda (agriculture).

Corée du Sud

Les chefs de l'opposition ne bénéficient pas des mesures de libéralisation

Le président sud-coréen, le général Chun Doo-hwan, a levé vendredi 25 février, les interdictions imposées à deux cent-cinquante hommes politiques après son arrivée au pouvoir en 1980. Cette mesure ne touche que trois cent cinquante personnes, politiques, parmi lesquelles deux anciens chefs de l'opposition, MM. Kim Dae-jung, réfugié aux États-Unis après avoir été libéré de prison, et Kim Young-sam, et l'ancien premier ministre du président Park, M. Kim Jong-pil. La plupart des personnes graciées ne désirent plus retourner aux affaires politiques. Dans son message de Nouvel An, le président Chun avait annoncé qu'il libérerait l'interdiction politique pour ceux qui fe-

raient preuve de « repentir ». Selon un porte-parole officiel, cette mesure — annoncée peu de temps après la visite à Séoul du secrétaire d'Etat américain, M. Shultz — pourrait être étendue à tous les hommes politiques « au moment opportun ».

D'autre part, on a annoncé à Séoul qu'un pilote nord-coréen, le capitaine Lee Ung-pyong, s'était réfugié vendredi 18 février au sud, à bord de son appareil, un Mig-19. Le transfuge a reçu en récompense 434 000 dollars et plus de 4 millions d'francs. En octobre, un pilote chinois avait également trouvé asile en Corée du Sud, avant de se réfugier à Taïwan. — (A.F.P.-U.P.I.).

A travers le monde

Angola

PEINE DE MORT POUR LES ESPIONS. — Une loi sur la sécurité d'Etat en Angola, qui prévoit des sanctions allant de trois jours de prison à la peine capitale, a été ratifiée par les députés de l'Assemblée du peuple, 2-1-on annoncé de source officielle, vendredi 25 février, à Luanda. Cette loi a pour objectif d'« empêcher les services d'espionnage de l'ennemi (sud-africain) d'obtenir des informations » sur l'Angola, selon le Journal de Angola (officiel). « Le secret d'Etat concerne toute information de caractère politique, militaire, économique, scientifique et technique (...), qui peut affecter les intérêts du pays ou être utilisée dans la lutte contre le développement du processus révolutionnaire. » — (A.F.P.).

El Salvador

LA VILLE DE TEJUTLA REPRISSE PAR L'ARMÉE. — Sitée à 65 kilomètres au nord de la

capitale, Tejutla a été réoccupée, jeudi 24 février, par l'armée, après avoir été occupée pendant une journée par les insurgés du Front Farabundo Martí. L'armée a également repris le contrôle de Suchitote, à une quarantaine de kilomètres au nord de San Salvador, et le président Magaña s'est rendu dans la localité vendredi 25. — (A.F.P.).

U.R.S.S.

MISSION COMMERCIALE JAPONAISE A MOSCOU. — Le premier ministre soviétique, M. Tikhonov, a reçu, vendredi 25 février, le président de la Chambre de commerce et d'industrie japonaise, qui venait d'avoir deux jours d'entretiens avec des responsables soviétiques sur le développement de la coopération commerciale entre les deux pays. En raison de la fronde actuelle des relations japonaises, cette mission n'était pas soutenue par le gouvernement japonais. — (U.P.I., A.F.P.).

Les Verts arbitres naïfs de la politique allemande

Une question domine
les élections allemandes
du 6 mars.
Les Verts entreront-ils
au Bundestag ?

Il leur faut,
pour y parvenir,
5 % des voix.
Si un électeur sur vingt
le décide,
la République fédérale,
modèle de stabilité,
sera à la merci
de naïfs
qui la verraient
fort bien
sans centrales nucléaires,
sans croissance,
et, pourquoi pas ?
sans armée.



Un non-conformisme hétéroclite

De notre envoyée spéciale

Bonn. — « La fête ! » disent les affiches. La « chenille verte », un autobus de 10 mètres de long, bat la campagne, donnant ici et là, grâce à la participation bénévole de groupes de rock allemands et étrangers, des « concerts électoraux ». A Bonn aussi, on se prépare pour la fête du 6 mars. « Les télévisions ont déjà prévu leur installation, nous attendons plus de cinq cent personnes, je ne vois vraiment pas où nous les mettrons ». Le siège du parti des Verts, en effet, n'est pas grand : une villa de deux étages dans le centre de la ville, où quelques militants, qui commencent à présenter des signes d'épuisement, donnent l'ultime coup de collier pour la dernière ligne droite avant l'arrivée. Leur score, ils le connaissent : « autour de 5 % ». Un peu moins et ils feront la fête quand même, fût-ce avec moins d'enthousiasme. Un peu plus et ils vont, à vingt-cinq, secouer le sérieux professionnelisme de cinq cents autres parlementaires et porter la contestation au cœur même des institutions.

Dans une petite ville de Rhénanie du Nord-Westphalie, Werner Vogel, soixante-seize ans, retraité, travaille à son discours. Il est tête de liste du parti dans le Land. Si les Verts passent, il sera le doyen du nouveau Bundestag et devra, aux termes de la Constitution, prononcer le discours d'ouverture. Ainsi des élections, dont on a de toutes parts souligné la portée « historique », risquent de déboucher sur cette cérémonie qui se fait, pour beaucoup, marquée d'un signe de déception et dont la perspective a de quoi faire frémir le bourgeois conformiste.

Comme un aimant

Tout est allé très vite et les Verts semblent encore pris au dépourvu par la rapidité de leur succès. Huit permanents en tout et pour tout payés par le parti, même avec les nombreuses bonnes volontés bénévoles qui prêtent la main à la campagne, c'est peu. L'argent en revanche n'est pas un problème : on emprunte sur les subventions que verse l'Etat allemand pour chaque élection : 3,5 marks par voix.

L'irrésistible ascension a commencé il y a quelques années quand les écologistes, en ordre dispersé, ont fait leur entrée dans les conseils municipaux. Ils n'étaient encore qu'une constellation hétéroclite de comités d'action, et de Bürgerinitiativen, ces groupes qui ont fleuri dans toute la République fédérale pour « redonner l'initiative aux citoyens ».

A la fin des années 70, certains de ces comités coordonnent leur

action sur l'ensemble du territoire fédéral. C'est le cas, en particulier, de la puissante fédération pour la protection de l'environnement (BBU) qui canalise une énorme courant de contestation contre les centrales nucléaires : on se souvient de la résistance de la « République libre de Gorleben » contre la police chargée de libérer le site nucléaire de ses occupants « sauvages », ou de l'énorme rassemblement sur la lande gelée de Brokdorf. Des dizaines de trains, de cars, sont affrétés pour ces manifestations aux quatre coins de la R.F.A. et de Berlin-Ouest. Les revendications de clocher sont dépassées. Le réseau écologiste couvre tout le pays et le mouvement prend conscience de lui-même.

Il attire comme un aimant une multitude d'autres groupes dont les objectifs au départ étaient de nature différente : des groupes politiques, d'extrême gauche surtout, des féministes, des antimilitaristes, des « alternatifs », aussi, c'est-à-dire ceux qui participent à une « société parallèle » qui s'est dotée de ses logements communautaires, de ses écoles, de ses commerces, de ses banques même. Il attire, en bref, tout ce que la vie associative a produit en R.F.A. ces dix dernières années, dans la société établie ou sur ses marges.

C'est en janvier 1980 à Karlsruhe que certains acteurs du mouvement décident de lui donner un prolongement politique en fondant un parti. Les écologistes conservateurs font alors sécession et créent leur propre organisation, le parti écologiste démocratique, qui ne rencontre guère de succès.

En octobre 1980, le parti vert se présente pour la première fois aux élections fédérales. Il vient tout juste de naître, manque de moyens et de candidats, il n'a pas su encore définir une ligne acceptable par ses diverses composantes et recueille un piètre score de 1,5 % des voix. Mais la machine est en marche : les Verts sont déjà représentés aux parlements de Brême et du Bade-Wurtemberg ; ils entrent à celui de Berlin-Ouest en mai 1981, faisant perdre à M. Hans-Jochen Vogel la mairie de la ville. Mais surtout, un autre mouvement surgit en République fédérale, dans lequel les Verts immédiatement s'engagent et qui va leur apporter du sang neuf. C'est le Mouvement pour la paix, qui emble d'autres secteurs de la société ouest-allemande, en particulier l'Eglise évangélique. Avec cent mille manifestants, Brokdorf avait été le plus grand rassemblement de l'histoire de la R.F.A. Ils sont trois cent mille à Bonn, en octobre 1981, à manifester « pour la paix ».

Toute l'aile gauche des partis au pouvoir (sociaux-démocrates

et libéraux) s'émeut, se laisse séduire, on bien pense en tout cas qu'elle ne peut plus rester indifférente à un tel courant d'opinion. Le mouvement est devenu une force politique. Le processus qui aboutira à la chute du chancelier Schmidt est engagé.

Le début des ennemis

En juin 1982, à Hambourg, les Verts chassent le parti libéral du parlement régional, laissant entre les mains du seul S.P.D. un gouvernement minoritaire dont la survie est à leur discrétion. Le changement de coalition à Bonn est dès lors programmé en coulisses par M. Genscher. Trois mois plus tard, alors que les ministres libéraux viennent de quitter le gouvernement fédéral, le même scénario se reproduit en Hesse : les libéraux quittent la scène, les sociaux-démocrates se trouvent seuls à la tête d'un gouvernement minoritaire, et M. Bömer, qui depuis deux ans chargeait sa police de « contenir » les manifestations protestant contre l'agrandissement de l'aéroport de Frankfurt, n'a plus d'autre issue, s'il veut continuer de gouverner, que de négocier avec les contestataires. Avec 8 % des voix, les Verts sont les arbitres du jeu.

Il est aussi sans doute au fait de leur succès, car les revers vont commencer : faute d'accord de gouvernement avec le S.P.D., de nouvelles élections sont organisées à Hambourg en décembre 1982. Les Verts restent représentés, mais enregistrent un léger recul tandis que les sociaux-démocrates retrouvent la majorité absolue qui leur permet de gouverner sans eux.

Mais surtout, alors que s'ouvre déjà la campagne électorale pour les élections générales du 6 mars, les Verts ont désormais à se battre sur deux fronts : celui de la peur, voire de la haine, que suscite dans l'opinion conservatrice la perspective de leur entrée au Bundestag ; et celui, plus crucial pour eux, de la concurrence sans merci que décident de leur livrer les sociaux-démocrates sur leur propre terrain.

Ils ont en outre à concilier deux impératifs contradictoires : représentants d'un mouvement social, ils doivent se poser en défenseurs radicaux des revendications de ce mouvement, sous peine de déchoir. Parti politique, ils doivent apparaître comme crédibles et disposés à jouer le jeu parlementaire. C'est la quadrature du cercle que le parti, à la veille des élections, n'a pas encore décodée.

Certes, ils disposent dans leur combat électoral (ne visant, on l'oublie trop souvent, que 5 % des voix) de puissants atouts. La po-

pulation ouest-allemande offre en effet aux thèmes dont ils ont fait leurs chevaux de bataille une sensibilité sans égale en Europe. Près des deux tiers des Allemands, les sondages l'ont montré, sont hostiles au déploiement prochain de nouveaux missiles de FOTAN. La moitié environ se méfie du nucléaire civil. Tous ont à cœur la protection de l'environnement, notamment de la forêt ravagée par la « pluie acide ». Les Verts sont les seuls à opposer un non clair et définitif aux nouvelles armes atomiques, à prôner l'arrêt du programme nucléaire en matière d'énergie, à lutter efficacement — et ils ont déjà certains succès locaux à leur actif — pour que soit respecté le milieu naturel.

Virgines sans passé

Ils sont les seuls aussi à n'avoir pas été éclaboussés ces dernières années par les scandales qui ont fait les gros titres d'une certaine presse politique. Ni les allégations selon lesquelles le mouvement pour la paix était infiltré par le K.G.B. ni les tentatives faites par M. Kadhafi pour attirer certains de leurs militants n'ont eu de portée. Ils sont virgines, et ils ont pour eux le bénéfice de la nouveauté dans une Allemagne où commençait à s'installer un sentiment d'indifférence à l'égard des partis traditionnels, surtout parmi les jeunes, assez enclins à penser que les politiciens sont tous « à mettre dans le même sac ». C'est là-dessus qu'ils comptent, notamment dans les régions les plus frappées par la récession, pour faire contrepois à leur peu de crédibilité sur le plan économique. Ils n'ont peut-être pas tort, si l'on en croit un sondage que vient de réaliser pour Stern des chercheurs de l'université d'Osna-brück, et qui les crédite de 11 % des intentions de vote parmi les chômeurs. Heinz Suhr, un de leurs militants, explique en outre que « les femmes d'un certain âge sont naturellement plus sensibles aux inquiétudes de leurs enfants, à leur désillusion, et plus prêtes à les suivre sur la voie de propositions totalement nouvelles ».

Les Verts apparaissent aussi comme le parti de la sincérité, celui de la convivialité, en regard de formations au langage stéréotypé qui se sont trop livrées, ces derniers temps, aux jeux exquus du pouvoir et de l'électoratisme. Ils sont fils de paysans chez les agriculteurs menacés par la construction du canal Rhin-Main-Danube ou d'une centrale nucléaire. Ils sont, dans les familles protestantes, des enfants qui pour une fois ne préchent pas la révolution et qui donnent à penser.

à l'assau

Les Verts ont une image de « jeunes gens » et de « jeunes femmes » qui leur confère une certaine popularité. Mais ils ont aussi une image de « jeunes gens » et de « jeunes femmes » qui leur confère une certaine popularité. Mais ils ont aussi une image de « jeunes gens » et de « jeunes femmes » qui leur confère une certaine popularité.

Un catalogue

de bonnes intentions

Les Verts ont une image de « jeunes gens » et de « jeunes femmes » qui leur confère une certaine popularité. Mais ils ont aussi une image de « jeunes gens » et de « jeunes femmes » qui leur confère une certaine popularité. Mais ils ont aussi une image de « jeunes gens » et de « jeunes femmes » qui leur confère une certaine popularité.

Les Verts ont une image de « jeunes gens » et de « jeunes femmes » qui leur confère une certaine popularité. Mais ils ont aussi une image de « jeunes gens » et de « jeunes femmes » qui leur confère une certaine popularité. Mais ils ont aussi une image de « jeunes gens » et de « jeunes femmes » qui leur confère une certaine popularité.

Allemagne



Petra Kelly, antinucléaire de charme

Elle parle vite et bien, déjoue les questions avant même qu'elles surgissent, elle fonce, en impose, avec toujours, en réserve, la spontanéité d'un sourire, la liberté d'un geste juvénile qui tranche sur la gravité de ses propos. Elle assise par le bras un délégué soviétique, elle embrasse comme du bon pain des généraux en retraite, d'anciens prix Nobel de médecine, elle est, devant les caméras et les micros tendus, comme un poisson dans l'eau. Petra Kelly, trente-cinq ans, est devenue en quelques mois aux yeux du monde entier l'image du mouvement contestataire ouest-allemand.

Un parti sans chef, on a beau faire, ça ne « passe » pas à la télévision, il fallait aux médias ouest-allemands, et anglo-saxons surtout, une figure. Ils la trouveront tout naturellement en cette jeune femme, première présidente des Verts, dont l'accorte personne tranchait avantageusement sur l'apparence austère et taciturne de la plupart des autres dirigeants du parti.

Elle est née en Bavière, mais a vécu aux États-Unis à partir de 1959 et jusqu'à la fin de ses études de sciences politiques à l'université américaine de Washington. Elle rentre ensuite en Europe, à Bruxelles, où elle travaille pour les Communautés européennes, jusqu'à ce que son engagement dans le mouvement pour la paix ouest-allemand lui prenne tout son temps. Depuis des mois elle va, avec une vivacité qui semble inépuisable, de conférence de presse en entretien télévisé, de manifestation en réunion électorale, suivie le plus souvent de l'agité Bastian, et, toujours, de sa grand-mère, vieille dame indigne plus verte que les plus verts des Verts.

Elle est, avec quelques autres dont le philosophe Rudolf Bahro, originaire de la R.D.A., l'une des représentantes de l'aile dure du mouvement, celle qui s'attache davantage au combat contre les armes nucléaires qu'aux thèmes écologiques, celle qui prône pour la R.F.A. le désarmement unilatéral.

la sortie de l'OTAN et le neutralisme. Elle expliquait qu'il n'y a pas si longtemps à qui voulait l'entendre — jusqu'à ce que les circonstances l'incitent à changer de registre — que le parti vert était un « anti-parti » et qu'il ne devait pas se trouver dans le jeu parlementaire. En face d'elle, la tendance plus politique à laquelle se rattache Rainer Trampert, successeur de Petra Kelly à la présidence du mouvement, plus soucieux des problèmes sociaux, plus désireux d'élaborer une stratégie parlementaire et pour lequel la tâche essentielle du parti consiste pour l'instant à empêcher le maintien au pouvoir d'un gouvernement conservateur.

C'est cette dernière tendance qui s'est imposée lors du récent congrès des Verts à Singelfingen et qui a valu aux délégués la boudoir de Petra, ne prenant la parole, en fin de réunion, que pour annoncer son projet d'organiser à Nuremberg un tribunal contre les États dotés d'armes atomiques. On la vit là, dans cette ville où elle se présente comme candidate, donner, du 18

au 20 février, le meilleur d'elle-même, veillant à tout, présente partout, maîtrisant les débats et plquant en coulisse contre ses camarades des colères de petite fille pour un faux pas dans l'organisation ou un polycopié distribué trop tôt à la presse. Le « tribunal » de Nuremberg, c'était « sa » manifestation, un peu trop mise en scène sans doute, car le nombre et la qualité exceptionnelle des participants venus des quatre coins du monde se seraient fort bien passé de certaines commémorations théâtrales qui n'arrivaient pas, malgré tout, à la solennité. Petra Kelly, la succès aidant, s'est prise au piège de son rôle de vedette.

Cette carrière n'est pas du goût de tout le monde. On grogne à la base d'un parti dont l'un des principes est « le pouvoir à personne ». Mais on prend ce mal en patience. La règle de rotation des cadres et des élus tous les deux ans vient de faire perdre à Petra la présidence du parti. On s'attend qu'une fois passé les élections du 6 mars, fidèle au refus de tout verdetariat, l'intrépide jeune femme blonde rentre dans le rang. C. T.

à l'assaut du Bundestag

Ils sont la tolérance et la bienveillance dans une société qu'ils analysent comme produisant des marginaux et des laissés-pour-compte. On a vu par exemple, récemment, le parti donner une conférence de presse en commun avec les « panthères grises », une association de personnes âgées dynamiques qui se bat pour la défense des droits des vieux et contre leur isolement social. Sans parler de la caution morale que leur ont apportée des personnalités comme Heinrich Böll ou, dans un autre domaine, Wolfgang Biermann, chanteur et transfuge de R.D.A.

Un catalogue de bonnes intentions

Ils ont bien évidemment aussi les défauts de leurs qualités. Le maître social-démocrate de Hambourg, M. Donahy, prêchant pour sa paroisse, les résumait en ces termes : « Ils posent les bonnes questions, mais c'est nous qui donnons les bonnes réponses ». Un participant au tribunal contre les puissances nucléaires, organisé par Petra Kelly à Nuremberg, avait quant à lui la formule suivante : « Quand un ouvrier a le choix entre la survie de l'humanité ou la défense de son poste de travail, il vote pour son poste de travail ».

Les moins méchants de leurs adversaires les présentent comme le parti de l'émotion, celui de la peur nucléaire et de l'utopie économique. Les plus durs les traitent d'« ayatollahs verts pourvoyeurs de chômage ». Il est vrai que, en dépit des réels efforts déployés lors de leur dernier congrès de Singelfingen, les Verts n'ont guère pour programme économique qu'un catalogue de bonnes intentions : diminution du temps de travail sans diminution de salaire, rétablissement du niveau antérieur des prestations sociales, le

tout sans croissance économique ; lutte contre le chômage par des programmes d'investissement contribuant notamment à la protection de l'environnement ; développement des énergies traditionnelles et nouvelles.

Encore ce programme est-il le fruit d'un compromis entre les deux tendances — la « radicale » et la « réaliste » — qui déjà s'affrontent au sein du mouvement, sans que l'on sache très exactement où se situe le parti, c'est-à-dire jusqu'à quel point il est prêt à un accord avec les sociaux-démocrates.

Les conditions que les Verts mettent à la coopération avec tout autre parti, notamment en ce qui concerne les missiles de l'OTAN et l'énergie nucléaire, sont inacceptables telles qu'elles par le S.P.D. Ils se disent cependant prêts à soutenir M. Vogel si le chancelier Kohl ne trouve pas de majorité absolue dans le nouveau Bundestag. Entre ceux qui mettent en garde contre la politique du tout ou rien, de l'obstruction systématique, et ceux qui redoutent que les compromis ne trahissent la base, la marge de manœuvre des élus verts serait très étroite.

Contre l'élite de la guerre froide

La question de leurs rapports avec les sociaux-démocrates a, en outre, été résolue de différentes manières selon les cas : par la rupture à Hambourg, après des mois de laborieuses négociations ; par un accord partiel en Hesse, permettant pour l'instant à M. Börner (qui, il n'y a pas si longtemps, les traitait de « fascistes ») de se maintenir au gouvernement. Le S.P.D., de son côté, joue sur l'ambiguïté depuis le début de la campagne. Mais ce qui, de sa part, apparaît comme une tactique

électorale est perçu du côté des Verts comme le symptôme de l'indécision dans un parti très décentralisé et encore très hétéroclite.

Sans parler de la partie la plus conservatrice de l'opinion, qui reste aveugle aux profondes inquiétudes dont ils sont le reflet et qui ne veut toujours voir en eux que des députés en blue-jeans, des chevelus débraillés, casseurs de vitrines et casseurs d'institutions.

Avec une soixantaine de candidats, les Verts s'apprennent à mener trois combats. En Bavière, où se présentent trois vedettes du mouvement, Petra Kelly, le général Bastian et Dieter Burgmann, tous trois originaires de la région, c'est le combat frontal. « L'élite des Verts contre l'élite de la guerre froide » représente à lui tout seul M. Strauss. C'est une région difficile, mais où les Verts avaient frôlé la victoire en octobre 1982, avec 4,6 % des suffrages. En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, ils affrontent un S.P.D. très solidement implanté, très orthodoxe et proche des syndicats. C'est la région-test, qui, avec un tiers de la population allemande et le plus fort taux de chômage, sera la plus difficile à convaincre. Ailleurs, ce sera la course de vitesse avec un S.P.D. qui s'est mis depuis quelques semaines à « parler vert ».

Les participants américains au tribunal de Nuremberg ont rendu hommage aux Verts pour avoir su — contrairement à eux — donner au pacifisme un prolongement politique. Était-ce aller un peu vite en besogne ? Un échec le 6 mars aurait probablement raison d'un parti très fragile et très peu structuré. Mais les mouvements qui le soutiennent, et qui d'ailleurs le dépassent largement, ne sont en tout état de cause pas sur le point de se taire. La « fête », quoi qu'il arrive, continuera.

CLAIRE TREAN.

La mort de la forêt germanique

De notre correspondant

Bonn. — La République fédérale se trouve-t-elle à la veille d'un « Hiver écologique » ? C'est ce que pensent non seulement les Verts mais plusieurs groupes de défenseurs de l'environnement qu'inquiète la dégradation rapide du domaine forestier. Une enquête menée l'été dernier sous les auspices du ministère de l'Agriculture, révélait que 7 à 8 % de ce domaine étaient touchés par la « maladie des arbres » qui s'en prend principalement aux conifères. Entre-temps la proportion des dégâts a été évaluée à 30 % et l'expression « mort de la forêt » (Waldsterben) est entrée dans le vocabulaire politique et sentimental.

A l'approche des élections du 6 mars, c'est à qui proposera les mesures les plus appropriées pour conjurer ce que tout le monde aujourd'hui considère comme un désastre national. Les Verts viennent en tête du peloton avec un « programme d'urgence » qui coûterait la bagatelle de 60 milliards de marks. Les sociaux-démocrates arrivent en seconde place avec, eux aussi, un programme d'urgence dont le coût n'est pas fixé mais qui irait plus loin que ce qu'envisage de faire le gouvernement actuel, lequel vient d'adopter deux trains de règlements visant à réduire la pollution de l'air. Ils sont critiqués cependant comme insuffisants par les écologistes qui,

en outre, leur reprochent d'introduire trop d'exceptions à ce qui devrait devenir la norme.

Si le dernier mot n'est pas dit sur les causes multiples et complexes de la « maladie des arbres », les experts s'accordent à penser que les émissions de dioxyde de soufre contenu dans les fumées d'usine, et principalement dans celles qui proviennent des centrales thermiques, sont à la base de l'espèce de gangrène qui s'attaque à la forêt allemande. Toutes les espèces sont touchées, mais les conifères, sont les plus atteints. C'en est fini du « roi des forêts » : le sapin dépérit plus vite que les autres espèces. Les symptômes sont étonnamment détectables : la tête de l'arbre s'éclaircit, il s'arrête de grandir, les aiguilles prennent une teinte jaunâtre et finissent par tomber, les branches se recroquevillent et poussent de façon anarchique, en même temps les racines cessent de remplir leur fonction nutritive et leur ennemi se repaît sur la surface de la forêt. Cette part de mystère contribue à populariser le « Waldsterben » qui prend des allures d'épidémie médiévale.

Tout cela a été observé, décrit, classé par des centaines de botanistes et de gens de terrain, même s'ils ne sont pas parvenus à des conclusions définitives sur l'origine du mal. Cette part de mystère contribue à populariser le « Waldsterben » qui prend des allures d'épidémie médiévale.

Le problème est encore compliqué du fait que la moitié environ des émissions polluantes sont, d'après les socialistes, apportées par le « vent de pays étrangers ». Il faudrait donc un traité international avec des clauses draconiennes pour combattre efficacement ce qui est connu ici sous le terme générique de « pluie acide », qu'il s'agisse de pluie véritable ou de retombées naturelles. La pollution du sol n'est pas un vain mot sur un territoire dont 9 % de l'espace jadis cultivé sont devenus, de par leur acidité, impropres à la culture.

Le phénomène ne se limite pas à l'Allemagne, ni aux arbres — 2 000 lacs suédois seraient tenus pour « morts » d'acidité, — comme le prouvent les études internationales sur le sujet ou la controverse qui oppose, dans les années 70, les États-Unis au Canada. Mais il prend, en R.F.A., une dimension particulière. Les forêts qui couvrent 29 % de la superficie de l'Allemagne fédérale font partie de l'imaginaire allemand. Penser qu'elles régressent, qu'elles sont menacées de disparition, même partiellement, est un tourment insupportable pour le citoyen de la R.F.A. Comme le titrait, dans son éditorial du 4 février, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « la forêt ne peut plus attendre ». Une raison de plus pour l'Allemand moyen de gémir sur son sort...

ALAIN CLÉMENT.

éditions **Ac**
30, rue Madame
75006 Paris
Tél. : 548.76.51

LE CŒUR DE JESUS
CŒUR DU MONDE ou l'essence du christianisme
Actes du Congrès international de Toulouse
Card. CIAPPI, o.p., RATZINGER, SJENENS, Mgr. COLLINI, GAIDON, MEJIA,
R. P. P. de MARGERIE, S.J., de la POTTERIE, S.J., POZO, S.J., F. GOMES, o.s.b.

Collection **Essais** : 80 F

FONDER L'ETHIQUE EN PSYCHANALYSE
Dr Roland SUBLON
(Université de Strasbourg)

Collection **Mémoires** : 60 F

Maison d'Allemagne
Cité Universitaire

BIOGRAPHIE : UN JEU
MAX FRISCH
Par la C^e Free Théâtre
Du 22 février au 6 mars

JACOB SHER

CHANGER LES IDÉES

Nouvelles Éditions RUPTURE
Diffusion « ALTERNATIVE »

Message Thaïlandais pour hommes d'affaires.

La Thaï donne une dimension royale à sa classe affaire en créant la Royal Executive Class. Ce plaisir nouveau, vous le savourerez confortablement installé dans l'un des quarante larges fauteuils de nos B 747. Alors, vous goûterez le raffinement d'un service royal : assistance spéciale, vins sélectionnés, plateaux de fromages, corbeille de fruits. Et mille petites attentions à l'image de l'éternelle et accueillante Thaïlande. Pour voyager comme un roi, contactez notre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123, Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720.86.15 — Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53.39.82.

Thai

Histoire

LE MYSTÈRE WALLENBERG

Le sauveteur que nul ne sauva

Il porte un nom célèbre : celui d'une dynastie financière suédoise. Raoul Wallenberg est lui-même entré dans l'histoire et la légende. Pourtant on ne sait pas grand-chose de ce qu'il fit avant le 6 juillet 1944. Et on ne sait absolument rien de ce qu'il est devenu depuis le 17 janvier 1945.

Raoul Wallenberg était le cadet de la fameuse couvée de banquiers. Ses oncles et cousins le désignaient tant il leur semblait incapable d'entrer dans la peau d'un personnage choyé de la fortune. Ne pouvant aspirer à brasser l'argent comme les siens, il se préparait à faire carrière dans l'architecture. En attendant il travaillait dans une entreprise d'export-import que dirigeait un réfugié juif hongrois. Il remplaçait souvent son patron qui, en raison de ses origines, ne pouvait traiter avec les firmes étrangères soumise au joug nazi.

Wallenberg avait déjà trentedeux ans lorsque le destin bascula. En ce temps-là, la communauté israélite de Hongrie était à son tour menacée d'extermination. L'allié allemand était devenu l'occupant. Les hitlériens étaient résolus à imposer leur « solution finale » de ce qu'ils appelaient la « question juive ». Ils avaient commencé à déporter les membres de la communauté au rythme de 12 000 par jour.

Quelques mois plus tard, un rapport rédigé par un diplomate de la nonciature apostolique décrivait en ces termes le martyre des déportés :

« Seule la plume de Dostoïevski serait capable de décrire les horreurs qui accompagnent la déportation de Budapest à Hegyeskalloni, station de la frontière. En route avec le camion, on dépasse groupe après groupe les déportés qui se traînent affamés, gelés, boitant, au bout de leurs forces... L'effort surhumain de cette marche de 20 à 30 kilomètres par jour imposée à des gens âgés, des enfants sans nourriture, sans pos-

sibilité de s'allonger dans un lit, a marqué les visages. Ce sont des physionomies de bêtes traquées à peine humaines. Des soldats, la baguette en main, les exhortent à marcher plus vite, chassent en avant ceux qui restent en arrière... Naturellement un bon nombre succombent en route.

Il est impossible d'identifier les défunts, puisque généralement on les dévalise, prend tous leurs papiers, même les certificats de protection des légations étrangères. On les compte comme des bestiaux — 10 juifs, 20 juifs, 200 juifs. Au campement de Hegyeskalloni, il n'y a pas de W.C., aucune possibilité de se laver. Les dix granges exhalent une odeur fétide qui se fait sentir jusque dans la commune ; elle est suffocante dans la grange des malades, dont le sort est terrible.

Un jeune homme, qu'on dit médecin, voudrait les soigner, mais il manque de tout. Ils sont couchés, incapables de faire un mouvement, fiévreux, divaguant, se lamentant, des déchets humains... Des cris, des supplications à droite et à gauche : « Aidez-nous, sauvez-nous. Je suis né chrétien, pourquoi ne me sauvez-vous pas ? » D'autres « lancent des reproches, hélas ! » justifiés. On est le Croix-Rouge ? Que valent les certificats de protection ? On nous laisse mourir comme des animaux ! C'est l'enfer de Dante.

Conscient du drame qui se nouait loin de son pays, Wallenberg accepta une mission humanitaire : sauver le plus grand nombre possible de ces juifs condamnés à l'anéantissement. Pour s'acquiescer de cette tâche, il prit le titre de deuxième secrétaire de la légation de Suède à Budapest. Le 6 juillet 1944, il partit pour la Hongrie, porteur d'une lettre de son roi, adressée « au nom de l'humanité » au régent Horthy. Le souverain priait le maître de la Hongrie de faciliter la mission de ce nouveau diplomate à tous égards exceptionnels. L'amiral Horthy, un homme d'extrême droite allié aux Allemands, réprimait sans aucun doute la barbarie des nazis.

L'histoire de cet atroce semestre est racontée dans le livre que

Un seul-conduit suédois (extraits de Joseph Wulf : Il fut leur espérance, Ed. Casterman)

M. Gilbert Joseph vient de consacrer à l'affaire Wallenberg (1). L'auteur brosse un tableau saisissant de la Hongrie en cette phase finale de la deuxième guerre mondiale. Que pouvait espérer dans cet enfer l'envoyé suédois ? Distribuer des secours matériels à ces juifs privés de tout et d'abord de travail. Négocier avec les autorités locales la délivrance de « passeports de protection suédois » aux israélites qui avaient quelques motifs, réels ou feints, d'y prétendre. Quelques autres, isolés, se chargeaient de la même besogne au nom de la Suisse ou de la Croix-Rouge internationale.

A ce moment, les juifs étaient contraints de porter l'étoile de David et de déambuler pour constituer un ghetto en attendant leur tour d'être expédiés au camp de la mort : 23 000 d'entre eux purent se réfugier dans des maisons protégées par la Suisse, 7 000 dans des maisons suédoises, 2 000 dans les immeubles de la Croix-Rouge. Les conditions d'existence étaient rudes, parfois insupportables. Les sauveteurs savaient à quel point leurs efforts restaient dérisoires. On comptait au début de cette tragédie 900 000 juifs en Hongrie. Il n'y eut que 125 000 survivants.

La mission Wallenberg fut rendue presque impossible à partir du 16 octobre 1944. Les Allemands commençaient, non sans raison, à se méfier du régent Horthy, qui, sentant tourner le vent de la guerre, cherchait à se retirer du combat. Le parti des Croix fléchies — les nazis hongrois — entra en scène. Il obligea Horthy à abdiquer et son chef constitua un gouvernement qui, d'entrée de jeu, marqua sa volonté de ne tenir aucun compte de l'immunité diplomatique.

En poursuivant dans un tel contexte son œuvre humanitaire, un diplomate s'exposait lui-même au plus grand risque. Pendant trois mois, Wallenberg continua de rechercher l'impossible. Et voilà que son histoire personnelle devint tragédie au moment même où l'embellie apparaissait.

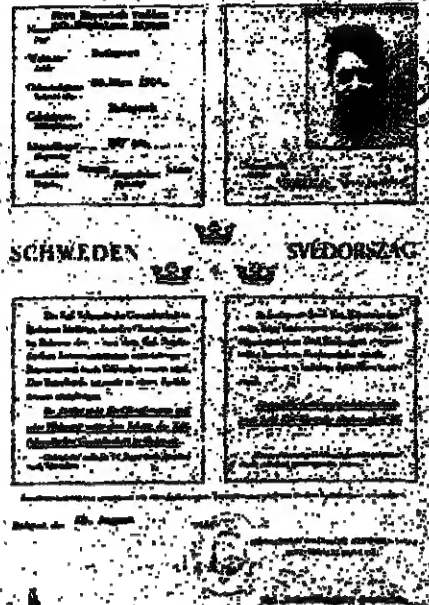
Au début de janvier 1945, les Allemands et leurs alliés à Budapest étaient aux abois. Les armées soviétiques allaient d'un moment à l'autre prendre la capitale. Pour les victimes du nazisme et singulièrement pour les juifs, c'était l'espoir. Pour les sauveteurs, la fin du cauchemar. Quand le moment fut venu, Wallenberg prit naturellement contact avec les libérateurs ou les nouveaux occupants.

Que se passa-t-il alors ? A partir du 12 janvier 1945, il fut « placé sous la protection des autorités soviétiques », rapporte un collaborateur du Comité international de la Croix-Rouge. Ce dernier le vit une fois encore, le 17 janvier, alors qu'il s'appretait à partir avec des Soviétiques. Il avait sur lui une importante somme d'argent. A cet instant, le diplomate suédois s'enfonça pour toujours dans le mystère. Depuis lors, aucun témoin sérieux, digne de foi, ne l'a véritablement vu.

Pourtant les récits n'ont pas manqué de personnages qui affirment avoir rencontré Wallenberg. Ils ont ancré les proches parents du diplomate dans la conviction qu'il était vivant, quelque part en U.R.S.S. Le gouvernement de Stockholm finit, lui aussi, par demander des éclaircissements aux autorités de Moscou. Toutes les démarches se heurtèrent à la même fin de non-recevoir. Le diplomate est mort en juillet 1947. Où ? Dans quelles circonstances ? Aucune réponse n'a été apportée à ces questions élémentaires.

Depuis le mois de janvier 1945, la biographie de Wallenberg n'est qu'un puzzle d'hypothèses. Mort ? Mais pourquoi ? Dévalisé par des subalternes soviétiques

SCHUTZ-PASS



Lettres

La mort de Tennessee Williams

(Suite de la première page.)

Il va exercer des métiers divers, barman entre autres, qui lui permettent d'écrire, la nuit, des pièces en un acte.

Lorsque l'Amérique entre en guerre, il est réformé (il a un dossier psychiatrique et présente des troubles cardiaques et nerveux). A New-York, il est tététyliste, barman de nouveau, portier, jusqu'au moment où la Metro Goldwyn Mayer le fait venir à Hollywood pour adapter son cinéma un roman best-seller.

Il renâcle à cette tâche, propose un autre scénario de son cru, que la M.G.M. refuse. Nous sommes en 1943, c'est ce scénario qui va devenir, au théâtre, la *Ménagerie de verre*.

En vingt-quatre ans, dix-neuf pièces de Tennessee Williams vont être créées sur une scène de Broadway. Les plus connues sont, après *la Ménagerie de verre* et *Un tramway nommé Désir*, *Est et Fumées* (1948), *la Rose tatouée* (1950), *Camino Real* (1953), *la Chute sur un toit brûlant* (1955), *la Descente d'Orphée* (1957), *Soudain l'été dernier* (1959), *Deux oiseaux de jeunesse* (1959), *la Nuit de l'iguane* (1961).

La dramaturgie de Tennessee Williams marque une influence de Tchekhov, mais les horizons intérieurs doivent plutôt à D. H. Lawrence, et Faulkner. Le décor le plus constant est le sud des États-Unis. Le thème du retour à la mère est constant, mais, encore une fois, c'est l'attachement à la sœur qui domine. Très probablement, c'est Rose, très douce pour raconter le soir des comtes fantomatiques lorsqu'ils étaient en-

fants, qui a suscité la vocation d'écrivain du frère.

A La Nouvelle-Orléans, Tennessee Williams partage d'abord la vie des êtres marginaux, déshérités, inadaptés, qui peuplent ses œuvres. Il a déclaré avoir voulu exprimer avant tout, par son théâtre, « la nécessité de compréhension, de tendresse et de pitié envers les individus traqués par les circonstances ». Il a dit aussi aimer le théâtre parce que c'est « quelque chose de sauvage, une chose en dehors des normes ». Le théâtre de Tennessee Williams est peut-être celui où l'analyse de la solitude est le plus profondément conduite.

Sous des apparences de désordre, d'instincts excessifs, chemine chez Tennessee Williams une approche très délicate, généreuse, tendre, et même parfois souriante, de l'âme des désemparés qui savent faire figure malgré tout — approche plus particulièrement visible dans certaines pièces en un acte, telles que *On n'en parle pas*, ou *Je n'imagine pas ma vie demain*, purs chefs-d'œuvre.

Le théâtre de Tennessee Williams a été plutôt bien représenté en France. Jean Cocteau adapta avec Paul de Beaumont *Un tramway nommé Désir* qui fut mis en scène par Raymond Rouleau. Jeanne Moreau interpréta *la Chute sur un toit brûlant* dans une mise en scène de Peter Brook. Ariety et Jean Rabille jouèrent *la Descente d'Orphée*. Ces œuvres de belle tenue dramatique le ton, et les pièces de Tennessee Williams ont reçu ensuite des publics français un accueil chaleureux.

MICHEL COURNOT.

Le scénariste des mondes obscurs

En 1943, alors qu'il est accablé de difficultés matérielles et traîne dans Greenwich Village, Tennessee Williams est, d'une façon tout à fait hasardeuse, engagé comme scénariste à la *Chute sur un toit brûlant* (1958) et *Deux oiseaux de jeunesse* (1962), repoussant sur des contre-temps, le cinéaste s'attachant surtout aux efforts matériels : familiaux et sociaux, au réalisme psychologique. D'autres, suivant la voie ouverte par Elia Kazan, comprendront bien mieux tout ce qu'il cache dans les drames morbides et sous les masques « tourmentés » de ses œuvres théâtrales. *la Ménagerie de verre* transportée à l'écran en 1949, par Irving Rapper, n'attire guère l'attention, en France, où elle est distribuée en 1954. Entre-temps s'est produit un événement considérable : la création de *Un tramway nommé Désir* à New-York et à Paris et la réalisation du film par Elia Kazan (1951) — sorti en France (1952).

Avec ce *Tramway*, avec Kazan, déjà metteur en scène de la pièce, le théâtre new-yorkais et le cinéma se rejoignent. Le scénario commence à investir la production hollywoodienne. Et Marion Brando, à l'écran comme à la scène, impose un nouveau style de jeu et le trouble ambigüité de ces personnages masqués qui, chez Tennessee Williams, sont toujours en rapports de séduction inaboutie, en conflit avec des femmes nymphomane ou souplement frustrées, et sous des déguisements traitent de l'homosexualité. Le dual de Marlon Brando et de Vivien Leigh, dans *Un tramway nommé Désir*, apporte au cinéma américain les mythologies d'un monde austère moite et décadent. Cela correspond, d'ailleurs, à une période de misogynie hollywoodienne. Elia Kazan réussit la transposition cinématographique de ce théâtre où les obsessions sexuelles, les dérangements nerveux et les secrets psychanalytiques sont, à l'époque, des succès très fortes pour les studios californiens.

En 1958, il déclenche un scandale avec *Baby Doll*, scénario tiré de deux pièces en un acte de Tennessee Williams. Mais l'élan est donné. Kazan a gagné la partie. L'univers du dramaturge marque désormais le cinéma américain. Et cela va durer longtemps. *la Rose tatouée*, (1959), filmé par Daniel Mann, médiocre réalisateur, a établi un

curieux jeu de travestissement entre Burt Lancaster et Anne-Magnien. Dans les adaptations qui vont suivre *Baby Doll*, celles de Richard Brooks, *la Chute sur un toit brûlant* (1958) et *Deux oiseaux de jeunesse* (1962), repoussant sur des contre-temps, le cinéaste s'attachant surtout aux efforts matériels : familiaux et sociaux, au réalisme psychologique. D'autres, suivant la voie ouverte par Elia Kazan, comprendront bien mieux tout ce qu'il cache dans les drames morbides et sous les masques « tourmentés » de ses œuvres théâtrales. *la Ménagerie de verre* transportée à l'écran en 1949, par Irving Rapper, n'attire guère l'attention, en France, où elle est distribuée en 1954. Entre-temps s'est produit un événement considérable : la création de *Un tramway nommé Désir* à New-York et à Paris et la réalisation du film par Elia Kazan (1951) — sorti en France (1952).

Avec ce *Tramway*, avec Kazan, déjà metteur en scène de la pièce, le théâtre new-yorkais et le cinéma se rejoignent. Le scénario commence à investir la production hollywoodienne. Et Marion Brando, à l'écran comme à la scène, impose un nouveau style de jeu et le trouble ambigüité de ces personnages masqués qui, chez Tennessee Williams, sont toujours en rapports de séduction inaboutie, en conflit avec des femmes nymphomane ou souplement frustrées, et sous des déguisements traitent de l'homosexualité. Le dual de Marlon Brando et de Vivien Leigh, dans *Un tramway nommé Désir*, apporte au cinéma américain les mythologies d'un monde austère moite et décadent. Cela correspond, d'ailleurs, à une période de misogynie hollywoodienne. Elia Kazan réussit la transposition cinématographique de ce théâtre où les obsessions sexuelles, les dérangements nerveux et les secrets psychanalytiques sont, à l'époque, des succès très fortes pour les studios californiens.

En 1958, il déclenche un scandale avec *Baby Doll*, scénario tiré de deux pièces en un acte de Tennessee Williams. Mais l'élan est donné. Kazan a gagné la partie. L'univers du dramaturge marque désormais le cinéma américain. Et cela va durer longtemps. *la Rose tatouée*, (1959), filmé par Daniel Mann, médiocre réalisateur, a établi un

JACQUES SICLER.

DEUX DOSSIERS DE LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

L'Amérique sans clichés

La Documentation française vient de publier deux dossiers photographiques consacrés aux États-Unis. Le premier entend montrer la « crise » (1973-1982) et les changements qu'elle a provoqués. Le second, plus historique, égrène en images le chemin suivi par l'Amérique depuis l'engagement dans la première guerre mondiale en 1917 jusqu'au scandale du Watergate.

Les deux publications sont conformes aux exigences de sérieux et de sobriété de la Documentation française, tant dans ces photos que dans les fiches qui les accompagnent.

Le dossier sur la crise actuelle souffre un peu de l'abondance des photos excellentes parues sur le même sujet dans *Time* ou *Newsweek*. Il est difficile de concurrencer la presse américaine... On a souvent déjà vu ailleurs des illustrations plus percutantes sur des thèmes tels que l'arrestation d'immigrants mexicains clandestins à la frontière ou la dégradation du tissu urbain dans le South Bronx.

Ce reproche — la rançon de la réserve de bon ton qui caractérise la Documentation française — ne vaut pas pour les photos « historiques » du second dossier. On reste fasciné par ces quelques clichés qui restituent toute une époque : visages sévères d'immigrants d'Europe centrale en attente au « centre de tri » d'Ellis-Island, près de New-

York, en 1907 ; manifestation massive et tranquille à la fois de membres du Ku Klux Klan en cagoules blanches dans les rues de Washington, vers 1925. Aux nostalgiques de l'Amérique d'Eisenhower, qui ont déjà ces dernières années pu satisfaire leur passion avec plusieurs films « rétro », une très belle photo qui semble tout droit sortie d'*American Graffiti* offre l'image d'un « Drive in » à Los Angeles dans les années 50.

Chaque dossier est précédé d'une introduction qui ne saurait jamais au conformisme. L'histoire américaine du XX^e siècle, en particulier, donne lieu à quelques réflexions iconoclastes. Roosevelt n'était nullement keynésien. Le redressement économique opéré lors de son premier mandat (1933-1937) fut gravement compromis par sa décision de rétablir l'équilibre budgétaire. L'économie américaine était aussi mal en point en 1937 qu'elle l'avait été en 1933. Le New Deal a été une suite de tâtonnements, pas toujours heureux...

Ces deux dossiers apportent à propos des États-Unis la preuve qu'on peut être didactique sans être ennuyeux, et sérieux sans être académique.

D. D.

* La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. D.P. 6062 : les États-Unis face à la crise (1973-1982), 27 F. ; D.P. 6063 : les Américains au XX^e siècle, 32 F.

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345 21 62

France

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

A Bastia, ce démon d'Edmond

LE PROFIL BAS DE LA CAMPAGNE EN CORSE

Les élus de l'assemblée régionale de la Corse, candidats pour la plupart aux prochaines élections municipales, avaient interrompu leur campagne à la fin de la semaine dernière pour répondre, le 18 février, à l'invitation du président de la République, qui souhaitait s'entretenir avec eux à Paris.

Il sont rentrés de ce court séjour unanimement satisfaits — le fait rarissime mérite d'être souligné — de leurs discussions, et porteurs de l'annonce de la visite prochaine de M. François Mitterrand.

Si elle en manquait, la Corse trouverait à quelques mètres de sa députation un peu plus pour la campagne électorale en cours. Car, sauf à Bastia où sévit (voir ci-dessus) une rumeur polémique sur les fraudes entre l'U.P.C. (Union pour le peuple corse), la liste autonome de M. Edmond Simononi et la liste d'union de la gauche (M.R.G., P.C., P.S.), le scrutin des 6 et 13 mars est abordé avec un rythme plus lent, sans les débordements et la surenchère verbale qui symbolisent habituellement les élections dans l'île.

Les Corse reconnaissent aussi que le prochain scrutin offre peu de surprises possibles. La carte des victoires et des défaites paraît même à écouter les appareils politiques, déjà tracés. Ainsi Ajaccio devrait rester à la liste localiste de M. Charles Orsano, maître sortant, avec le concours du R.P.R. et de l'U.D.F. Les risques d'une première ont été vite dissipés. M. José Rossi, conseiller régional (union régionale pour le progrès, U.R.P.), ayant rejoint la liste sortante ; il occupera, en cas de victoire, le poste de deuxième adjoint.

La situation à Corte paraît moins incertaine. M. Michel Pierucci (U.D.F.), qui avait animé une municipalité composite dans laquelle figuraient des personnalités de gauche, a renoncé à briser un autre mandat, mais son épouse tente de prendre sa place à la mairie. S'affrontent aussi une liste d'alliance M.R.G.-P.C. et une liste d'opposition conduite par le conseiller général E.P.R., M. Jean Colonna. Pour cause de mécontentement local, le P.S., très minoritaire à Corte comme dans le reste de l'île, a été contraint de présenter sa propre liste. A Calvi enfin, M. Xavier Colonna (app. M.R.G.), le maire sortant, conduit une liste d'union de la gauche face à une liste d'opposition.

La campagne électorale doit aussi un ton fort modéré aux incertitudes de l'île sur le chapitre de la violence. Depuis l'arrivée en Corse de M. Marcel Bressard, commissaire de la République, désigné pour la police, et les mesures d'ordre public prises en janvier par le gouvernement, le nombre des attentats est sensiblement retombé. Toutefois l'île s'interroge toujours sur les motivations du Front de libération de la Corse (F.L.C.). Les derniers communistes de l'organisation clandestine dissoute récemment laissent prévoir une notable modification de la stratégie des « capotards », notamment à travers l'atténuation de la campagne qui vise depuis plusieurs mois les commentateurs. S'agit-il d'une évolution durable ? Ou bien d'une simple trêve destinée surtout à laisser toutes chances aux C.C.N. (Comités des comités nationaux), qui accroissent leur participation à la vie politique législative en présentant leur propre liste dans les principales villes de Corse ? Dans le doute, l'île préfère imposer à ces élections municipales un profil bas.

Ph. Bg.

De notre envoyé spécial

Bastia. — Ça barde pour notre matricule. Le vieux patriarcat, « le chef de la famille », comme disent ses fidèles, réagit à l'outrage par un fort coup de sang. « La presse continentale commence à nous exaspérer, vous savez ! »

Ses épaules s'affaissent un peu sous le poids de l'injustice qui vient de leur être faite, à l'heure du déjeuner, dans son bureau de l'hôtel de ville maintenant déserté. Il confesse qu'il nous a reçu par fidélité de vieux lecteur, et laisse déjà entendre qu'il regrette cette faiblesse. Il hésite, c'est visible, à renvoyer l'ennemi.

Des fraudes électorales, ici, à Bastia, sous sa responsabilité ? Un système de combines « clonistes », dans une municipalité de gauche ? M. Jean Zuccarelli, premier magistrat (M.R.G.) de la ville, depuis bientôt quinze ans, ne peut « laisser dire cela ». Sa réplique, il la puise, par réflexe, dans le vieux fonds, toujours accessible, du reproche corse. « Nous ne sommes pas des hommes capés mentaux ! Les journalistes partisans s'ingénient à nous montrer sous le jour le plus ridicule, et à parler de cette île comme d'un sujet de folklore arriéré. »

L'insulte tétanise le maire de Bastia. « Nous ne sommes pas meilleurs que les autres », poursuit-il, « mais qu'on ne nous fasse pas pire. Les Corse, eux aussi, ont leur dignité. » Le malotrus, le calmo revenu, sera finalement conquis, quelques instants plus tard, avec une dernière réflexion abrupte sur « le prix trop élevé que la Corse paie pour rester française ».

Travers traditionnelle des élus insulaires, M. Zuccarelli passe sa journée sur la presse continentale. Le rituel, au fond, est sympathique à force de systématisme. Mais le maire de Bastia ne doit pas être dupe de sa scène d'indignation.

Sa liste, ses amis, n'ont plus la maîtrise d'un débat que la ville croyait sans importance, prétexté, tous les jours, pour le compte de la gauche. Car, hier encore, « Zuzu », selon une maraichère, devait être « réinstallé à la confortable ». La municipalité d'alliance (radicaux de gauche-communistes), pour la première fois gonflée du parti socialiste, se retrouvait enfin conforme, comme le dit le maire, « au schéma national de l'union de la gauche ». Déjà non moins agacé, cette fois, le maire observait aussi les divisions de l'opposition, écartelée entre trois listes rivales, désorientées au point que le R.P.R. a finalement refusé d'accorder son investiture à l'une d'entre elles, et que l'U.D.F. éprouve le plus grand mal à reconnaître les siens dans ces bruyantes querelles de légitimité.

Effet dévastateur

Non, sans ce « démon d'Edmond », l'hiver serait resté engeôlé comme il sied à Bastia la française. Mais « Edmond », Edmond Simononi s'entend, chef de file autonomiste de l'Union pour le peuple corse (U.P.C.) et animateur de la liste « Réhabiliter Bastia », vient troubler ces félicités par une campagne active contre la fraude électorale, « cette tare », explique-t-il, « du jeu politique corse ».

Il fait même à la ville l'injure de vouloir tester à travers elle « la volonté gouvernementale de ramener l'île à la démocratie ». Pourquoi n'a-t-il pas choisi de porter le fer contre Ajaccio la Bonaparte, contre le Sud, où règne le clan de droite, la montagne où sévissent encore, chacun l'admet, des « vendetta » électorales d'un autre âge ? Bastia aurait discrètement applaudi la croisade et vanté en haut lieu l'aide objective des autonomistes à la gauche. Mais la désigner, elle, la ville du nord, considérée plus malgracieuse que sa rivale méridionale, elle, la laborieuse cité portuaire ?

L'équipe de M. Zuccarelli subit, de plein fouet, sans d'autre réaction que la colère de son maire, l'effet dévastateur de ce qu'à l'hôtel de ville on appelle déjà « le coup bas » ou « la trahison d'Edmond ». Les amis d'Edmond Simononi attaquent la liste des nouveaux électeurs inscrits et contestent la légalité de procédures d'information sur le vote par pro-

curation. Ils rendent publiques des croustillantes anecdotes, celles surtout qui visent l'entourage du maire, ses adjoints ou les responsables de son bureau électoral.

L'histoire du chauffeur de M. Zuccarelli vous est ainsi contée : il avait été pris en flagrant délit de vote pour un gendarme qui ne l'avait nullement mandaté. Celle encore de ce président de tribunal qu'une main mystérieuse faisait toujours figurer, en 1982, sur la liste d'émargement, alors que ce magistrat avait regagné le continent depuis 1979. Le chanteur Johnny Halliday, de même, serait surpris d'apprendre qu'il vote en Corse, comme les vacanciers qui avaient fréquenté, durant l'été, le camping de Solaro, sur la commune de Bastia.

L'indignation de l'équipe sortante n'est cependant connue son comble qu'en mesurant l'écho rencontré par la croisade de l'U.P.C. du côté de la préfecture de Haute-Corse et du palais de justice. Le préfet, M. Guy Migon, et les magistrats bastiais ne se sont pas mis, bien sûr, au service du chef de file autonomiste. La campagne politique des uns coïncide simplement avec la stricte application, par les autres, des vœux émis, en janvier dernier, par le président de la République, pour que soit restauré en Corse un état de droit. Même si leurs effets convergent, les deux démarches sont parallèles et n'ont pas été concertées.

L'état de droit

Apparemment sans consigne, les représentants locaux de l'autorité de l'État continuent à l'occasion des municipales la mission d'épuration de la vie politique insulaire, entreprise avec quelques succès l'été dernier pour les élections régionales. M. Migon ne cache pas d'ailleurs qu'il cherche à rendre « un peu de rigueur aux pratiques politiques de l'île ». « Je suis convaincu », nous dit-il, « que la démocratie peut être rétablie en Corse. C'est affaire de patience et de force de conviction. » Aussi les Bastiais, d'un bord à l'autre, assistent-ils, amusés, satisfaits ou déprimés, à une tentative de redressement qui ne tient pas compte de l'équité politique des fraudeurs soupçonnés. Les amis de M. Zuccarelli détiennent, à l'évidence, la maîtrise des fraudes électorales. Ils sont donc seuls à subir les recours répétés déposés par l'administration gouvernementale. La philosophie préfectorale se borne à ce simple constat.

Fallaient-ils, par exemple, fermer les yeux, une fois de plus, sur les pratiques les plus voyantes, ouvertement tentées, avec une bonne conscience désarmante et en vertu, surtout, d'une solide tradition d'impunité ? Au cinquième bureau électoral de Bastia, la dernière fraude, pour n'en citer qu'une, était patente : le 1^{er} février, après une première annulation, on s'attèle à la révision du tableau rectificatif de la liste. Le représentant de la municipalité, M. Vincent Duriani (P.C.), refuse d'y participer, annonce-t-il, tant que l'actuel préfet restera en poste. Le commissaire de la République, à cette date, est déjà accusé de chercher querelle à la municipalité.

Qu'à cela ne tienne. Les mandats de l'administration et du tribunal rejettent l'inscription de soixante-quatre noms sur les cent cinquante-sept nouvelles demandes. Mais le lendemain, à l'affichage en mairie, ils ont la surprise de constater que les noms d'édmond éliminés ont été rétablis sur la liste. On a, à la place, rayé soixante-quatre autres noms, d'opposants politiques pour la plupart. Pour cette bonne blague, une plainte contre X... a été déposée, pour falsification de documents administratifs.

La justice, de son côté, multiplie les enquêtes pour enlever la vague montante des défraîchissements électoraux dans les hôpitaux, les hospices, et contrearrêter la valise des fausses procurations. Le tribunal d'instance vient d'annuler l'inscription de cinq cents personnes sur la liste rectificative. De septembre au 31 décembre 1982, la municipalité de Bastia avait enregistré 1 900 nouveaux électeurs. C'était sans doute beaucoup trop pour une ville dépeuplée de 44 020 habitants et de 22 701 inscrits.

Sur la place Saint-Nicolas, face au port qui, en février, ressemble

à un décor de toile peinte, une affaire du même genre, toutefois, fait encore plus grand bruit. Un juge d'instruction vient d'inculper cinq proches du maire, dont son propre neveu, M. Henri Zuccarelli, conseiller général (M.R.G.), pour des fraudes survenues lors d'une élection cantonale, le 24 février 1980. Et onze autres conseillers municipaux et employés, ainsi que M. Zuccarelli lui-même, sont passibles des mêmes poursuites.

Après l'audition de plusieurs centaines de personnes, la preuve a été faite que le bureau électoral de Bastia avait fait voter des absents.

En 1980, le parti socialiste local se maintenait dans une farouche opposition à l'alliance municipale et l'un de ses animateurs, M. Laurent Croce, avait déposé plainte contre l'équipe de la mairie. Son entrée sur la liste de 1983, en qualité de second adjoint, l'a contraint à renoncer à ses poursuites.

Celles-ci ne sont pas éteintes partout. D'autres socialistes, exclus au printemps dernier, ont rejoint la liste municipale de l'U.P.C., avec à leur tête M. Charles Santoni, animateur du Mouvement corse pour le socialisme (M.C.S.). Dissidents et militants orthodoxes du P.S. se retrouvent donc divisés sur la conduite à tenir. La fédération socialiste est donc dans l'obligation de défendre sa liste — donc les fraudeurs ? — et de nombreux Bastiais soutiennent que les exclus saourent leur vengeance en apparaissant comme les redresseurs des torts électoraux.

Le camp de gauche, du coup, affirme haut et fort que « Edmond fait le jeu de la droite ». On vous explique même, dans les cafés « zuccarellistes », qu'il ne serait pas impossible que l'U.P.C. fasse passer l'opposition au second tour. « Fadaïes », réplique l'intéressé : « Si les autorités laissent faire la fraude, dit-il, cela voudrait dire qu'elles sont incapables d'imposer leur arbitrage et que le retour à la paix publique promise par M. Mitterrand est un vain mot. » M. Simononi ajoute : « Il serait alors impossible de substituer à la désespérance de la violence une démocratie capable de réconcilier la jeunesse corse avec la vie publique. »

Il est conscient, explique-t-il, de placer le gouvernement devant un choix délicat, entre le respect des principes, voire du droit simple, et la fidélité à ses parrainages électoraux. « Je ne cesse de prendre mes risques. C'est ce que le chef de file des autonomistes est allé dire, la semaine dernière à l'Elysée au président de la République, qui, à en croire le rumeur insulaire, aurait accordé à M. Simononi une audience plus longue qu'àux autres élus régionaux. »

A écouter d'autres Bastiais, pourtant, les « risques » pris par les autonomistes pourraient se révéler trop importants, sans commune mesure en tout cas avec l'enjeu municipal, qui reste, avec ou sans l'affaire des fraudes, nettement en faveur de M. Zuccarelli. « Edmond » se voit reprocher, même dans son camp, cette critique du système électoral corse. « Ce ne sont pas des choses à dire. » Un Corse, pour la première fois, livre bataille dans un domaine laissé par prudence à la loi du silence. « Il touche à l'âme même », relève un observateur. « A un comportement névrotique », qui pousse à recourir à la fraude par obligation culturelle, par ennui insulaire, par angoisse, aussi, de ne pas savoir vivre sans combines et petites trahisons.

Edmond Simononi, par son geste sacrilège, touche aussi à une réalité plus profonde, beaucoup plus inquiétante, aux dires mêmes des Bastiais. Les fraudes, notamment par le jeu des procurations, reposent sur le vieux système de l'assistance, qui fait encore des Corse les obligés des clans. A Bastia, comme ailleurs dans l'île, une voix représente souvent le droit à une pension, une intervention pour le service militaire, parfois même à un emploi. « Edmond condamne », c'est bien beau, constate un fidèle du maire, mais quel système économique et social peut-il remplacer une tradition qui profite à tout le monde et qui nous a été donnée pour seul héritage ? »

PHILIPPE BOGGIO.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. JACQUES DELORS, à Vienne, vendredi 25 février, où il apportait son soutien à M. Louis Mermaz, maire de la ville, et président de l'Assemblée nationale : « Je n'ai pas fabriqué d'indice à l'approche des élections : nous espérons tomber à 9 % [de hausse des prix] à la fin de 1983, mais nous n'accepterons pas, comme le font les Allemands, 50 % de chômeurs en plus. A propos du commerce extérieur : « On doit réduire le déficit de moitié cette année, si les Français consentent l'effort nécessaire ; si on ne peut le faire, la France ne pourra plus faire entendre sa voix dans le monde. » Pour le ministre de l'économie et des finances, « l'effort demandé aux Français après la guerre était moins dur, toutes proportions gardées, que celui que nous devons consentir dans les années 80 ».

M. JEAN-FRANÇOIS DENIAU (U.D.F.), ancien ministre du commerce extérieur de M. Raymond Barre, commentant, dans un communiqué, les chiffres de l'inflation et du commerce extérieur : « C'est la France en rouge. Il y a une semaine, le premier ministre déclarait qu'il voyait tous les indices se mettre au vert. (...) On peut s'inquiéter de la qualité de la vision de M. Mauroy. (...) Le gouvernement n'aura pas réussi à masquer la réalité avant les municipales. »

M. JACQUES CHIRAC, à Thionville (Moselle), où il soutenait M. Lacroix, conseiller général (R.P.R.), candidat à la mairie : « Le mouvement auquel j'appartiens était favorable, depuis longtemps à l'octroi de la cinquième semaine de congés payés ; lorsqu'elle a été instituée, nous nous sommes réjouis. (...) Et aujourd'hui, tel ou tel ministre, et le premier d'entre eux, ont le culot, parce qu'ils maintiennent, de dire que si nous revenons au pouvoir, nous annulerons cette cinquième semaine. Je vous le dis : c'est naturellement faux. »

MME SIMONE VEL (U.D.F.), ancienne présidente du Parlement européen, vendredi 25 février, à Nîmes, où elle soutenait M. Jean Bouquet (div. opp.) : « Bien sûr, il n'y aura plus que des communistes à la tête des grandes administrations. » Parlant de « main mise du P.C. sur les rouages de l'Etat », elle a qualifié les quatre ministres communistes de « premiers de la classe, les plus dévoués, des travailleurs de l'ombre, qui ne parlent pas mais qui agissent ».

M. CHARLES FITTERMAN, à Marseille, où il participait à une réunion publique avec M. Gaston Defferre, a comparé M. Barre à « Ramnagrobis faisant partie de velours », M. Chirac au « loup déguisé en mégaron », et M. Giscard d'Estaing à celui qui veut jouer l'« innocent ». « Ils sont trop polis pour être honnêtes », a-t-il dit, leur programme est simple : marche arrière totale !

M. GASTON DEFFERRE, au cours de la même réunion : « La droite, lorsqu'elle était au pouvoir, avait promis à l'immigration de passer pour passer sur le marché du travail et lutter contre les syndicats qui défendent les travailleurs de notre pays. »

M. PAUL QUILLES, candidat à la mairie de Paris, au cours d'une réunion unitaire de la gauche, vendredi 25 février : « L'actuel maire de Paris est l'incarnation même de la droite revancharde et réactionnaire. (...) Sans doute par peur de n'être plus que chiraquien, il court endosser les habits d'un Reagan, au moment où celui-ci semble vouloir changer de garde-robe. (...) Mon Paris n'est pas condamné à devenir un immense séisme atomique. »

M. PIERRE MAUROY, dans un message publié par l'Humanité-Dimanche : « Le changement ne peut pas être l'œuvre du seul gouvernement. Il nécessite la tranquille mobilisation d'une large majorité de Français et de Françaises. C'est en prenant personnellement en charge le changement que vous le ferez passer dans la vie de chaque jour. Ou mieux que dans les consciences cette prise en charge peut-elle s'opérer ? »

APRÈS LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

Confusion dans les DOM

Les séances d'installation des conseils régionaux élus le 20 février dans les quatre départements d'outre-mer concernés par l'application de la loi de décentralisation du 2 mars 1982 se sont déroulées, vendredi 25 février, dans la plus grande confusion. Partout des manœuvres procédurales ont empêché les élections des présidents et des bureaux des nouvelles assemblées.

● EN MARTINIQUE, comme à la Réunion (le Monde du 26 février), la désignation du président n'a pu intervenir, le quorum n'étant pas atteint. Les vingt élus de l'opposition, minoritaires d'un siège, ont quitté la salle des délibérations afin de protester contre l'attitude de la gauche à leur égard. Le chef de file du R.P.R., M. Michel Renard, maire du Marigot, et ses amis, souhaitent, avant de procéder à l'élection du président, combien de sièges la majorité envisageait de leur accorder. Les élus de la gauche ont rejeté ce préalable.

Le maire de Fort-de-France, M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste, président du parti progressiste martiniquais (P.P.M.), est néanmoins assuré d'accéder à la présidence grâce à la voix de majorité que possèdent les élus des partis gouvernementaux.

M. Renard a toutefois indiqué qu'il a déposé un recours demandant l'annulation des élections en Martinique. Le maire du Marigot a affirmé, en effet, que malgré la présence de magistrats venus de métropole pour surveiller les opérations de vote, le scrutin a été entaché de « beaucoup d'irrégularités ».

● EN GUADELOUPE non plus, le quorum n'a pas été atteint à cause de l'absence des conseillers socialistes et communistes qui disposent de vingt sièges contre vingt et un aux conseillers de l'op-

position. Commentant la défection de ses adversaires, M. Lucette Michaux-Chevry (mod.), président du conseil général, élue à la tête de la liste R.P.R.-U.D.F., a déclaré : « Ils refusent de s'incliner devant le verdict populaire. Ils sont absents pour continuer leurs magouilles. »

● EN GUYANE, le président du conseil régional sortant, M. Georges Othily, administrateur de biens, qui figurait en deuxième position sur la liste du parti socialiste guyanais (P.S.G.), conduite par le député du département, M. Elie Cantor (apparenté socialiste), avait été élu à la présidence de l'Assemblée, au troisième tour de scrutin, à la majorité relative, en obtenant, comme aux deux tours précédents, quinze voix contre treize au chef de file de l'opposition, M. Paulin Bruné (R.P.R.) et trois à M. Guy Lamaze, (extr. g.), chef de file des trois élus de l'Union des travailleurs de Guyane, syndicat indépendantiste. Les quatorze élus du P.S.G. avaient reçu, en la circonstance, le renfort de M. Jean-Serge Géralte, seul élu de la liste de l'association Union, démocratie, promotion-Guyane, constituée par des socialistes indépendants empêchés par la direction du P.S. de créer en Guyane une fédération socialiste. M. Othily s'est démis de son mandat après que les treize conseillers de l'opposition eurent conclu un accord de circonstance avec les trois élus indépendants pour présenter, avec succès, une liste commune à l'élection du bureau de l'Assemblée. M. Othily a souligné qu'un tel bureau, composé des trois indépendantistes et de trois représentants du groupe R.P.R.-U.D.F., n'était pas représentatif du conseil régional.

Dans chacun de ces départements, le conseil régional se réunira à nouveau lundi 28 février.

Petits ou grands, les patrons s'engagent dans la bataille

En ces temps où de nombreux patrons croient menacé le libéralisme qui leur est cher, les appels à l'engagement aux élections municipales des chefs d'entreprise se sont multipliés.

La décentralisation, ce n'est pas un secret, inquiète le C.N.P.F. : mise sous tutelle des communes françaises par les conseils généraux et régionaux, déséquilibres accrus entre communes riches et pauvres, émergence de nouvelles fodalités locales, interventions accrues des municipalités dans la vie des entreprises, inévitables conflits entre les divers niveaux d'administration, telles sont pêle-mêle les craintes exprimées par M. Maury-Larivière, président de la commission d'action territoriale de l'organisation patronale. Aussi ce dernier exprimait-il récemment, devant l'association des maires de France, « le vœu pour réaliser la symbiose entre les entreprises industrielles et la vie des collectivités locales » que « beaucoup d'élus » et de futurs élus.

l'entreprise libre et indépendante.

Difficile pourtant de savoir si ces appels plus ou moins pressants ont été suivis d'effets. Si l'on connaît approximativement par les statistiques du ministère de l'intérieur les origines socioprofessionnelles des magistrats municipaux (1), nul recensement des candidats n'existe. Force est donc d'agir par sondage. Or pour une M^{me} Francine Gomez, P.-D.G. de Waterman, qui se présente au Vigan (Gard), ou un M. Jean Bousquet, P.-D. G. de Cacharel, qui bénéficie du soutien R.P.R. - U.D.F. à Nîmes, interrogés par tous les médias sur les raisons de leur engagement, combien d'inconnus plus discrets.

Il n'est guère de villes pourtant qui ne comptent pour les candidats plusieurs dirigeants d'entreprise, le plus souvent - dans l'opposition. Ainsi, à Nancy, trouve-t-on sur la liste d'opposition un dirigeant du Crédit agricole, le directeur commercial d'une société laitière, l'ancien directeur général des aciéries de Pompey, à Marseille, M. Jean-Claude Gautier, directeur général des vins Margnat est tête de liste,

les grandes villes. « Nous sommes présents dans presque toutes les villes de 100 000 habitants et dans la majorité de celles de 30 000 habitants », clame-t-on ainsi chez M. Bernasconi où l'on parle de « percée sans précédent ».

La C.G.P.M.E. se targue donc de trois labels à Lille (dont un sur la liste menée par M. Maury), de sept à Lyon (dont six sur la liste de M. Noir), de vingt-deux à Paris sur les listes de M. Chirac. Chaque arrondissement, sauf le douzième, aura ainsi dans la bataille « un représentant de l'entreprise libre et indépendante ». « Je demande aux chefs d'entreprise de consacrer 10 % de leur vie à autre chose qu'à leur société », aime à répéter M. Gattaz, le président du C.N.P.F. Alors pour quoi pas à la cité, où, comme le disent ceux d'entre eux qui s'engagent, ils peuvent gérer les affaires en chef d'entreprise.

M. Dominjon, ancien responsable patronal qui a créé dans le Rhône une « association responsabilité solidarité » pour former des cadres d'entreprise et d'autres particuliers aux affaires publiques « parce qu'ils sont aussi incompétents en ce domaine que les politiciens le sont pour la gestion », estime que la mobilisation est plus forte que par le passé. Mais il s'inquiète de l'inégalité d'accès aux mandats électifs entre des fonctionnaires qui seront toujours réintégrés et des cadres qui prennent un risque particulièrement vif dans la situation économique actuelle. Or même pour les municipales, la gestion des grandes villes prend du temps. Tant que cette inégalité-là ne sera pas réglée, on peut penser que patrons et cadres continueront à être plutôt rares à se lancer dans les affaires publiques.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Les responsables d'entreprises représentent 12,8 % des maires. Sur ce nombre 7,7 % sont des commerçants et artisans et 5,1 % seulement des dirigeants de sociétés. Quant aux cadres du secteur privé, ils ne sont que 3,7 %.

« A l'usine, je suis possédant, à la mairie possédé »

De notre correspondant

Metz. — « Mon attachement à ma commune, où je suis né, où j'ai grandi, m'a incité à approfondir le rôle que j'y joue. » Cet approfondissement, M. Bernard Labbé, président des Tréfileries Chiers-Chaillou-Gorcy et maire de Gorcy (petite commune de deux mille quatre cent soixante-trois habitants, située dans le bassin sidérurgique de Longwy en Meurthe-et-Moselle), le cherche dans la vie politique. Son constat est simple : les grandes décisions concernant le développement d'une région passent la plupart du temps par la fonction politique. Il sollicite aujourd'hui le renouvellement de son mandat de maire.

Gorcy est le berceau de la famille Labbé. En 1832, Jean-Joseph Labbé fit construire le premier haut fourneau du bassin de Longwy. Une dynastie de maires de Gorcy doit ses racines dans la vie politique. Son constat est simple : les grandes décisions concernant le développement d'une région passent la plupart du temps par la fonction politique. Il sollicite aujourd'hui le renouvellement de son mandat de maire.

Au début de ce siècle, l'emprise des maires de Gorcy sur « leur région » était très forte. « Mon grand-père et la famille de Wendel se présentaient eux-mêmes aux élections », explique Bernard Labbé. Puis, peu à peu, ils ont envoyé des hommes à eux. Mais ceux-ci ont pris goût, n'oubliant pas de s'engager. « Il regrette très fermement que les chefs d'entreprise, les cadres, les responsables économiques en général ne soient pas plus engagés aujourd'hui dans la vie politique que d'y apporter leur expérience quotidienne. » Depuis quelques générations, cette catégorie n'a plus continué l'effort difficile d'autrefois et est maintenant sous-représentée, notamment

ment à l'Assemblée nationale. Cela explique le caractère de certains textes législatifs presque inapplicables et freinent le dynamisme industriel et social.

Avec une telle conviction, M. Labbé ne pouvait que se lancer, outre ses fonctions patronales, dans une carrière politique. En 1973, à la mort de son père, conseiller municipal à vingt-cinq ans et maire à vingt-huit pour quarante-cinq années, il a conquis la mairie de Gorcy. Réélu en 1977 avec 78 % des suffrages, il brigue aujourd'hui, à cinquante-sept ans, le renouvellement de son mandat. Entre-temps, en 1976, Bernard Labbé, bouleversant d'activité - il était à l'époque P.-D.G. de Saurines et Gorcy, de la Société de tréfileries et câblerie de Chiers-Chaillou-Gorcy et administrateur de plusieurs sociétés, - s'est présenté aux législatives. Battu par le communiste Antoine Porcu, il n'a pu réaliser son rêve : réunir dans sa main le pouvoir économique et le pouvoir politique.

N'appartenant pas à une formation politique, Bernard Labbé n'en cache pas pour autant sa sensibilité. « J'appartiens à l'ancienne majorité », affirme-t-il. Patron et homme de droite, il gère et fait vivre Gorcy. Sur les quelques sept cents personnes travaillant dans la commune, cinq cent cinquante sont employées dans son usine. Il effleure cependant une ferme volonté de ne pas mélanges ses fonctions, admettant que l'équilibre est difficile à trouver et que des interférences sont possibles. Mais aujourd'hui, le patron ne peut plus se passer du maire. « A l'usine, je suis possédant, à la mairie possédé », lance-t-il en expliquant : ce sont les décisions qui me possèdent. Je suis leur élu.

JEAN-LOUIS THIS.

soient des hommes d'entreprise.

Le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, M. René Bernasconi, a été, pour sa part, plus direct. Il y a quelques semaines il lança un appel : « P.M.E. aux municipales : allez-y ! ». Et d'expliquer : « Budget, gestion, fiscalité, taxe professionnelle, voilà des sujets qui intéressent les chefs d'entreprise. D'abord parce qu'ils savent de quoi il s'agit : ils sont tous, quelle que soit leur taille, des gestionnaires familiarisés avec ces notions. Ensuite parce que la taxe professionnelle, pour ne parler que d'elle, c'est eux qui la paient et personne d'autre. Or elle représente déjà plus de 50 % des impôts locaux.

M. Bernasconi proposait alors une plate-forme électorale « des représentants de l'entreprise libre et indépendante » en matière d'urbanisme et d'équipement commercial, d'équipements collectifs, de fiscalité et de grands principes. Les candidats s'engageant sur ce texte pouvaient obtenir le label de « représentant de

mais on remarque aussi un ancien président de l'Union patronale, le président de l'Union des Bauxites, et sur la liste de M. Defferre figure en bonne place M. Pierre Rastoin directeur de la Banque Martin Morel.

On pourrait allonger la liste : cela n'aurait guère de signification lorsque l'on sait qu'il y a 36 422 communes, que le plus petit conseil municipal comportera neuf membres et le plus important (dans les villes de plus de 300 000 habitants) soixante-neuf et qu'ainsi plus d'un million de Français solliciteront les suffrages le 6 mars.

Le nombre de labels décernés par la C.G.P.M.E. au regard de ces chiffres, prête aussi à sourire puisque la confédération de M. Bernasconi en reconnaît un peu plus de mille. « Il n'est pas facile d'apparaître avec l'étiquette de chef d'entreprise dans les villages et les petites villes où les électeurs sont souvent nos salariés », surtout en ces périodes où les licenciements sont plus fréquents que les embauches. En revanche cela est plus facile dans

La majorité en position difficile

(Suite de la première page.)

Le même jour le gouvernement entend deux « communications ». L'une sur la création d'un « congrès d'entreprise », correspondant à une vieille revendication des cadres ; l'autre sur l'amélioration du sort des personnes âgées ; le 16 février, il est surtout question de l'amélioration des relations de l'administration et les usagers, notamment pour la Sécurité sociale ; le 27 février enfin, le gouvernement annonce les dispositions de deux textes sur le logement destinés à faciliter les conditions d'accès à la propriété. On voit mal que cette simple énumération puisse s'inscrire au passif de la gauche !

Cette meilleure maîtrise de la part d'un gouvernement qui ne se flatte plus guère de vouloir « gouverner autrement » explique sans doute le regain de confiance de la gauche dans une campagne qui a, jusqu'à présent, offert beaucoup de variations et peu de certitudes. Il y a eu variation dans le ton, d'abord furieux, notamment à Marseille, puis étonnamment sérieux, puis plus vif à nouveau, comme en témoignent les plus récents propos de campagne.

Ces hésitations correspondent à des variations dans les pronostics et donc dans les stratégies des formations politiques. Au départ, l'opposition était triomphante, et certains de ses orateurs tels M. Griotteray proclamaient : « Dissolution, dissolution ! ». A cette époque, la « politisation » de la campagne était de règle, l'enjeu devenait « national ». Aujourd'hui, chacun minimise plutôt la portée d'élections que M. Giscard d'Estaing lui-même veut éviter de « nationaliser ». C'est qu'entre-temps la majorité a réussi à placer l'opposition en position défensive, la contraignant à s'expliquer sur le sort qu'elle réserve aux « acquis sociaux » de la gauche ; avant, peut-être, d'être contrainte elle-même de s'expliquer à nouveau sur une politique économique dont le premier ministre avait pourtant annoncé qu'elle commençait à porter ses fruits.

Cette oscillation supplémen-

taire rend encore plus incertaine l'issue des élections. La multiplication des sondages locaux, pour contestables que soient certains d'entre eux, a toutefois mis en évidence qu'il existe une « prime » au maire sortant. Ce phénomène, évidemment, joue en faveur de la majorité qui contrôle les deux tiers des villes de plus de trente mille habitants. Sur la base de ces sondages, la majorité devrait perdre une quinzaine de ces villes, alors que son gain en 1977 était de soixante et une.

Mais d'autres indicateurs jouent en sens inverse, au premier rang desquels figurent les élections cantonales partielles : la gauche perd en moyenne 5,9 points (le Monde des 6-7 février). L'application pure et simple de ce recul aux élections municipales conduirait à une perte de l'ordre de quarante à cinquante villes.

Quant aux sondages nationaux, ils font apparaître une montée des mécontentements et du pessimisme dans les prévisions. Ainsi, dans le baromètre mensuel de la SOFRES, 71 % des personnes interrogées jugent inefficace la lutte contre le chômage. Enfin, 54 % (contre 52 %) pensent que les choses « vont aller plus mal ».

Il va de soi que si l'opposition triomphe, elle sera tentée de « politiser » ce scrutin ; tout comme la gauche, si elle parvient à préserver l'essentiel de ses conquêtes de 1977.

L'issue du scrutin influera, quoi qu'il arrive, sur la vie du gouvernement. Mais on ne peut, en la matière, faire plus que des hypothèses. Il y en a deux. Les résultats peuvent être exceptionnels, dans un sens ou dans l'autre, et justifier des mesures exceptionnelles telles qu'un changement de gouvernement à quinze jours de l'ouverture de la session parlementaire. Changement de premier ministre si l'opposition triomphe, changement dans la composition du gouvernement (une équipe plus resserrée ?) si la gauche surprend.

Les résultats peuvent tout aussi bien être sans surprise, c'est-à-dire en demi-teinte, tels que l'un et l'autre camp puissent s'en prévaloir. La logique institutionnelle reprend alors le dessus et reporte au mois de juillet un éventuel changement dans la composition du gouvernement, laquelle dépendra notamment des conditions dans lesquelles se sera déroulée la session parlementaire, consacrée à l'examen du D.F. Plan.

J.-M. COLOMBANI.

La baromètre de la Sofres

LES COTES DE « CONFIANCE » DE MM. MITTERRAND ET MAURÖY SONT EN BAISSE

Le Figaro-Magazine du 26 février publie un sondage de la Sofres réalisé du 12 au 17 février auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes. Selon cette enquête, la « cote de confiance » du président de la République et celle du premier ministre enregistrent une légère baisse : 48 % des personnes interrogées déclarent faire « tout à fait » ou « plutôt confiance » à M. François Mitterrand (contre 50 % lors de l'enquête réalisée fin janvier) et 39 % (contre 41 % précédemment) faire « tout à fait » ou « plutôt confiance » à M. Pierre Mauroy.

A l'indice de popularité des personnalités politiques dans le monde, M. Michel Rocard, qui perd trois points (53 contre 56 précédemment), reste en tête. M. Jacques Delors, qui recule de six points (41 contre 47), conserve la seconde position. M. Mauroy enregistre une baisse de trois points. Les personnalités politiques de l'opposition sont, elles aussi, en recul : l'exception de M. Jacques Chaban-Delmas qui gagne deux points (24 contre 22). M^{me} Veil, toujours en tête, perd deux points (43 contre 45) ainsi que M. Chirac (40 contre 42). M. Barre, lui, en perd quatre (31 contre 35) et M. Giscard d'Estaing, un (31 contre 32).

En 1977, vous dénonciez déjà le « mépris secret des grands partis et les médias audiovisuels à l'égard des « marginaux » ainsi que la « sytème du spectacle politique ». Vos reproches, en 1983, sont-ils les mêmes ?

« Les reproches sont les mêmes car le système est resté le même. Il s'est même renforcé ou déplacé. Les partis rivaux ont une attitude commune : au lieu de concevoir la campagne pour les municipales comme l'occasion d'un grand débat, ils la vivent comme une guerre de conquête ou de reconquête. L'enjeu s'exprime en termes de volonté de puissance, alors que les municipales devraient rester d'intérêt local. C'est même grave pour la décentralisation que les partis bureaucratiques centralisés s'emparent de toutes les instances locales. La gauche a voulu, en 1977, que les municipales soient une consultation politique générale. Une telle logique s'est installée. Elle est un facteur d'instabilité supplémentaire des institutions. Le débat des municipales se borne à un échange d'invectives. De plus en plus, on a affaire à des jeux politiques cyniques. On travaille l'image de marque, le slogan, et on ne voit pas parler plus de tout des convictions.

« Quelle part espérez-vous prendre dans ce débat ? Ou dans cette absence de débat ? Vous

UN ENTRETIEN AVEC M. BERTRAND RENOUVIN

En aucun cas des candidats royalistes ne figureront sur des listes d'opposition

nous déclare l'animateur de la N.A.R.

La Nouvelle action royaliste (N.A.R.), alliée au Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert, aux gaullistes de gauche de M. Léo Hamon, à des écologistes, des radicaux et des syndicalistes, présente aux élections municipales des candidats dans quatorze arrondissements de Paris, sous le sigle Paris pour tous. Les représentants de ce collectif, dont les candidats seront présents dans les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 11^e, 13^e, 14^e, 16^e et 17^e arrondissements de la capitale, ont expliqué, vendredi 25 février, au cours d'une conférence de presse, qu'un P.S. « répliqué, à Paris, sur ses sectarismes et ses illusions de puissance », n'avait pas permis que « l'ensemble des forces appartenant à la majorité présidentielle ne retrouvent ainsi dans leur diversité pour proposer aux Parisiens une nouvelle politique municipale ».

« En 1977, vous dénonciez déjà le « mépris secret des grands partis et les médias audiovisuels à l'égard des « marginaux » ainsi que la « sytème du spectacle politique ». Vos reproches, en 1983, sont-ils les mêmes ?

« Les reproches sont les mêmes car le système est resté le même. Il s'est même renforcé ou déplacé. Les partis rivaux ont une attitude commune : au lieu de concevoir la campagne pour les municipales comme l'occasion d'un grand débat, ils la vivent comme une guerre de conquête ou de reconquête. L'enjeu s'exprime en termes de volonté de puissance, alors que les municipales devraient rester d'intérêt local. C'est même grave pour la décentralisation que les partis bureaucratiques centralisés s'emparent de toutes les instances locales. La gauche a voulu, en 1977, que les municipales soient une consultation politique générale. Une telle logique s'est installée. Elle est un facteur d'instabilité supplémentaire des institutions. Le débat des municipales se borne à un échange d'invectives. De plus en plus, on a affaire à des jeux politiques cyniques. On travaille l'image de marque, le slogan, et on ne voit pas parler plus de tout des convictions.

« Quelle part espérez-vous prendre dans ce débat ? Ou dans cette absence de débat ? Vous

Hors de Paris, la N.A.R. présente peu de candidats, elle se retrouve sur des listes apolitiques ou socialistes : c'est le cas à Epinal avec M^{me} Régine Judicis, conseillère municipale élue en 1977, et à Angers avec M. Nicolas Lucas, délégué régional de la N.A.R. « En aucun cas des candidats royalistes ne figureront sur des listes d'opposition », précise M. Bertrand Renouvin. L'animateur de la Nouvelle action royaliste sera, lui, candidat dans le neuvième arrondissement de Paris. Dans l'entretien qu'il a accordé à Christine Faure-Mycia, il déplore le peu de place laissée aux petits partis dans la campagne. Selon lui, cette campagne est vécue par les grands partis comme « une guerre de conquête ou de reconquête » et n'est en aucun cas l'« occasion d'un grand débat public ».

ils appartiennent à des camps et ne peuvent en sortir. Ils ne peuvent être des recours ou des arbitres. M. Mitterrand est convaincu de cela, même s'il est, lui aussi, victime de cette dialectique.

« Un autre débat est né à la veille des municipales. Vous y consacrez un éditorial dans le dernier numéro de votre revue Royaliste. Comment le jugez-vous ?

« La « vraie » question concerne l'industrialisme, l'avenir de la société industrielle. Elle effleure dans les débats à l'intérieur de la gauche. Les propos de M. Maire démontrent qu'un gouvernement socialiste n'agit pas autrement, face à l'opinion, qu'un gouvernement de droite, en « ménageant » d'informer l'électorat qui lui accorde sa confiance, sans intéresser et convaincre. M. Maire pose clairement un certain nombre de questions. Les propos de M. Michel Rocard me paraissent plus flous. Je crains que ce dernier ne travaille davantage son image de marque. Il faut se demander quelle société nous laissera demain d'une politique industrielle offensive. La « compétence » ne doit pas justifier à l'importe quel et l'efficacité, devient inutile ou dangereuse si elle consiste, en définitive, à imiter l'impérialisme de la nation dominante et à faire le jeu des groupes économiques et financiers.

Le débat sur les droits de l'homme au P.S.

M. DE LA FOURNIÈRE PRÉCISE QU'IL A TRAVAILLÉ « EN LIAISON ÉTROITE » AVEC M. JOSPIN

M. Michel de La Fournière, membre du secrétariat national du P.S., a publié, vendredi 25 février, un communiqué dans lequel il exprime son regret du « bris » fait « à bien malgré moi », souligne-t-il - autour de son rapport sur les droits de l'homme (le Monde des 25 et 26 février), « rédigé dans le cadre normal de [ses] fonctions à la direction du parti et en liaison étroite avec le premier secrétaire ».

Ce document « a été soumis à un comité de lecture, qui l'a approuvé », ajoute M. de La Fournière. « Sa discussion devant le bureau exécutif du parti socialiste, précise-t-il, relevait donc du processus normal d'élaboration qui s'applique à nos documents. Dès que sa mise au point sera achevée, ce texte publié par le parti socialiste ».

« Mille logements sociaux pour la capitale. Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, et le président du conseil régional d'Ile-de-France, présidé par M. Michel Girard (R.P.R.), viennent de signer un contrat régional qui prévoit le lancement « dans les plus brefs délais », d'un programme de six cent quarante-cinq logements sociaux à Paris. Deux cents autres logements ont été lancés depuis le 1^{er} janvier dernier de l'île régionale au titre de la stratégie foncière - dans la limite de 300 F par mètre carré - et « plusieurs centaines de logements supplémentaires seront subventionnés au cours de l'année 1983 ».

« Au total, ce sont plus de mille logements sociaux qui seront mis en chantier cette année dans la capitale par les organismes H.L.M. », a précisé M. Girard.

« RECTIFICATIF. Les crédits du ministère de la Défense mis en réserve jusqu'au 1^{er} novembre 1983 s'élèvent à 15,6 milliards de francs, (comme indiqué dans l'article paru dans le Monde du 25 février), et non à 5,6 milliards de francs comme une erreur, dans le titre de l'article en première édition, nous l'avait écrit.

Les escrocs de l'informatique

Les ordinateurs sont la proie de fraudeurs inventifs et talentueux. Une escroquerie peut rapporter des millions. Un congrès mondial de la protection de la sécurité informatique et des communications se réunira à Cannes, du 23 au 25 février.

De notre correspondant régional

Cannes. — Leslie L. Goldberg, un digne consultant en informatique londonien, a été récemment frappé de l'interdiction de la British Computing Society. N'est-ce pas méconnaître le fait qu'il a joué un grand rôle dans la City. Il y a deux ans, Goldberg avait mis au point un système informatique normalisant les transferts d'argent absolument sûrs. Ce système, qui permettait la transmission d'argent instantanée, évitait les risques d'escroquerie au principe de la manipulation.

Tel n'était pas l'avis de M. Goldberg. En analysant le nouveau système, il avait remarqué qu'il était possible d'intervenir sur les chiffres des sommes à transférer sans provoquer d'alerte. Cette manipulation, relativement facile, pouvait permettre, dans certains cas, de détourner des fonds importants. Il a l'occasion de démontrer la justesse de sa thèse lors d'un congrès de la meilleure « escroquerie » informatique organisée par un magazine spécialisé. M. Goldberg a obtenu la main le premier prix (100 livres), la confusion des banques britanniques.

A la tribune de Sécurité 83, M. Goldberg a rappelé « l'exploit » de trois fraudeurs new-yorkais qui, en 1980, ont parvenu à accéder au réseau informatique Tymnet à partir de leur ordinateur de leur collégue. Un jour, une vingtaine de sociétés, dont la Canada, furent intriguées par des appels incongrus dont elles ignoraient l'origine. S'étant procuré les numéros téléphoniques des ordinateurs de ces sociétés, et à l'aide de mots de passe éventuels, les trois apprentis informaticiens s'emparèrent de leur système de transmission de données qu'ils avaient ainsi pu violer à 100 kilomètres de distance. Parmi leurs victimes, des firmes comme Pepsi-Cola, les Ciments Lafarge, etc. L'affaire fut mise entre les mains de la police mondiale canadienne et du F.B.I. Mais il fallut trois semaines pour identifier les coupables.

Ces trois incidents cocasses illustrent la vulnérabilité de l'outil informatique que les vrais fraudeurs, qui exploitent sans vergogne, ont fait de la manipulation de l'information à engendrer une forme de délinquance au col blanc de caractère insidieux, d'autant plus redoutable qu'elle peut prendre des proportions tout à fait insoupçonnées. Les spécialistes de l'informatique ont établi une typologie de ces escroqueries tant les modes opératoires sont nombreux et évolutifs. Des escro-

crédit - violées - au détournement de fonds, de la manipulation de fichiers au piratage de programmes, la gamme des fraudes s'enrichit en fonction des opportunités qui se présentent aux délinquants et de la disponibilité des outils.

Le florilège des petites et grandes escroqueries informatiques dénombré de l'esprit inventif de leurs auteurs, publié à l'occasion du congrès de Cannes, l'hébergement de la Sécurité 83, l'hebdomadaire de l'informatique, présente plusieurs exemples d'escroqueries. Un ingénieur norvégien a ainsi réussi à se faire 300 000 couronnes en trois ans et demi grâce à la fabrication de trente-cinq faux chèques de paie. Ce dernier type de fraude est le plus répandu. Les subterfuges consistent à modifier les données, comme on l'a vu à Dallas, où quatre employés municipaux « petits » avaient, sans rétribution, fait disparaître deux cent soixante et onze données du fichier de la ville, représentant quelque 16 000 habitants.

Des incidents et escroqueries

La France n'est pas épargnée par ce phénomène. Le 9 février 1982, par exemple, un employé de l'Assemblée de Paris a été condamné à trois ans d'emprisonnement, dix-huit mois de sursis, pour avoir détourné, au cours de cinq complices, une somme de près de 1 600 000 francs. Le projet de loi frauduleux était simple. L'employé a causé la destruction de dossiers périmés d'allocation, et il conservait les numéros d'identification, en modifiant son nom ou celui de ses complices, au nom d'origine. Après avoir réalisé les sommes des prestations, il les a versées sur son compte personnel ou ceux de ses amis, il effaçait en informatique les numéros d'identification qui auraient fait découvrir avec les numéros bénéficiaires la manipulation.

Plus originale et ambitieuse est la tentative d'escroquerie qui a conduit, en 1982, trois hommes et une femme sur les bancs de la 12^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. En avril 1981, l'agence Isover-Saint-Gobain, qui avait reçu une lettre informatique provenant de la société Isover-Saint-Gobain. Cette lettre contenait trente-neuf ordres de virement représentant plus de 21 millions de francs au principal de deux banques parisiennes. Apparemment tout semblait régulier. Les fraudeurs avaient commis cependant plusieurs erreurs techniques — notamment la longueur de l'enregistrement — qui furent en définitive fatales. Le plus piquant de l'affaire est que les quatre hommes malheureux ont prétendu devant leurs juges retirer les fonds — qui devaient être convertis en pièces mécaniques de 50 francs — pour financer la campagne de l'un des candidats à la présidence de la République.

Les incidents informatiques de chaque année sont nombreux et l'industrie française. Le silence, de règle en la matière, est parfois rompu.

GUY PORTE.

La « bande à Thérèse »

Thérèse, Stéphane, Fredo et les autres ont été jugés cette semaine, du 22 au 25 février, par la cour d'assises des mineurs de Paris. Procès à huis clos. Thérèse a été condamnée à cinq ans de prison dont une partie avec sursis et Stéphane à trois ans ferme.

Elle se croyait perdue et avait décidé de faire payer son meilleur ami au monde entier. Elle avait eu les honneurs de la presse pour avoir été soupçonnée un temps, avec ses complices de bordée folle, du meurtre de l'ancien ministre Joseph Fontanet, le 31 janvier 1980. On l'avait décrite comme une jeune fille, adepte de la lettre du credo punk : « no future ». Son histoire est un cocktail fort de malchance, de dégoût et de violence.

Thérèse, Stéphane, Fredo et les autres, tous âgés de vingt-trois ans, n'auraient pas fait à ce point sensation

si ce n'était de la délinquance. Thérèse, Stéphane, Fredo et Anico, son homme, un dur, un méchant jeune homme âgé de vingt-six ans, qui mène son « instinct de mort » à l'instinct de vie fragile de la jeune femme.

Thérèse, candidate dès l'enfance, amputée d'un rein à l'âge de trois ans, persuadée depuis qu'elle va mourir, au terme d'une adolescence insupportable. Interdite d'espérance malgré sa guérison, elle rate tout, puisque plus rien n'a d'intérêt, ses études, ses premiers flics, un C.A.P., ses tentatives dans la décoration florale. La vie glisse ; la jeune fille s'applique à compromettre son présent. Son ami d'alors, un toulonnais, survivait dans le trafic de fausses monnaies. Prison pour lui, désespoir pour elle. Elle avait des tentatives de suicide, mais c'est finalement lui qui meurt d'une overdose, dans la cave de leur maison.

Dès lors, si elle doit vivre encore, ce sera par la rage, dans une application à casser le bonheur ou le confort des autres. Stéphane sera son catalyseur, l'audace inconsciente de ses rêves noirs. Le

garçon y trouve son compte, puisqu'il a déjà sa part de « mouise ».

Abandonné par son père, récupéré par ses grands-parents dans une communauté de gitanes, il bascule avant l'âge de quinze ans dans la délinquance active, entraînant avec lui, Philippe, son frère aîné, pourtant mieux parti, déjà engagé dans des études musicales. Il traîne son ami dans la monde agité du quartier de la Source d'Or à Paris. C'est là qu'il s'aimera Thérèse, qu'il entraîna dans des débauches spectaculaires et désespérées.

En finir vite

Alcool, drogue... la bande, que rejoignent Fredo, un gosse encore mineur à la « zone », et Djedjedi, l'énigmatique de la seconde génération, se stimule pour mieux éprouver ses représailles tous azimuts contre le société, ses improvisations morbides. Elle a des armes, des fusils à canon scélé, des couteaux à cran d'arrêt, et vole les voitures de ses virées nocturnes. La plus vif de ses plaisirs ? Tirer au hasard de la circulation pour poursuivre un « bour-

geois » en goguette, dans les rues de la capitale, surtout s'il conduit une voiture chère, aux côtés d'une jolie petite. Le 11 février 1980, la bande attaque une pharmacie, l'arme au poing. Le lendemain un supermarché, de grands éclats de rire. Elle se montre le visage découvert, insouciante des victimes et reprend son rodéo automobile dans les beaux quartiers.

Le 13 février 1980, pourtant, la police met fin à la rage d'en finir avec Thérèse et de Stéphane. Soudain, saisi de ses mois de virginité, les jeunes gens se rendent comme après une bonne blague. Les policiers croient, durant plusieurs semaines, avoir trouvé sur eux l'anneau qui a tué Joseph Fontanet. Les experts en balistique s'avisent Thérèse et ses compagnons de ce soupçon-là.

De ce soupçon-là seulement. La cour d'assises des mineurs de Paris a longuement étudié cette semaine la liste des méfaits de la bande, de ses hold-up et de ses agressions. C'est en prison que Thérèse, toujours étonnée d'être en vie, sera soignée.

PHILIPPE BOGGIO

Sports

Duel au Brésil pour le « Mondial » 1986

Le Brésil décidera, entre le 1^{er} et le 11 mars, s'il est candidat à l'organisation de la Coupe du monde de football en 1986. Les deux plus grands dirigeants du « Futebol » brésilien s'affrontent...

Une Coupe du monde dans une atmosphère de carnaval. Une finale rythmée par les chants de samba, jouée devant les cent quatre-vingt mille spectateurs du plus grand stade du monde, le Maracanã de Rio-de-Janeiro, par l'un des meilleurs joueurs du monde, le général João Saldanha, et de leurs supporters. Le rêve de millions d'amateurs de football peut devenir réalité si le gouvernement brésilien se prononce favorablement, entre le 1^{er}

et le 11 mars, pour accueillir la Coupe du monde 1986.

C'est le 18 ou le 19 mai, à Stockholm, que les vingt-trois membres du comité exécutif de la Fédération internationale de football association (FIFA) devront désigner le suppléant de la Colombie qui a renoncé pour des raisons économiques. Quatre pays, tous américains, sont encore concernés : le Brésil, le Mexique, les Etats-Unis et le Canada. Ils ont jusqu'au 21 mars pour transmettre officiellement leur candidature et répondre au cahier des charges imposé par la FIFA.

Si le Brésil maintient sa candidature, avec la caution du gouvernement, il ralliera une large majorité des suffrages. Mais le chef de l'Etat, le général João Saldanha, a publiquement exprimé ses conditions de son accord. Confronté à une dette extérieure chiffrée à 88 milliards de dollars et à tout un programme de grands

travaux dont celui de la gigantesque centrale hydro-électrique d'Itaipu, le Brésil n'acceptera d'organiser la Coupe du monde que si cela ne doit pas coûter un cruzeiro au pays.

Instigateur de cette candidature, M. Gláucio Coutinho, président de la Confédération brésilienne de football (C.B.F.), ne s'attendait pas à avoir pour plus farouche adversaire un compatriote, M. João Havelange, président de la FIFA. Depuis quelques semaines, leur affrontement prend tour à tour des allures de bras de fer ou de partie de poker.

« Le Brésil pourrait encaisser 150 millions de dollars en organisant la Coupe du monde avec un investissement inférieur à 20 millions », affirme M. Coutinho. « En 1982, l'Espagne a investi 220 millions de dollars. Il en faudra 300 millions en 1986 », répond M. Havelange. Ce rapport de 1 à 15, l'estimation des investissements nécessaires ne trouble pas le président de la C.B.F., que nous avons rencontré à l'occasion d'un de ses récents séjours à Paris.

« M. Havelange fait référence à l'Espagne », explique M. Coutinho. Il faut préciser que, sur les 220 millions de dollars investis, 105 ont été consacrés à l'édification de la tour de la télévision, 73 à la construction d'un stade à Valladolid et à l'agrandissement ou à la rénovation des seize stades et 18 aux dépenses de sécurité liées en grande partie au problème basque. Mon estimation repose sur le travail de quatre mois effectué au Brésil par une commission composée des représentants du tourisme, des transports, des télécommunications et du football. C'est le rapport de cette commission que j'ai remis au ministre de l'économie pour permettre au gouvernement de se prononcer.

Cette commission estime que les structures déjà existantes pour l'accueil et le transport des visiteurs étrangers sont suffisantes pour 1986. La Coupe du monde serait organisée en juin et juillet, c'est-à-dire à la période la plus creuse pour le tourisme. Dans le domaine des télécommunications, le Brésil disposera à partir de 1985 d'un nouveau système de radiodiffusion à cent mille places et six autres de plus de soixante-quinze mille. Le Brésil est le pays le mieux pourvu dans ce domaine. Des travaux importants seraient nécessaires pour aménager des tribunes et des salles pour la presse et les officiels, mais leurs coûts ne devraient pas atteindre 20 millions de dollars. Un investissement largement couvert par les

recettes du tourisme. « Pour la Coupe du monde 1982, poursuit M. Coutinho, l'Espagne a reçu trois millions de visiteurs. Compte tenu de l'éloignement de l'Europe, nous pourrions en espérer cinquante-cinq mille. A 3 000 dollars de moyenne par séjour, cela fait 165 millions de dollars ».

Le « nationaliste » et l'homme des multinationales

Contre les arguments économiques, M. Havelange ne dédaigne pas toujours les attaques personnelles. C'est ainsi qu'il qualifie son « cordial ennemi » de « perdécor » (perdant), depuis l'échec de l'équipe brésilienne en Espagne. Avant la réélection, le 15 janvier, de M. Coutinho à la tête de la C.B.F., le président de la FIFA avait mené un vrai « coup de poing » contre le « Coupé du monde ». Cette opposition surprend d'autant plus qu'il avait soutenu le président de la C.B.F. lors de sa première élection en 1979.

L'amitié entre les deux hommes semblait pourtant aussi solide que leur réussite sociale. M. João Havelange était vite devenu directeur d'une très importante entreprise de transports publics, dans laquelle il était entré comme avocat-conseil. Issu d'une famille modeste de sept enfants dans l'Etat de Minas Gerais, M. Gláucio Coutinho avait été, comme visiteur médical à Rio-de-Janeiro où il possède aujourd'hui une grande fabrique de meubles et une société d'import-export. Il préside l'association des exportateurs brésiliens. Les deux hommes se flattent de l'amitié du chef de l'Etat, que M. Coutinho avait tenu aspirant officier. A son élection en 1979, le général Figueiredo avait fait appel à lui pour présider le Conseil national des sports.

Le gros point de friction entre les deux hommes est apparu en 1981, à l'occasion de la recherche de commanditaires pour la sélection nationale. M. Coutinho avait passé un contrat avec Topper, le plus gros fabricant d'équipements sportifs au Brésil, ainsi qu'avec l'Institut brésilien de café. M. Havelange l'avait poursuivi en justice pour faire disparaître les deux « logos » imprimés sur les maillots des sportifs. En fait, le président de la FIFA, qui mène des opérations de promotion financées par Coca-Cola et Adidas, avait promis au fabricant franco-brésilien que les joueurs brésiliens porteraient ses maillots pour la Coupe du monde 1982.

Dès lors, le bras de fer pour l'attribution de la Coupe du monde 1986 devient une lutte symbolique au Brésil entre M. Coutinho, le « nationaliste », et M. Havelange, l'homme des multinationales.

GÉRARD ALBOUY.

ATHLÉTISME : vingt et un Français aux championnats d'Europe

Vingt et un athlètes français ont été sélectionnés pour les championnats d'Europe en salle, les 5 et 6 mars à Budapest. Pour les épreuves masculines : Antoine Richard (60 mètres), Aldo Conti (200 mètres), Jean-Jacques Ferrier (400 mètres), Thierry Tonneller, Louis Le Guillou, André Garcia (800 mètres), Michel Begouin (1 500 mètres), Francis Veray, William Marti (saut en hauteur), Thierry Vigneron, Patrick Abada, Serge Ferreira (saut à la perche), Denis Pinabel et Norbert Brige (saut en longueur). Pour les épreuves féminines : Laurence Bily, Marie-Christine Bily (60 mètres), Marie-Noëlle Savigny, Michèle Chardonnet (60 mètres haies), Maryse Evarje-Epée, Sylvie Frémont (saut en hauteur) et Simone Créancier (lancer du poids).

FOOTBALL : 10 millions du P.-S.-G.

A cinq jours de leur rencontre avec les Belges de Waterschei en quart de finale de la coupe des clubs vainqueurs de coupe, c'est aussi dans une perspective européenne que le Paris-Saint-Germain accueillait, Bordeaux, le 25 février au Parc des Princes, en match amical, les vingt-cinq joueurs du championnat de France. Les Parisiens, qui visent une place dans les quatre premiers pour assurer leur participation à la coupe de l'U.E.F.A. la saison prochaine, jouaient une carte importante contre Bordeaux, l'actuel dauphin de la Ligue 1. Grâce à deux buts, de Lemoult (35^e minute) et de Fernandez (75^e minute), le Paris-Saint-Germain a préservé toutes ses chances et se rapproche même à 1 point de Bordeaux.

Avec la présence de plus de quarante mille spectateurs pour ce premier match, le Paris-Saint-Germain, qui est assuré de disputer sa première européenne à guichets fermés, devrait encaisser près de 10 millions de francs, en cinq jours, compte tenu des deux recettes de l'indemnité pour la retransmission télévisée de mercredi prochain et des droits de publicité.

HANDBALL : mauvais début des Français

Pour son premier match dans le championnat du monde B, l'équipe de France de handball a été battue, 22 à 18, le 25 février à Boxmeer (Pays-Bas), par les Allemands de l'Ouest. Les autres adversaires des Français au premier tour sont les Tchécoslovaques et les Néerlandais.

TENNIS : Noah demi-finaliste à la Quinta

Yannick Noah s'est qualifié le 25 février, pour les demi-finales du tournoi de la Quinta (Colombie), en battant l'Américain Robert Van 't Hof, 6-2, 3-6, 7-5. Il sera opposé à un autre Américain, Elliot Teltscher, vainqueur de son compatriote Victor Amaya, 6-1, 6-1. L'autre demi-finale mettra aux prises l'Espagnol José Higueras, qui a battu l'Américain Sandy Mayer, 6-0, 6-4 et l'Américain Mike Bauer, le « tonbeur » de Jimmy Connors, qui a éliminé un autre Américain, Brad Gilbert, 7-6, 6-3.

LA CINÉMATHEQUE FRANÇAISE PRÉSENTE

9 films de la série « Les Esquimaux »

Jean MALAURIE

du 22 au 24 février, à 19 h., au Centre Pompidou

Les 6 prochains films de la série « Les Esquimaux »

- 26/2. LES GROENLANDAIS ET LE DANEMARK : NUMARPUT (95 mn), LE GROENLAND SE LÈVE (95 mn)
- Dimanche 27/2. LES ESQUIMAUX ET LE CANADA : LA COMMUNICABILITÉ (95 mn)
- LES ESQUIMAUX D'ASIE ET D'UNION (95 mn)
- Lundi 28/2. LES ESQUIMAUX ALASKAÏENS ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE : LES SIX DE LA BAÏNE (95 mn), LES PÉTRODOLLARS ET (95 mn)

à Thérèse

Arts et spectacles

Histoire en samba

Depuis que, au début du siècle, elle est des favelas et a conquis la rue, la musique populaire du Brésil, c'est la samba, et celle-ci reste liée au carnaval, à qui elle impose son rythme, et l'esprit de la liberté, même si le tourisme a imposé à Rio-de-Janeiro un spectacle hollywoodien d'une durée ininterrompue de vingt heures, entre des barrières métalliques qui canalisent les passions et l'exubérance.

Partout, au Brésil, les auteurs-compositeurs et chanteurs de samba ont participé étroitement au dernier carnaval. A Rio-de-Janeiro, Clementina de Jesus, quatre-vingt-trois ans, et Dona Ivone Lara, soixante-cinq ans, ont régné de leur âge et ont trôné majestueusement au haut d'un char; Marinho da Vila a joué son rôle d'animateur de sa propre école, « Paulinho da Vila » a composé une samba. A Salvador, Dorival Caymmi a été présent pour son juge de paix de samba, « Camelo Veloso » dont le dernier thème pour thème du carnaval — a participé étroitement à une manifestation plus pure, plus sauvage qu'à Rio. A Recife, Alceu Valença — le nouveau « grand » de la chanson brésilienne — a dansé, chanté des nuits entières au milieu d'une foule dense, mêlée de rythmes heurtés.

« Abre Alas »

Les sambaistes brésiliens restent très proches de leurs racines. Et c'est pourquoi les transformations du siècle de la samba depuis un demi-siècle n'ont entamé ni l'authenticité ni la charge émotionnelle d'une musique qui est — simplement, le rythme a changé, sous l'effet du disco, il s'est accéléré, et la samba elle-même apparaît aujourd'hui plus répétitive.

Le premier carnaval à Rio-de-Janeiro remonte à 1641, en pleine période coloniale, et la première musique spécialement écrite pour ce qui va devenir une fête nationale porte un titre symbolique : « Abre Alas » (Ouvrir les ailes). La chanson a été imaginée par Chiquinha Gonzaga, en 1899, c'est-à-dire à une époque où la samba, formée à Bahia, a déjà accompagné Rio les Noirs poussés par la crise du café. La samba va donner tout son caractère et sa force au carnaval.

Le samba lui-même vient d'un vocabulaire bantou angolais (samba) se référant au caractère de la danse de l'Afrique bantoue au Brésil. La samba surgit à la fin du dix-neuvième siècle quand les esclaves — l'esclavage a été officiellement aboli au Brésil qu'en 1850 — peuvent enfin manifester librement leurs religions et leurs cultures. Les Noirs se multiplient. Les religions et profanes s'organisent. Par exemple, au nord de Salvador, les Noirs fondent la Société de la bonne mort — « s'il n'y pas eu une bonne mort », disent-elles, nécessairement, il y aura une bonne mort », — montent un orchestre, portent les jupes blanches et larges, les chemises blanches et brodées, les chaînes de fer, et dansent d'ordinaire à l'occasion de la fête proche du vaudou qu'est le candomblé, et, toutes, elles défilent dans la rue, dessinant une longue et théâtrale procession.

Au début du siècle, à Rio, le lyrisme de la samba évoque les petites histoires de la vie quotidienne, parfois une forme naïve des proverbes. Au début du siècle, les musiciens se réunissent dans la rue, s'organisent vraiment, et développent des rythmes place Chapin et dans le quartier d'Urca. Mais bientôt des compositeurs populaires comme Donga, Sinho et Cartola donnent à la samba son caractère urbain, savant, la narration et l'appel à l'action, la structure du rythme. De son côté, une femme, Tia Assaeta, discipline la samba pour la rendre plus défilée, qui aujourd'hui se fait par familles : elle lance

l'école de samba, une organisation de la communauté. Les écoles de samba sont créées pour apprendre à danser la samba : elles vont de la manifestation de groupes qui dansent une histoire en défilant, en chantant, en dansant. Chaque école a son drapeau, son drapeau, son chanteur dont le rôle doit être de sortir du défilé quand il chante la samba choisie pour l'ensemble du carnaval par une commission spéciale.

Les écoles de samba — qui regroupent chacune deux mille à trois mille personnes — vont progressivement multiplier, préparer et répéter pendant plusieurs mois ce qui sera une folie collective, une volonté de se griser, de changer de peau durant cinq jours de nuit, une tirade de sons et de corps le long de la rue, un temps de fête et un soulèvement national.

Les groupes de maracatu

Dans les années 30, les groupes de maracatu sont déjà bien organisés, et le meilleur thème musical est celui pour entraîner le carnaval. En 1937, le gouvernement brésilien, qui s'est rendu compte de l'importance du carnaval de samba, les a reconnus et leur impose de prendre chaque année un thème lié à l'histoire nationale. En chantant et en dansant à chaque fois un thème de cette histoire, avec les vibrations profondes enracinées de la musique africaine, les écoles de samba ont fait de la samba une véritable industrie de production d'histoire et de matériels divers. Celui qui a le moins de chance, dans tout cela, c'est le sambiste lui-même, qui dépense beaucoup d'argent pour son pro-

pre costume n'a aucun autre avantage que celui de défiler.

Il est vrai que le carnaval offre un tel enivrement, une parfaite harmonie des sens, des corps et des mouvements, une telle beauté et une telle gaieté que les gens qui ont oublié le monde ont oublié le monde. L'obsédante samba de l'année est inlassablement jouée par les écoles et lancée à pleins poumons par des dizaines de milliers de sambistes. Sur les larges avenues de Rio défilent des chars en forme de plaque-miroir tournante, de manège blanc et or. Les allégories de l'époque coloniale succèdent aux allégories d'apparat, aux reines de samba empanachées, aux chars en forme de sourire lumineux dans les rues du dix-huitième siècle.

Dans un éclatement de couleurs et d'imagination, de beautés sublimes, de plumes et de paillettes, les écoles de samba se suivent dans la cortège officiel, passent devant un jury qui les juge le plus sérieusement du monde et s'en vont animer chacune leur quartier pendant plusieurs nuits. Un unijambiste qui a trouvé un nouveau thème de grande importance en virtuosité. Dans le nord du pays, à Recife, les barrières n'ont pas encore disparu, les vieilles rues d'une ville de plus d'un million cinq mille habitants, tout s'imbrique, mille badauds. Tout s'enchaîne de midi au petit matin dans une procession des chars qui suivent le chemin au règne absolu d'une forme chorégraphique de liberté et de fraternité. Les groupes de maracatu — réminiscence des anciens royaumes du Congo — viennent après des heures de marche un peu baroques, un peu sauvages, lentes, s'épuise un générateur poussé sur des chariots de supermarché, un peu plus loin le char d'une reine a perdu brusquement ses roues et des adolescents habillés de blanc dansent la capocira, une lutte mimée, stylisée, des danses esclaves.

Tout au Brésil est là, fortement présent. Un Brésil complexe, avec des gens différents, une culture riche et précieuse et un empirisme fou.

CLAUDE FLEUTER

PETER, PAUL ET MARY AU CASINO DE PARIS

Tendre anachronisme

Peter, Paul et Mary font leur rentrée après plus de dix ans de séparation

Leurs retours s'annoncent par toute une série de signes. Ainsi les retrouvailles de septembre 1981 entre Simon et Garfunkel étaient-elles prévisibles, depuis que, en diverses circonstances, en studio ou en tournée, l'un et l'autre avaient l'occasion de se retrouver. Mais c'est la réapparition sur scène de Peter, Paul et Mary.

Arrivés au Casino de Paris le lundi 28 février, les trois artistes de leur première tournée européenne depuis 1967, Peter, Paul et Mary, ont été accueillis par quarante-six ans, s'étaient séparés au début des années 70 pour des aventures individuelles dans le disque et le show-business, chacun producteur ou animateur. On avait oublié leurs personnages discrets, et leurs images conformistes d'étudiants des années 50 avaient été rangées dans le musée de la musique.

Car Peter Yarrow (guitare et chant), Paul Stookey (guitare et chant) et Mary Travers avaient joué un rôle de premier plan dans la musique populaire américaine entre 1961 et 1965, c'est-à-dire en pleine période de renaissance folklorique à New-York, l'époque des grandes chansons sur Washington et de l'escalade de la guerre au Vietnam, entraînant la réaction du développement des mouvements pacifistes. S'accompagnant simplement à la guitare acoustique, le trio chantait un répertoire plutôt traditionnel, ac-

dernisé par une interprétation non dénuée parfois d'humour, et s'était taillé un joli succès avec *If I Had a Hammer* de Pete Seeger. Habités des campus et des scènes folles, Peter, Paul et Mary mettaient soudain à leur répertoire un titre d'un jeune auteur-compositeur inconnu, *Blowin' in the Wind*, de Bob Dylan, le font passer au rang de hit-parade américain et il maintient une quatre-vingt-cinq minutes, devenant en même temps l'hymne des pacifistes et celui des intégrationnistes. Peter, Paul et Mary chanteront encore *The Times they are a Changin'* et le Déserteur de Vian qui raconte l'histoire d'un individu proclamant ses droits aux gou-

Par leur immense popularité au début des années 60, Peter, Paul et Mary permirent au mouvement folk, qui brûlait d'énergie dans les bars et les mal éclairés de Greenwich Village, d'être rapidement accepté du grand public. L'histoire de Peter, Paul et Mary se confond ensuite avec celle d'autres chanteurs folk, d'autres chroniqueurs qui avaient imperceptiblement perdu le contact avec les temps qui changeaient, qui n'étaient parvenus à dépasser leurs propres contradictions, à s'adapter à d'autres sensibilités.

Le voyage commun de Peter, Paul et Mary s'est arrêté, on s'est perdu, un jour en 1970. Les musiques et les musiciens ont disparu, et d'autres bruits ont surgi.

Curieux et tendre anachronisme que cette rentrée du trio. Apparemment sans objet que la sortie d'un album.

CL. F.

En V.O. : MARGINAL PATHÉ - 7 PARNASSIENS - QUINTETTE PATHÉ - GAUMONT HALLES - MAYFAIR PATHÉ
En V.F. : FRANÇAIS PATHÉ - MAXEVILLE - MONTPARNOS
GAUMONT CONVENTION - LES IMAGES NATION
MISTRAL - FAUVETTE
Et dans les meilleures salles de la périphérie

GRAND PRIX DU FESTIVAL DU FILM D'HUMOUR CHAMROUSSE 1982

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE

GAUMONT HALLES - QUINTETTE - ÉLYSÉES LINCOLN
LES 7 PARNASSIENS

V.O. : MERCURY - 70 mm DOLBY DIGITAL - PARAMOUNT DOLBY DIGITAL
STUDIO ALFA
V.F. : PARAMOUNT OPERA - 70 mm DOLBY DIGITAL - PARAMOUNT MARIVAUX DOLBY DIGITAL
PARAMOUNT MONTPARNASSE DOLBY DIGITAL - PARAMOUNT MAILLOT DOLBY DIGITAL
PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT BASTILLE
PARAMOUNT MONTMARTRE - CONVENTION SAINT-CHARLES
Périphérie : 4 TEMPS La Défense - VILLAGE Réaumur - ARTS Clignancourt - ORLY - PARNASSIENS Sarcelles
AVIATIC Le Bourget - ANTOINETTE - CLINIC Colombes - ARTS Nogent - ARTS Nanterre - ARTS Nanterre
PARAMOUNT La Varenne - BOXY Boulogne-Saint-Amand - MELES Montreuil - USC Puteaux
SANTROUVILLE - CROIX Poutoux - JACQUES PRESTY - Epône - 4 MANOQUETTES de Saint-Denis d'Argy

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM FANTASTIQUE
AVORIAZ 1983
PRIX D'INTERPRÉTATION FÉMININE ET ANTENNE 11

L'Emprise
"THE ENTITY"

voyage au bout de la peur et du désir

avec PIERRE-OLIVIER VINCIGUERRA
UN FILM DE JAMES HANSON
Produit par JAMES HANSON
Scénario de FRANK DE BELLA
Réalisation de JAMES HANSON
Mise en scène de JAMES HANSON
CinémaScope

OSCARS HOLLYWOOD 1983
5 NOMINATIONS

MELIEUR FILM
MELIEUR ACTEUR : PAUL NEWMAN
MELIEUR SECOND RÔLE : JAMES MARION
MELIEUR METTEUR EN SCÈNE : SIDNEY LUMET
MELIEUR SCÉNARIO

VERDICT

ACTUELLEMENT

MELIEUR FILM
MELIEUR ACTEUR : LUIGI COMENCINI
MELIEUR SECOND RÔLE : LUIGI COMENCINI
MELIEUR METTEUR EN SCÈNE : LUIGI COMENCINI
MELIEUR SCÉNARIO

L'IMPOSTEUR

avec LUIGI COMENCINI
UN FILM DE LUIGI COMENCINI
Produit par LUIGI COMENCINI
Scénario de LUIGI COMENCINI
Réalisation de LUIGI COMENCINI
Mise en scène de LUIGI COMENCINI
CinémaScope

TOUT L'OR DU CIEL

Voici le film le plus troublant, le plus triste, le plus joyeux, le plus sombre et le plus étincelant qu'il soit donné de voir actuellement sur les écrans. C'est à mon avis le plus admirable.

Steve Martin et Bernadette Peters, un couple extraordinaire qui fait souvent penser à Fred Astaire-Ginger Rogers.

Claude Klotz V.S.D.
C'est une fête que ce film !
Odile Grand COSMOPOLITAIN

EN RAISON DU SUCCES, MATINEES SUPPLEMENTAIRES
Le samedi à 18h Le dimanche à 11h

VIVE LES FEMMES!

DE REISER



CLAUDE CONFORTES
ROLAND BROSSE
ROLAND GIRARD
ROLAND LAFONT
CECILE MAGNET
ROLAND MULLER
ROLAND RICH

THEATRE FONTAINE

RENE DUPLY

10, rue Fontaine 75009 PARIS. Loc. 874 74 40, 874 92 34 et agences

MERCREDI

DENEUVE NOIRET

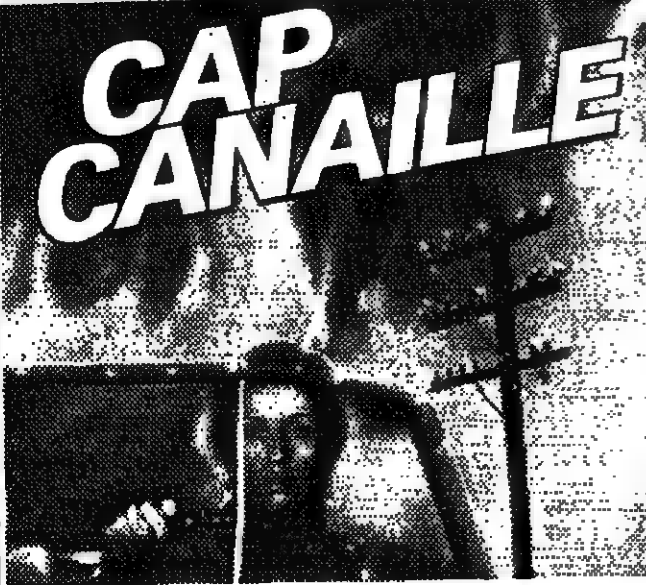


L'AFRICAIN

UN FILM DE
PHILIPPE DE BROCA

UGC BARRIATZ - REX - UGC BOULEVARD - UGC OPERA - UGC ODÉON
UGC MONTMARTRE - UGC GODELINS - MISTRAL - MUSIC CONVENTION
PARAMOUNT MONTMARTRE - CUCKY PATRIE - CINE BEAUBOURG LES HALLES
UGC GARE DE LYON - U SECURANT - U MURAT
CARREFOUR PASTEUR - ARTISTE ROSSY - ARTISTE GRISOL - ARTISTE NEGRET - CYRANO VERTICALE
CZL Saint-Germain - GAMMA Argenteuil - ULS 2 Orsay - 9 DEFENSE 4 TEMPS

APRES "NEIGE"
PRIX DU CINEMA CONTEMPORAIN-CANNES 1981



JULIET BERTO - JEAN LAURE SPAN - RICHARD BERNARD - GERARD DE
BERNAVILLE - LAFONT - ADRIEN - CINE BEAUBOURG LES HALLES
RICHARD ANTONINI - RICHARD ANTONINI - RICHARD ANTONINI - RICHARD ANTONINI

France / Paris-programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CASTING - Centre Pompidou (277-12-33), sam, dim, 20 h 30.
CONTES D'ANDERSEN - Espace Carli (266-17-30), sam, 20 h 30.
ORLAMOUD - LES CHANTS DE MALDOROR - Espace (272-23-41), sam, 18 h 30 et 20 h.
LA MANEUVRE - (278-46-42), sam, 20 h 30.
LA VIE DE GALILEE (en allemand) Théâtre de Paris (280-09-30), sam, dim, 15 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50), sam, 19 h 30 : Le Chauve-souris, dim, 15 h 30 : concert : Musique de Chambre.
SALLE FAVART (296-06-11), sam, 19 h 30 : L'Amour des trois oranges.
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20), sam, 15 h 30 : L'Amour des trois oranges.
CHAILLOT (742-57-50), sam, 19 h 30 : Le Chauve-souris, dim, 15 h 30 : concert : Musique de Chambre.
SALLE FAVART (296-06-11), sam, 19 h 30 : L'Amour des trois oranges.
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20), sam, 15 h 30 : L'Amour des trois oranges.
CHAILLOT (742-57-50), sam, 19 h 30 : Le Chauve-souris, dim, 15 h 30 : concert : Musique de Chambre.
SALLE FAVART (296-06-11), sam, 19 h 30 : L'Amour des trois oranges.
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20), sam, 15 h 30 : L'Amour des trois oranges.
CHAILLOT (742-57-50), sam, 19 h 30 : Le Chauve-souris, dim, 15 h 30 : concert : Musique de Chambre.

Les autres salles

AMERICAN CENTER (321-42-30), sam, 21 h : Contretemps (dern.).
ANTOINE (206-77-71), sam, 15 h 30, dim, 15 h 30 : Complicité.
ARTS-LIBERTY (387-23-23), sam, 21 h, sam, et dim, 15 h : Mol.
ASTELLE - THEATRE (238-35-53), sam, 20 h 30 : Le Malin, dim, 15 h : Les Biches.
ATELIER (406-40-24), sam, 21 h, dim, 15 h : 18 h 30 : L'Amour tue.
CARTOUCHE (374-42-14), sam, 19 h 30 : Elton (dern.), 21 h : Koolhaas.
BOULEVARD PARISIENS (296-60-34), sam, 19 h et 22 h, dim, 15 h 30 : En sourdine, les sardines.
CASINO DE PARIS (574-26-22), sam, 20 h 30, dim, 15 h : Superduper au show.
CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE (271-26-16), sam, 20 h 30 : Complicité.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-75-52), 20 h 30 : Opéra blanc.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), sam, 21 h : La Mort d'Elie.
C.I.S.P. TEL. PARIS 12 (342-10-01), sam, 20 h 45, dim, 15 h 30 : Revue d'actualité.
CITE INTERNATIONALE (589-38-69), sam, 20 h 30 : Les Dix.
FOUR NEGRES - Espace, sam, 20 h 30 : Le Bon Dieu ; le Marchand d'anches ; Galerie, sam, 20 h 30 : l'Étranger dans le monde.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam, 21 h, dim, 15 h 30 : Revue d'actualité.
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-02-02), sam, 20 h 45, dim, 15 h 30 : Comédie musicale.
CONSTANCE (258-97-62), sam, 20 h 45, dim, 15 h 30 : Revue d'actualité.
MAURICE (261-69-14), sam, 21 h, dim, 15 h 30 : Argent moule à la main.
DEUX (261-69-92), sam, 20 h 30 : Les Dix.
ELDORADO (286-45-42), sam, 20 h 30, dim, 15 h 30 : Les Dix.
ESPACE-GAITE (327-95-94), sam, 20 h 30 : Valse 83 ; dim, 20 h 30 : Kachou.
MURAT (271-10-19), sam, 21 h 30 : Le Mariage de Figaro.
FESTIVAL MUSICAL DE LA MEURTHE (238-67-55), sam, 20 h 30 : Tambour de la nuit.
FONTAINE (574-74-60), sam, 16 h et 18 h 30 : Jeux de mots ; sam, 18 h et 20 h 15 : dim, 19 h et 20 h 15 : Vive les femmes ; dim, 22 h et dim, 15 h : S. Joly.
GAITE-MONTMARTRE (322-16-18), sam, 20 h 30, dim, 15 h : Le Chien de l'apocalypse.
GALERIE 55 (326-63-51), sam, 21 h : A Separate Peace - After Magritte.
GRAND HALL MONTMARTRE (296-06-11), sam, 20 h 30, dim, 15 h : Les Dix.
ITHOMAS (246-79-79), sam, 21 h, dim, 15 h 30 : G. Dedes.
HUCHETTE (326-38-99), sam, 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : La Leçon ; 21 h 30 : Le Chien ; dim, 17 h : M. Gerson, Clotilde.
LA BRUYERE (574-76-99), sam, 21 h, dim, 15 h : Mort accidentelle d'un mari.
LIBRE-THEATRE (586-55-83), sam, 20 h 30, dim, 15 h : l'Opéra normand.
LUCERNAIRE (544-57-34), sam, 22 h 30 : J. Humeau, J. Ada.
MARIENY (258-04-41), sam, 21 h : dim, 15 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49), sam, 21 h : dim, 15 h : J. Humeau (dernière).
PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES (758-13-03), sam, 17 h, 21 h : dim, 16 h 30 : M. Sadou (dernière).
PALAIS DES GLACES (601-40-93), sam, 20 h 30 : dim, 15 h : Dimitri.
PALAIS DES SPORTS (828-40-00), sam, 14 h 15, 17 h 30 et 21 h : dim, 15 h et 17 h 30 : Holiday on Ice.
PORTES DE PARIS (246-79-79), sam, 20 h 30 : J. Humeau ; 21 h : G. Dedes ; 22 h : G. Dedes ; 23 h : G. Dedes ; 24 h : G. Dedes ; 25 h : G. Dedes ; 26 h : G. Dedes ; 27 h : G. Dedes ; 28 h : G. Dedes ; 29 h : G. Dedes ; 30 h : G. Dedes ; 31 h : G. Dedes ; 32 h : G. Dedes ; 33 h : G. Dedes ; 34 h : G. Dedes ; 35 h : G. Dedes ; 36 h : G. Dedes ; 37 h : G. Dedes ; 38 h : G. Dedes ; 39 h : G. Dedes ; 40 h : G. Dedes ; 41 h : G. Dedes ; 42 h : G. Dedes ; 43 h : G. Dedes ; 44 h : G. Dedes ; 45 h : G. Dedes ; 46 h : G. Dedes ; 47 h : G. Dedes ; 48 h : G. Dedes ; 49 h : G. Dedes ; 50 h : G. Dedes ; 51 h : G. Dedes ; 52 h : G. Dedes ; 53 h : G. Dedes ; 54 h : G. Dedes ; 55 h : G. Dedes ; 56 h : G. Dedes ; 57 h : G. Dedes ; 58 h : G. Dedes ; 59 h : G. Dedes ; 60 h : G. Dedes ; 61 h : G. Dedes ; 62 h : G. Dedes ; 63 h : G. Dedes ; 64 h : G. Dedes ; 65 h : G. Dedes ; 66 h : G. Dedes ; 67 h : G. Dedes ; 68 h : G. Dedes ; 69 h : G. Dedes ; 70 h : G. Dedes ; 71 h : G. Dedes ; 72 h : G. Dedes ; 73 h : G. Dedes ; 74 h : G. Dedes ; 75 h : G. Dedes ; 76 h : G. Dedes ; 77 h : G. Dedes ; 78 h : G. Dedes ; 79 h : G. Dedes ; 80 h : G. Dedes ; 81 h : G. Dedes ; 82 h : G. Dedes ; 83 h : G. Dedes ; 84 h : G. Dedes ; 85 h : G. Dedes ; 86 h : G. Dedes ; 87 h : G. Dedes ; 88 h : G. Dedes ; 89 h : G. Dedes ; 90 h : G. Dedes ; 91 h : G. Dedes ; 92 h : G. Dedes ; 93 h : G. Dedes ; 94 h : G. Dedes ; 95 h : G. Dedes ; 96 h : G. Dedes ; 97 h : G. Dedes ; 98 h : G. Dedes ; 99 h : G. Dedes ; 100 h : G. Dedes ; 101 h : G. Dedes ; 102 h : G. Dedes ; 103 h : G. Dedes ; 104 h : G. Dedes ; 105 h : G. Dedes ; 106 h : G. Dedes ; 107 h : G. Dedes ; 108 h : G. Dedes ; 109 h : G. Dedes ; 110 h : G. Dedes ; 111 h : G. Dedes ; 112 h : G. Dedes ; 113 h : G. Dedes ; 114 h : G. Dedes ; 115 h : G. Dedes ; 116 h : G. Dedes ; 117 h : G. Dedes ; 118 h : G. Dedes ; 119 h : G. Dedes ; 120 h : G. Dedes ; 121 h : G. Dedes ; 122 h : G. Dedes ; 123 h : G. Dedes ; 124 h : G. Dedes ; 125 h : G. Dedes ; 126 h : G. Dedes ; 127 h : G. Dedes ; 128 h : G. Dedes ; 129 h : G. Dedes ; 130 h : G. Dedes ; 131 h : G. Dedes ; 132 h : G. Dedes ; 133 h : G. Dedes ; 134 h : G. Dedes ; 135 h : G. Dedes ; 136 h : G. Dedes ; 137 h : G. Dedes ; 138 h : G. Dedes ; 139 h : G. Dedes ; 140 h : G. Dedes ; 141 h : G. Dedes ; 142 h : G. Dedes ; 143 h : G. Dedes ; 144 h : G. Dedes ; 145 h : G. Dedes ; 146 h : G. Dedes ; 147 h : G. Dedes ; 148 h : G. Dedes ; 149 h : G. Dedes ; 150 h : G. Dedes ; 151 h : G. Dedes ; 152 h : G. Dedes ; 153 h : G. Dedes ; 154 h : G. Dedes ; 155 h : G. Dedes ; 156 h : G. Dedes ; 157 h : G. Dedes ; 158 h : G. Dedes ; 159 h : G. Dedes ; 160 h : G. Dedes ; 161 h : G. Dedes ; 162 h : G. Dedes ; 163 h : G. Dedes ; 164 h : G. Dedes ; 165 h : G. Dedes ; 166 h : G. Dedes ; 167 h : G. Dedes ; 168 h : G. Dedes ; 169 h : G. Dedes ; 170 h : G. Dedes ; 171 h : G. Dedes ; 172 h : G. Dedes ; 173 h : G. Dedes ; 174 h : G. Dedes ; 175 h : G. Dedes ; 176 h : G. Dedes ; 177 h : G. Dedes ; 178 h : G. Dedes ; 179 h : G. Dedes ; 180 h : G. Dedes ; 181 h : G. Dedes ; 182 h : G. Dedes ; 183 h : G. Dedes ; 184 h : G. Dedes ; 185 h : G. Dedes ; 186 h : G. Dedes ; 187 h : G. Dedes ; 188 h : G. Dedes ; 189 h : G. Dedes ; 190 h : G. Dedes ; 191 h : G. Dedes ; 192 h : G. Dedes ; 193 h : G. Dedes ; 194 h : G. Dedes ; 195 h : G. Dedes ; 196 h : G. Dedes ; 197 h : G. Dedes ; 198 h : G. Dedes ; 199 h : G. Dedes ; 200 h : G. Dedes ; 201 h : G. Dedes ; 202 h : G. Dedes ; 203 h : G. Dedes ; 204 h : G. Dedes ; 205 h : G. Dedes ; 206 h : G. Dedes ; 207 h : G. Dedes ; 208 h : G. Dedes ; 209 h : G. Dedes ; 210 h : G. Dedes ; 211 h : G. Dedes ; 212 h : G. Dedes ; 213 h : G. Dedes ; 214 h : G. Dedes ; 215 h : G. Dedes ; 216 h : G. Dedes ; 217 h : G. Dedes ; 218 h : G. Dedes ; 219 h : G. Dedes ; 220 h : G. Dedes ; 221 h : G. Dedes ; 222 h : G. Dedes ; 223 h : G. Dedes ; 224 h : G. Dedes ; 225 h : G. Dedes ; 226 h : G. Dedes ; 227 h : G. Dedes ; 228 h : G. Dedes ; 229 h : G. Dedes ; 230 h : G. Dedes ; 231 h : G. Dedes ; 232 h : G. Dedes ; 233 h : G. Dedes ; 234 h : G. Dedes ; 235 h : G. Dedes ; 236 h : G. Dedes ; 237 h : G. Dedes ; 238 h : G. Dedes ; 239 h : G. Dedes ; 240 h : G. Dedes ; 241 h : G. Dedes ; 242 h : G. Dedes ; 243 h : G. Dedes ; 244 h : G. Dedes ; 245 h : G. Dedes ; 246 h : G. Dedes ; 247 h : G. Dedes ; 248 h : G. Dedes ; 249 h : G. Dedes ; 250 h : G. Dedes ; 251 h : G. Dedes ; 252 h : G. Dedes ; 253 h : G. Dedes ; 254 h : G. Dedes ; 255 h : G. Dedes ; 256 h : G. Dedes ; 257 h : G. Dedes ; 258 h : G. Dedes ; 259 h : G. Dedes ; 260 h : G. Dedes ; 261 h : G. Dedes ; 262 h : G. Dedes ; 263 h : G. Dedes ; 264 h : G. Dedes ; 265 h : G. Dedes ; 266 h : G. Dedes ; 267 h : G. Dedes ; 268 h : G. Dedes ; 269 h : G. Dedes ; 270 h : G. Dedes ; 271 h : G. Dedes ; 272 h : G. Dedes ; 273 h : G. Dedes ; 274 h : G. Dedes ; 275 h : G. Dedes ; 276 h : G. Dedes ; 277 h : G. Dedes ; 278 h : G. Dedes ; 279 h : G. Dedes ; 280 h : G. Dedes ; 281 h : G. Dedes ; 282 h : G. Dedes ; 283 h : G. Dedes ; 284 h : G. Dedes ; 285 h : G. Dedes ; 286 h : G. Dedes ; 287 h : G. Dedes ; 288 h : G. Dedes ; 289 h : G. Dedes ; 290 h : G. Dedes ; 291 h : G. Dedes ; 292 h : G. Dedes ; 293 h : G. Dedes ; 294 h : G. Dedes ; 295 h : G. Dedes ; 296 h : G. Dedes ; 297 h : G. Dedes ; 298 h : G. Dedes ; 299 h : G. Dedes ; 300 h : G. Dedes ; 301 h : G. Dedes ; 302 h : G. Dedes ; 303 h : G. Dedes ; 304 h : G. Dedes ; 305 h : G. Dedes ; 306 h : G. Dedes ; 307 h : G. Dedes ; 308 h : G. Dedes ; 309 h : G. Dedes ; 310 h : G. Dedes ; 311 h : G. Dedes ; 312 h : G. Dedes ; 313 h : G. Dedes ; 314 h : G. Dedes ; 315 h : G. Dedes ; 316 h : G. Dedes ; 317 h : G. Dedes ; 318 h : G. Dedes ; 319 h : G. Dedes ; 320 h : G. Dedes ; 321 h : G. Dedes ; 322 h : G. Dedes ; 323 h : G. Dedes ; 324 h : G. Dedes ; 325 h : G. Dedes ; 326 h : G. Dedes ; 327 h : G. Dedes ; 328 h : G. Dedes ; 329 h : G. Dedes ; 330 h : G. Dedes ; 331 h : G. Dedes ; 332 h : G. Dedes ; 333 h : G. Dedes ; 334 h : G. Dedes ; 335 h : G. Dedes ; 336 h : G. Dedes ; 337 h : G. Dedes ; 338 h : G. Dedes ; 339 h : G. Dedes ; 340 h : G. Dedes ; 341 h : G. Dedes ; 342 h : G. Dedes ; 343 h : G. Dedes ; 344 h : G. Dedes ; 345 h : G. Dedes ; 346 h : G. Dedes ; 347 h : G. Dedes ; 348 h : G. Dedes ; 349 h : G. Dedes ; 350 h : G. Dedes ; 351 h : G. Dedes ; 352 h : G. Dedes ; 353 h : G. Dedes ; 354 h : G. Dedes ; 355 h : G. Dedes ; 356 h : G. Dedes ; 357 h : G. Dedes ; 358 h : G. Dedes ; 359 h : G. Dedes ; 360 h : G. Dedes ; 361 h : G. Dedes ; 362 h : G. Dedes ; 363 h : G. Dedes ; 364 h : G. Dedes ; 365 h : G. Dedes ; 366 h : G. Dedes ; 367 h : G. Dedes ; 368 h : G. Dedes ; 369 h : G. Dedes ; 370 h : G. Dedes ; 371 h : G. Dedes ; 372 h : G. Dedes ; 373 h : G. Dedes ; 374 h : G. Dedes ; 375 h : G. Dedes ; 376 h : G. Dedes ; 377 h : G. Dedes ; 378 h : G. Dedes ; 379 h : G. Dedes ; 380 h : G. Dedes ; 381 h : G. Dedes ; 382 h : G. Dedes ; 383 h : G. Dedes ; 384 h : G. Dedes ; 385 h : G. Dedes ; 386 h : G. Dedes ; 387 h : G. Dedes ; 388 h : G. Dedes ; 389 h : G. Dedes ; 390 h : G. Dedes ; 391 h : G. Dedes ; 392 h : G. Dedes ; 393 h : G. Dedes ; 394 h : G. Dedes ; 395 h : G. Dedes ; 396 h : G. Dedes ; 397 h : G. Dedes ; 398 h : G. Dedes ; 399 h : G. Dedes ; 400 h : G. Dedes ; 401 h : G. Dedes ; 402 h : G. Dedes ; 403 h : G. Dedes ; 404 h : G. Dedes ; 405 h : G. Dedes ; 406 h : G. Dedes ; 407 h : G. Dedes ; 408 h : G. Dedes ; 409 h : G. Dedes ; 410 h : G. Dedes ; 411 h : G. Dedes ; 412 h : G. Dedes ; 413 h : G. Dedes ; 414 h : G. Dedes ; 415 h : G. Dedes ; 416 h : G. Dedes ; 417 h : G. Dedes ; 418 h : G. Dedes ; 419 h : G. Dedes ; 420 h : G. Dedes ; 421 h : G. Dedes ; 422 h : G. Dedes ; 423 h : G. Dedes ; 424 h : G. Dedes ; 425 h : G. Dedes ; 426 h : G. Dedes ; 427 h : G. Dedes ; 428 h : G. Dedes ; 429 h : G. Dedes ; 430 h : G. Dedes ; 431 h : G. Dedes ; 432 h : G. Dedes ; 433 h : G. Dedes ; 434 h : G. Dedes ; 435 h : G. Dedes ; 436 h : G. Dedes ; 437 h : G. Dedes ; 438 h : G. Dedes ; 439 h : G. Dedes ; 440 h : G. Dedes ; 441 h : G. Dedes ; 442 h : G. Dedes ; 443 h : G. Dedes ; 444 h : G. Dedes ; 445 h : G. Dedes ; 446 h : G. Dedes ; 447 h : G. Dedes ; 448 h : G. Dedes ; 449 h : G. Dedes ; 450 h : G. Dedes ; 451 h : G. Dedes ; 452 h : G. Dedes ; 453 h : G. Dedes ; 454 h : G. Dedes ; 455 h : G. Dedes ; 456 h : G. Dedes ; 457 h : G. Dedes ; 458 h : G. Dedes ; 459 h : G. Dedes ; 460 h : G. Dedes ; 461 h : G. Dedes ; 462 h : G. Dedes ; 463 h : G. Dedes ; 464 h : G. Dedes ; 465 h : G. Dedes ; 466 h : G. Dedes ; 467 h : G. Dedes ; 468 h : G. Dedes ; 469 h : G. Dedes ; 470 h : G. Dedes ; 471 h : G. Dedes ; 472 h : G. Dedes ; 473 h : G. Dedes ; 474 h : G. Dedes ; 475 h : G. Dedes ; 476 h : G. Dedes ; 477 h : G. Dedes ; 478 h : G. Dedes ; 479 h : G. Dedes ; 480 h : G. Dedes ; 481 h : G. Dedes ; 482 h : G. Dedes ; 483 h : G. Dedes ; 484 h : G. Dedes ; 485 h : G. Dedes ; 486 h : G. Dedes ; 487 h : G. Dedes ; 488 h : G. Dedes ; 489 h : G. Dedes ; 490 h : G. Dedes ; 491 h : G. Dedes ; 492 h : G. Dedes ; 493 h : G. Dedes ; 494 h : G. Dedes ; 495 h : G. Dedes ; 496 h : G. Dedes ; 497 h : G. Dedes ; 498 h : G. Dedes ; 499 h : G. Dedes ; 500 h : G. Dedes ; 501 h : G. Dedes ; 502 h : G. Dedes ; 503 h : G. Dedes ; 504 h : G. Dedes ; 505 h : G. Dedes ; 506 h : G. Dedes ; 507 h : G. Dedes ; 508 h : G. Dedes ; 509 h : G. Dedes ; 510 h : G. Dedes ; 511 h : G. Dedes ; 512 h : G. Dedes ; 513 h : G. Dedes ; 514 h : G. Dedes ; 515 h : G. Dedes ; 516 h : G. Dedes ; 517 h : G. Dedes ; 518 h : G. Dedes ; 519 h : G. Dedes ; 520 h : G. Dedes ; 521 h : G. Dedes ; 522 h : G. Dedes ; 523 h : G. Dedes ; 524 h : G. Dedes ; 525 h : G. Dedes ; 526 h : G. Dedes ; 527 h : G. Dedes ; 528 h : G. Dedes ; 529 h : G. Dedes ; 530 h : G. Dedes ; 531 h : G. Dedes ; 532 h : G. Dedes ; 533 h : G. Dedes ; 534 h : G. Dedes ; 535 h : G. Dedes ; 536 h : G. Dedes ; 537 h : G. Dedes ; 538 h : G. Dedes ; 539 h : G. Dedes ; 540 h : G. Dedes ; 541 h : G. Dedes ; 542 h : G. Dedes ; 543 h : G. Dedes ; 544 h : G. Dedes ; 545 h : G. Dedes ; 546 h : G. Dedes ; 547 h : G. Dedes ; 548 h : G. Dedes ; 549 h : G. Dedes ; 550 h : G. Dedes ; 551 h : G. Dedes ; 552 h : G. Dedes ; 553 h : G. Dedes ; 554 h : G. Dedes ; 555 h : G. Dedes ; 556 h : G. Dedes ; 557 h : G. Dedes ; 558 h : G. Dedes ; 559 h : G. Dedes ; 560 h : G. Dedes ; 561 h : G. Dedes ; 562 h : G. Dedes ; 563 h : G. Dedes ; 564 h : G. Dedes ; 565 h : G. Dedes ; 566 h : G. Dedes ; 567 h : G. Dedes ; 568 h : G. Dedes ; 569 h : G. Dedes ; 570 h : G. Dedes ; 571 h : G. Dedes ; 572 h : G. Dedes ; 573 h : G. Dedes ; 574 h : G. Dedes ; 575 h : G. Dedes ; 576 h : G. Dedes ; 577 h : G. Dedes ; 578 h : G. Dedes ; 579 h : G. Dedes ; 580 h : G. Dedes ; 581 h : G. Dedes ; 582 h : G. Dedes ; 583 h : G. Dedes ; 584 h : G. Dedes ; 585 h : G. Dedes ; 586 h : G. Dedes ; 587 h : G. Dedes ; 588 h : G. Dedes ; 589 h : G. Dedes ; 590 h : G. Dedes ; 591 h : G. Dedes ; 592 h : G. Dedes ; 593 h : G. Dedes ; 594 h : G. Dedes ; 595 h : G. Dedes ; 596 h : G. Dedes ; 597 h : G. Dedes ; 598 h : G. Dedes ; 599 h : G. Dedes ; 600 h : G. Dedes ; 601 h : G. Dedes ; 602 h : G. Dedes ; 603 h : G. Dedes ; 604 h : G. Dedes ; 605 h : G. Dedes ; 606 h : G. Dedes ; 607 h : G. Dedes ; 608 h : G. Dedes ; 609 h : G. Dedes ; 610 h : G. Dedes ; 611 h : G. Dedes ; 612 h : G. Dedes ; 613 h : G. Dedes ; 614 h : G. Dedes ; 615 h : G. Dedes ; 616 h : G. Dedes ; 617 h : G. Dedes ; 618 h : G. Dedes ; 619 h : G. Dedes ; 620 h : G. Dedes ; 621 h : G. Dedes ; 622 h : G. Dedes ; 623 h : G. Dedes ; 624 h : G. Dedes ; 625 h : G. Dedes ; 626 h : G. Dedes ; 627 h : G. Dedes ; 628 h : G. Dedes ; 629 h : G. Dedes ; 630 h : G. Dedes ; 631 h : G. Dedes ; 632 h : G. Dedes ; 633 h : G. Dedes ; 634 h : G. Dedes ; 635 h : G. Dedes ; 636 h : G. Dedes ; 637 h : G. Dedes ; 638 h : G. Dedes ; 639 h : G. Dedes ; 640 h : G. Dedes ; 641 h : G. Dedes ; 642 h : G. Dedes ; 643 h : G. Dedes ; 644 h : G. Dedes ; 645 h : G. Dedes ; 646 h : G. Dedes ; 647 h : G. Dedes ; 648 h : G. Dedes ; 649 h : G. Dedes ; 650 h : G. Dedes ; 651 h : G. Dedes ; 652 h : G. Dedes ; 653 h : G. Dedes ; 654 h : G. Dedes ; 655 h : G. Dedes ; 656 h : G. Dedes ; 657 h : G. Dedes ; 658 h : G. Dedes ; 659 h : G. Dedes ; 660 h : G. Dedes ; 661 h : G. Dedes ; 662 h : G. Dedes ; 663 h : G. Dedes ; 664 h : G. Dedes ; 665 h : G. Dedes ; 666 h : G. Dedes ; 667 h : G. Dedes ; 668 h : G. Dedes ; 669 h : G. Dedes ; 670 h : G. Dedes ; 671 h : G. Dedes ; 672 h : G. Dedes ; 673 h : G. Dedes ; 674 h : G. Dedes ; 675 h : G. Dedes ; 676 h : G. Dedes ; 677 h : G. Dedes ; 678 h : G. Dedes ; 679 h : G. Dedes ; 680 h : G. Dedes ; 681 h : G. Dedes ; 682 h : G. Dedes ; 683 h : G. Dedes ; 684 h : G. Dedes ; 685 h : G. Dedes ; 686 h : G. Dedes ; 687 h : G. Dedes ; 688 h : G. Dedes ; 689 h : G. Dedes ; 690 h : G. Dedes ; 691 h : G. Dedes ; 692 h : G. Dedes ; 693 h : G. Dedes ; 694 h : G. Dedes ; 695 h : G. Dedes ; 696 h : G. Dedes ; 697 h : G. Dedes ; 698 h : G. Dedes ; 699 h : G. Dedes ; 700 h : G. Dedes ; 701 h : G. Dedes ; 702 h : G. Dedes ; 703 h : G. Dedes ; 704 h : G. Dedes ; 705 h : G. Dedes ; 706 h : G. Dedes ; 707 h : G. Dedes ; 708 h : G. Dedes ; 709 h : G. Dedes ; 710 h : G. Dedes ; 711 h : G. Dedes ; 712 h : G. Dedes ; 713 h : G. Dedes ; 714 h : G. Dedes ; 715 h : G. Dedes ; 716 h : G. Dedes ; 717 h : G. Dedes ; 718 h : G. Dedes ; 719 h : G. Dedes ; 720 h : G. Dedes ; 721 h : G. Dedes ; 722 h : G. Dedes ; 723 h : G. Dedes ; 724 h : G. Dedes ; 725 h : G. Dedes ; 726 h : G. Dedes ; 727 h : G. Dedes ; 728 h : G. Dedes ; 729 h : G. Dedes ; 730 h : G. Dedes ; 731 h : G. Dedes ; 732 h : G. Dedes ; 733 h : G. Dedes ; 734 h : G. Dedes ; 735 h : G. Dedes ; 736 h : G. Dedes ; 737 h : G. Dedes ; 738 h : G. Dedes ; 739 h : G. Dedes ; 740 h : G. Dedes ; 741 h : G. Dedes ; 742 h : G. Dedes ; 743 h : G. Dedes ; 744 h : G. Dedes ; 745 h : G. Dedes ; 746 h : G. Dedes ; 747 h : G. Dedes ; 748 h : G. Dedes ; 749 h : G. Dedes ; 750 h : G. Dedes ; 751 h : G. Dedes ; 752 h : G. Dedes ; 753 h : G. Dedes ; 754 h : G. Dedes ; 755 h : G. Dedes ; 756 h : G. Dedes ; 757 h : G. Dedes ; 758 h : G. Dedes ; 759 h : G. Dedes ; 760 h : G. Dedes ; 761 h : G. Dedes ; 762 h : G. Dedes ; 763 h : G. Dedes ; 764 h : G. Dedes ; 765 h : G. Dedes ; 766 h : G. Dedes ; 767 h : G. Dedes ; 768 h : G. Dedes ; 769 h : G. Dedes ; 770 h : G. Dedes ; 771 h : G. Dedes ; 772 h : G. Dedes ; 773 h : G. Dedes ; 774 h : G. Dedes ; 775 h : G. Dedes ; 776 h : G. Dedes ; 777 h : G. Dedes ; 778 h : G. Dedes ; 779 h : G. Dedes ; 780 h : G. Dedes ; 781 h : G. Dedes ; 782 h : G. Dedes ; 783 h : G. Dedes ; 784 h : G. Dedes ; 785 h : G. Dedes ; 786 h : G. Dedes ; 787 h : G. Dedes ; 788 h : G. Dedes ; 789 h : G. Dedes ; 790 h : G. Dedes ; 791 h : G. Dedes ; 792 h : G. Dedes ; 793 h : G. Dedes ; 794 h : G. Dedes ; 795 h : G. Dedes ; 796 h : G. Dedes ; 797 h : G. Dedes ; 798 h : G. Dedes ; 799 h : G. Dedes ; 800 h : G. Dedes ; 801 h : G. Dedes ; 802 h : G. Dedes ; 803 h : G. Dedes ; 804 h : G. Dedes ; 805 h : G. Dedes ; 806 h : G. Dedes ; 807 h : G. Dedes ; 808 h : G. Dedes ; 809 h : G. Dedes ; 810 h : G. Dedes ; 811 h : G. Dedes ; 812 h : G. Dedes ; 813 h : G. Dedes ; 814 h : G. Dedes ; 815 h : G. Dedes ; 816 h : G. Dedes ; 817 h : G. Dedes ; 818 h : G. Dedes ; 819 h : G. Dedes ; 82

Economie

Forte hausse des prix de détail en janvier : + 0,9 %

La hausse des prix de détail a de nouveau été forte en France en janvier, l'indice calculé par l'INSEE ayant atteint 333,2 contre 330,1 en décembre, soit une augmentation de 0,9 %. En un an (janvier 1983 comparé à janvier 1982), la hausse des prix est de 9,6 %. Mais, en rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus (novembre et décembre 1982, janvier 1983), la hausse a de nouveau dépassé - nettement - la barre des 10 %, avec 11,7 %.

■ **Produits alimentaires** - Les prix des produits alimentaires ont progressé de 0,7 % en janvier (janvier 1982), par rapport à décembre 1982, (+ 1,4 %) et ceux des boissons non alcoolisées (+ 2,2 %).

■ **Produits manufacturés** - La hausse la moins forte en un mois est enregistrée dans les produits manufacturés (+ 0,4 %), l'ensemble des produits manufacturés (+ 0,4 %), l'ensemble des produits manufacturés (+ 0,4 %), l'ensemble des produits manufacturés (+ 0,4 %).

■ **Services** - Les prix des services se sont accrus de 2 % en janvier par rapport à décembre. Les augmentations les plus fortes sont enregistrées dans les logements (+ 2,7 %), les services publics (+ 2,1 %) et les hôtels, cafés, restaurants (+ 2 %).

Commentant ces résultats de janvier, le ministre de l'économie, Jacques Foccart, a déclaré que la progression enregistrée par les services privés s'explique par une répercussion rapide des augmentations autorisées, puisque la différence des autres secteurs, il n'y a pas de délai de commercialisation.

■ **Le déficit du commerce extérieur** - Le déficit du commerce extérieur français a atteint en janvier 11,5 milliards de francs, en données brutes et 9,58 milliards de francs en données corrigées.

Le vrai poids des chiffres

(Suite de la première page.)
On pourrait continuer le raisonnement en disant que ceux-ci sont plus élevés dans leurs apparences que les indices des prix. Le déséquilibre traduit la compétitivité insuffisante de notre industrie par rapport aux industries étrangères, que nous produisons trop cher, soit que nous produisons trop peu, soit que nous sommes carrément absents sur certains marchés. Il est inéquitable que, après avoir remis par deux fois le compte à zéro, à l'occasion des deux dévaluations du franc par rapport au deutchmark, le commerce avec

L'indice du coût de la vie à l'étranger

■ **Etats-Unis : + 0,2 %**
L'indice du coût de la vie a augmenté de 0,2 %, en janvier, aux Etats-Unis. Encore cet indice inclut-il désormais un nouveau mode de calcul pour le coût du logement sans lequel la hausse des prix n'aurait été que de 0,1 %. En un an, les prix ont augmenté de 3,8 % aux Etats-Unis (3,6 % au regard de l'indice). La hausse sensible des coûts du logement et une légère progression des prix des produits alimentaires en janvier n'ont que partiellement compensées la baisse des prix des produits pétroliers.

■ **Japon : + 0,2 %**
Les prix à la consommation au Japon ont augmenté de 0,2 % en janvier, ce qui représente une hausse de 2,3 % en un an, l'indice provisoire publié le 25 février à Tokyo. La hausse mensuelle reflète l'augmentation des produits frais pendant les mois d'hiver.

■ **C.E.E. : + 0,7 %**
L'indice des prix à la consommation dans la C.E.E. a augmenté de 0,7 % en janvier, par rapport à décembre 1982.

Le consommateur français interpellé dans ses choix

(Suite de la première page.)
La potentielle du prix du pétrole apporte un répit qui doit désormais se conjuguer avec une stratégie de maîtrise des dépenses. L'organisation de ses rapports internationaux, la réanimation industrielle, la pugnacité commerciale, la maîtrise des consommateurs, sont donc à l'ordre du jour. Le déficit du mois de janvier serait préoccupant si la conviction n'était que rien n'est impossible. L'action collective, nationale, est d'autant plus aisée qu'il s'agit aujourd'hui de besoins, possible de déjà entrepris.

Le Canada et le rêve Pacifique

On ne peut pas aller au-delà de ce qui a été fait

« Si j'avais été premier ministre, je n'aurais pas dit les choses comme M. Mulroney », a déclaré, le 25 janvier, M. André Bergeron, en commentant les récentes déclarations télévisées du chef du gouvernement. « Je rêve d'une démocratie, et il n'y a pas de gouvernement qui explique aux citoyens ce qu'ils ont fait, les citoyens la réalité des choses, les atouts de former leur jugement. Il faut toujours dire la vérité. » S'exprimant devant la presse, le secrétaire général de F.O. a souligné son accord avec le Conseil des Impôts sur le risque qu'entraînerait une majoration de la T.V.A., invitant les membres du gouvernement à favoriser la réduction de l'augmentation de la T.V.A. pour financer la protection sociale collective. « Il y a réflexion à faire », a-t-il conclu.

M. Bergeron, qui sera le 10 mars par M. Mulroney, a réaffirmé, à propos de l'éventualité d'un deuxième plan de rigueur : « On ne peut pas aller au-delà de ce qui a été fait. » Corrigé le chiffre qu'il avait avancé quant au déficit de la balance commerciale.

Partagé entre son attirance vers le Japon et le pesantur industriel des Etats-Unis, le Canada cherche une stratégie et un destin économiques. Pour sa part, le premier ministre de l'Ontario M. Davis, effectue la semaine prochaine une visite officielle en Europe (France, Belgique, Grande-Bretagne).

Le Canada traverse dix provinces et cinq cent mille lacs. Sur une carte, après l'émission des quatre provinces maritimes, l'Atlantique, le Québec et de l'Ontario, les quatre Etats de l'Ouest se dressent verticaux comme autant de tours coiffées par les territoires du Nord et du Yukon. Le Canada, le deuxième du monde, près de vingt fois plus grand que la France, où au désordre de la conquête a succédé une géométrie de l'espace qu'accentuent le rail, les routes et le trait du daim.

Pays partout troué de bleu par l'eau, que bordent trois océans et qui repose sur les cinq mille kilomètres de frontière avec les Etats-Unis. Epine dorsale du développement, la frontière n'a qu'une signification politique : dans ce pays scindé, qui regarde de plus en plus vers le Pacifique, le dialogue Nord-Sud l'emporte souvent sur les liens Est-Ouest. Ainsi le Canada pourrait tourner davantage le dos à l'Europe, lié comme un siamois à son voisin méridional et attiré par son vis-à-vis d'outre-océan, le Japon.

Le pétrolier. Le Canada est fier de ses richesses naturelles issues de son patrimoine technique. Aux chutes de Niagara, qui ont permis d'édifier une série de centrales hydroélectriques, le Canada a une robe rouge de Marilyn, répond comme un reflet la tour la plus haute du monde. Une muraille d'eau de 55 mètres, une lance de béton de 553 mètres.

La province a vu se lever récemment le grenier du Canada. L'initiative privée, affirmée, a permis de construire une complexe, des dirigeants ont proclamé ouverts aux affaires. Il leur paraît loin le temps où dans leur capitale, Regina, on creusait un lac artificiel pour employer les chômeurs de la grande dépression. Seul le fédéralisme n'a pas oublié, malgré un regroupement des tribus pour faciliter leur développement économique. Songez-ils, eux qui poursuivent les proies du dehors, aux ressources riches sous la terre : potasse, charbon, uranium, pétrole !

Le pétrole a donné le vertige à la province voisine, l'Alberta, comme au début de l'ère industrielle. La principale ville, Calgary, a subi l'électrochoc, bourgeonnant en gratte-ciel. Mais les rues linéaires, les pétroliers croisent les éleveurs, souvent installés sur le même terrain, et l'industrie pétrolière a donné le vertige à la province voisine, l'Alberta, comme au début de l'ère industrielle.

L'eau vive
Six centres de technologie ont été mis en place par le gouvernement fédéral pour promouvoir la recherche-développement, tout en encourageant le Proche-Orient et le Pacifique. On envie la Silicon Valley en ce qui concerne les capitaux de Hongkong. A l'image du Canada, l'Ontario est soumis à l'épreuve de la récession, que rend plus aigue la faiblesse de la productivité et une perte d'agilité commerciale.

Extrêmes
« Calgary is still busy », affirme toutefois le ministre d'affaires à l'allure intense. Le triomphalisme n'est pourtant plus de saison, même si un certain « machisme » continue à bien se porter. Contraste avec les boutiques de vêtements, les carreaux et de bottes : le musée de la ville présente une exposition de Judy Chicago, « The Dinner Party », consacrée à la gloire des femmes.

« L'Ontario semble se rapprocher du Québec », dit le ministre des affaires provinciales de l'Ouest canadien. Pays ruban - 500 kilomètres au nord de la frontière américaine, le Canada manque de stratégie et peut-être d'âme. Le Canada Pacifique peut-il devenir un quasi-continent à peine sorti de l'adolescence et lui donner un élan économique ?

MICHEL BOYER.
Lire également les articles publiés dans Le Monde du 9 au 10 janvier 1983.

Après dix mois d'occupation, les grévistes de Penarroya obtiennent la création d'une SCOOP

De notre correspondant
Aubenas. - Après quatre jours de discussions à Paris entre les mineurs C.G.T. et la direction de la Penarroya, un accord vient mettre fin à un conflit social qui durait depuis dix mois et à l'occupation, par les mineurs C.G.T., des mines de plomb argentifères de Largentière.

Aux termes de cet accord, dans lequel Matignon a pesé d'un poids particulier, les trente-cinq derniers mineurs en lutte quitteront, le 2 mars, les installations minières qu'ils occupent depuis le 1er janvier 1982 et les rembourseront à son tour, dans un délai de quelques semaines, les locaux nécessaires à la constitution et à la bonne marche d'une société coopérative ouvrière de production qui rassemblera les mineurs grévistes et le personnel technique qu'ils pourront s'entourer.

Cette société, grâce à une forte participation financière de la Penarroya, s'occupera de tous les travaux de fermeture de la mine, de la sécurité, du matériel, du site, de la conservation des moyens permettant la reprise des extractions lorsque les conditions économiques et politiques le permettront. De plus, la SCOOP créera une branche de génie civil et favorisera l'implantation d'industries nouvelles et d'activités diverses. C'est la première coopérative ouvrière minière qui vient d'être créée, ont précisé les responsables C.G.T.

ANDRÉ GRIFFON.
(Lire page IV du Monde Dimanche un reportage sur la lutte des mineurs de Largentière.)

Niagara

Cette emprise du sud et cette dérive vers l'ouest marquent clairement la géographie économique du pays. Toutes les grandes villes canadiennes, sauf Edmonton, dans l'Alberta, sont à moins d'une demi-heure d'hélicoptère de la frontière, et elles copient dans leur architecture les villes américaines. Celles des bords du lac Ontario, le centre de Toronto apparaît comme une réplique provinciale de Manhattan. Dans la nuit, les immeubles se transforment en riches de lumière. On ne fait guère d'effort pour s'adapter à ce

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Une formule originale du Crédit national

Londres. - Le montant de l'eurocrédit bancaire du royaume de Suède a pu être augmenté de 1,5 milliard de dollars, pour être porté à 1,5 milliard de dollars. Ce beau résultat, obtenu en l'espace d'une semaine, n'est pas un hasard. En effet, les établissements bancaires européens ont crûment l'emprunt suédois.

Du coup, le taux d'intérêt des deux tiers du crédit sera basé sur le taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts à court terme en euros-dollars, le fameux Libor. Le tiers restant sera basé sur le taux de l'euro-croûle en vigueur aux Etats-Unis, qui pour l'instant est plus onéreux que le Libor.

Le royaume suédois avait, au cours des deux dernières années, préféré emprunter directement en dollars aux Etats-Unis. Les banques suédoises, qui ont des succursales dans les autres pays européens, ont pu ainsi bénéficier de la recherche de capitaux internationaux. Contrairement à ce qu'on a pu craindre durant le dernier trimestre de l'an dernier, le taux n'a pas entièrement disparu et les banques suédoises ont toujours pu financer les besoins de leur économie.

A l'instant, la plupart des emprunteurs français du secteur public préfèrent lever des fonds par le truchement d'émission d'euro-obligations à taux d'intérêt fixes, plutôt qu'au travers d'eurocrédits bancaires à taux d'intérêt variables. Le Crédit national, qui recherche 100 milliards d'ECU, a pour sa part choisi une formule originale qui combine les deux techniques. Son opération, qui devrait voir le jour durant la deuxième partie du mois de mars, s'appuiera initialement sur un eurocrédit qui, par la suite, sera progressivement transformé en euro-obligations.

Le prêt bancaire, d'une durée de cinq ans, sera doté d'un taux variable, qui sera l'addition, au taux interbancaire offert sur les dépôts à trois mois en ECU, d'une marge de 0,375 % durant les trois premières années, et de 0,50 % pendant les deux dernières. Ultérieurement, les banques impliquées dans la transaction se verront offrir la possibilité de convertir leurs participations dans le prêt en plus-values émises en euro-obligations, qui devraient permettre au Crédit

national d'obtenir en bout de course des capitaux à dix ans.

La durée et le taux d'intérêt fixe de chacune des deux tranches de conversion seront établies en fonction des conditions du marché qui prévaldront au moment de leur lancement, mais les taux annuels ne devront jamais excéder 12,25 %.

L'ensemble, qui sera garanti par la République française, comporte deux avantages importants pour l'emprunteur : d'une part, il lui permettra d'obtenir un prêt à long terme, et, d'autre part, il lui donnera le loisir de choisir le meilleur des deux procédés à emprunter : emprunts euro-obligataires, c'est-à-dire le Crédit national, ou la formule qui dirigera le syndicat bancaire appuyant l'opération.

Il serait trop long, dans cette rubrique, de décrire minutieusement la procédure de conversion qui utilisera le Crédit national pour transformer son prêt en obligations. Celle-ci sera en fait une opération de transfert de la dette du Crédit national à la Banque européenne d'investissement. Les obligations de la Banque européenne d'investissement, qui ont une durée de dix ans, ont été jusqu'à présent très recherchées par les investisseurs. Elles pourront offrir des rendements élevés, car les droits de la Banque européenne d'investissement sur le prêt bancaire initial sont très élevés.

La première émission d'euro-obligations aura lieu en la signature du Crédit national. D'un montant de 100 milliards d'ECU, cette émission aura une durée de dix ans et sera la seule à ne pas être l'conséquence d'une transformation d'eurocrédits en obligations internationales. Son coupon sera déterminé en fonction de la situation du marché des obligations de la Banque européenne d'investissement. Le montant initial de l'eurocrédit sera de 150 milliards d'ECU.

La reprise se poursuit

La reprise amorcée huit jours plus tôt sur le marché des capitaux s'est poursuivie depuis lundi. Les déclarations, la semaine précédente, de M. Paul Volcker devant la commission bancaire du Sénat à Washington, ont conforté l'espoir des investisseurs et des emprunteurs d'une hausse supplémentaire du taux d'intérêt à court terme. Les marchés monétaire et obligataire ont donc repris leur essor. Les débiteurs américains ont même maintenu

persuadés que beaucoup de nouveaux emprunts dans l'immédiat parce qu'ils ont vu les taux d'intérêt à court terme se maintenir à un niveau qui leur permet de défendre encore davantage, ils ont mieux compris d'attendre. Aussi, le volume d'émissions de dollars, de la devise américaine, et accompagnées du taux d'intérêt à court terme, le jour depuis le début de la semaine, est resté relativement modeste, de l'ordre du milliard de dollars.

La transaction qui a de suite suscité la plus grande convoitise de la part des investisseurs est celle de 100 millions de dollars offerte par le Crédit suisse. D'une durée de sept ans, elle a été proposée au pair, avec un coupon annuel de 10,50 %. Deux heures après son lancement, elle se traitait déjà avec une prime de 0,50 %. La compagnie d'assurances américaine Prudential a en outre de bonheur avec une euro-emission de dix ans de 100 millions de dollars. Les euro-obligations qui seront émises au pair, et qui donneront un coupon annuel de 10,625 %, ont été livrées sur le « marché gris » avec une prime de 0,125 %.

Pour les opérations proposées dans le secteur, il faut noter le bon comportement de l'euro-emprunt de 100 millions de dollars de la Banque européenne d'investissement, qui a été proposé au pair, et qui donneront un coupon annuel de 10,625 %, ont été livrées sur le « marché gris » avec une prime de 0,125 %.

Cette semaine a vu, après une longue et laborieuse négociation, la conclusion de l'eurocrédit bancaire de 5 milliards de dollars destiné à remettre sur pied la situation financière du Mexique, emprunté dans une dette extérieure de 80 milliards de dollars. L'accord de prêt avec cinq cent trente banques internationales sera signé la semaine prochaine à New-York. Il sera suivi bientôt par la signature d'un deuxième accord qui permettra de débloquer les paiements de prêts de 20 milliards de dollars d'emprunts divers venant à échéance cette année et que le Mexique présente bien en peine d'honorer.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Surprenante fermeté du dollar

La plus grande partie de la semaine a été placée sous le signe du pétrole, dont la baisse de prix a provoqué bien des remous et bien des variations sur les marchés des changes, en fonction des réactions des opérateurs : hausse du dollar, baisse de la livre sterling, et le recul accentué des cours de l'or.

Ainsi, le dollar a monté, et de façon assez surprenante, car, sur les marchés des changes, tout le monde a l'heure actuelle vu la baisse du « billet vert », certains opérateurs ayant même pris position en ce sens au mois de novembre dernier. Non seulement le recul des prix du brut doit, dans leur esprit, favoriser une baisse du dollar, mais encore la baisse du dollar, qui s'affirme dans les jours d'après-midi, aura vraisemblablement pour effet d'augmenter le déficit commercial, qui pourrait doubler et atteindre 80 milliards de dollars cette année. C'est pourquoi beaucoup d'opérateurs s'attendent dans les mois qui viennent à un fléchissement accentué de la devise américaine.

En outre, la baisse des prix des hydrocarbures favorise le recadrage des activités industrielles et accroît la confiance en ce pays. Ajoutons que, comme en août dernier, la réparation de cratères sur la solvabilité de producteurs de pétrole comme le Mexique et le Venezuela incite à considérer le dollar comme une valeur refuge.

En Europe, c'est la volonté d'armes avant les élections allemandes, sur le plan des places. On estime qu'une victoire de M. Kohl soumettrait immédiatement le système monétaire européen à de très fortes tensions. Les monnaies faibles, comme la livre italienne, le franc français et le franc belge, ne pourraient pas plancher, ne pourraient pas suivre le deutchmark dans sa hausse, et un ajustement s'imposerait alors à court terme. Tout dépendrait, définitivement, de l'attitude du gouverne-

ment allemand, qui accepterait ou non une nouvelle réévaluation de sa monnaie. Etant donné l'ampleur de l'excédent de la balance commerciale de la R.F.A. vis-à-vis de ses partenaires européens, qui pourrait inciter à prendre des mesures de sauvegarde, il n'est pas impossible qu'à Bonn on se soit déjà résigné à l'inévitable. En cas d'échec de M. Kohl, le réajustement en question sera retardé de plusieurs mois, mais cela n'est pas sans conséquence. L'immédiat, la Banque fédérale d'Allemagne a allégué la nécessité de maintenir les autres monnaies du S.M.E., ce qui l'a incité à ne pas renouveler la mise à disposition de l'économie des milliards de deutchmarks injectés il y a quelques semaines pour une courte période.

Quant à la France, elle est en position d'attente, position qui risque de devenir de plus en plus inconfortable la semaine prochaine, l'annonce d'un déficit commercial de près de 10 milliards de francs en janvier n'ayant pas été suivie de la décision dans le monde de l'économie du 15 février dernier, la vive remontée des matières premières industrielles, et ainsi réduire la demande de métal, dont le caractère de refuge contre l'inflation monétaire risque de se trouver affaibli. Par ailleurs, on redoute que les pays arabes producteurs de pétrole ne revendent une partie de l'or acquis il y a six ou huit ans. Ajoutons que les marchés à terme, essentiellement à New-York et à Chicago, semblaient mis sur un solide réajustement. Cela n'empêche pas la firme de matières premières Rudolph Wolff et Co de prédire, pour l'once d'or, un cours de 1 500 dollars cette année, et même 800 à 950 dollars au dernier trimestre, suivant l'évolution de la politique économique des Etats-Unis.

La Banque de France continue à défendre la parité centrale de 2,4836 F pour 1 DM, la pointe la plus forte se situant désormais le jeudi, pour le 25 février, la Banque a officiellement et publiquement, vendit 100 millions de dollars, et, par d'autres circuits, environ 200 millions de deutchmarks, soit plus de 150 millions de dollars. Selon certaines sources, les ventes réelles auraient atteint près de 500 millions de dollars ce jour, retombant à 100 millions de dollars la veille du week-end, et atteignant

600 à 800 millions de dollars pour la semaine, pour cette semaine comme pour la semaine précédente.

A ce sujet, notons que la France a remboursé, la première quinzaine de février, environ 7 milliards de francs, antérieurement, en devises, par le Fonds européen de coopération monétaire. Les sommes nécessaires ont été prélevées sur les avoirs du Fonds de stabilisation des changes, lui-même alimenté par les emprunts à l'étranger. Cette opération n'a donc pas affecté le bilan de la Banque de France, ce qui prouve que ledit bilan, nous l'avons assez dit, est toujours exact, mais presque jamais complet : ce qui n'est jamais entré n'a pas à sortir.

Le repli de l'or

La baisse du prix du pétrole a passablement refroidi les marchés de l'or, où le cours de l'once a brutalement chuté de 12 \$ environ, revenant de 503 dollars à 443 dollars à New-York. Le fléchissement des cours du brut va faciliter le recul de l'inflation mondiale, et ainsi réduire la demande de métal, dont le caractère de refuge contre l'inflation monétaire risque de se trouver affaibli. Par ailleurs, on redoute que les pays arabes producteurs de pétrole ne revendent une partie de l'or acquis il y a six ou huit ans. Ajoutons que les marchés à terme, essentiellement à New-York et à Chicago, semblaient mis sur un solide réajustement. Cela n'empêche pas la firme de matières premières Rudolph Wolff et Co de prédire, pour l'once d'or, un cours de 1 500 dollars cette année, et même 800 à 950 dollars au dernier trimestre, suivant l'évolution de la politique économique des Etats-Unis.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 AU 25 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.L.	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc belge	Franc suisse	Lire italienne
New-York	1,5290	—	14,6190	20,2610	41,4670	2,1852	37,9516	0,9716
Paris	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Bruxelles	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Madrid	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Barcelone	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Genève	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Amsterdam	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Stockholm	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Oslo	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Copenhague	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Stockholm	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Oslo	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723
Copenhague	1,5480	—	14,6890	20,1250	41,4666	2,1119	37,216	0,9723

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 25 février, 2,9094 F contre 2,9129 F le vendredi 18 février.

Marché monétaire et obligataire

La baisse des taux reprend aux Etats-Unis

C'est fait ! La baisse des taux outre-Atlantique, attendue impatiemment et même un peu anxiousement depuis plusieurs semaines, a repris. Plusieurs grandes banques américaines, la Citicorp, la Chemical Bank et la First National Bank de Chicago, ont ramené leur taux de base (prime rate) de 11 % à 10,50 %, le plus bas niveau observé depuis quatre ans, en fait depuis novembre 1978. Il est pratiquement acquis que cette initiative va se généraliser, ce qui, en grande partie, l'hypothèque pour les investisseurs sur les marchés économiques et financiers, où certains redoutaient encore récemment non seulement un arrêt de la baisse des taux, mais, le cas échéant, l'éventualité d'une légère remontée.

Il faut dire que bien des facteurs militaient en faveur d'un tel abaissement. Certes, le président Reagan avait pu affirmer, en milieu de semaine, que c'était aux banques américaines et non à la Réserve fédérale (FED) de poursuivre la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Le FED, selon lui, a épuisé ses moyens d'action et, en abaissant à nouveau son taux d'escompte, risquerait d'effrayer les marchés financiers qui, par-dessus tout, redoutent un retour à l'inflation, favorisé par un éventuel laxisme des autorités monétaires.

De son côté, le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, déposant devant le Congrès, accusait les banques de maintenir le taux de leurs crédits à des niveaux artificiellement élevés, pour compenser les pertes résultant d'une politique de prêts inconsidérée, notamment à

l'étranger, accusation qui n'était pas dépourvue de tout fondement. Enfin, M. Paul Volcker, président du FED, reconnaissait, jeudi, que les taux avaient été effectivement maintenus à des niveaux trop élevés par les banques : « Il y a de la place pour un abaissement des taux », a-t-il déclaré. « Les banques ont par les établissements et ce, beaucoup plus rapidement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Il en va de même pour leur taux de base, pour lequel le FED serait mieux approprié que celui de 11 % », a-t-il ajouté.

Ailleurs, le statu quo a été observé en Europe et, notamment, en France, où la Banque centrale a maintenu ses concours à 12,5 %, le loyer de l'argent au jour le jour continuant à évoluer un peu au-dessous de 13 %.

Léger essouffement du marché obligataire

Est-ce une impression, mais il semble qu'un léger essouffement soit perceptible actuellement sur le marché obligataire. L'emprunt d'Etat a fini, certes, par se casser, mais au prix de quelques « colles » par-ci par-là, et le placement de celui du Crédit foncier de France (4 milliards de francs à 15 % en douze ans) s'effectue.

D'un côté, les investisseurs institutionnels ont moins de disponibilités en ce moment, d'autant que la

rumeur d'un emprunt spécial UNEDIC à eux réservé, comme l'année dernière, court à nouveau avec insistance : on parle de 10 milliards de francs et même plus, contre 6 milliards au début de 1982.

De l'autre, les 15 % offerts par le Crédit foncier, contre 15,10 % la semaine dernière, par les Charbonnages de France et le Crédit agricole, semblent un peu insuffisants aux investisseurs. A 15,30 %, en revanche, les 250 millions de francs levés par la Marcellaise de crédit partent très bien.

Ajoutons qu'un problème se pose très prochainement : les taux nominaux des émissions nouvelles se rapprochent de plus en plus des rendements obtenus sur le marché secondaire des émissions antérieures, qui s'établissent, en fin de semaine, à 14,92 %, contre 14,96 % il y a huit jours. Cela pour les emprunts du secteur public, genre Crédit foncier. De 14,92 % à 15 %, l'écart est devenu très faible, et il est probable qu'un petit « coup de pouce » sera nécessaire pour orienter à la baisse les rendements du marché secondaire et recenser ainsi l'écart nécessaire. Pour l'instant, c'est une quasi-stabilité : 14,28 %, contre 14,22 % (et 14,23 % il y a quinze jours) en ce qui concerne les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 14,36 %, contre 14,37 % pour ceux à moins de sept ans, et 15,53 %, contre 15,60 % pour ceux du secteur privé, selon les indices Paribas. Le « coup de pouce » viendra-t-il de l'étranger, à savoir les Etats-Unis via l'Allemagne ? C'est possible, et même souhaitable.

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Hausse persistante des métaux et du caoutchouc

Les signes de reprise de l'activité économique se confirment, notamment aux Etats-Unis, avec la perspective d'une baisse des taux d'intérêt.

La hausse des cours des métaux et du caoutchouc se poursuit, les investisseurs accroissant leurs achats de couverture. Depuis le 1^{er} janvier, elle a été importante sur le cuivre, l'étain, l'aluminium et le caoutchouc.

MÉTALX. - Malgré le gonflement des stocks britanniques de métal, une augmentation de 3 375 tonnes à 276 000 tonnes du cuivre poursuivent leur progression du Metal Exchange de Londres. Le niveau le plus élevé depuis trois ans. Des rumeurs d'achats pour compte a donc entraîné de fermer de

chinois, l'agitation dans les péruviennes, la perspective d'une prise plus rapide que prévue de l'activité industrielle, expliquent ce regain en faveur du métal rouge. On négocie tablier sur des niveaux plus élevés que ceux des semaines précédentes, supérieurs à 1 400 livres la

La fermeté du cuivre, dont les accents leur ont été donnés par le directeur du stock régulateur intervient, jours, le marché.

Nouvelle hausse des cours de l'aluminium à Londres. L'effet de demandes plus importantes de la part d'utilisateurs reconstituant leurs stocks en prévision de prochaines majorations de prix.

Les cours du plomb varient peu à Londres. La demande ne donne

un signe manifeste d'amélioration. Une importante société d'unités de production dans la

CAOUTCHOUC. - Les cours du naturel poursuivent sans discontinuer leur progression sur les différents marchés, atteignant leurs plus hauts niveaux depuis trois ans. Les achats pour le compte de l'U.R.S.S. et de pays d'Europe orientale, ainsi que la Chine, s'efforcent. Autre élément favorable, la décision prise par les producteurs du Sud-Est asiatique de conserver les 250 000 tonnes de naturel, donc de poursuivre une politique de restriction qui a porté ses fruits en provoquant finalement la hausse des cours.

CÉRÉALES. - Repli des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. La récolte évaluée par le Conseil international du blé à 475 millions de tonnes, soit 1 million de tonnes de plus que l'estimation de janvier dernier. Elle est toutefois supérieure de 25 millions de tonnes à la précédente récolte. Le conseil mondial a évalué à 99 millions de tonnes, en légère diminution en raison d'achats moins importants de la part de certains pays de l'Est européen.

DÉNREES. - Les cours du café ont fléchi sur les différents marchés. Ils offrent plus pressantes de la part de pays producteurs africains, soit à l'origine de cette baisse des prix.

Fléchissement des cours du sucre. La France demande la constitution d'un stock régulateur pour atténuer les fluctuations de prix, condition indispensable de l'adhésion de la C.E.E. à l'accord international. Les pays exportateurs devraient stocker de 5 à 10 millions de tonnes, dont 2 millions de tonnes pour la C.E.E. Une réunion se tiendra le 14 mars prochain à Londres pour proposer un projet de nouvel accord international.

LES COURS DU 25 FÉVRIER 1983

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1 127 (1 092,50) ; à trois mois, 1 159,50 (1 124) ; aluminium, 8 735 (8 535) ; à trois mois, 8 778 (8 530) ; plomb, 301 (302) ; zinc, 447,50 (444,50) ; aluminium, 8 735 (8 535) ; nickel, 2 940 (2 906) ; argent (en once par once troy), 937,50 ; New-York (en dollar par livre) : cuivre (premier terme), 177,70 ; argent (en dollars par once), 13,32 (14,05) ; platine (dollar par once), 442,30 (472) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 69,83 (67,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 325-350 (335-360) ; Pennag (en ringgit par kilo), 29,51 (29,39).

TEXTILES. - New-York (en dollar par livre) : coton, 69,35 (66,17) ; mail, 70 (67,80) ; laine (en nouveau pence par kilo), 1,30 (peigné à sec), 1,30 (360) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, 43,60 (42,85) ; Roubaix (en franc par kilo), 43,60 (42,85).

CAOUTCHOUC. - Londres (en dollar par tonne) : R.S.S. (comptant), 712-716 (655-680) ; Pennag (en

232,90-233,50 (219,50-220) ; DENREES. - New-York (en cent par lb) : café pour la Libye (1 815) ; café, 1 815 (1 877) ; café, 6,51 (6,90) ; mai, 6,66 (7,10) ; café, mars, 126,21 (126,17) ; mai, 121,87 (120,15) ; Londres (en dollar par tonne) : café, 110 (117) ; mai, 114,15 (119,50) ; café, mars, 111 (108) ; mai, 111 (105) ; café, mars, 1-264 (1 304) ; mai, 1 322 (1 322) ; Paille (en franc par quintal) : cacao, mai, 1 441 (1 441) ; juillet, 1 385 (1 435) ; café, mai, 1 718 (1 745) ; juillet, 1 700 (1 700) ; (en franc par quintal), mai, 1 515 (1 522) ; juillet, 1 500 (1 610) ; soja, Chicago (en dollar par tonne), mars, 172,30 (179) ; mai, 177,50 (183) ; Londres (en livre par tonne), avril, 144,20 (148) ; juin, 145,50 (146,30) ; CÉRÉALES. - Chicago (en dollar par boisseau) : blé, mars, 325 1/4 (344 1/4) ; mai, 330 (335 1/4) ; blé, 279 1/4 (276 3/4) ; mai, 289 1/4 (286 3/4) ; INDICES. - Moody's, 1 067,10 (1 083,20) ; Reuters, 1 706,8 (1 690,70).

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

DÉjà sensible la semaine précédente, la progression des valeurs françaises s'est très nettement accentuée au cours de ces cinq séances qui coïncident avec le démarrage du nouveau terme et, sur sa lancée, le marché parisien a finalement gagné 3,75 %, après avoir progressé de 5,95 % et 3,76 % respectivement au cours des mois de janvier et février, au vu de l'indice Coteaux.

« Voilà qui est de bon augure... et le mois bourgeois vient de commencer ! », faisait-on remarquer sous les colonnes, l'œil rivé sur Wall Street où l'indice Dow Jones des industrielles a enfin franchi la barre des 1 100 points jeudi pour établir un nouveau record historique : 1 121,81 points.

Aux mêmes causes, les mêmes effets ; une fois n'est pas coutume et Paris paraît bien décidé à sortir un peu du sentiment de torpeur que lui attribuaient quelques esprits chagrins. Il est vrai qu'on l'a aidé à se réveiller et il semble bien que les sujets de sa Tristesse Majesté aient été parmi les premiers à retrouver la Marche pour prendre position sur les marchés du Palais Bourbon.

Non pas par « fair-play », bien sûr, et les boursiers à l'esprit volontiers cocardier n'ont jamais nourri la moindre illusion à cet égard. Si « les Anglais débarquent », comme le signalait le sémaphore planté rue Vivienne, c'est tout simplement parce que la livre sterling faiblit, sous le poids du pétrole qui reflue de la mer du Nord. Avec une monnaie qui a bien du mal à décoller de son plus bas niveau depuis près de quatre ans, les Britanniques, dont la mobilité n'est pas la moindre des qualités en termes de placement financier, ont vite compris qu'il y avait plus à gagner en pariant sur une hausse potentielle des cours à Paris qu'à perdre sur les risques de change qui deviennent négligeables actuellement entre les devises des deux pays. Mardi et vendredi, les Allemands, à leur tour, ont fait leur apparition à Paris.

Tous font, d'abord, un raisonnement mathématique : en cas de réajustement du système monétaire européen au lendemain des élections prévues pour le 6 mars — à la fois en Allemagne fédérale (élections législatives) et en France (premier tour des élections municipales), — qui se traduiraient par une réévaluation du mark et, peut-être, une dévaluation du franc, ils régleraient leurs achats actuels fin

L'étranger débarque

mais on même fin avril avec un solide bénéfice de change... Ce regain d'intérêt pour les actions françaises s'est immédiatement traduit par un gonflement des transactions qui ont avoisiné les 200 millions de francs au fin de semaine sur les titres français négociés sur le marché à terme, le double ou presque des chiffres habituellement relevés par les comités.

Dans le même temps, un net réajustement a été enregistré au détriment des valeurs étrangères et le retour en grâce d'Albi Liquide, de Michelin, de Peugeot, d'A.D.G., de Maisons Phénix, pour ne citer que quelques titres, prouve bien que la Bourse de Paris n'est plus seulement aux mains de l'agro-alimentaire et des sociétés avec pignon sur la Cinquième Avenue.

Est-ce là le début d'une poussée décisive du marché ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer (1), mais les boursiers fondent de sérieux espoirs sur cette catégorie bien particulière d'investisseurs qui n'ont ni besoin de permis de séjour pour se voir ouvrir toutes grandes les portes du Palais. Certains nourrissent réticences : « Quand les Anglais arrivent sur un marché, ce sont les meilleurs pour acheter, quand les Allemands leur emboîtent le pas, c'est que le mouvement est mal... Mais dès que les Suisses passent la tête, c'est le signal qu'il faut vendre », rappelle ce familier de la corbeille, sans résister au plaisir de décocher une flèche contre les « gnomes de Zurich ».

La présence d'acheteurs étrangers n'est pas seule en cause. Toutefois, pour expliquer cette vive avance des cours, « la guerre du pétrole », à laquelle se livrent depuis plusieurs jours les pays exportateurs et ses conséquences probables ont également joué un rôle important cette semaine. Le fait est que toutes les sociétés dépendant, peu ou prou, de « l'or noir » ont su tirer leur épingle du jeu à la heure des torchères.

Ce fut notamment Peugeot qui a réussi à s'ajuster près de 15 % — deux — seulement, entraînant Michelin dans son sillage, la plupart des analystes esti-

Semaine du 21 au 25 février 1983

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Après plusieurs semaines avortées, Wall Street a, enfin, réussi à battre ses records historiques, l'indice Dow Jones parvenant à dépasser la barre de 1 100, terminant la semaine à 1 120,44, en gain de plus de 28 points.

Il avait pourtant mal commencé pour la Bourse de New-York : mardi, au lendemain du séisme qui a fait 117 morts à Washington, la baisse des prix du pétrole avait entraîné un repli sensible des cours, mais, à l'annonce d'une guerre des prix entre producteurs du brut, avec des conséquences catastrophiques pour le système bancaire, le marché a repris le dessus, estimant que le prix du pétrole brut serait, en définitive, bénéfique pour les banques.

Pur ailleurs, les milieux financiers ont accueilli avec faveur l'annonce d'une augmentation de 4,5 % du salaire des fonctionnaires fédéraux, un bon point de détail de 0,2 % seulement au total de l'année et un abaissement de 0,50 % du taux de base des banques.

Parmi les plus favorisés, re-

	Cours 18 fév.	Cours 25 fév.
Alcoa	32 1/4	34 1/2
A.T.T.	67 3/4	68 3/8
Boeing	35 1/2	36 5/8
Chase Man. Bank	49	48 1/4
De Post de New	39 3/4	40 1/8
Eastman Kodak	86 7/8	88 3/4
Exxon	29 3/8	29 3/4
Ford	40 5/8	39 3/8
General Electric	101 1/4	106 1/2
General Foods	59 1/8	59 1/2
General Motors	61 3/4	61 1/2
Goodyear	30	31 3/8
I.B.M.	96 3/8	100 1/4
J.T.T.	31 1/4	32 3/8
Mobil Oil	27 3/8	27 1/8
Pfizer	70 1/2	70 1/2
Schlumberger	43 3/4	42 1/4
Tesco	52	52
U.A.L. Inc.	34 1/8	34 1/8
Union Carbide	59	60 5/8
U.S. Steel	22 3/8	22 3/8
Westinghouse	44 5/8	47 7/8
Xerox Corp.	58	59

LONDRES

Déprimé

La baisse du prix du pétrole et celle de la livre sterling, au plus bas depuis cinq ans par rapport au dollar, ont déprimé la Bourse de Londres cette semaine. Tous les secteurs, sauf valeurs pétrolières, ont été plus affectés. Quant aux valeurs d'or, elles ont même fléchi un fin de semaine, en raison de la chute des cours du métal.

Les données des ventes hebdomadaires du Financial Times ont révélé de 646,5 à 639,2 et celui des mines d'or de 706,5 à 625,7.

	Cours 18 fév.	Cours 25 fév.
Beecham	358	368
Bovril	183	195
Brit. Petroleum	322	302
Clarex	241	230
Courtauld	87	87
De Beers (*)	7,85	7,40
Dunlop	46	46
Free State Gold	56	48 1/2
Glanco	720	720
Gr. Univ. Stores	545	545
Imp. Chemical	384	378
Shell	444	444
Unilever	780	785
Vickers	121	118
War Loan	34 1/8	33 5/8

(*) En dollars

FRANCFORT

Nouvelle

La perspective d'une reprise de l'économie plus précoce que prévue, une baisse des prix de provenance des États-Unis ont provoqué une avance des cours à leur niveau le plus élevé depuis trois ans.

	Cours 18 fév.	Cours 25 fév.
A.E.G.	29	38,50
B.A.S.F.	128,30	128,30
Bayer	124,80	126,50
Commerzbank	131,50	132
Deutschebank	170	170
Hoechst	136,30	136,30
Karstadt	203,80	223,50
Managman	147,70	156,50
Siemens	274	278,50
Volkswagen	175,50	176

TOKYO

Irrégulier

Le marché a montré irrégulier, la semaine précédente, une semaine après l'annonce d'une baisse du prix du pétrole, puis un vif redressement, en liaison avec la baisse de Wall Street, et, enfin, des ventes bénéficiaires à la veille du week-end.

L'indice de Jones a perdu 1,75 yen à 8 046,58 yen. L'indice général a gagné 1,55 point à 589,15.

	Cours 18 fév.	Cours 25 fév.
Abit	435	428
Bridgestone	467	464
Canon	1 180	1 140
Fuji Bank	500	500
Honda Motor	934	794
Mitsubishi Electric	1 140	1 180
Mitsubishi Heavy	219	216
Sony Corp.	3 160	3 150
Toyota Motors	980	984

(*) Ex-droit.

Banques, assurances sociétés d'investissement

Localball Immobilier annonce pour 1982 un résultat financier de 122,6 millions de francs en hausse de 13,7 %.

Pour la période sous revue, les engagements nouveaux de la société ont augmenté de 50 % à 187 millions de francs. Le dividende global au majoré de 34,05 F contre 30,40 F.

L'U.C.B. a dégagé un bénéfice net consolidé de 111 millions de francs en 1982, en augmentation de 25 % sur celui de 1981, mais un peu inférieur à celui de 1979 et 1979, en raison d'une dépréciation de 27 % de la dividende global au majoré de 15 F, les actionnaires ne devant recevoir qu'un dividende global de 15 F.

L'U.C.B. et Localball ont fait un bénéfice net consolidé de 98 millions de francs (8 %). Le dividende global est de 15 F.

Les comptes provisoires de la société PENARROYA se traduisent, en 1982, par une perte de 388 millions de francs, après 205 millions de francs en 1981, et de provision, contre un profit de 26 millions de francs en 1981.

Au niveau du groupe, en raison, notamment, du niveau très déprimé des cours des principales valeurs, notamment le zinc, la perte totale passe de 58 millions de francs en 1981 à 470 millions de francs en 1982.

	25 fév.	Diff.
Banq. d'Équipement	199	+ 11 (1)
B.C.T.	151,30	inch.
Credit	270	+ 10
Chargem	199,90	+ 9,40
Banque (Cl)	309	+ 2
C.F.P.	424	+ 4
C.F.P.	219	+ 6
Ernst & Young	389	+ 11
Hélin (La)	340	+ 5
Imm. P. Monceau	199	+ 1
Localball	240	+ 3
Londres	510	+ 12
Midi	708	+ 30
O.F.P. (Omn. Fin.)	689	+ 36 (2)
Paribas	392	+ 18
Préfabri	640	+ 6
Réville	525	+ 18
Schneider	96	+ 9
U.C.B.	164	+ 17

(1) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(2) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(3) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(4) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(5) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(6) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(7) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(8) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(9) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(10) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(11) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(12) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(13) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(14) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(15) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(16) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(17) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(18) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(19) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(20) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(21) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(22) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(23) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(24) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(25) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(26) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(27) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(28) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(29) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(30) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(31) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(32) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(33) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(34) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(35) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(36) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(37) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(38) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(39) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(40) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(41) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(42) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(43) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(44) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(45) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(46) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(47) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(48) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(49) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(50) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(51) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(52) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(53) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(54) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(55) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(56) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(57) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(58) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(59) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(60) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(61) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(62) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(63) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(64) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(65) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(66) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(67) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(68) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(69) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(70) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(71) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(72) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(73) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(74) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(75) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(76) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(77) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(78) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(79) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(80) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(81) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(82) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(83) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(84) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(85) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(86) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(87) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(88) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(89) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(90) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(91) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(92) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(93) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(94) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(95) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(96) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(97) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(98) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(99) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(100) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(101) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(102) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(103) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(104) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(105) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(106) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(107) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(108) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(109) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(110) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(111) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(112) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(113) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(114) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(115) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(116) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(117) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(118) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(119) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(120) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(121) Compte tenu d'un droit de 17 F.

(122) Compte

Le Monde

UN OBJECTIF POUR M. RALITE

Mieux maîtriser les dépenses de santé dans les hôpitaux

L'hôpital français est un train de naitre à l'économie. Par cette formule, M. Jack Ralite a résumé le des « journées d'économie hospitalière » qui ont eu lieu au ministère de la Santé les jeudi 24 et vendredi 25 février, réunissant plusieurs centaines d'administrateurs d'hôpitaux, de médecins, de travailleurs sociaux et d'industriels.

Le ministre a souligné que « la mise en place progressive des dépenses de santé doit partir du 1^{er} janvier 1983 » donnerait « une dimension nouvelle à la vie hospitalière ». Ce système permettrait d'affiner la répartition des malades, leur admission, les équipes adaptées à leur cas, d'harmoniser, par le département d'information médicale qui gère un dossier médical unique, pour chaque malade (quel que soit l'état de son traitement), le développement de l'information médicale et celui de l'information de gestion.

D'autre part, a rappelé le ministre de la Santé, la réforme de la planification hospitalière est prochainement soumise au Parlement, réforme qui « rendra nécessaire l'élaboration d'un plan de schémas directeurs plurisectoriels dans les régions ». Les directeurs d'hôpitaux devront fournir, pour chaque achat d'équipement, des schémas comportant le détail des frais

de fonctionnement qui leur sont liés. Cette optique nouvelle repose sur l'idée selon laquelle « nous n'avons pas une vision exclusive de l'exclusivité financière de la gestion du système de santé ». « Mais nous n'en avons pas moins », souligne M. Ralite, « la maîtrise des dépenses de santé répond d'abord à un souci de solidarité », orientation dont témoignera, dès le 1^{er} janvier 1983, le passage à la « dotation globale ». Avant l'été, a encore noté M. Ralite, les hôpitaux devront avoir lieu, dans chaque hôpital, le propos du budget global. Les dépenses devront, en outre, tenir annuellement des réunions consacrées aux principaux aspects de la gestion hospitalière et de la reconquête du marché intérieur.

Enfin, a souligné le ministre, une meilleure maîtrise des dépenses suppose un développement des modalités d'alternance à l'hôpital : « En psychiatrie, nous sommes en train d'étudier avec les médecins des affaires sociales, des critères incitatifs aux traitements ambulatoires. Des alternatives à l'hôpital sont encouragées en pédiatrie, en cancérologie, en gériatrie et en rhumatologie », a indiqué M. Ralite.

CLAIRE BRISSET.

L'animateur du « Feuilleton du Coral » a été écroulé

Quarante-huit heures après la mise en liberté de M. Claude Sigala, animateur du Coral, M. Jean Lapeyre, animateur du Comité d'action prison-justice (C.A.P.J.), directeur de la publication du Feuilleton du Coral, a été placé sous mandat de dépôt, le 25 février. La décision, anachronique à cette date, a été prise par le juge d'instruction, selon elle, pour « la justice entend bien déstabiliser toutes les organisations et personnes qui œuvrent à déceler l'opinion publique sur le véritable rôle pédagogique des lieux de détention et l'innocence des inculpés du Coral ».

Agé de cinquante ans, M. Lapeyre est secrétaire du cabinet de M. Claude Sigala, animateur du Coral. M. Sigala, dans l'affaire du Coral, il a été placé sous mandat de dépôt par M. Jean Lapeyre, premier juge d'instruction à Paris, le 10 février, à la prison de la Santé. M. Lapeyre avait été inculpé, le 10 février, de violation du secret de l'instruction en tant que directeur de la publication du Feuilleton du Coral ou la mise du secret en raison d'une lettre adressée à M. Michel Salzman, juge d'instruction, il écrivait notamment : « Le juge Michel et le juge Lapeyre ont été inculpés. Pour moi, c'est pire : vous vivez votre propre assassinat. » (Le Monde du 12 février). Selon M. Auerbacher, elle-même inculpée pour avoir divulgué des pièces du dossier, M. Lapeyre, qui avait été placé sous contrôle judiciaire, avait pour obligation de cesser toute activité professionnelle ou salariale, conformément à la loi de 1975 sur les modalités du contrôle judiciaire.

Quatre « Grand-Jurys R.T.L. - le Monde »

Quatre « Grand-Jurys R.T.L. - le Monde » exceptionnels ont été organisés les 18, 19, 20 et 21 février pendant la semaine précédente. Les premiers ont été organisés par les municipalités, les autres par les directions nationales et principales formations politiques.

Dirigés par Jacques Chapus, R.T.L. et André « le Monde », les quatre jurys se dérouleront en participation avec les quinze grands quotidiens régionaux. Les thèmes de l'ordre suivant : 1^{er} mars : M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste.

Mercredi 2 : M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F.

Jeudi 3 : M. Jacques Chirac, président du R.P.R.

Vendredi 4 : M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste.

Le numéro du « Monde » daté 24 février 1983 a été tiré à 494 146 exemplaires.

A B C D F G H

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Une compagnie charter est autorisée à desservir la Réunion

Une compagnie privée française de transport aérien à la demande, Point Air, basée à Mulhouse, vient d'obtenir l'autorisation d'assurer des vols à destination de l'île de la Réunion, au départ de Bâle-Mulhouse. Point Air est la première compagnie à assurer la métropole d'Air France entre la métropole (en dépit de la concurrence des compagnies étrangères, R.F.A., Suisse) des clientèles qui, jusque-là, s'adressaient à des compagnies étrangères. Le transporteur mulhousien ne dessert donc pas de trafic au détriment d'Air France mais apporte, au contraire, un supplément de trafic au sein de la compagnie. L'administration a pu constater les avantages de ce trafic de Point Air pour le développement touristique de l'île.

Toute l'île n'étant pas pourvue de vols réguliers, Point Air, qui voit imposer des conditions d'exploitation assez draconiennes, l'autorisation n'est, d'abord, valable qu'à titre expérimental et pour un vol par semaine. Ensuite, les D.C.-8 de Point Air transportent, dès le début, au moins 50 % d'étrangers, 70 % au total de la semaine. Enfin, la compagnie ne voit interdire de commercialiser des billets qui ne soient pas assortis de séjours en place. Le non-respect de l'une de ces clauses entraînerait, pour Point Air, le retrait immédiat de son habilitation. Libéralisation, certes, mais sous surveillance... — J. S.

LES CONFLITS DE L'AUTOMOBILE

Des appels à la négociation

La fin de semaine a été agitée aux usines Renault d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et à Flins (Yvelines). M. Jean Lapeyre, animateur du Comité d'action prison-justice (C.A.P.J.), directeur de la publication du Feuilleton du Coral, a été placé sous mandat de dépôt, le 25 février. La décision, anachronique à cette date, a été prise par le juge d'instruction, selon elle, pour « la justice entend bien déstabiliser toutes les organisations et personnes qui œuvrent à déceler l'opinion publique sur le véritable rôle pédagogique des lieux de détention et l'innocence des inculpés du Coral ».

Une baisse des prix du pétrole présente pour la France « de grands avantages à condition qu'elle ne soit pas trop forte ni brutale, car elle risquerait de déstabiliser les échanges économiques internationaux », a déclaré M. Hervé, ministre délégué chargé de l'énergie le 25 février à Lille. Pour le ministre, le prix du pétrole « ne peut, en termes, qu'augmenter : c'est en conformité avec la loi économique ». La baisse de l'énergie ne doit donc, en aucun cas, être durable.

M. Hervé a fait cette déclaration alors que les ministres des transports et de l'énergie se réunissent à Paris pour discuter de la réduction des prix du pétrole. Une baisse des prix du pétrole présente pour la France « de grands avantages à condition qu'elle ne soit pas trop forte ni brutale, car elle risquerait de déstabiliser les échanges économiques internationaux », a déclaré M. Hervé, ministre délégué chargé de l'énergie le 25 février à Lille. Pour le ministre, le prix du pétrole « ne peut, en termes, qu'augmenter : c'est en conformité avec la loi économique ». La baisse de l'énergie ne doit donc, en aucun cas, être durable.

Au niveau national, les ministres de l'Automobile, de l'Énergie et des Transports ont décidé de provoquer des déclarations. Pour M. André Sainjon, secrétaire gé-

DÉMENTANT LES AFFIRMATIONS AMÉRICAINES

Le GATT juge régulières les ventes de farine de la Communauté

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Les exportations de farine de la Communauté en cours des dernières années ont été effectuées conformément aux règles du GATT. Les reproches formulés par les États-Unis à l'égard de la Communauté ne sont pas fondés. Tel est l'avis que vient de donner l'Instance d'arbitrage constituée au sein du GATT à la demande des États-Unis. L'avis, pour ceux-ci, est un succès. Plus cuisant que l'exemple qu'ils ont le plus souvent eu avant, pour critiquer la politique de subventions agricoles à l'exportation pratiquée par la C.E.E. et justifier leur propre offensive commerciale aux dépens des agriculteurs américains, c'est précisément celui de la farine.

Le GATT considère que la Communauté ne s'est pas soumise, grâce à ses subventions, une « part inéquitable » du marché mondial de la farine. Le cas des dix-sept marchés cités en exemple par les États-Unis a

été examiné : nulle part, les experts n'ont constaté de déplacement de la C.E.E. et au détriment des États-Unis. En outre, rien ne démontre, selon l'Instance en question, que les subventions pratiquées par la C.E.E. aient provoqué une chute anormale des cours mondiaux.

Ce sera bientôt au tour des États-Unis de faire l'objet des investigations du GATT, puisque la Communauté a porté devant cette institution le cas récent de l'exportation à bas prix par les Américains de 1 million de tonnes de farine d'Égypte. La première phase de la procédure, qui prévoit des consultations, c'est-à-dire la confrontation des thèses des deux parties dans l'idée de parvenir éventuellement à une conciliation, aura lieu le 2 mars. En cas d'échec, probable, de ces consultations, la Communauté devrait logiquement demander à son tour la constitution d'une Instance d'arbitrage. — Ph. L.

Le Brésil obtient un réajustement de sa dette extérieure et un prêt de 4,4 milliards de dollars

Le Brésil a obtenu le 25 février de la part de diverses banques commerciales internationales un prêt de 4,4 milliards de dollars ainsi qu'un réajustement de sa dette extérieure de 1,5 milliard de dollars. Le F.M.I., pour sa part, pourrait accorder un prêt de 5,5 milliards de dollars (le 25 février). Enfin le Brésil a obtenu de banques centrales un crédit de 1,2 milliard de dollars et un financement d'urgence du gouvernement brésilien pouvant aller jusqu'à 1,5 milliard de dollars.

Enfin M. Carlos Langoni, gouverneur de la Banque centrale brésilienne, a annoncé vendredi 25 février que les U.S.A. pourraient verser un crédit supplémentaire à court terme de 400 millions de dollars, qui permettrait au Brésil de « tenir » pendant deux semaines en attendant le versement du prêt bancaire promis ce même vendredi. Le département du Trésor américain a démenti cette dernière information.

Le Brésil a une dette extérieure importante, évaluée officiellement à 84 milliards de dollars. Le montage des crédits annoncé, après des négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

En Espagne, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, la qualification égale, percevaient davantage que les homologues de l'administration centrale. Ces mesures sont destinées à corriger certains abus de la part de ces organismes. Les négociations difficiles, et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

TRECA Venez essayer le CAD

CAD, le sommier à télécommande électrique ne demande aucun effort pour faire monter ou descendre les deux extrémités du lit, ensemble ou séparément.

EXPOSITIONS ET DÉMONSTRATIONS

37 Av. de la République - PARIS 11

Métro Parmentier - Parking assuré

CAPELOU DISTRIBUTEUR

Tél. 357.46.35



DIMANCHE 27 FÉVRIER

ENQUETE

Ceux que la prison a « révélés »

(Suite de la première page.)

José Jamet, lui, « comprend ce qui lui est arrivé ». A trente ans, il semble, un papillon de nuit aveuglé par la lumière. Il hurte les meubles de l'appartement qu'il vient de retrouver après dix années d'absence. La voix faible, les yeux malhabiles, il a l'air d'un mal à réapprendre à vivre, d'un occupé son nouvel espace, si vaste... Il a voulu, dit-il, comprendre la prison qui l'a entraîné. Avec quelques amis, le lendemain de mai 68 - il n'avait pas vingt ans - il a décidé, pour se procurer l'argent, d'attaquer une banque. Condamné pour tentative d'assassinat, il a six premières années de prison - assommé - par une incarcération. Le désir de comprendre va le sauver. Il s'inscrit par correspondance à l'université de psychologie à l'université de Paris-VII. Rétrospectivement, il juge « dingues » ses camarades de l'époque : « Il est normal que la société se défende », commente-t-il.

Excès d'introspection

Dans un désir d'activité intellectuelle, de connaissance, il a choisi, beaucoup, une voie difficile, parfois dangereuse : la lecture de psychologie, les prises par les détenus, l'introspection, parfois au point qu'elles peuvent engendrer un excès d'introspection. Simone Paget, qui dirige l'enseignement supérieur à la prison de Fleury-Mérogis, les dénonce fortement : elle leur préfère l'histoire, qu'elle, dit-elle, « permet aux prisonniers de sortir d'eux-mêmes ».

Serge Livrozet a profité ses neuf années d'enfermement pour réaliser un dictionnaire de l'adjectif. Armé d'un dictionnaire de difficultés de la langue française et d'une grammaire, il a appris à écrire. C'est lui la prison que son premier manuscrit : *De la prison à la révolte* (4).

La révolte, elle, est le refus exclusif de la prise de conscience, puis la parole, de Roger Knobelspiess, trente-cinq ans. Aujourd'hui, il est célèbre, d'une notoriété qu'il a plus anxieuse qu'apaisée, il cesse sur le qui-vive, comme si tous ceux qu'il dit l'abandonner cessaient de le harceler, il avoue une lettre initiale viscérale pour l'écriture, « qui fait rêver ou domestique ». Mais, au cours des dix-sept années d'un emprisonnement qu'il estime injustifié, il a voulu « révolte » et prit la plume pour lutter contre les quartiers à haute sécurité (Q.H.S.), la triste mémoire.

Révolte contre les conditions d'incarcération ou contre la machine judiciaire où l'on a été pris : la contestation, particulièrement depuis les grands mouvements au sein des prisons des années 70, a toujours joué un rôle important dans l'activité intellectuelle des détenus. Comme s'opposait à quelque chose, il

quelqu'un, constituait dans un milieu de survie de l'esprit.

Preuve en est, par exemple, l'action des « détenus-monteurs » de la prison de Saint-Maur (Indre). Ils ont fait de longues peines, qui, après avoir été taillées par le Q.H.S. aujourd'hui fermées, sont devenues le fer de lance de la lutte pour l'accès à la culture et à l'enseignement pour le plus grand nombre de détenus.

Cours d'alphabétisation, préparation B.E.P.C., bibliothèque scolaire, club de télévision, ciné-club, cycles de conférences données par le sociologue Edgar Morin, les historiens François Foret et André Burguière et d'autres... le tissu de leur activité est impressionnant. Mais le tissu de la contestation. Dans le *Graoullet*, journal interne à la prison qu'ils éditent eux-mêmes, l'administration pénitentiaire est l'ennemi. Avec elle, les relations ne s'analysent qu'en victoires ou en défaites.

Avec cette attitude de la revendication socio-culturelle apparaît d'ailleurs un phénomène nouveau que décrit, lui en s'en félicitant, un des sous-directeurs de la centrale : « Le cadavre des truands, comme le *jeu des Marseillais* ou celui des Lyonnais, a tendance à céder la place au jeu des intellectuels ». Le prestige du savoir l'emporterait-il sur le mythe du grand criminel ?

L'aboutissement de ces activités, c'est l'écriture. La galaxie Gutenberg renvoie un rayon derrière les hauts murs. Détrônée à l'extérieur par la télévision, le téléphone, la correspondance épistolaire prend en prison des proportions « feuilletonnesques » chez les détenus, qui, pour la plupart, n'éprouvent au départ que répugnance pour ce mode de communication qu'ils ne maîtrisent qu'avec peine.

« Vous n'avez pas le choix »

Cette écriture a trouvé son expression dans de longues confessions qui déculpabilisent au des cris de révolte. Cela a suffi généralement pour donner naissance à de véritables œuvres littéraires. A de très rares exceptions près, comme Jean Genet, Albertine Sarrazin ou Alphonse Sarrasin (5). Ce dernier, qui vient de publier son dixième roman, peut dire : « Une prison, un hôpital, de merveilleux révélateurs pour un écrivain. En taule, vous n'avez pas le choix. Ou bien ce sont les amitiés particulières, ou ça même l'écriture, la vie de Jean Genet. Ou bien, ce sont les histoires. Moi, j'ai essayé de les écrire. Avant, j'étais pas fou d'écrire une lettre. En prison, j'ai acquis une culture. » Mais pour les autres, l'écriture est fondamentalement un thérapeutique qui se décolle d'un certain volontarisme, cause d'une rigidité perceptible de la pensée, d'une tension.

Pour la minorité motivée, en effet, la prison peut représenter bien plus que

possibilité de faire des études ou de nier l'expression écrite. En prison, qui a écrit Pascal et il a critiqué du « divertissement ». Serge Livrozet explique qu'après « la prison sociale qui l'empêche de réfléchir » il a découvert « la prison où tu n'es jamais aussi libre de créer, car ton esprit n'est pas sollicité par tout ce que t'offre la société ».

Robert, quarante ans, lui, n'a séjourné que quelques semaines en maison d'arrêt. Mais il y a découvert la liberté : « J'étais libre de penser ce que je voulais et de le penser longuement sans être interrompu par le quotidien. Très vite, j'ai eu envie d'être seul dans ma cellule. J'ai acheté du papier à lettres et je me suis mis à écrire des choses auxquelles je réfléchissais. » S'il fallait absolument

nommer les autres, c'est l'expérience nouvelle, car Robert traitait « comme un boulet », une « inaptitude complète à écrire ». Expérience extraordinaire pour quelqu'un qui, « coïncé avec la femme, les enfants, le travail, les amis », est « broyé par la vie quotidienne », incapable de prendre le temps de réfléchir. Il ne lui est resté que des regrets, car les jours qu'il aurait fallu faire pour, de l'extérieur, « noter les jours des jours », les pensées pour renouveler cette extraordinaire impression de lucidité, il ne les a pas faites.

Ceux qui « profitent » de la plus ou moins minorité dans la prison (6) - les intellectuels emprisonnés.

Jean-Paul Gédé, journaliste à *Libération*, est l'un d'eux. Il a fait une prison en 1981-1982 parce que la police avait trouvé du haschich dans son appar-

tement. « Etre intellectuel en prison, dit-il, ça donne des longueurs d'avance sur les autres détenus pour supporter la solitude. On dispose brusquement de beaucoup de temps et on l'organise librement, en fonction, principalement, de l'activité intellectuelle. » Dans sa cellule, qu'il préfère à la promenade du matin, il prend des dossiers de presse, se prend la passion pour la presse d'Europe 1 ou R.T.L.-le Monde qu'auparavant il trouvait parfaitement ennuyeuse : il arrive à prévoir des phrases qu'il a entendues dans des hommes politiques. « On écoute beaucoup, on juge tout seul. »

« On est complètement disponible »

Surtout, il va lire comme jamais il ne l'a fait auparavant, car, dit-il, « on est complètement disponible pour des choses qu'on n'aurait pas eu le temps d'aborder ». C'est ainsi qu'il dévore le *jeu des Marseillais* de Belle et Seigneur, d'Albert Cohen, et les 750 pages des *Mémoires intimes* de Georges Simenon : « J'emmagasine, je rattrape le retard accumulé. »

La correspondance occupe une bonne partie de son temps : « Je n'ai pas écrit de lettres ma vie, mais en prison, ça développe un autre mode de communication avec les amis, plus profond, plus direct. On discute

par écrit des sujets qu'on n'aurait jamais abordés autrement. » Rattrapant une activité épistolaire, c'est cette réflexion : il arrive qu'on lui demande conseil, comme si son statut de prisonnier lui conférait une nouvelle sagesse. En six mois, il aura gagné une plus grande lucidité sur certaines questions, il peut-être une nostalgie. « En prison, conclut-il, la seule chose disponible, c'est l'intelligence. Et, à l'extérieur, une telle activité intellectuelle serait impossible, car on ne peut s'imposer une aussi forte discipline de travail. »

Ce retour à la solitude, la réflexion, qui offre comme un condensé de la vie, est évoqué par certains écrivains. Dans le *Pavillon du cancéreux*, Soljenitsyne écrit : « Tu devrais savoir où tu es, prendre sur le plan spirituel le rôle du mal dans la vie humaine : il n'y a pas de meilleur endroit pour le faire qu'en prison. » Et dans une vision chrétienne, l'auteur d'*Une journée d'Ivan Denisovitch* (7) semble plaider pour la durée de l'incarcération : « Seules les années interminables, sans interruption, peuvent faire mûrir la véritable expérience de la prison. »

C'est à son retour de Sibérie que Dostoevsky reçoit la révélation - fortement marquée aussi par l'idée chrétienne de rédemption par l'épreuve - de son génie littéraire : « Ces années-là étaient arrivées à avoir une véritable signification en soi. On pourrait mieux apprendre plus les gens qu'ici et y avait-il un meilleur endroit pour réfléchir au solitaire ? »

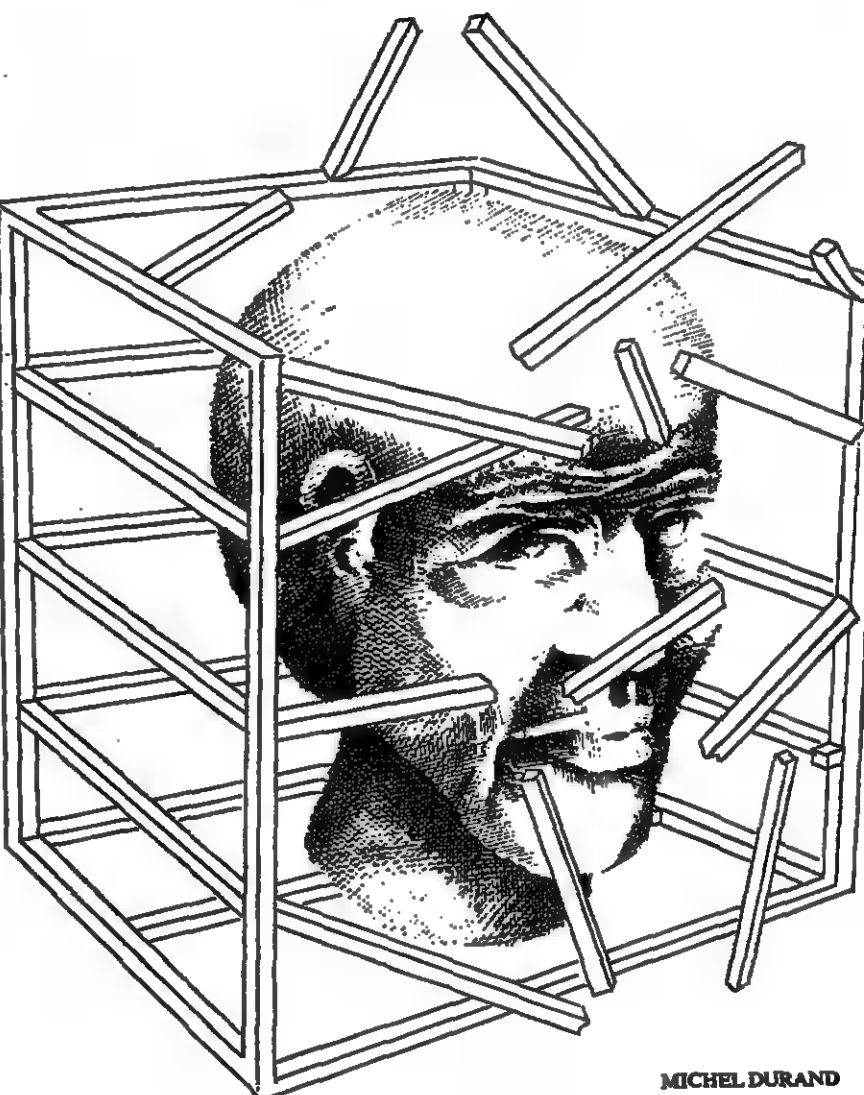
La littérature, la prison devient parfois un mythe où se révèlent les questions fondamentales de l'existence, comme pour l'*Étranger* de Camus, ou le personnage de la nouvelle de Sartre, le *Mur*. La condition de prisonnier devient prétexte à la peinture de la condition humaine.

Mais « chance » d'accès à la vie intellectuelle qu'ont pu saisir une minorité de détenus est-elle, pour autant, synonyme de réinsertion ? Leur a-t-elle permis de reprendre une vie « normale » ? La sortie de prison ? Elle ne le prouve. Il ne suffit pas, d'abord, d'acquiescer des diplômes, une culture, pour trouver automatiquement un emploi, des ressources suffisantes.

Et le développement des capacités intellectuelles n'est pas toujours une protection contre le retour à la délinquance. Aux États-Unis, Jack Henry Abbot, trente-sept ans, condamné pour meurtre, devient écrivain grâce à l'amitié du romancier Norman Mailer : le récit de sa vie de prisonnier fut même un best-seller. A la fin de 1981, Norman Mailer obtint la libération conditionnelle : « Pour sauver le talent de cet homme », il était « partisan de prendre un pari hasardeux sur une partie de la société ». Le pari fut perdu : Jack Henry Abbot commit un nouveau meurtre quelques semaines après sa libération.

PATRICK BENQUET.

- (4) *Mercurio de France*, 1973.
(5) Alphonse Sarrasin, a passé cinq ans en prison pour cambriolages, suivis de ans à l'Alphonse Sarrasin, huit ans en prison pour vol (après son séjour en maison d'arrêt) ; Jean Genet, condamné à diverses reprises pour vol et homosexualité, n'a été libéré qu'en 1948, à la suite d'une campagne d'opinion en sa faveur.
(6) En 1981, 10,4 % des détenus étaient comme illettrés, 77,4 % à niveau d'instruction primaire et 12,2 % de niveau supérieur.
(7) *Le camp de la mort*.



MICHEL DURAND

CROQUIS

Sans histoire

Cela fait du bruit. Oui, cela fait du bruit. Les vibrations. Jusqu'aux vibrations qui tressaillent dans le buffet de maman. Les querelles d'Ernest qu'il raccroche quatre ou cinq fois par jour. Le canari hystérique. Les fleurs qui se débattent dans une que les autres. On ne s'y habitude pas. Toutes les deux minutes, c'est un tremblement de terre.

J'ai vingt-huit ans. Je suis commis chez l'épicerie du coin. Je ne sais pas nager. Je ne suis pas mort. Les fleurs perdent, ça m'a un peu de la tristesse de l'harmonie.

Mes fenêtres donnent juste à la hauteur des rails du métro. Les jours où il pleut, les voyageurs ont le nez collé sur mes vitres. Je les regarde. Comme ils ont très chaud. Ils ressemblent à des poissons rouges. Et je leur fais des grimaces pour être méchant. Un jour, j'ai sorti ma canne à pêche pour leur

montrer, mais ils n'ont pas compris. Ils ont dit : « Ah, ça va. »

Tous les soirs, pour me distraire, je lis le journal. Je suis sûr de me distraire. Je suis sûr de me distraire. Je suis sûr de me distraire.

Hier, je me suis fait cuire une grosse omelette. C'était très bon. Comme il faisait un peu chaud, j'ai bu un verre de vin. J'ai bu un verre de vin. J'ai bu un verre de vin.

JEAN-LUC COATALEM.

Fumée

Edmond fait partie de la dynamique familiale des anciens amis de la traction électrique (A.A.A.T.V.), qui, nostalgiques d'un « train à vapeur », ont

celui qui fument. C'était quelque chose, mécanicien en ce temps-là, à mi-chemin entre l'enfer et la félicité. Celle de sentir vibrer sous ses pieds l'animal au souffle puissant, docile, réclamant sans cesse sa pitance d'ébène.

Il en a connu les trajets, longs ou courts, des gares, grandes ou petites, toujours sympathiques, où le train s'arrêtait pour souffler un peu. Puis les serpents cotonneux reprenaient leur course pressée au-dessus des voies. Encore une pellette... La machine qui broie du noir, du noir... Pas lui. Pas le temps. Les horaires, toujours les horaires.

Chez lui, dans sa cave, au milieu des lambeaux qu'il collectionne (et qu'il regarde), et des centaines de revues brochantes de la Vie du rail, il a installé un réseau très compliqué où le train à vapeur côtoie la T.G.V. Pas de racisme chez les cheminots, même ceux qui ont été avant les cheminots.

C'est dimanche. Edmond se rend au jardin botanique. Se dirige vers un hangar d'où s'échappe un rail qui s'écarte. Entend un bruit avant d'enfourcher un modèle réduit à vapeur (l'autre-voix deviné ?), qui, sifflant en tête, prend la direc-

tion de la petite gare en bois et s'arrête. Les cheminots s'arrêtent émerveillés. Attention au départ ! A califourchon sur les deux rails, sous le regard attentif du père et de maman, et celui, étonné, des cygnes et autres passants de l'autre rive.

Après un tour complet du circuit, le train s'arrête à l'heure. En voyant s'arrêter le train, il se tient immobile. Lorsqu'on s'approche de l'arrêt, il a l'impression d'avoir vécu à 100 l'heure, il répond, les yeux pleins de malice : « Croyez-moi, le train, c'est ça ! »

CLAUDE GISSLEBRECHT.

L'anniversaire

« Happy birthday, mon cœur... » Le stewart a prononcé ces mots en servant son deuxième thé au lait à ma voisine gauche. C'est une anglaise anglaïse - bleu à écusson, gris à

pointe de la queue, le teint pâle, les yeux pour qui le soleil reste un agrément rare à l'existence.

Elle est bien installée sur son siège, les jambes jointes, les mains posées sur ses genoux. Elle a l'air d'être à l'aise, elle a l'air d'être à l'aise, elle a l'air d'être à l'aise.

Après un tour complet du circuit, le train s'arrête à l'heure. En voyant s'arrêter le train, il se tient immobile. Lorsqu'on s'approche de l'arrêt, il a l'impression d'avoir vécu à 100 l'heure, il répond, les yeux pleins de malice : « Croyez-moi, le train, c'est ça ! »

Elle a l'air d'être à l'aise, elle a l'air d'être à l'aise, elle a l'air d'être à l'aise. Elle a l'air d'être à l'aise, elle a l'air d'être à l'aise, elle a l'air d'être à l'aise.

Presque aussitôt, un d'air vaciller, puis s'effondrer la fragile alignement papier cartonné. La voisine ne s'est pas levée.

BERNARD POIRETTE.

REPORTAGE

Le rêve des mineurs de Largentière

Au fond de l'Ardèche, neuf mois de grève avec occupation contre la fermeture d'une mine d'argent épuisée. Un conflit oublié dans un bourg qui meurt...

L'air triomphe lugubre, le soir, Jacky Brun, leader C.G.T. des mineurs de Largentière (Ardèche). « Nos propositions pour la réouverture de la mine font leur chemin, camarades. » Et d'ajouter, presque ému : « La victoire est proche. » Tous les soirs, sur les ondes de Radio-Mineurs en lutte, se déverse, mécanique et bétonnée, cette foi insoutenable dans la victoire finale. Depuis huit mois, chaque soir un peu plus irrésistible. Tragique.

Huit mois à se répéter : « Du minerai, il y en a », en souhaitant si fort y croire que la mine n'est plus qu'un rêve à se faire un peu. A se fermer les yeux à ces maudits chiffres de rentabilité dérisoires auxquels se soumettent la Penarroja, concessionnaire de la mine, filiale à 59 % du groupe Imetal. A se boucher les oreilles à la sentence du ministre de l'Industrie, Jean-Pierre Chevènement, concluant à l'épuisement des réserves économiquement exploitables du gisement. A faire machinalement

de croire que cette « table ronde » tant exigée annonce la réouverture, alors que patron et gouvernement cherchent qu'à dévaler le permis d'industrialiser.

Hé quoi ? Quitter cette cité souterraine, les 940 kilomètres de galeries de la mine de plomb argentifère qu'ils font parcourir, tremblant de nostalgie, par vingt ans durant réceptacles de tant de peine, de haine, d'amour ?

Ce lamento pour une mine qui meurt, grand classique de la geste ouvrière des pays noirs, ils l'ont tant chanté que leur voix, aujourd'hui, s'est brisée.

Mille fois répétées, hymnes, slogans, sommations des banderoles perdus, aussitôt qu'entonnés, dans les ruelles moyenâgeuses de Largentière, dans le tragique silence ardèche. Certes, la ville doit son nom à la mine, la seule en France d'ait soit trait d'argent à l'ouest. Mais c'est si loin. Improbablement exploitée par les Romains, hypothétiquement par les Sarrazins, la mine, au Moyen Age, fut l'objet de rivalités entre le comte de Toulouse et l'évêque de Viviers. Fermée durant plusieurs siècles, elle ne rouvrit que quelques années au alentours de 1870. La Penarroja, en 1952, y entreprend ses premiers travaux pour rouvrir en 1964.

Boueuse, mal aérée, la mine voit défilier les ouvriers, dans la sélection des 100 stoches qui supporteront ses implacables conditions. Une population isolée : quelques maisons de pays, mais surtout ces cohortes corvées, au petit bonheur des fermes. Certains ont déjà vécu la fermeture des mines du fer ou des houillères de Lorraine. Dès le début, ils savent que la durée d'exploitation, sans nouvelles découvertes, n'excède pas une quinzaine d'années.

Dix-huit ans, en fait. Dix-huit ans de rapports sociaux tendus. Deux conflits, en 1970 et 1975, se soldent par des victoires de la C.G.T. Et puis, en 1979, alors que plus personne n'y pensait, Penarroja, expliquant que le filon s'épuise, commence à parler de fermeture. A en parler sans en parler. Car la société est peu loquace. En vingt ans, par exemple, pas une fois elle n'a informé le conseil municipal de Largentière du déroulement des travaux. Et,

en mai 1981, Penarroja son intention irrévocable de fermer la mine à la fin 1982 : à la baisse de teneur des minerais, s'ajoute une chute des cours des métaux.

Pas un débrayage de soutien

Émotion. Ils ont été les mineurs licenciés ? Ils ont acheté l'Ardèche des pavillons à crédit. Cinq, dix ans, les séparent de la retraite. Reprendre la route, une fois ? Mais les mines ferment ! Une expertise de l'École des mines de Paris, exigée par la C.G.T., elle admet qu'il y a 3,7 millions de tonnes de minerai, en conclut néanmoins la non-rentabilité de l'exploitation. Une seconde expertise effectuée par une agence proche de la C.G.T., intégrant le coût social de la fermeture, conclut le contraire.

N'empêche. Penarroja tient bon, épuisée par le ministre. Et une grève de la mine, chance, avec occupation, le 1^{er} juin 1982. Désespérée : difficultés économiques aidant, pas un débrayage de soutien n'est organisé par la C.G.T. dans les autres mines de la Penarroja. Un comité central d'entreprise n'est consacré à Largentière. Et la C.G.T. du sous-sol se contente plutôt de la remorque du mouvement.

L'effort, surtout, est fait : d'une centaine (sur quatre cents employés) au début, en mai, aujourd'hui qu'une trentaine de grévistes, dans quinze véritables acités.

Sous son estime l'histoire de la Penarroja, qui a vu des démissionnaires de « primes au départ » dégrader le temps, il est impossible de ne pas voir que des « bavures » des grévistes ont contribué à leur isolement. Ainsi, au début de l'automne, ils se procurent, et lisent à la radio, des documents confidentiels rédigés par la direction et portant appréciation sur les « performances » de la mine, l'année dernière. Tel contremaître apprend ainsi que sa direction le considère comme un « indiscipliné ». Tels autres que leurs rapports avec les mineurs sont, en haut lieu, jugés trop bons, ou trop mauvais.

Seules ressources autres que les fonds de secours versés notamment par le biais de la C.G.T., les grévistes perçoivent, depuis juin, un « salaire » d'environ 2 500 francs par mois. A quoi s'ajoute, pour les plus actifs, une « prime » de quelques centaines de

francs auto-octroyée, qui n'a certainement pas contribué à détendre l'atmosphère dans le groupe.

« En dépit de ces effectifs importants, le syndicat n'est pas trop léger pour une grève si dure », analyse un sympathisant.

En huit mois, les mineurs sont restés sur leur grève. Jacky Brun, leader, Raoul l'ex-délégué mineur, élu par les camarades pour assurer la sécurité, et qui arpente encore chaque jour les galeries désertes, choquant sa mine, le tenant prêt à redémarrer du jour au lendemain. André, l'enfant du pays, ont vécu ensemble du matin au soir. Entre la « cantine de lutte » et la radio, installée dans des locaux impropres à 40 mètres d'altitude, au sommet de la tour d'extraction, qui diffuse vingt fois par jour l'hymne composé pour eux par un sympathisant ; l'occupation des péages et l'organisation de galas de soutien avec Francesca Sollevo, ils se sont, presque confortablement, installés dans la grève.

De situation de crise, le conflit est devenu un état normal, il a les limites agréables, se légitimant un peu plus chaque jour, et dont les objectifs, l'environnement, s'estompent à mesure que sa durée même interdit tout retour en arrière. Dans un état quasi hypnotique, le groupe n'a plus d'autre but que la fuite en avant. « La situation me rappelle la fin mai 68, se souvient un sympathisant, quand nous étions à planait encore et que pourtant le coup de massue des élections était proche. »

Une sorte de léthargie

Aggravant cette impression d'irréversibilité, le bluff de l'occupation du fond. « Nous saluons avec émotion nos camarades du fond », au micro de Radio-Mineurs, les grévistes ne manquent pas une occasion de rendre hommage à ceux d'entre eux qui se relaient, par -180 mètres, depuis octobre, pour occuper le fond de la mine. « Un enthousiasme fantastique, explique Alain. Parfois, les copains en reviennent tellement qu'ils ne peuvent plus remonter ! »

Seulement voilà : le téléphone est en panne, les messages basard, et le journaliste de passage ne peut pas communiquer avec le fond. Descent-

dre ? D'accord, mais pas dans le quartier occupé. Trop dangereux. Demain peut-être. Le lendemain, hélas ! : « Nous n'avons pas le temps de le faire descendre. » L'équipe est relayée chaque matin à l'aube, impossible d'attendre à la relève. Qui occupe en ce moment ? Heu... Les questions trop précises désarçonnent. Même si l'on n'en comprend que trop les raisons, ce bluff ne contribue pas à clarifier les choses.

La ville de Largentière, elle, attend la fermeture dans une sorte de léthargie. Les mineurs, qui habitent en majorité des cités ou des lotissements périphériques, ne se sont jamais vraiment intégrés à la vie de ce gros bourg somnolent. Un seul d'entre eux siège au conseil municipal alors que la mine, seule industrie de la région, avant la décision de fermeture, faisait vivre directement près de 1 500 personnes, sur les 650 que compte Largentière.

Au milieu de ces pierres centennaires, les trois lettres rouges de la C.G.T. effraient. Une « entente corporative » des commerçants, constituée afin de soutenir le combat, après un départ en fliche, s'est peu à peu désagrégée. Point de tradition de lutte ici ni de culture minière, hormis quelques lampes du mineur passé qui s'empoussièrent dans les greniers. Point de traités de la mine pour secourir comme au tocsin à la sirène qu'annoncent les grévistes des qu'il « se passe quelque chose » sur le carreau.

A une heure de route en lacets de la vallée du Rhône, sans gare de voyageurs bien sûr, peu priés des touristes auxquels, en dehors de son magnifique centre-ville, il n'a pas grand-chose à offrir, le bourg était déjà mortel quand la mine s'y est installée, lui apportant un « ballon d'oxygène », comme dit le maire André Montali, les défilantes des autres activités. L'ancien rural, le fermier de la banlieue, la décadence du marché du mardi matin - « dans le temps, il remontaient jusqu'à l'église, aujourd'hui il n'y a plus que trois pigeons qui se battent en duel », dit le cafetier, - vont apparaître dans toute leur cruauté.

Les miracles ne sont pas éternels, et M. le maire n'aime pas signer les pétitions. Désormais régnant, Largentière attend tranquillement la mort.

DANIEL SCHNEIDER.

Comment « vieillir autrement » ?

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, la réalisation d'un film a mobilisé des milliers de personnes, mineurs, paysans, syndicalistes, retraités ou lycéens pour une réflexion sur le vieillissement... sur la vie elle-même.

Et si la vieillesse n'existe pas ? Et si au contraire on considérait que l'enfant qui naît aujourd'hui a au moins deux mille ans d'âge ? Que ce n'est pas à soixante ou soixante-cinq ans que l'on devient vieux ? Et si le conflit des générations n'était qu'une escroquerie issue d'univers productivistes ? De toutes ces interrogations, une loi-loi baptisée Vieillir autrement (1) a décidé de tirer un film « pour donner d'une autre parole aux générations et pour créer une autre espace ». Le titre du film, XUEIV (anagramme de vieux), est déjà tout un programme...

Vieillir autrement n'est qu'un collectif regroupant une trentaine d'associations, de syndicats, d'organismes régionaux ou nationaux (2). A l'origine l'initiative, on trouve l'action opéraire des Petits Frères des pauvres,

une association d'aide aux personnes âgées fortement implantée dans le Nord ; Yves Louage, un de ses responsables régionaux, est devenu le président du Vieillir autrement.

« Parce que la région est ouvrière, nous sommes confrontés à des gens qui, à la fin de leur vie, sont très abîmés, explique-t-il. Plutôt que de limiter l'action à un repli, nous avons voulu saisir le problème du vieillissement à la base et dénoncer ce que nous appelons une « déshumanisation de l'âge ». Nous voulons passer de la sensibilité à la conscience, nous voulons faire passer la sensibilité, mais les associations ne nous ont pas fait passer par ce moyen d'expression qui est le cinéma ; aussi nous par de faire un long métrage avec une gageure. Nous l'avons tenu puisque XUEIV sera fin février-début mars.

En fait, par la façon dont Patrick Brunie avait approché le milieu urbain dans la ville de Lille, sorti en 1979, les Petits Frères décident de prendre contact avec le réalisateur. De cette rencontre, fin 1980, naît un projet qui mobilise la région plusieurs centaines de personnes. Car les Petits Frères s'aperçoivent qu'ils ne sont pas les seuls à se poser la question : « Comment vieillir autrement ? », mais qu'une seule réponse s'impose : « Il faut vivre autrement. » Leur projet devient l'affaire de beaucoup de monde. Le collectif prend forme, l'un sur place et l'autre à Paris, pour élargir le cercle des adhésions.

Pendant plus d'un an, il s'est agi d'intéresser les gens à leur demander de venir aider à financer le projet sans contrepartie ni d'autre regard », explique Martine Hugot, qui a rendu visite à la plupart des associations, des maisons de retraite et des entreprises du Nord.

Et le film fait son chemin. Des enseignants travaillent avec leurs élèves sur le thème du vieillissement : « On fait des dessins sur les vieux et on en a parlé plusieurs fois en classe », se souvient Stéphanie (onze ans), qui a joué ensuite dans XUEIV : les animateurs abordent le sujet avec des adolescents, y compris des loubards ; des syndicalistes touchent les militants ouvriers ; des bénévoles enquêtent du rôle des hôpitaux psychiatriques et des maisons de re-

traite, en discutent avec des jeunes de famille...

Patrick Brunie, de son côté, rend visite à des mineurs, des paysans, des retraités, des écoliers, couples ou personnes seules, auxquels il propose un texte dans le film le rôle qu'ils assument dans la vie quotidienne : « On se reverra dans un an », lançait-il, pensant déjà au tournage.

Deux millions de producteurs

Car l'objectif de Vieillir autrement, au-delà de ce « rassemblement des consciences », est de produire un film, un vrai, avec des comédiens de la région et deux vedettes (Rufus et Brigitte Fossey). Cela coûte cher, mais le budget de XUEIV (2 millions de francs, lancement compris) ne représente que la moitié du prix d'un téléfilm.

Les apports des milliers de collectifs ou les dons des particuliers ne suffisent qu'à un peu plus de 10 %. L'essentiel vient des subventions, notamment du ministère de la culture (3) et de l'association publique régionale (400 000 francs chacun). Toutefois l'association, par contrat, n'est seule productrice et détentrice des droits de suite de XUEIV. « Indirectement, ce sont donc plus de deux millions de personnes qui ont produit le film », dit Patrick Brunie.

« XUEIV montre l'inégalité face au vieillir, poursuit-il. Le film est entré dans le Nord parce qu'il n'est pas indifférent de savoir qu'on y est en moyenne cinq ans de moins qu'en Provence. Mais il n'est pas un film régionaliste ni d'ailleurs un reportage, une fiction ou un film didactique. Il ressemble plutôt à un mosaïque. »

Brunie, qui a écrit le scénario en collaboration avec un ami, Alain Aurenche, s'est mis lui-même au scénario : dans le film, un jeune joue le rôle d'un réalisateur allant à la rencontre d'un sujet. Ce procédé du « film dans le film » a permis de collationner les morceaux de la mosaïque en mélangeant les générations. On voit dans XUEIV des « vieux », comme Simone (soixante-neuf ans), qui raconte sa vie d'ouvrière du textile : « Patrick m'a fait faire. Il m'a fait rire et pleurer en me montrant ces souvenirs », - l'histoire la parole aux enfants qui

travaillent à l'hospice d'un hospice : « Les enfants étaient sublimes et adoucis, se souvient Patrick Brunie. A l'hospice, ils vivaient sur les lits et couraient dans les couloirs. Leur présence dans ce lieu fait un facteur de subversion permanente. »

Les souvenirs de Roger (soixante-dix ans) font pendant à la reconstruction de son mariage pendant les grèves de 1936, en décor et costumes d'époque, avec Rufus dans le rôle du marié. La danse, le mime, la poésie enfin, sont dans le spectacle complet qui équilibre le discours « militant » apporté par les récits d'ouvriers, et l'imaginaire.

XUEIV a été tourné dans une ancienne usine de tissage, Filpo, rachetée par la municipalité de Tourcoing pour en faire un éco-musée, et prête pour les besoins du film. Le réalisateur Michel Vandecastel en a fait une sorte de ville réaliste en chamarrée. « Le film a été un plaisir pour moi que le lieu et les objets qui le composent sont ceux de l'habitat », commente Patrick Brunie. Des objets et des situations symbolisant les activités de la région : le chalutier (pour les pêcheurs) posé sur un gigantesque camion sur fond de ciel bleu a ravi une classe d'élèves psychotiques amenés sur le plateau par leurs éducateurs.

Mais plus encore que du décor le plaisir venait de la conquête d'un local si vaste par une foule improvisée : pendant les deux mois du tournage (du 16 mai au 10 juillet 1982), les portes de l'usine sont restées ouvertes. On apprendait par la bouche-à-oreille qu'il se tournait un film à Filpo, on venait en-curiexer et on se retrouvait figurant ou accessoiriste !

Une vie rêvée

Beaucoup de gens ont rejoint à ce moment-là l'équipe de Vieillir autrement. « N'importe qui pouvait prendre le train en marche, parce que personne ne tenait à exploiter son expérience ou à s'approprier le travail », explique Martine Hugot. La plupart découvraient les contraintes d'un tournage ; Brunie ne les ménageait pas, mais le rythme épique qu'il imprimait à tout son monde était compensé par un esprit communau-

taire, et un sens de la fête. « Une vie sans tabous, sans vie rêvée », se souvient André (dix-sept ans), qui avait rejoint le lycée pour Filpo.

André assistait, avec des dizaines d'autres, le 23 octobre dernier, à la première assemblée générale du collectif depuis le tournage. Le montage du film n'était pas encore achevé et Brunie était le seul à savoir ce qu'il restait des dizaines d'heures de pellicules tournées. XUEIV est un « film d'auteur » mais de bout en bout avec une éthique collective. Comme l'expliquait Yves Louage, « l'initiative n'a de sens que si elle va à la rencontre du plus grand nombre. Autrement dit, il faut que notre film dépasse le cercle des salles de cinéma et soit projeté dans les écoles, les universités, les maisons de retraite... » L'assemblée générale était précisément destinée à organiser une « diffusion accompagnée » (XUEIV par ses commissions (publicité, animation-débat, presse...) regroupant tous ceux qui ont fait le film.

Presque deux ans après le lancement du projet, alors que le plus gros avait été fait, l'enthousiasme n'était pas éteint. Pour tous, l'aventure de XUEIV est devenue leur. Comme l'explique André (soixante-dix ans, ouvrier imprimeur à la retraite), « la plupart des retraités sont incapables de prendre leur vie en main. Mais les raisons se trouvent bien avant. Le stade de la vieillesse. Ceux qui ont vécu le film ont montré qu'ils pouvaient sortir de l'ornière. Vieillir autrement, ça devrait être vieillir ensemble ». Et Martine Hugot d'ajouter : « Le dénominateur commun des gens qui ont participé à XUEIV, c'était leur volonté d'avancer d'un pas par rapport à leur quotidien. »

DANIEL GARCIA.

(1) Vieillir autrement, 24, rue Jean-Moulin, 59000 Lille, tél. (20) 55-18-68.
(2) Notamment : Appui aux vivants, Confédération syndicale du cadre de vie, C.F.D.T., Conseil départemental des parents d'élèves F.C.P.E., Planning familial, Union régionale des institutions et organismes privés sociaux et sociaux (U.R.I.O.P.S.S.), les Amis de la terre ; Syndicat de la médecine générale ; la Caf des champs, Maréchaux (associations régionales).
(3) Six autres ministères ont apporté leur concours au projet, notamment le ministère du travail et celui de la solidarité nationale.

DEMAIN

ORGANIQUE Des viscères pour les laitues

En « compostant » tous leurs déchets (du sang aux bouses), les abattoirs de Castres vont produire du terreau pour les maraichers. Un moyen de réduire la pollution, et, sans doute, de faire des bénéfices...

ICI, du terreau importé de Hollande ; là, du compost fabriqué à Castres, à partir des déchets des abattoirs. Dans un bureau de la mairie de Castres (Tarn), Jean-Yves Plat montre du doigt une petite machine noire soigneusement disposée dans un bac en plastique, près de dossiers et d'une balance de précision. Il lui donne pour un bureau de la mairie. « Notre compost est conservé au sous-sol, alors que le produit importé a déjà durci : on ne peut le faire mieux que les Hollandais ! » Jean-Yves Plat travaille pour l'ADAP-Tarn, association 1901 présidée par la ville de Castres. Ces petites machines noires qu'il tâte, pèse,

analyse, sentent si bon le champignon qu'on a du mal à croire qu'elles proviennent de la transformation industrielle de déchets de mouton, de sang de bœuf et de bouse de vache. Et pourtant...

Le Tarn n'a pas échappé aux grands maux de l'économie agricole qui ont entraîné la disparition des petits élevages de mouton et de vache. La ferme au profit des grands abattoirs modernes gérés par des groupes qui contrôlent le processus de la viande dans un département où la région ne pratique l'import-export. En 1977, Castres s'est doté d'une installation ultra-moderne capable de produire 15 000 tonnes de viande par an — contre 4 000 tonnes pour les anciens abattoirs. Abattage, manutention, découpage, tri, stockage, ont été « rationalisés » pour améliorer la productivité, l'hygiène et les conditions de travail.

On n'a pas pu éliminer les déchets. La société exploitante se débrouillait tant bien que mal. Les déchets passaient par une station de prétraitement, certains déchets étaient récupérés puis acheminés par camions vers un fabricant d'engrais à Mazamet, à 16 kilomètres de là. Le reste, notamment le sang inutilisé, était simplement déversé dans la rivière voisine, l'Agout. Les conditions de transport étaient telles qu'un des camions fut un beau jour intercepté par les forces de l'ordre et incriminé à l'abattoir.

Bref, en augmentant la production de viande, on avait aussi multiplié la quantité de déchets, et les solutions improvisées ne suffisaient plus. Les nuisances (odeurs, contamination de la rivière et de la nappe phréatique) devenaient intolérables. Or l'Agout est déjà une des rivières les plus polluées de France, et un de ses affluents, le Thoré, alimentait le lac d'Europe en la matière.

On tenta alors de réutiliser les déchets. Certains résidus furent facilement transformés : les os et les sabots de bœuf servirent à fabriquer des peignes et divers souvenirs ; les os, de la gélatine et des collas ; les soies de porc et les queues de bovins, des pinces. Le sang, entre autres, la composition de nombreux produits : des cosmétiques (l'agro-alimentaire, en passant par le « collage »

des vins ou les adjuvants pour le béton (1). Mais la ville ne veut pas se contenter de ne valoriser qu'une partie des déchets et ne souhaite pas traiter avec plusieurs acheteurs différents, chacun par un produit différent. Elle cherche une solution globale.

Les odeurs des « technologies douces »

En 1979, elle confia à un bureau d'études spécialisé qui essaie de promouvoir les « technologies douces », Hydro M, une étude sur le compostage. Le premier test a lieu sur le site des abattoirs. Tous les résidus, mélangés à des rafles de maïs, sont mis en meules à l'air libre : au bout de trois mois, on obtient un compost rustique de bonne qualité. L'installation permet également de produire du méthane pour chauffer une partie de l'eau consommée par les abattoirs.

Mais le Comité d'expansion économique du Tarn, qui suit l'affaire, pense qu'il faut aller plus loin : « Nous avons pensé que si le système était reproductible on pouvait l'industrialiser localement et créer quelques emplois », indique François Benoit-Cattin, son secrétaire général. En effet, dans le projet de départ, le compost était traité quatre ou cinq mois en plein air sur le site avant d'être transportable. Il faut donc disposer d'espace pour les meules, être, comme aux abattoirs de Castres, éloigné d'une agglomération en raison des odeurs.

D'autre part, le produit devait être utilisable en priorité par les maraichers et les horticulteurs, plutôt que par les agriculteurs, afin de ne pas entraver une entreprise locale d'engrais. Pour cela, il faut concasser et affiner le compost, ce qui augmente son prix de revient.

Les promoteurs du projet créent alors l'ADAP-Tarn (Association pour le développement et l'aménagement des produits et techniques de la biomasse) (2) pour mettre au point un système de compostage en cuves closes (digesteurs). Cette association regroupe des collectivités locales (les villes de Castres et d'Albi, la commune rurale de Durfort et le département du Tarn), le Comité d'expansion économique, les profession-

nals de l'industrie, de l'agriculture, et un organisme de recherche, l'Institut national polytechnique de Toulouse. Le réalisateur sera un jeune ingénieur agro-alimentaire, Jean-Yves Plat. Originaire de Castres, il a récemment obtenu un titre de docteur sur... le compostage à l'échelle de la ville. Le projet lui permet de revenir au pays : sa candidature est tout de suite retenue.

Il faut ensuite trouver un industriel. L'association a trouvé une entreprise spécialisée dans la fabrication de machines pour l'industrie de la pierre et les briqueteries, Bernat-Saulières. Cette P.M.I. familiale affronte depuis quelques années une situation difficile : un envasement de la pierre et une partie de centaine de salariés. La proposition arrive à point nommé. Bernat-Saulières fabriquera les digesteurs sous licence de l'association, qui demeure maître d'œuvre du projet. Un « pilote » expérimental de 200 litres donne des résultats positifs. Une véritable usine à compost sera installée sur le site des abattoirs dans deux jours-ci.

Le processus sera le rassembler dans une grande trémie tous les déchets récupérés dans les abattoirs (sang, matières stercoraires, fumiers, produits de la station de prétraitement), avec des rafles de maïs et de la sciure. Ce mélange est envoyé par un tapis roulant dans un broyeur à trois axes horizontaux superposés, d'une capacité de 1 à 7 mètres cubes chacune. Parvenu au bas du système, il est renvoyé par une vis sans fin dans une deuxième série de cuves puis une troisième. Le mélange, malaxé par intermittence, est enrichi en oxygène afin d'accélérer la fermentation.

Stocké par l'utilisateur

Au bout de trois jours, le cycle est terminé. D'après les responsables de l'ADAP-Tarn le produit qui sort de la dernière cuve est biologiquement stable, inodore et homogène. Il peut être manipulé et stocké chez l'utilisateur, sans aucune précaution particulière. Au bout de deux ou trois mois, on obtient un substrat de rempotage ou un terreau à l'aspect d'excellente qualité.

Le système est modulable : chaque commanditaire peut fixer le nombre de cuves en fonction de ses besoins. L'installation de Castres — sept cuves — fournira 1 500 tonnes de compost par an, au coût de 350 francs la tonne. Le projet, évalué à 3,5 millions de francs, est financé par la ville de Castres, l'Anvar (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) (3), l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, l'établissement public régional de Midi-Pyrénées, l'agence de l'Adour-Garonne et le conseil général du Tarn.

La quantité de compost produit sera très importante à l'échelle nationale. Mais si de telles opérations se mul-

tipliaient, l'impact économique ne serait pas négligeable. En 1982, la France a dû importer de Hollande 150 000 tonnes de terreau pour le maraichage et l'horticulture. Coût : 90 millions de francs. Des chiffres qui risquent fort d'augmenter : si aujourd'hui les utilisateurs fabriquent eux-mêmes du terreau nécessaire, l'augmentation des coûts de main-d'œuvre les pousse à se tourner vers les produits industriels importés.

A Castres, maraichers et horticulteurs, consultés, le début afin que le produit soit conforme à leurs besoins, montrent satisfaits. « Nous sommes habitués au compost, déclare l'un d'entre eux. Nous pensons obtenir l'équivalent de ce que nous obtenions obligés d'importer. Cela nous permettra d'acheter français, et même tarnais ! » Pour l'entreprise qui fabrique les digesteurs, ce contrat est une aubaine. « Ce n'est pas un prototype de plus, comme nous faisons de temps en temps à la demande, mais un système opérationnel, que nous pouvons fabriquer en petites séries », explique Gérard Bernat, son directeur. C'est un pari, mais ce n'est pas les jours qu'une P.M.I. a une chance de se diversifier. Présenté à Genève en janvier, lors de l'exposition City Planning Equipment, le procédé intéresse déjà de nombreuses collectivités locales, en France et à l'étranger. D'autre part, la ville d'Albi pour étudier un système de traitement simultané de déchets d'abattoirs et de déchets d'épuration.

Les élus locaux, de leur côté, ne sont pas moins fiers. « Ce système nous permet de régler le problème des déchets des abattoirs sans créer une dizaine d'emplois », explique Raymond Vergnaud, adjoint au maire de Castres. Pour eux, c'est une collaboration exemplaire entre une collectivité locale et l'industrie privée. « Nous commercialiser le système : Notre rôle est de promouvoir des initiatives, de résoudre les problèmes d'environnement et d'emploi, mais pas de transformer en commis voyageur d'un industriel. »

La ville envisage de créer une société ou un groupement d'intérêt public avec l'entreprise locale et d'autres partenaires. A Castres, comme ailleurs, la vague écologiste qui a vu des individus astucieux mais dépourvus de moyens porter seuls des projets « alternatifs » a permis de faire passer des idées. Certaines collectivités locales les ont reprises au vol pour régler économiquement des problèmes d'environnement. Récupération ? Compromis nécessaire ? En tout cas, un signe des temps.

RICHARD CLAVAUD.

- (1) Voir « Du sang dans le béton », le Monde Dimanche du 26 octobre 1981.
(2) ADAP-Tarn : Hôtel de ville, 81000 Castres Cedex ; tél. (63) 59-62-63.
(3) Voir « Que finance l'Anvar ? », le Monde Dimanche du 2 janvier 1983.

ANNIE BATLE

A SUIVRE

Le nouveau Far-West des services

Aux États-Unis, la vitesse économique, c'est tout dire : les télégrammes d'urgence, les consultants en tout genre, en plomberie, en électricité, en réparation des strip-teaseuses, le domicile, les organisateurs de mariages, les gestionnaires immobiliers, la disposition des petites entreprises, des formateurs à toutes les gymnastiques du jogging au body building. C'est une explosion de créativité que décrit longuement François de Witt dans l'Expansion n° 208.

* L'Expansion, 67, rue de Wagram, 75842 Paris. Tél. : (1) 763-12-11.

Ferme à poissons flottante

Afin de prouver aux Suédois l'intérêt de l'aquaculture, la firme Ewos, filiale du groupe Alfa-Laval, vient de mettre au point une ferme à poissons flottante capable de produire 150 tonnes de poisson par an en engageant seulement deux travailleurs.

Il s'agit d'une cage octogonale en acier et disposant de plusieurs systèmes d'ancrage. Elle peut changer d'emplacement en fonction des conditions aquatiques. La cage, d'un diamètre de 50 mètres, comporte un pont extérieur, d'où partent, vers l'intérieur, des pontons (comme les rayons d'une roue). Les poissons sont

élevés dans des cages en filet attachées aux pontons.

* Bio - la Lettre des biotechnologies, 8, Place-Bruno, 95000 Cergy.

Laser éclair

Les chercheurs ont mis au point un laser à fibre ne mesurant que trente centimètres, c'est-à-dire dix millions de fois plus petit qu'un laser à gaz.

Quant à V. P. de leurs physiciens, explique que ce nouveau type d'impulsion lumineuse serait particulièrement utile pour mesurer le déplacement des électrons au sein des solides et des liquides. « En trente femto-secondes, une impulsion lumineuse parcourt tout juste le tiers de l'épaisseur d'une cheveu. »

* L'Expansion du Reader's Digest, 212, bd Saint-Germain, 75007 Paris.

BOITE A OUTILS

La robotique et l'emploi

Dernier, dans l'usine, la robotique, est le titre d'un rapport publié par la Fédération Française ouvrière (F.O.). Il examine le premier volet d'un processus de développement des nouvelles techniques. Qu'est-ce que la robotique ? Produits, typologie et usage des robots industriels, les rôles des robots dans le monde, acteurs de la robotique, conséquences sociales, sont les questions successivement abordées. Pour faciliter la compréhension des problèmes, le dossier est présenté sous forme d'une suite de schémas au sein d'une entreprise japonaise de l'industrie automobile où la

robotique vient de commencer l'introduction de la robotique.

F.O. demande que l'installation des robots dans les usines soit précédée d'un accord-cadre interprofessionnel. La centrale syndicale, la défense et le développement de l'emploi passent par une croissance économique (reposent sur un vaste programme d'aide aux pays non industrialisés) et par une politique de formation répondant aux nouveaux besoins. On trouve une analyse du rapport dans l'Expansion n° 49.

* F.O., 198, avenue du Maine, 75013 Paris, tél. : (1) 562.12.35.

Robots en Suède

Après avoir fait le tour des applications industrielles de la robotique au Japon et en Grande-Bretagne, Sciences et Techniques examine la situation en Suède. E. Bellanger et M. Durand, du service scientifique de l'ambassade de France à Stockholm, traitent notamment de la recherche et du développement pour l'automatisation des procédés de production continue, des problèmes que posent les utilisateurs industriels de robots et de systèmes de conception assistée par ordinateur, et de ceux liés à la production des robots par les constructeurs suédois.

* Sciences et Techniques, 19, rue Blanche, 75009 Paris, tél. : (1) 874.83.56.

Le Japon en chiffres

Le Japon Yearbook présente toutes les informations statistiques de base sur ce pays. Territoires, population, économie, culture, sciences et techniques du Japon (100 pages). Légendes en japonais et en anglais.

* World data, B.P. 68, 77001 Meaux Cedex 02.

NUMÉRO MARS

Le Monde DE L'ÉDUCATION

EXCLUSIF
Enfin le point

RÉUSSIR LE BAC

LES RESULTATS PARIS PROVINCE PUBLIC PRIVÉ

47 LYCÉES PARISIENS AU MICROSCOPE

Collège: la réforme Legrand

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F

Attente, ambiguïté.

Deux métiers en scène du petit écran et du grand, au point en commun, peut-être, qu'une manière « spirale » de mettre en images la réalité, de jouer avec le temps. Maurice Fallois, l'un des chefs de file de ce qu'on a appelé « l'écriture par l'image », révèle aujourd'hui une nouvelle esthétique de la fiction, avec coup sur coup, le *Jardinier rêvant* (diffusé le 24 février), et, cette semaine, *Sur un même billet* (le 1 mars) : trame mordante, suspense, fable « tourmente ». L'autre, géant du cinéma, mythique vivant, Orson Welles sera l'invité de la « Cinémathèque » après la projection de *La Splendeur des Amberson*, film tourné en 1942. Imaginez, quelle soirée ! Sur FR3, Anne Gaillard traite d'un sujet difficile, dans la magazine « Vendredi » : la transsexualité.

« L'oreille en coin », quinze ans de clins d'œil

Le bureau de Jean Garretto, cinquième étage de la maison de France-Inter, n'est plus une ruche bourdonnante d'idées et de projets où chacun venait apporter le meilleur de soi-même. C'était du temps que l'« O.T.R.F. », créée en avril 1968 par France-Inter - premier gag : elle s'arrêtait un plus tard pour reprendre qu'après les événements - est devenue, en 1972, « L'oreille en coin ».

M. Jacques Saliebert, qui venait d'être nommé directeur de la régie de la radio française, voulait un nouveau titre, T.S.F. ou France-Inter d'annexer le troisième « l'année » : « T.S.F. 68 », « T.S.F. 69 », etc. « On ne pouvait pas dire, dit Jean Garretto. Ce qui nous intéressait, Pierre et moi, c'était la radio. Ce qui nous a pas empêchés de griffonner vingt feuilles de papier blanc de « L'oreille en coin ».

Jean Garretto regrette l'époque où les portes de son bureau s'ouvraient sur des battants de saloon. L'époque, où, dit-il, « les équipes venaient travailler, les uns de l'argent ».

Un « L'oreille en coin » dans son bureau, ne nant guère en place dans son bureau, fumant cigarette sur cigarette, répondant à toutes les questions de chaleur et sensibilité, le producteur et réalisateur de « L'oreille en coin » rigole en évoquant la création de cette émission, qui fêtera, en avril prochain, son quinzième anniversaire.

Avec Pierre, explique-t-il, il produisait déjà, depuis dix ans, des rythmes hebdomadaires. Un nouveau patron alors arrivé (M. Guy Bégue, devenu sous-directeur de la production à la direction de l'O.T.R.F.), qui n'a pas dit plus de six mois, mais qui a tenu, dès sa prise de fonctions, à changer quelque chose... Il a proposé de couvrir le week-end. Du jamais entendu à la radio. Un truc comme onze heures d'émissions, peu rognées aujourd'hui, étalées sur deux jours, le samedi et le dimanche (1). Pierre et moi, c'était très bien ; alors, on a formulé des exigences, persuadés qu'elles seraient acceptées : disposer d'équipes techniques à la production, la diffusion, bénéficier d'un budget hebdomadaire global géré par l'administration. On a tout obtenu... »

Ce n'était pas un hasard, c'était un pari : face aux radios périphériques « pousse-disques », l'expression de Jean Garretto, France-Inter voulait innover. L'équipe

« donc conçue une radio très « élaborée » - le samedi revenait à la production, c'est-à-dire complètement enregistrée (sauf pour la tranche du dimanche matin), montée, mixée. Un produit fini, le plus impeccable possible. Avec une difficulté supplémentaire : « On s'était imposé, dit-il, de changer le contenu des trois tranches horaires deux fois par semaine ».

Cette « L'oreille en coin » a respecté les horaires et les tranches. L'équipe n'a pas hésité, par exemple, à guillotiner « Avance », n'aie pas peur », consacré, en particulier, aux demandes d'emploi, en cette émission dont le titre résume à lui seul quinze ans de clins d'œil, « J.J.M.S. » (« Jeune, jolie, mais seule »), réservée, avec humour et tendresse, aux demoiselles au mal d'époux. Les fleurons de « L'oreille en coin », remplacés aujourd'hui, le samedi après-midi par l'émission d'un couple marié (ex. : deux personnes mariées qui n'habitent pas la même ville), ou le dimanche après-midi, par les lettres fantaisies d'un étranger à Paris.

« L'oreille en coin » - l'une des émissions-phares de France-Inter - perpétue le dimanche matin la tradition des chansonniers.

Mais, contrairement au vœu initial, la formule du dimanche matin n'a pas bougé depuis 1968. Randon de son bureau. Alors que les émissions des autres radios (à l'exception de celles, bien sûr, par la télévision), sont concurrencées par une foultitude de programmes (à l'exception de celles, bien sûr, par la télévision), sont confidentielles, plusieurs millions d'auditeurs écoutent en jubilation l'actualité, revue et corrigée par la talentueuse et caustique équipe de « L'oreille en coin », d'Herguez (Burgel, en passant par Mailhot. Une émission entièrement en direct, mais totalement « écrite » (sept chansons, quatre sketches, douze textes de « nouvelles »), excepté quelques petites phrases de liaison, ou des interventions « ping-pong », quand on a la forme.

Jean Garretto n'est pourtant opposé au direct, sauf pour une tranche du dimanche matin. C'est pourquoi il parle aujourd'hui de « semi-élaboré », à propos des émissions de « L'oreille en coin » et d'un n'est pas aussi « étalé » qu'il le voudrait, où l'on a travaillé du direct par ce que cela veut dire.

« On n'a plus le fric d'avant », dit-il. Pourquoi son bureau bourdonne moins, pourquoi certains de ses équipiers, contraints de « faire des pages » ailleurs pour vivre en francs constants, ne sont plus corps à corps avec la production de France-Inter.

L'enthousiasme des professionnels du dimanche matin n'en est pas vraiment entamé par la crise. On s'y efforce de pincer de rire, au détriment des débats politiques, des personnalités publiques, cela va de soi, mais sans méchanceté, avec le souci de ne pas diffamer, de ne pas s'attaquer à la vie privée, ni même à se moquer des hommes électoraux de candidats malheureux. Auto-censure ? Jean Garretto se pose lui-même la question, tout en se rassurant : « L'oreille en coin » n'a certes pas l'irrespect de *Canard enchaîné*, mais il n'est pas rare que des directeurs ou des chefs de cabinet fassent de tête et interrompent la présidence de Radio-France.

Aujourd'hui, M. Claude Delferre a remplacé M. Michel L'Herminier comme « tête de Turc » de l'équipe du dimanche matin ; et il arrive que des ministres comme M. Michel Jobert ou Louis Mermant prient « L'oreille en coin » de leur envoyer les cassettes qui les concernent. Mais, souligne Jean Garretto, « on a toujours veillé, Pierre, à l'équipe en moi, à laisser la rigueur de la gentillesse ».

Pierre, cité tout au long de la conversation par Jean Garretto, c'est, bien sûr, Pierre Codou, emporté par un cancer, le 4 décembre 1981, à l'âge de cinquante-quatre ans. Vingt-cinq ans de collaboration avec ces deux hommes de radio. « Nous étions complémentaires, nous nous reposions l'un sur l'autre, dit simplement Jean Garretto, nous nous sommes engueulés une seule fois en un quart de siècle, quand, moi, j'ai le même temps, j'ai divorcé deux fois... Un aboutissement professionnel : c'était d'être une équipe de double au tennis. Aujourd'hui, je joue au squash tout seul. »

MICHEL CASTAING.

(1) « L'oreille en coin » est diffusée sur France-Inter, le samedi de 10 h à 18 h (principaux animateurs : Jean Garretto, Claude Delferre et Agnès Gribes), le dimanche de 9 h 30 à 12 h (Maurice Herguez, Jacques Mailhot, Pierre Sala, Patrick Burgel et Agnès Gribes) et de 14 h à 17 h (Daniel Mermet, Paula Jacques, Emmanuel Des, Cathie David et Agnès Gribes), en alternance avec Marie-Odile Monodbour. La tranche du samedi après-midi doit disparaître au profit d'une émission publique, dans la nouvelle grille de France-Inter, dont la direction de la station a demandé la refonte à Jean Garretto.

les films

PAR JACQUES SICLIER

★ A VOIR,
★★ GRAND FILM

LUNDI 26 FÉVRIER

LA SPLENDEUR DES AMBERSON **

Film américain d'Orson Welles (1942). T. Holt, J. Cotton, A. ... M. ... D. Costello.

TF 1, 20 h 35 (105 mn).

Après le coup d'éclat de *Le citoyen Kane*, Orson Welles s'attaque à l'adaptation d'un roman de famille de Booth Tarkington, le *La Splendeur des Amberson*, d'un aristocrate du Michigan, à la fin du XIX^e siècle. Il n'y joue pas mais Tim Holt, dans le rôle du jeune George Amberson, orgueilleux, volontaire, méprisant l'industriel auquel un mariage va se remarier, est un personnage « velléité » par excellence. Les plans fixes, les plans-séquences, les plans d'appareil, le style baroque, celui de *Kane*, révolutionnent le montage, le film n'est pas l'œuvre qu'il est, et pourtant, il porte un griffe, une réflexion, un passé nostalgique, une formation de société, l'élégance du pouvoir et du mar, malgré Hollywood qui voulait voir le film du côté trop « étalé », mais n'ont pas, au générique final, la voix cithère d'Orson Welles. La splendeur des Amberson est en français...

LUNDI 27 FÉVRIER

FAUVE **

Film franco-belge de Jacques Brel (1973), avec J. Brel, G. Jabbour, V. Mucrot, D. Evonou, C. ...

TF 1, 14 h 5 (88 mn).

Vagabondage des rêves d'enfance d'un *Far West* mythique, pour transformer la réalité. Plus qu'un film, c'est une révélation des malheurs de la réalité. Il faut se laisser aller à la poésie de Brel, à son monde presque d'ailleurs, à sa tendresse et à la révolte contre un ordre étouffant.

MARDI 1^{er} MARS

GUERRE ET PAIX - TROISIÈME ÉPIQUE : BORODINO *

Film soviétique de Sergueï Bondartchouk (1962-1968), avec L. Savaliev, S. Bondartchouk, V. Tikhonov, S. ...

FR 3, 20 h 38 (80 mn)

A ce point de la frange inspirée par le roman de Tolstoï, les problèmes individuels des héros du drame collectif de la Russie de 1812, emmenés par Napoléon 1^{er} (on va rigoler sur l'interprétation de l'acteur soviétique qui joue Napoléon) et défendus par le général Soutoulov. La bataille de Borodino, énorme morceau de mise en scène à très grande figuration passera, évidemment, bien mieux qu'un autre.

JEUDI 3 MARS

INTRIGUE À SOEZ

Film de France Housh (1969), avec R. von Nuster, M. Tolo, E. Fajardo, P. Her... J. Jaques.

A 2, 15 h (80 mn).

Les deux équipes d'espion-forban

danger atomique est romancolique, ferait injure du Terrail, mais l'insigne n'appelle l'indifférence.

VENREDI 2 MARS

LA CHASSE AU LION A L'ARC *

Film français de Jean Rouch (1958-1965), avec T. Koro, M. Moussa, I. Moussa, Y. Koro, S. Harmedou.

A 2, 23 h 5 (78 mn).

L'inspiration ethnographique. Le rituel du lion, à la demande des Peuls dont les troupes sont déclinées. Réalité pendant cinq ans, au cours de sept séjours sur le terrain. Le film devient, pourtant, une œuvre africaine.

UN LION NOMMÉ L'AMÉRICAIN *

A 2, 0 h 25 (21 mn).

Le court métrage est la revanche tentée par les mêmes chasseurs auxquels le lion a échappé. Jean Rouch raconte la chasse à la course de mal 68. La fin est triste, mais vertueuse.

DIMANCHE 4 MARS

DOOS SUR CANAPÉ

Film français de Mera Casselotti (1981), avec J. ... M. Galebrou, M. Vlady, M. Menes, M. Perrin.

TF 1, 11 h 35 (105 mn 90 sn).

De bons comiques dans une fantaisie boulevardière, avec couple « fille dentiste, lui qui est chausson, chacun changeant de partenaire. C'est mal réalisé, la parodie l'homme ne fait pas rire.

Pas de film au cinéma de minute de FR 3, la cause des élections.

Les soirées de la semaine

	LUNDI 28	MARDI 1 ^{er}	MERCREDI 2	JEUDI 3	VENREDI 4	SAMEDI 5	DIMANCHE 6
TF 1	20 h 15 Film : La splendeur des Amberson, de O. Welles. 22 h 5 Orson Welles à la cinémathèque, de P.A. Boutang.	20 h 35 Théâtre : Point FI, d'Y. Jamiaque. 22 h 40 Ombre en la chemin de la liberté, de F. de L'Honnore, réal. E. Knevez.	20 h 28 Coupe d'Europe de football : Paris-Saint-Germain-Watford (sous réserve). 22 h 25 Les mercredis de l'information : laquais et prophètes.	20 h 35 Théâtre : Liberté, liberté, de A. Dhauville. 22 h 10 Document : Les pigeons talons : un continent perdu, de H. Knapp.	20 h 35 Variétés : Gala du MIDEM 83. 21 h 40 Série : Quelques hommes à bonne volonté, d'après J. Romain, réal. F. Villiers et M. Juhan. 22 h 35 Les grandes expositions : l'école de La Haye. Les peintres paysagistes du XIX ^e siècle.	20 h 35 Série : Dallas. 21 h 35 ... de M. Polac : peut mieux (les collègues). 22 h 50 Magazine : cinéma, de F. Mitterrand. Les jeunes filles au cinéma.	20 h 35 Film : Deux sur canapé, de ... Caroletti. 22 h Elections municipales.
A 2	20 h 35 Théâtre : Ombre, de J. Giraudoux, mise en scène par R. Rouleau.	20 h 35 Les ... de l'Armistice de juin 40 de Ph. Alfonsi et Pesnot. 21 h 45 Débat.	10 h 35 Théâtre : Sur ... de M. ... 22 h 10 Cinéma, cinéma.	20 h 35 Finale bleue : les codes secrets de la vie, de L. Broomehead. 21 h 40 Magazine : les confessions de rock. 23 h 10 Spécial coupe d'Europe de football.	20 h 35 Feuilletton : Capitaine X. 21 h 35 Apostrophes : Loin des élections, le roman dans l'histoire. 23 h ... (cycle Jean Rouch) : La chasse au lion à l'arc ; un lion nommé l'Américain.	20 h 35 ... : Champagne, autour de R. Charibois. 21 h 50 Série : Theodor Chander, d'après B. von Braun. 22 h 50 Athlétisme : championnat d'Europe.	20 h 35 Soirée élections municipales.
FR 3	20 h 15 Série : Le feu du désert, de J.-M. Charlier. 21 h 50 Magazine de la mer : Thalassa. Le sous-marin nucléaire Rubis. 22 h 35 Prélude à la nuit : Fauré, Bartok.	20 h 15 Film : Guerre et paix, (3 ^e partie), de M. ... 22 h 15 Prélude à la nuit.	20 h 35 Variétés : Calenda 3, de Guy Lux. 21 h 55 Dramatique : ... de G. Jorre. 22 h 50 Prélude à la nuit : Chopin.	20 h 35 Hommage à M. H. ... Notre bien cher Mily, de Ch. Waxton. 22 h 30 Prélude à la nuit : Schumann.	20 h 35 Magazine Vendredi : Etre transsexuel, un reportage d'Anne Gaillard. 21 h 35 Magazine : la photo : Flash 3. 22 h 40 Prélude à la nuit : ...	20 h 35 Tous ... : Nous ... plus aux champs, de P. Cavallias. De la campagne à la ville. 21 h 40 Série : Jackie ... 22 h 30 Muséum : Bartok.	19 h ... Soirée élections municipales. 23 h 15 Prélude à la nuit : Manuel de Falla.

TF 1 2

Le plan-séquence selon Failevic

★ LA NARRATION, FR 3, 21 h 55, mercredi
2 mars (52 minutes).

JEDI

11 h 18 Vision phas.
12 h HF [Info].
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 15 Objectif santé : Tumeur de la vessie.
14 h 15 rendez-vous du jeudi (C.N.D.P.).
15 h C'est à vous.
15 h 15 Le village des nuages.
16 h 50 Histoire d'un rire.
17 h 5 Météorologie.
18 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Liberté - liberté. Réal. A. Dhossay, avec C. Hubeau, M. Beunne, M. Lonsdale...
(Lire notre article ci-contre.)
22 h Documentaire : Un continent, une langue, une Pique-Telosa. Réal. H. Knapp.
22 h 2 La galère et le fusil : Témoignages. souvenirs sur le temps d'un militant syndicaliste, d'un vétérinaire, sous deux nautys du... dans les Landes, sans.

10 h 30 A.N.T.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'Académie des neufs
13 h 30 Émissions régionales.
14 h 50 Série : La vie des autres
15 h 5 Aujourd'hui la vie.
16 h 5 Film : Intrigue à Suz. D.
P. Feuch.
16 h 30 Un temps pour tout.
17 h 45 Récité A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Plans bleus : Les codes secrets de la vie, de L. Bromberg.
Les exploits et les limites de la biotechnologie : soigner les maladies incurables, les nouvelles substances alimentaires et énergétiques, etc.
21 h 40 Les enfants du rock.
23 h 10 Coupe d'Europe de football.
23 h 25 Journal.

18 h 30 Pour les jeunes :
18 h 55 Scènes de la vie de province.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les Jours.
20 h 34 La minute nécessaire de M. Cyclopede.
20 h 35 Hommage à Maurice Blondel : Notre bien chère Milly.
20 h 42 De la Watton, réal. A. Boulet, avec M. Bardet, M. Bagnat, E. Avoine.
Deux hommes sont brutalement frappés par la mort d'Emilie, Albert et Charles, que le dædal rapproche, rencontrent une jeune lycéenne du même nom, surnommée Mille. Bonne chance !
22 h 05 Journal.
22 h 28 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
22 h 30 Fréquence à la nuit.
Séances pour hautbois et piano, de Schumann, par D. Walter, hautbois, et D. My, au piano.

R.T.L., 18 h 45, Feuilletton : Quand tout est pourri-ro : 20 h, Feuilletton : Dallas ; 21 h, *Le Vaisseau Fantôme*, film de D. Tessari ; *Que vienne la nuit*, film de O. Preminger ; 19 h 35, Feuilletton : Facade.

● **T.M.C.**, 20 h 35, *Dans les pas de l'empereur*, film de R. Balducci ; 22 h, Dédicée : Magazine de la photo ;

● **R.T.B.**, 18 h 25, Feuilletton : Le Chevalier de Maison Rouge ; 20 h 25, *Le Point de vue*, film de R. Truhot ; 22 h, Le carrousel aux images et le monde du cinéma.

● **T.S.F.**, 20 h 05, Temps présent : 21 h 10, la *Blaude expressive* ; 22 h 25, 23 h 05, Dionne Warwick en concert.

R

**L'Église
en Amérique
centrale**

**Tele
Affront
philosophy**

RADIO

FRANCE-CULTURE

LUNDI 28 FEVRIER

- 7 h 2, **Matinales** : l'ordinateur, un objet mythique : Nouvelles du tiers-monde, le chômage, le travail.
- 8 h, **Les chemins de la connaissance** : images de la solitude volontaire : à 8 h 33, Ulysse parmi nous : les ruses d'un mythe.
- 9 h 50, **Echec au hasard**.
- 10 h 5, **Les innués de l'histoire** : à propos de « Bernard Abélard ou le cloître de l'école », de J. Jolivet et J. Verger.
- 10 h 45, **Le texte et la marge** : Desvins et collages de C. Muhlstein.
- 11 h 2, **Dialogues avec D. Duval**.
- 12 h 5, **Agora**.
- 12 h 45, **Panorama**.
- 13 h 30, **Les tournois du royaume de la musique**.
- 14 h, **Sons**.
- 14 h 5, **Un livre, des voix** : « Vacarme pour une lame morte », de J. Kourou Gais.
- 14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : Le monde au singulier : à 15 h 30, Points de repère.
- 17 h 32, **Instantané** : magazine musical.
- 18 h, **Faillitons** : Le bonheur fou.
- 19 h 25, **Jazz à l'ancienne**.
- 19 h 30, **Présence des arts** : visite d'atelier, Charles-Louis La Salle.
- 20 h, **Quelques Journées** : de J.-P. Gouverts.
- 21 h, **L'autre scène**, ou les vivants et les défunts : le mot qui vient au silence.
- 22 h 30, **Nuits magiques**.

MARDI 1 MARS

- 7 h 2, **Matinales** (voir lundi).
- 8 h, **Les chemins de la connaissance** : (voir lundi) à 8 h 50, le silence et la braille.
- 9 h 7, **La musique des autres** : les Tourneurs, par C. Hervani.
- 10 h 45, **Un quart d'heure avec J. et B. Villenot**.
- 11 h 2, **L'orgue personnel de Cécile**, par J. Morlet.
- 11 h 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15.
- 12 h 5, **Agora**.
- 12 h 45, **Panorama**.
- 13 h, **Sons**.
- 14 h 5, **Un livre, des voix** : « Thérèse et Pierrette à l'école des saints Augustin », de M. Tournier.
- 14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : le monde au singulier : à 15 h 30, Points d'actualité : à 16 h 30, Microscopie : à 17 h, Roue libre.
- 18 h 30, **Faillitons** : Le bonheur fou.
- 19 h 25, **Jazz à l'ancienne**.
- 19 h 30, **Sciences** : L'espace et le temps aujourd'hui, par E. Noël.
- 20 h, **Dialogues** : Les crises se ressemblent-elles ? Avec F. Brundel et A. Minc.
- 22 h 30, **Nuits magiques**.

MERCREDI 2 MARS

- 7 h 2, **Matinales** (voir lundi).
- 8 h, **Les chemins de la connaissance** : (voir lundi).
- 9 h 50, **Echec au hasard**.
- 10 h 7, **La musique des sciences et des techniques** : Les crises se ressemblent-elles ? Avec F. Brundel et A. Minc.
- 10 h 45, **Le livre, ouvertures sur la vie** : la voiture sauvage, de J. Heid.
- 11 h 2, **La musique prend la parole**.
- 12 h 5, **Agora**.
- 12 h 45, **Panorama**.
- 13 h 30, **Musique de l'Inde** : musiques populaires et tribales du Rajasthan.
- 14 h, **Sons**.
- 14 h 5, **Un livre, des voix** : « Monsieur Enderby », de A. Burgess.
- 14 h 47, **L'école des parents et des éducateurs** : l'enfant, argent et enjeu dans la séparation des parents.
- 15 h 2, **Les après-midi de France-Culture** : le monde au singulier : à 15 h 45, Promenade : à 17 h, Roue libre.
- 18 h 30, **Bonnes nouvelles, grande comédie** : « La Volière des anges », de M. Schneider, lus par François Périer.
- 19 h 25, **Jazz à l'ancienne**.
- 19 h 30, **La science en marche** : Hippocrate dit oui, Gallien dit non.
- 22 h 30, **Nuits magiques**.

JEUDI 3 MARS

- 7 h 2, **Matinales** (voir lundi).
- 8 h, **Les chemins de la connaissance** : (voir lundi) à 8 h 50, le silence et la braille.
- 9 h 7, **La musique de la littérature**.
- 10 h 45, **Questions en zigzag** : L'Opéra, des origines à demain, de J. Bourgeois.
- 11 h 2, **Libre parcours variés**, (et à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h 5, **Agora**.
- 12 h 45, **Panorama**.
- 13 h, **Sons**.
- 14 h 5, **Un livre, des voix** : « Portrait et un rêve », de C. Weinapfen.
- 14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : Départementale à Bonlieu : à 17 h, Roue libre.
- 18 h 30, **Bonnes nouvelles, grande comédie** : « La lumière », de M. Schneider, lus par François Périer.
- 19 h 25, **Jazz à l'ancienne**.
- 19 h 30, **Les progrès de la biologie et de la médecine** : La pathologie anté-natale.
- 20 h, **Enquête** : un lecteur « rétro » ou - La dernière adresse de Malcolm Lowry », par F. Oger.
- 22 h 30, **Nuits magiques**.

VENREDI 4 MARS

- 7 h 2, **Matinales** : (voir lundi).
- 8 h, **Les chemins de la connaissance** : (voir lundi).

FRANCE-MUSIQUE

LUNDI 28 FEVRIER

- 6 h 2, **Musique Égérie de Radio-France** : œuvres de Boulez, Messiaen, Boutry.
- 6 h 30, **Musiques de studio** : œuvres de Hoffmann, Massenet, Mercadante, Lalo, Mozart.
- 7 h, **Le Bagadenn 8-9**.
- 8 h 5, **Musiciens d'aujourd'hui** : K. Gilbert.
- 12 h, **Chansons de studio**.
- 12 h 35, **Jazz** : Tout Duke.
- 13 h, **Jeunes solistes** : (en direct du Studio 119) : œuvres de J. Brahms, Franck, par P.A. Villenot.
- 14 h 4, **Émissions d'antenne** : Le violon selon Correlli, à 15 h 30, Emmanuel Chabrier.
- 17 h 30, **Les intégrales** : Johannes Brahms.
- 18 h 30, **Studio-Concert** : (en direct du Studio 106) : musiques traditionnelles du Bolivie.
- 19 h 35, **Jazz**.
- 20 h, **Les ondes en dialogue**.
- 20 h 30, **Concert** : soirée musicale des amis de Samson François. Œuvres de S. François, W.A. Mozart, F. Chopin, M. Debussy, R. Schumann, F. Liszt, C. Debussy, M. Szymanowski, T. Minkowski.
- 22 h 30, **La nuit sur France-Musique** : Musique de nuit : à 22 h 5, **Agora** : de la musique française : à 23 h, **Paris** : Piero Coppola.

MARDI 1 MARS

- 6 h 2, **Musiques de studio** : Œuvres de Chabrier, Fauré, Tchaïkovski, Rameau, Weber, Rachmaninov, Sibelius.
- 6 h 30, **Musiciens d'aujourd'hui** : Kenneth Gilbert.
- 12 h, **La musique populaire d'aujourd'hui** : à 12 h 35, **Jazz** : Tout Duke.
- 13 h, **Opéra** : « Orphée aux enfers », d'Offenbach (première partie).
- 14 h 4, **Belles à l'écoute**.
- 14 h 30, **Les enfants d'Orphée**.
- 15 h, **Émissions d'antenne** : Un disque pour la semaine : à 15 h 30, E. Chabrier.
- 17 h 30, **Les intégrales** : J. Brahms.
- 18 h 30, **Studio-Concert** : (en direct du Studio 106) : Œuvres de L. de Pablo, M. Philippon, G. Grisey, K. Nono.
- 19 h 35, **Jazz**.
- 20 h, **Premières leçons** : J. McCormack. Œuvres de Schubert, Allaire, Sullivan, Bach-Gonod, Fauré.
- 20 h 30, **Concert** : donné au Grand Auditorium de Radio-France le 26 novembre 1982 : « Concerto grosso », de Corelli ; « Concerto pour violoncelle et orchestre », de Haydn ; « Sérénade », de Mozart ; par le Nouvel Orchestre philharmonique de L. Hager ; sol. M. Malsky, violoncelle.
- 22 h 30, **La nuit sur France-Musique** : Jazz-Clinic.

MERCREDI 2 MARS

- 6 h 2, **Musiques plurilingues et plurilingues**.
- 6 h 30, **Musiques de studio** : œuvres de Moussis, Widmann, J.S. Bach, Spohr.
- 7 h, **Le Bagadenn 8-9**.
- 8 h 5, **Musiciens d'aujourd'hui** : K. Gilbert.
- 12 h, **L'antenne de musique**.
- 12 h 35, **Jazz** : Tout Duke.
- 13 h, **Jeunes solistes** : (en direct du Studio 119) : œuvres de Parry, Alfvén, Fauré, Schubert, Audubert, Khachaturian, Nadermann, Samuel-Rousseau.
- 14 h 4, **Microcosmos**.
- 17 h 30, **Les intégrales** : J. Brahms.
- 18 h 30, **Studio-Concert** : (en direct du Studio 106) : œuvres de Mozart, Debussy, J. Brahms ; avec F. Elphège, violon ; J. Martin, piano.
- 19 h 35, **Jazz** : Où j'en suis ?
- 20 h, **Concert** : (en direct du Théâtre de la Chapelle-Élyse, à Paris) : Le vieil homme - Opéra de la Follie ; par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France ; dir. L. García Navarro ; sol. C. Hernandez, M. Ysa, Perez-Inigo, M. Maizures.
- 22 h 30, **La nuit sur France-Musique** : le club des archives.

JEUDI 3 MARS

- 6 h 2, **Musiques de studio** : œuvres de Doppler, de Vico, Reichardt, Roussel, Vitti, Telemann.
- 6 h 30, **Le Bagadenn 8-9**.
- 8 h 5, **Le Bagadenn 8-9**.
- 9 h 5, **Le Bagadenn 8-9**.
- 12 h, **Le Bagadenn 8-9**.
- 12 h 35, **Jazz** : Tout Duke.
- 13 h, **Musique légère** : œuvres de Caruso, Hail, Strauss, N. Lohr, A. Fischli, R. Bourdin, L. Deibes.
- 14 h 4, **Émissions d'antenne** : « Shakespeare à l'écoute » : ou trois siècles de musique dans ses pièces.
- 17 h 30, **Les intégrales** : l'œuvre pour piano de J. Brahms.
- 18 h 30, **Studio-Concert** : (en direct du studio 106) : Jazz, avec E. Bex, X. Jouvelet, le trio du pianiste C. Lavigne.
- 19 h 35, **Jazz** : le bloc-notes.
- 20 h 5, **Concert** : (en direct de Munich) : « Variations et fugues sur un thème de Beethoven », de Reger ; « Concerto pour violon et orchestre », de Strauss ; « Symphonie en si bémol majeur », de Glazounov, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. N. Järvi, sol. E. Scherzinger, violon.
- 22 h 15, **La nuit sur France-Musique** : Musique de nuit : à 23 h, **Studio de recherche radio-phonique** : à 0 h 15 : **Paris**.

VENREDI 4 MARS

- 6 h 2, **Musiques de studio** : œuvres de Schmalzer, Clementi, Schubert, Verdi, Beethoven, Mozart, Senguel.
- 6 h 30, **Le Bagadenn 8-9**.
- 8 h 5, **Musiciens d'aujourd'hui** : K. Gilbert.
- 12 h, **Équivalences** : œuvres de Casparin, Vienne, Tournemire.
- 12 h 35, **Jazz** : Tout Duke.
- 13 h, **Jeunes solistes** : (en direct du Studio 119) : œuvres de Froberger, Bach, Haydn, Süss, Britten, par P. Bolla, guitar.
- 14 h 30, **Le Bagadenn 8-9**.
- 15 h, **Émissions d'antenne** : à 15 h, Un disque pour la semaine : Copland ; à 15 h 30, Mexico 1980.
- 17 h 30, **Les intégrales** : (en direct du studio 106) : Kenneth Gilbert, claviers.
- 18 h 30, **Jazz** : le clavier bleu rythmé.
- 19 h 35, **Musiciens d'aujourd'hui** : Kenneth Gilbert.
- 20 h, **Concert** : (en direct de Sarrebré) : « Symphonie n° 8 de Beethoven » ; « Concerto pour hautbois et cordes » de Ciaikovski ; « Concerto pour piano et orchestre » de Haydn ; « Concerto pour orchestre » de Lutoski, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebré, dir. C. Koenig, sol. L. Koch, hautbois.
- 22 h 15, **La nuit sur France-Musique** : le mot de F. Kozak ; à 23 h 5, **Écran** : portrait de A. Maccabi ; à 0 h 5, **Musiques traditionnelles**.

SAMEDI 5 MARS

- JOUEZ AVEC LES RADIOS LOCALES DE RADIO-FRANCE**
- 6 h 20, **Œuvres de Vivaldi, Beethoven, Sibelius, Debussy, Albeniz, Mozart, Lalo**.
- 8 h 5, **Radio-Océ d'Azur** : les Russes à Nice.
- 9 h, **Radio Provence** : la musique électro-acoustique à Marseille ; « Ateliers musicaux » en Bourgogne-Franche-Comté-Besançon.
- 11 h, **Le théâtre des critiques de France**.
- 12 h 35, **Radio-Rhône-Alpes** : (en direct de Lyon) : à propos de Zimoun : le Conservatoire de musique de Lyon ; l'Ensemble instrumental de Grenoble.
- 14 h 30, **Radio Nord-Est** : l'Institut de musique ancienne de Metz ; le chant grégorien de G. Krier, dir. M. Soustrot, sol. T. Bergman, mezzo, F. H. Houbert, orgue.
- 22 h 30, **Radio-Midi-Pyrénées** : musique électro-acoustique.
- 23 h 30, **Radio-Languedoc-Roussillon** : musique de carnaval languedocienne.

DIMANCHE 6 MARS

- 6 h 2, **Concert** : programme : musique viennoise : musique Égérie.
- 8 h 2, **Chansons de J.S. Bach**.
- 9 h 10, **Hors commerce**.
- 11 h, **Concert** : (en direct du Théâtre du Rond-Point, à Paris) : « Sérénade pour trio à cordes » de Beethoven ; « Quatuor pour piano et cordes » de Schumann, par le Trio à cordes de Paris et D. Merle, piano.
- 12 h 5, **Magazine international**.
- 14 h 4, **L'antenne de l'Europe**.
- 17 h, **Les chœurs de France-Musique** : musique et chant (œuvres de Schubert, Bellini, Chopin, Mendelssohn, Fauré, Chopin, Verdi, Wagner, R. Strauss).
- 19 h, **Jazz** : le bloc-notes.
- 20 h, **Le Quintette de Woody Shaw** et le Quintette de Dexter Gordon.
- 20 h 30, **Concert** : (en direct de la Salle Pleyel, à Paris) : « La Passion selon saint Jean » de J.S. Bach, par l'Orchestre J.F. Paillard et l'Ensemble vocal M. Pignatelli, dir. M. Corboz.
- 22 h 15, **La nuit sur France-Musique** : musique de nuit : à 0 h 5, **Le salon de M. de Saint-Euverte**.

A écouter

Un clavier à problèmes

Que rien ne va de soi au clavier, c'est un peu ce qu'Oliver Bernier aura à nous de cette semaine. Pour cela, un illustre invité : Kenneth Gilbert. Évidemment, certes, mais aussi muséologue, archiviste, érudit. Car tout est là dès qu'il s'agit d'interpréter sur le royal instrument la littérature baroque, synonyme d'incertitudes, de controverses et de chicanes.

Depuis plus de vingt ans Kenneth Gilbert nous des tonnes de manuscrits, les copies, les retranscrits. En cinq émissions passionnantes, il explique son travail titanessque : les difficultés de la musique ancienne, la situation de l'édition.

« Musiciens d'aujourd'hui » : la leçon particulière de Kenneth Gilbert du lundi 28 février au vendredi 4 mars à 9 h 5, sur F.M.

Charles Kocchlin

à l'ombre des géants

Rejeté dans l'ombre par les géants du début du siècle, Debussy, Debussy, mais aussi Fauré, dont il fut l'élève, Charles Kocchlin (1887-1951), comme Florent Schmitt, est de nos jours un peu méconnu : on ne se souvient guère de ses traités de technique musicale, ingénieux et pratiques. C'est vrai. C'est qu'un homme un moment le Bach du vingtième siècle est pourtant l'auteur d'une œuvre originale, inégale certes, mais pleine d'équilibre et de souplesse dans les tournures, astucieuses et enroulées en tout cas.

« Enquête d'un musicien » : à 20 heures, jeudi 5 mars, F.C., 20 heures.

coit curieusement que certaines partitions nous aient été données par hasard. L'interprétation de Debussy quand (dates confrontées) elles ne l'annoncent pas.

THIERRY FRESLON

« Charles Kocchlin » : du vendredi 4 au dimanche 6 mars, F.C., pour les horaires : voir programme.

Autopsie de Lowry

« Comme un ciel énorme sans paupière » est la souffrance de Bill Plantagenet, le héros de *Lunar Caustic*, alcool entre les alcool, ivrogne jusqu'au fond de l'âme, les cas éthyliques métaphysiques et suicidaires comme le seul Malcolm Lowry : au les décrets (souvenez-vous : *Autopsie du volcan*).

Lowry a écrit deux versions de *Lunar Caustic*, la première à l'âge de 28 ans. La seconde était encore et toujours sur le chantier lorsqu'il mourut en 1957 d'avoir, follement, bu, jusqu'à la folie.

On est justement là dans un hôpital psychiatrique. Bill rencontre « Garry », inventeur d'histoires, et un vieux juif, Kalowski, comme il en existe seulement à New-York. Un New-York où les paysages, les gens, sont victimes d'incessantes modifications. Lowry : « Kafka ».

Lowry unique, et résumé peut-être dans cette nouvelle cauchemardesque et sublime que Francis Oger a choisi d'autopsier, de photographier, d'examiner à l'envers : comme on étudie une écriture et l'on aime le jeu des reflets et la pensée prismatique et si modestement poète d'un Malraux Blanchet.

M.L.B.

Radios locales

« Top municipale » : la soirée de 6 mars. — LE NORD organise une grande opération. En effet Radio-Lille (91.1 Mhz), Radio-Judicaire (88.4 Mhz), Radio-Boomerang (89.7 Mhz), Radio-Campus (88.5 Mhz), Radio-Mons (95.3 Mhz) et Radio-Pévale (91.1 Mhz), en collaboration avec les quotidiens régionaux Nord-Eclair et Nord-Matin, assureront, à partir de 20 heures, la retransmission des résultats. Des studios décentralisés installés dans les locaux de Lille, Roubaix, Villeneuve-d'Ascq et Mons-en-Barrois, interviendront en fonction de l'actualité de 20 heures 30 à 21 heures. — DANS L'OUEST, à Radio La Rochelle (92 Mhz), des correspondants donneront dès 18 heures les pourcentages de participation à partir d'un certain nombre de bureaux-récepteurs ; puis les candidats viendront en direct commenter les résultats de la région. — A BORDEAUX, Radio-Angers (100.7 Mhz) retransmettra les résultats des communes avoisinantes et interviendra les élus du premier tour. — DANS LE MIDI, Radio-Forum 92 (92 Mhz, Marseille) sera à pied d'œuvre dès le début de l'après-midi, organisera des tables rondes et des débats au fur et à mesure des résultats. — A PARIS (Radio-Ak 100 Mhz, Paris), la radio des communautés amérindiennes et grécoises, réalise une soirée « spéciale élections municipales », avec des correspondants dans la plupart des villes à forte communauté amérindienne, notamment Lyon et Marseille. Fréquence-Libre (100.6 Mhz), outre sa soirée où elle communiquera les résultats de la région parisienne, retransmettra, à 22 h 30, un débat entre toutes les listes de gauche, les écologistes sur le deuxième tour.

« Turun Africa », un appel à ceux qui veulent découvrir l'histoire et la tradition du continent africain. De grandes personnalités — dont le sociologue et ancien ambassadeur du Togo à l'UNESCO — aborderont le 6 mars à la problématique de l'immigration africaine en Europe. Des musiciens africains font découvrir ou redécouvrir leur musique. (Chaque dimanche de 20 h à 22 h 30, Radio 3 (98.4 Mhz), Paris.

Stations nationales

Europe 1

« Si j'avais le pouvoir », le voilà aussi écrit public et porte-parole, Guy Thomas, qui, par de très brefs rétroscopiques, décode les rouages de l'administration pour en fustiger les erreurs et oublies les plus absurdes, adresses désormais chaque jour une lettre ouverte à un responsable ministériel, préfet, chef d'entreprise... sur nom d'un ou des auditeurs d'Europe 1. Au fait, il existe bien un médiateur ?

(Du lundi au vendredi : chronique à 7 h 15 ; lettre ouverte à 8 h 54.)

France-Inter

« Que se passe-t-il quand les principaux acteurs d'un tribunal partent soudain en vacances ? L'avocat général et le procureur, les huissiers et les policiers, les témoins et l'accusé... Eh bien, il reste le juge ! Et heureusement, car les vacances-temporaires du Tribunal des flagrants délits ont lieu.

« Le 30 janvier 1983, sans coup de fusil ni effusion de sang, Hitler devient chancelier de la République d'Allemagne, et les pièces du puzzle « Hitler » se mettent doucement en place, dans un mouvement irrésistible... Historien, écrivain et journaliste, Paul-Marie de la Gorce propose de comprendre pourquoi. Comment. Et la radio prouve une nouvelle fois son pouvoir d'évocation.

« Hitler : la marche au pouvoir », une émission préparée par Karin Königsdorfer et réalisée par Gilles Davides, tous les jours, de 13 h 30 à 14 heures.

Des ima

PRATIQUES

VIDEO

Nouvelle gamme de salon Mirochi

La firme Mirochi présente une nouvelle gamme de salon Mirochi. Les modèles sont : Mirochi 1, Mirochi 2, Mirochi 3, Mirochi 4, Mirochi 5, Mirochi 6, Mirochi 7, Mirochi 8, Mirochi 9, Mirochi 10, Mirochi 11, Mirochi 12, Mirochi 13, Mirochi 14, Mirochi 15, Mirochi 16, Mirochi 17, Mirochi 18, Mirochi 19, Mirochi 20, Mirochi 21, Mirochi 22, Mirochi 23, Mirochi 24, Mirochi 25, Mirochi 26, Mirochi 27, Mirochi 28, Mirochi 29, Mirochi 30, Mirochi 31, Mirochi 32, Mirochi 33, Mirochi 34, Mirochi 35, Mirochi 36, Mirochi 37, Mirochi 38, Mirochi 39, Mirochi 40, Mirochi 41, Mirochi 42, Mirochi 43, Mirochi 44, Mirochi 45, Mirochi 46, Mirochi 47, Mirochi 48, Mirochi 49, Mirochi 50, Mirochi 51, Mirochi 52, Mirochi 53, Mirochi 54, Mirochi 55, Mirochi 56, Mirochi 57, Mirochi 58, Mirochi 59, Mirochi 60, Mirochi 61, Mirochi 62, Mirochi 63, Mirochi 64, Mirochi 65, Mirochi 66, Mirochi 67, Mirochi 68, Mirochi 69, Mirochi 70, Mirochi 71, Mirochi 72, Mirochi 73, Mirochi 74, Mirochi 75, Mirochi 76, Mirochi 77, Mirochi 78, Mirochi 79, Mirochi 80, Mirochi 81, Mirochi 82, Mirochi 83, Mirochi 84, Mirochi 85, Mirochi 86, Mirochi 87, Mirochi 88, Mirochi 89, Mirochi 90, Mirochi 91, Mirochi 92, Mirochi 93, Mirochi 94, Mirochi 95, Mirochi 96, Mirochi 97, Mirochi 98, Mirochi 99, Mirochi 100.

Un portable avec l'Europe 1

Sur la référence 1000, nous avons une nouvelle gamme de portables. Les modèles sont : Europe 1, Europe 2, Europe 3, Europe 4, Europe 5, Europe 6, Europe 7, Europe 8, Europe 9, Europe 10, Europe 11, Europe 12, Europe 13, Europe 14, Europe 15, Europe 16, Europe 17, Europe 18, Europe 19, Europe 20, Europe 21, Europe 22, Europe 23, Europe 24, Europe 25, Europe 26, Europe 27, Europe 28, Europe 29, Europe 30, Europe 31, Europe 32, Europe 33, Europe 34, Europe 35, Europe 36, Europe 37, Europe 38, Europe 39, Europe 40, Europe 41, Europe 42, Europe 43, Europe 44, Europe 45, Europe 46, Europe 47, Europe 48, Europe 49, Europe 50, Europe 51, Europe 52, Europe 53, Europe 54, Europe 55, Europe 56, Europe 57, Europe 58, Europe 59, Europe 60, Europe 61, Europe 62, Europe 63, Europe 64, Europe 65, Europe 66, Europe 67, Europe 68, Europe 69, Europe 70, Europe 71, Europe 72, Europe 73, Europe 74, Europe 75, Europe 76, Europe 77, Europe 78, Europe 79, Europe 80, Europe 81, Europe 82, Europe 83, Europe 84, Europe 85, Europe 86, Europe 87, Europe 88, Europe 89, Europe 90, Europe 91, Europe 92, Europe 93, Europe 94, Europe 95, Europe 96, Europe 97, Europe 98, Europe 99, Europe 100.

اسماء بنت ابی بکر



H. ROGER-VIOLETTE

HISTOIRE

L'incendie du Reichstag

L'incendie du Reichstag a marqué le début du pouvoir des nazis en Allemagne.

Crime de l'extrême gauche, comme ils le prétendirent, ou point de départ soigneusement préparé de l'escalade vers l'horreur ?

Le 27 février 1933, à 21 heures, le palais Wallot, à Berlin, siège du Reichstag, le Parlement du III^e Reich, brûle. Vingt-huit jours auparavant, Hitler a été désigné comme chancelier par le maréchal Hindenburg, président de la République. Le 5 mars, doivent avoir lieu des élections générales. Sur les lieux de l'incendie, on arrête un ouvrier hollandais, Marinus Van der Lubbe, militant d'extrême gauche, qui avoue. Le 28 février, Hitler promulgue un décret-loi qui, jusqu'à la fin du III^e Reich, lui donnera tous les pouvoirs.

Les élections du 5 mars seront un triomphe pour le parti nazi. Van der Lubbe sera condamné à mort par le tribunal d'État de Leipzig le 22 décembre 1933 et exécuté le 10 janvier suivant. Ses coaccusés, trois Bulgares : Dimitrov, représentant du Komintern, Popov et Tanev, ainsi qu'Ernst Torgler, président du groupe parlementaire communiste au Reichstag, sont acquittés.

La thèse d'une mise en scène montée par les nazis pour instaurer leur dictature a prévalu dès le début dans l'opinion mondiale. En 1959-1960, l'hebdoma-

daire *Der Spiegel* publia une série d'articles selon lesquels les nazis n'avaient fait qu'exploiter le crime du Hollandais. En revanche, M. Robert Kempner, ancien procureur américain à un procès des criminels de guerre à Nuremberg, avocat de la famille Van der Lubbe, a demandé la révision du procès de Leipzig. Il est soutenu dans son action par la Commission internationale sur l'incendie du Reichstag, dirigée par le professeur Walther Hofer, directeur de l'Institut d'études historiques de l'université de Berne. Le rapporteur de la commission, M. Jacques Delarue, vient d'indiquer que des documents, récemment rendus publics, du dossier de l'enquête policière prouvent que l'incendie fut soigneusement organisé par les nazis.

Edouard Calic, historien, auteur notamment du *Reichstag brûlé* (Stock, 1969), est le secrétaire général du Comité international d'histoire du Luxembourg, qui s'est réuni, les 30 et 31 janvier dernier, à l'occasion du cinquantième de la prise du pouvoir par Hitler. Il fait le point des dernières recherches historiques dans un dialogue avec Jacques Emmanuel, auteur dramatique et réalisateur, spécialisé dans l'histoire du III^e Reich.

Cinquante ans après la prise du pouvoir par le gang hitlérien, des journaux, des livres, voire des films, de bonne ou de mauvaise foi, se font l'écho de mythes, tirant pour la plupart leur origine des « révélations » en 1950 de Rudolf Diels, le premier chef de la Gestapo, corroborées par les « témoignages » des policiers SS, longtemps en poste après guerre. Selon eux, le seul coupable de l'incendie du Reichstag fut l'anarchiste Marinus Van der Lubbe. On en est aujourd'hui à la recherche historique ?

La reconstitution des faits détruit la légende de la prétendue « personnalité magnétique du Führer » et de son pouvoir sur « les vieux démons allemands ». En réalité, il s'agissait d'une pure et simple opération de gangstérisme soigneusement montée.

Avant l'incendie du Reichstag du 27 février 1933, Hitler avait dit à plusieurs reprises qu'il faudrait enfin détruire cette « haute maison », symbole de la honte, de la trahison. Il l'avait affirmé en 1923 à l'adresse de la tête po-

litique de la Reichswehr, le général von Seeckt, et l'avait répété en 1931 à Richard Breiting, rédacteur en chef du grand journal *Leipziger Neueste Nachrichten*.

C'est exact. L'idée de détruire le Reichstag revenait souvent comme thème de discussion politique et de campagne électorale. En 1932, à l'occasion de l'élection présidentielle, deux affiches couvrent les murs dans toute l'Allemagne : l'une présente Hitler en « Sauveur de la nation » ; l'autre, antinazie, utilise un truquage photographique pour montrer le palais du Reichstag en flammes, avec cette légende : « Il brûle... Qui éteindra le feu ? » Hitler n'avait-il, dès 1923, annoncé son intention de détruire le palais aussitôt qu'il serait devenu chancelier ?

On se demande donc comment les nazis purent commettre une telle maladresse après avoir toujours dénoncé le parlementarisme et après que Hitler eut condamné même l'esthétique du palais du Reichstag dans *Mein Kampf*.

La réponse est simple. En mettant le feu au Reichstag, les nazis voulaient se débarrasser de l'hypothèque prise par la prophétie de Hitler. La propagande contre le parlementarisme est une chose, un crime commis et prouvé par l'enquête policière et le tribunal compétent en est une autre. Et le mot courait partout qu'il fallait mettre fin au Reichstag, que les communistes et les sociaux-démocrates avaient décidé d'incendier et d'accuser les nationaux-socialistes d'avoir commis ce crime abominable. C'est du moins ce qu'affirmeront Goebbels et Goering après l'attentat spectaculaire contre la démocratie qu'il symbolisait.

Cet attentat survenait quelques jours avant les élections générales du 6 mars. La Commission internationale sur l'incendie du Reichstag, conduite par le professeur Walther Hofer et par vous-même, affirme que le scrutin ne fut qu'un prétexte pour déclencher des troubles politiques, capables de favoriser la polarisation entre le Front national représenté par Hitler et son gouvernement et les forces de l'opposition, les forces de destruction « judéo-bolchevistes », personnifiées par les partis marxistes : communistes et sociaux-démocrates.

Sans doute telle fut l'intention de Hitler, qui n'avait eu pour lui que 33 % de

l'électorat au précédent scrutin et ne disposait pas d'une majorité suffisante, ni au Parlement ni au conseil des ministres. Les nazis n'y avaient que trois portefeuilles sur onze. Aussitôt prêt le serment de fidélité à la Constitution, le nouveau chancelier a donc imposé à son cabinet la dissolution du Reichstag et fixé les élections au 5 mars... Les chemises brunes commencent immédiatement la campagne électorale par de brutales exactions, s'attaquant aux réunions, aux maisons de la jeunesse, et aux domiciles de leurs adversaires. Hitler lance le mot d'ordre : le 5 mars, on se prononcera entre le bolchevisme moscovite et le national-socialisme. Le 24 février, la police fait irruption au siège du parti communiste à Berlin. Goering communique au gouvernement qu'elle y a saisi les plans détaillés d'une insurrection armée, qui aura pour signal l'incendie simultané de huit mille bâtiments publics.

Des mesures sont aussitôt prises : mobilisation de trente-cinq mille policiers auxiliaires parmi les SA et les SS. On dresse les listes des personnes à arrêter dès le début de l'« insurrection ».

Le témoignage d'André François-Poncet

Fait significatif, l'après-midi du 27 février, Hitler propose deux mesures à son gouvernement : le port d'un brassard rouge à croix gammée par la police comme symbole de la volonté de celle-ci de défendre sa révolution et la prise sous contrôle des stations radio-phoniques. La première mesure est repoussée, la seconde adoptée ; et le ministre des P.T.T. part immédiatement installer ses hommes de confiance désignés par la police politique à la tête des studios et devant les micros.

Déjà, à l'époque, l'ambassadeur de France, André François-Poncet, enregistre toute une série de faits significatifs. Dans l'attente du soulèvement imminent, on place sous la protection d'une « garde renforcée » les bâtiments publics, on entoure d'une ceinture de protection le quartier gouvernemental, et ses postes de police sont mis en état d'alerte. C'est Rudolf Diels, le nouveau chef des services secrets, qui a proclamé

l'état d'urgence en vue de contrecarrer l'insurrection imminente de la gauche. La tension n'empêche pas que de nombreuses réunions se tiennent à Berlin, le soir du 27 février : les sociaux-démocrates ont un meeting au Grand Palais des sports ; André François-Poncet reçoit le ministre des finances, von Krosigk, qui l'entretient de la solution des problèmes du chômage par Hitler ; le bourgmestre offre un dîner en l'honneur de Brüning, le chef du parti populiste, retenu dans la Ruhr. Les conservateurs, eux, sont au Herren-Club pour y célébrer le quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance de von Schlieffen, auteur du plan d'invasion de la France, en 1914. Quant aux étudiants nationaux-socialistes, ils ont organisé une soirée à l'hôtel Prince-Albrecht, qui deviendra la centrale de la Gestapo.

Coincidence troublante : Hitler, qui vole d'un bout de l'Allemagne à l'autre pour la campagne électorale, a choisi justement de passer son unique soirée de repos chez Goebbels, le chef de la propagande, pour y écouter de la musique, ce lundi 27 février.

Le metteur en scène mystérieux avait pris soin d'organiser ce soir-là une conférence de presse à la Pressehaus. La salle était pleine à craquer. Thème principal des orateurs gouvernementaux, le docteur Funk et le docteur Gereké : les grands projets du Führer et le chômage. Soudain, la porte s'ouvre, un inconnu s'écrit : « Le Reichstag brûle ! » Cette nouvelle met fin brutalement à la conférence de presse... Les journalistes courent à travers le Tiergarten, vers le Reichstag en flammes. Les festivités sont suspendues. Les étudiants nationaux-socialistes se dispersent à travers la capitale ; ils répandent la nouvelle : les communistes ont incendié le Reichstag ! La police a cerné le palais en flammes. La foule est nombreuse dans les rues avoisinantes.

Hitler, à la lueur des flammes jaillissant de la salle des séances, monologue au bénéfice de l'ambassadeur de Grande-Bretagne et de Sifton Delmer, correspondant du *Daily Express*. « Aujourd'hui, dit-il, c'est l'Allemagne, demain ce seront l'Angleterre et son empire.

JACQUES EMMANUEL.

(Lire la suite page XIV.)

HISTOIRE

L'incendie du Reichstag

(Suite de la page XIII.)

Oui, les deux Anglais ne sont qu'à moitié surpris par l'événement, car, trois jours auparavant, après la descente de la police au quartier général du P.C., le chef du service de presse de Hitler les a prévenus de se tenir prêts à recevoir des renseignements, car le gouvernement s'attend à des troubles fomentés par la gauche. Mais, tandis que Sefton Delmer s'est hâté de téléphoner les propos de Hitler à son journal, le journaliste viennois Frischauer téléphone, lui, à sa rédaction que pompiers et policiers lui ont déclaré : « Les incendiaires sont des nazis : ils sont passés par le couloir souterrain reliant le Reichstag au palais de son président, Herman Goering. »

Ce souterrain jouera un rôle important pendant l'enquête policière et le procès de Leipzig.

Oui, un rôle très important. L'administrateur du palais, Scranowitz, n'avait-il pas indiqué, le 25 février, à Goering que des inconnus avaient utilisé le souterrain, et cela six fois dans les quatre semaines passées, toujours pendant la nuit ? Voilà pourquoi un commando, la « garde renforcée » de dix hommes, avait été installé, le 26 février, dans le salon de réception de l'hôtel de la présidence, que Goering avait quitté deux semaines auparavant. Cette « garde » disparut immédiatement après l'incendie... On sait également que le président du groupe parlementaire Deutschnational, Ernst Oberfohren, ami personnel de von Hindenburg, avait rédigé un mémorandum dans lequel il affirmait que c'étaient les nazis qui avaient incendié le Reichstag. Les renseignements d'Oberfohren furent publiés le 26 et 27 avril 1933 dans le *Manchester Guardian*. Oberfohren fut assassiné le 7 mai 1933, dans sa maison, à Kiel ; le meurtre fut maquillé en suicide. Il est vrai que le mémorandum d'Oberfohren fut en partie falsifié par les émigrés allemands, mais la substance de ses révélations est incontestable : selon des documents récemment découverts, la Gestapo avait saisi le manuscrit et Oberfohren, ne voulant rien démentir, fut assassiné.

Dans les années 60, Ernst Hanfstaengl, ancien chef du service de presse de Hitler, témoin direct, vous a déclaré qu'il habitait, le jour de l'incendie, le palais de Goering, que les grands maîtres nazis jouaient du mauvais théâtre, et qu'on s'est vite rendu compte que Marinus Van der Lubbe n'avait été qu'un instrument pour prouver la culpabilité des communistes.

Tout cela fut vraiment du mauvais théâtre. Goering, président du Reichstag, mais aussi commissaire à l'intérieur de Prusse, dès son arrivée sur le lieu de l'incendie, clama : « C'est un acte des communistes ! » Et il fit procéder immédiatement à une gigantesque razzia de démocrates, dont le martyre concentrationnaire commença la nuit-même. Mais il cache l'incendiaire arrêté par la police. C'est un jeune Hollandais naïf, et aux trois quarts aveugle, de surcroît, Marinus Van der Lubbe. La police a appréhendé un peu plus tard un mystérieux

ramoneur, que personne ne verra plus jamais... Le vice-chancelier von Papen a été accueilli sur les lieux par Hitler : « Monsieur le vice-chancelier, il s'agit d'un attentat contre le nouveau gouvernement... Ce crime marxiste est un cadeau du ciel ! » Goering s'écrie : « Les flammes sont un signal pour l'insurrection armée... » Des « témoins » auraient aperçu dans l'après-midi, avant l'incendie, Ernst Torgler, président du groupe parlementaire communiste au Reichstag, en conversation avec Van der Lubbe et des personnes suspectes. Ces « témoins » se présentent à Goering et à ses policiers.

Le 28 février au matin, on arrêtera Torgler, accusé d'avoir prêté aide à Van der Lubbe.

Et, le 28 février au soir, Hitler obtient du président Hindenburg la signature du décret-loi « pour la protection de l'Etat et du peuple », en vertu duquel il gouvernera jusqu'à sa mort en 1945. C'est donc cette « ordonnance de nécessité » qui devint en 1933 la Loi fondamentale du III^e Reich, ce fut elle qui permit de légaliser le système concentrationnaire et la dictature nazie. Qu'importe si la coalition gouvernementale obtint à peine 51,9 % des votes exprimés aux élections du 5 mars.

Aussitôt après le scrutin, Hitler crée pour son principal conseiller, Goebbels, le ministère de la propagande, véritable usine à mensonges dans tous les domaines : presse, radio, cinéma, littérature, théâtre, musées, tourisme... Tout est sous son contrôle. On continue de justifier cependant cette prise de pouvoirs exceptionnels par l'arrestation, le 9 mars, à la brasserie Bayernhof, de Georgi Dimitrov, représentant du Komintern pour l'Europe occidentale, avec deux autres Bulgares, Popov et Tanev.

Le 21 mars, anniversaire de la première réunion du Reichstag convoquée par Bismarck, Hindenburg institue solennellement Hitler chancelier du Reich. Les cérémonies ont lieu dans l'église de la garnison de Potsdam, mausolée de Frédéric le Grand. Le 23 mars, le nouveau Reichstag vote les pleins pouvoirs. Ce vote du Reichstag n'est qu'un acte de pseudo-légalité, une mascarade. Avant le scrutin, on avait annulé les quatre-vingts mandats communistes et jeté une dizaine de députés sociaux-démocrates en prison. Donc on a simplement « légalisé » le complot nazi, prévu par le « plan Signal » dès le début de la prise du pouvoir.

C'est alors que commencèrent les premières persécutions des démocrates et des juifs. Le 1^{er} avril, jour anniversaire de la naissance de Bismarck, le gouvernement organise le premier boycott des juifs, un pogrom, prétendument en représailles contre la propagande orchestrée de l'étranger.

Cette justification est odieuse — et fautive. Car l'annéantissement des juifs

était programmé depuis dix ans ; elle se réfère à l'action des émigrés qui, hors d'Allemagne, et en France notamment, clamèrent la vérité sur l'affaire du Reichstag. Pour les faire taire, Hitler avait pourtant déjà proclamé : « Si une guerre éclate, les juifs en seront responsables. » Le 10 mai 1933, dans toutes les villes et villages d'Allemagne, des bûchers consumèrent les « livres d'esprit non aryens ». (1). Et le 14 juillet, le parti national-socialiste achève de s'emparer de l'Etat, en instaurant par décret « légal » le parti unique.

Il restait à faire porter sans conteste la responsabilité de l'incendie à d'autres. Le gouvernement organisa le procès des incendiaires, qui s'ouvrit à Leipzig le 21 septembre 1933. Comment voyez-vous, à travers les travaux du Comité international d'histoire de Luxembourg, le déroulement du procès de Leipzig ?

Si, en Allemagne, la propagande de Goebbels matraqua les cerveaux avec des déclarations de témoins « programmés », dont des criminels, des policiers et des ministres — Goebbels et Goering, — à l'étranger, on suivit le débat avec scepticisme et indignation. Même si, après avoir quitté la Société des nations en octobre, Hitler est parvenu à 95 % en Allemagne par le référendum du 11 novembre, des protestations massives contre le procès de Leipzig s'élevèrent du monde entier. Le Livre brun, édité sous les auspices d'Albert Einstein et de Thomas Mann, les protestations des juristes sur toute la planète, celles des écrivains français, en particulier, Vincent de Moro-Giafferi, Henri Torrès, Henri Barbusse, Romain Rolland, André Gide et André Malraux, finissent par convaincre Hitler qu'il aura plus à gagner en relâchant les accusés. Sauf l'infortuné Van der Lubbe qui sera condamné à mort et exécuté à la hache le 10 janvier 1934.

Et pourquoi ? Parce qu'il était le seul à connaître un coin de la vérité, pour avoir été pris en main par des agents provocateurs qui l'ont guidé dès son arrivée en Allemagne. Il inaugure ainsi la longue série des massacres dont juifs, tziganes, forment l'avant-garde. Il est faux de dire comme l'affirment certains historiens et politologues qu'on ne comprendra jamais l'irrationalité paranoïaque des nazis. Pour les nazis, tout était bien réfléchi, bien conçu selon la doctrine raciale. Hitler et ses « paladins » agissaient selon des plans minutieusement préparés. Tout avait commencé par l'incendie du Reichstag ; par la suite brillèrent les synagogues, puis notre planète et les fours crématoires dans les camps d'extermination.

En dépit des allégations de certains, qui veulent encore innocenter les nazis de l'incendie et prétendent que Hitler n'a fait que profiter de l'ambiance, le Comité international d'histoire de Luxembourg et ses experts ont prouvé que l'incendie du Reichstag fut un crime bien prémédité, rationnellement préparé et très rationnellement exploité. La provocation du siècle.

Pour terminer, résumons les résultats de l'enquête scientifique.

La réalité historique est que Van der Lubbe n'a pas été un agent des nazis, comme le supposèrent les rédacteurs du Livre brun, paru en 1933 à Bâle et à Paris, mais un gauchiste qui s'est laissé prendre par les agents de la police politique sous contrôle de Himmler et de Heydrich. Ce n'est pas par hasard non plus que Dimitrov trouvait sa place dans le plan de la provocation nazie, lui aussi a

été programmé, car il fut secrétaire du bureau du Komintern pour l'Europe occidentale ; une action également programmée : l'arrestation d'Ernst Torgler, président du groupe parlementaire communiste. Nos criminologues ont prouvé que Van der Lubbe fut introduit en état d'ivresse par des manipulateurs dans le Reichstag. Le directeur de l'institut de thermodynamique de l'université de Stuttgart, Karl Stephan, a prouvé que la salle des séances fut truffée de matières facilement inflammables et que les criminels disposaient d'au moins 80 kilos de phosphore ou de 200 litres de pétrole pour transformer l'amphithéâtre en une mer de flammes. Le directeur de l'institut de criminologie de l'université d'Heidelberg, Heinz Lefrenz, a prouvé que les propagateurs de la non-culpabilité des nazis avaient après 1945 falsifié des plans pour démontrer l'impossibilité d'accéder au couloir souterrain venant de la demeure officielle de Goering. Lefrenz prouva également que le témoin principal à charge des nazis, Heinrich Grunewald, responsable du chauffage central dans le palais présidentiel, avait dit la vérité lorsqu'il révéla après la guerre que la « garde renforcée », descendant de l'hôtel de Goering, emprunta, le 27 au soir, le couloir souterrain pour mettre le feu à la salle des séances.

M. Jacques Delarue a révisé, à l'occasion de la réunion des experts du nazisme, les 30 et 31 janvier 1983, que des documents provenant du dossier de l'Instruction policière, récemment rendus publics, montrent indiscutablement que Van der Lubbe ne savait pas expliquer comment il avait pu s'introduire dans l'immeuble du Reichstag ni comment il avait pu à lui seul, presque aveugle, allumer l'immense incendie de la salle des séances.

C'est exact ; la contribution de M. Delarue et des experts de plusieurs disciplines venant de différents pays soutient l'action de M. Robert Kempner, avocat de la famille Van der Lubbe, pour que soit révisé le procès de Leipzig. Jusqu'à maintenant les juges de la cour d'appel de Berlin ont refusé « pour des raisons de procédure et de compétence ». Or, comme l'ont déclaré M. Delarue ainsi que le professeur Hofer, il a été établi sur la base des déclarations de témoins et de l'analyse des procès-verbaux que Van der Lubbe avait été inconsciemment manipulé par au moins deux agents des services secrets de la police politique. Un certain Paul Watschinski avait passé la nuit avant l'incendie, en compagnie de Van der Lubbe, dans les locaux de la police de Hennigsdorf. Le soi-disant ramoneur arrêté dans le Reichstag le jour de l'incendie était aussi un instrument de cette manipulation. Leurs traces avaient été perdues. Grâce aux recherches du Comité de Luxembourg, le nom du ramoneur a pu être établi, il s'agit de Wilhelm Heise, citoyen allemand né le 11 avril 1895 à Chicago, qui s'était caché pendant deux heures trois quarts dans le Reichstag et qui fut libéré le 28 février à 4 h 45 sans être interrogé par la police ou la justice, bien que son adresse fût connue : Berlin-Neukölln, Pflügerstrasse 23. Pendant le procès, on a fait défiler cent quatre-vingts témoins, mais Watschinski et Heise n'étaient pas parmi eux. Leur identité fut cachée aux juges.

JACQUES EMMANUEL

(1) *Le Monde* Dimanche du 6 juin 1982.

POÉSIE

MAX LOREAU

Max Loreau est né en 1928 à Bruxelles. Il a notamment publié *Cris, éclat et phases*, *Nouvelles des étres et des pas*, *Chants de perpétuelle venue*, *Michel Deguy*, la *Poursuite de la poésie tout entière*, la *Peinture à l'œuvre* et *L'Enigme du corps* (Gallimard). Il participe à la revue *Poésie*.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Le jour, la nuit

Quand l'heure tenue s'ouvrant mûrit le faste et que radieuses s'écartent à croissance d'Uniques d'Inconscrits débordant au cœur [de l'Esclat]

s'ouvrant large, vaste et trop en broiement de blanc cymène la domination sur Delphes ou la brume au faite de la haute mer vaste s'épanouissant idéal d'une extrémité d'Ouvrains à l'autre dans l'escalation de la clairvoyance copieuse en poussées de magnificences, mûrit le jour la transcendance,

[la toute-engloutissante, enchaîne d'universelles puissances, inchoative ampleur s'écartant égale au diamètre d'Imagination, chaos]

quand le jour sort de terre plus [espacé]

instantanément que toutes idylliques unies, alors la Splendeur hors de proportion [prend en son empan]

les mille et une dimensions du monde démentement [englobées]

Puis, que rétonne en qu'on déclin — l'histoire étreinte d'ombre et gagnée par les recouvrements [s'engourent]

du plus lointain vienne à se voiler

l'âme du ciel alors que s'est des l'élan d'éphémère et que, se retirant, l'éclaircissement de l'ESU de [lumière]

l'amenueise tel une haleine rentrant en elle-même au déclin, in, se reforme l'écart des horizons et avec lui — bouche que — le corps de [la nuit engloutie]

sous la dos calmement tremblant des pulsations du ciel pénétré sur la terre grise — sommeil

D'où à l'heure frêle, s'ouvrant neuf d'algues d'essor, le jour revient à l'ampleur de toutes les [lampes]

à la plus extrême émergence — chaos pur, aussi pur que la déchirure d'une euphorie nue, silencieuse drue

Le jour la nuit Extase du blanc Redploiement [d'intime]

Clignement d'infirmité L'Alternance donne sa mesure au rime à tous venants

Saillant d'une corolle de lumière du fois le monde paraît

DÉRIVES

Georges Duby

(historien du Moyen Âge)

Les villes modernes laisseront moins de traces que les civilisations dites « archaïques »

« Spécialiste de l'histoire du Moyen Âge, vous n'êtes pas, pourtant, indifférent à l'art contemporain, et notamment à l'architecture : ses impressionnantes constructions, dont Roissy, seraient-elles nos cathédrales ? »

— Au Moyen Âge, comme aujourd'hui, tous les investissements, aussi bien en argent qu'en effort de conceptualisation, étaient en effet consacrés aux édifices de fonction collective. C'est la raison pour laquelle il ne reste du bâtiment médiéval à peu près que les édifices religieux, qui avaient cette fonction essentielle de communication entre la communauté et autre chose. Cette fonction est remplie aujourd'hui par les autoroutes et les aéroports.

— Autrefois, les cathédrales étaient des lieux de communion, tandis que nos cathédrales ne sont que des lieux de fuite...

— Parce que notre société s'est désacralisée, et les rapports avec l'inconnaissable ont changé de dimension : ce

n'est donc plus par la prière mais par le départ que nos contemporains trompent leur propre angoisse, ou bien en participant à d'autres liturgies. Je reviens de Budapest, où j'ai vu Miklos Jancso mettre en scène un concert pop dans l'immense stade. C'était superbe, et j'ai vu là l'équivalent des grandes cérémonies religieuses médiévales. C'est, en tout cas, dans cette direction que sont orientés actuellement tous les efforts architecturaux, produisant ainsi un déplacement de la créativité vers des domaines où l'esprit d'invention peut se donner libre cours.

— Cette préférence accordée à l'espace public expliquerait-elle l'aspect hybride de l'actuel paysage urbain, à l'encontre de l'harmonie des cités antiques ?

— Ne croyez pas que la ville antique était si harmonieuse : cette impression provient du fait que nous avons l'image de ce qui en reste : et, là encore, il ne

abandonner la physique pour l'amour, le cours du dollar pour le football ou la théologie... Ce sont ces ouvertures imprévues, ces dérives de la conversation, qui font la matière de la série d'entretiens inaugurée, la semaine dernière, par Georges Balandier.

s'agit que d'édifices collectifs, de temples, d'établissements de bains, du forum, qui avaient, eux aussi, essentiellement des fonctions de communication. Or, de notre temps, comme les techniques de communication sont tout à fait dissimulables, on constate un éclatement de l'espace construit : tout le réseau de circulation — qui ignore le tissu urbain intérieur — forme un enchevêtrement de nervures, et ce qui se trouve dans les interstices ne reflète que la médiocrité.

— Que penseront les historiens de l'an 3000 lorsqu'ils découvriront les vestiges archéologiques d'aujourd'hui ?

— Les traces les plus profondes seront justement laissées par les infrastructures de ces dispositifs de circulation, et les historiens futurs se trouveront devant ces nervures — semblables à celles de feuilles mortes — entre lesquelles il ne restera vraisemblablement pas grand-chose ; je ne pense pas que le tissu urbain des villes nouvelles résiste longtemps à l'usure du temps.

— Nos cathédrales laisseront donc moins de traces que celles qui ont résisté depuis le Moyen Âge ?

— C'est juste, car notre civilisation est vraiment très fragile, et laissera beaucoup moins de vestiges qu'il n'en reste aujourd'hui des civilisations qui nous paraissent « archaïques ». Notre culture est utilitaire et économe, et elle n'investit principalement que dans des bâtiments d'utilité ; encore n'y investit-elle que d'une façon parcimonieuse, et, de ce fait, même ses bâtiments collectifs sont fragiles.

— N'est-ce pas un paradoxe que notre société de technologie avancée risque de ne point laisser de vestiges, alors que les sociétés « archaïques » avaient marqué le paysage du monde ?

— C'est en effet un phénomène paradoxal qui devrait constituer un sujet de réflexion sur le caractère éminemment éphémère de notre culture.

GUITTA PÉSSIS PASTERNAK.

CHRONIQUES

LANGAGE

Demain et Ailleurs

AIMEZ-VOUS les récits de science-fiction, ou plutôt d'anticipation ? Si oui, vous avez sans doute déjà lu les *Chroniques de Majipoor*, de Robert Silverberg (1) ; ou vous ne tarderez guère à les lire. Si non, essayez. Ce grand classique, admirablement traduit par Patrick Berthou, pourrait bien vous convertir à la littérature « différente ».

Ne déflorons pas l'histoire, et contentons-nous de rappeler qu'un récit d'« Ailleurs et Demain » comme celui-ci exige que l'on nomme des êtres, animaux et plantes en particulier, absolument inconnus sur notre vieille planète. Silverberg le fait très bien, par petites touches dispersées à travers ces *Chroniques*. Et voici, reconstituées pour l'essentiel, la flore et la faune de l'immense planète de Majipoor, sur laquelle vivent, vers l'an 18000 de notre ère, des milliards d'humains et de non-humains. Ils y font (c'est une vue optimiste du futur) l'amour plutôt que la guerre. Pourquoi pas ?

— Les *alabandinas* sont de belles fleurs très odorantes, qui poussent en

haies, taillées pour augmenter la floraison. Un genre de rhododendrons parfumés (218).

— Le *bilantoon* est un bel animal, intelligent et inoffensif, herbivore (un genre de gazelle, ou peut-être de poulain sauvage), aux pattes fragiles, portant une petite queue retroussée en panache. L'espèce commune est de la taille d'un chevreuil. On la prend au piège et on tue l'animal en lui rompant les vertèbres du cou. Il en existe sur le continent de Narabal une espèce géante, de la taille d'un homme. La chair du bilantoon est tendre et parfumée. Cette espèce intéressante n'a pas disparu à l'état sauvage, bien qu'elle soit activement recherchée. Peut-être est-elle protégée (p. 43, 186).

— Le *blave* est un genre de mouton, ou plutôt de vigogne, dont la chaude toison est très appréciée (p. 132, 299).

— Les feuilles duvetées du *bubble-bush* (ou peut-être le duvet cotonneux du fruit ?) servent de matelas au voyageur (p. 144).

— Le *calmbot* est un champignon comestible. On le fait frire ; un genre de cèpe, sans doute (p. 20).

— Les *Changeformes*, appellation populaire des Métamorphes, ou *Plurivars*, comme ils se nomment eux-mêmes, sont la population autochtone de Majipoor. A l'état normal, quand il n'est pas inquiet, le *Changeforme* a l'aspect d'un homme (ou d'une femme) au corps extrêmement souple, très mince, sans muscles. Mais il peut à sa volonté revêtir l'aspect physique de son choix, en particulier celui d'un humain ; ce qui fait de lui un adversaire inattendu et redoutable. A la suite de siècles de guerres sans pitié, les envahisseurs venus de la Vieille Terre

ont refoulé les *Changeformes* dans des steppes ou des déserts, où ils subsistent de brigandages, et dans quelques réserves.

— Les *chichibors* sont de très petits poissons (ou crevettes ?) d'eau douce, au corps cristallin ; comestible délicat (p. 20).

— Le *dimilion* paraît être une girafe indigène, haute de près de 4 mètres, aux longues pattes flagellantes et au long cou. Il se nourrit des feuilles des arbres. Bien qu'il n'ait pas été chassé pour sa chair, le dimilion a disparu à l'état sauvage (p. 273).

— Le *drole* est un petit animal non identifié (p. 43).

— Le *dwikka* est le fruit jaune colossal (« de plus de 3 mètres de diamètre ») d'un arbre évidemment gigantesque (p. 192). La pulpe écarlate de ce fruit est délicieuse et euphorisante.

— Le *ghalvar* est un animal non identifié. Comme le dimilion, le sigmoïne, « et bien d'autres », il a disparu à l'état sauvage et on ne le voit plus qu'au « parc des Animaux fabuleux » (p. 265).

— La racine du *ghumba* (sans doute un genre d'iris des marais) est un bon comestible sauvage (p. 44).

— Le *ghorma* est un grand oiseau au bec très fort et aux larges ailes (p. 210 et 257). On peut penser à une cigogne ou à un gypaète. Sa chasse, sur le continent de Zimroel (p. 111) ou dans les marais du Zimr (p. 285), est un divertissement apprécié des jeunes nobles. Rôtie et épicée, sa peau est un mets recherché (p. 145).

— Le *gossimaule* de Glayge a sa place au parc des Animaux fabuleux, et

pour cause : il est si fin qu'il en est presque invisible de profil (p. 284).

— Le *gromwork* est un gros animal, lourd et paresseux. Il vit au bord des mares et des étangs, dans la boue, et se nourrit de chichibors ou de petits batraciens qu'il capture avec les ventouses qui terminent ses petites pattes. Inoffensif et immangeable, il survit paisiblement.

— La peau noire du *haigu* fait de belles couvertures. C'est tout ce que nous savons de cet animal (p. 140).

— Quant au *halatinga* (peut-être dit-on « une » *halatinga* ?), c'est une belle fleur ornementale pourpre et or (p. 299). L'« *hazenmarl* », un échassier que ses longues pattes rendent plutôt ridicule, est avec le *ghorma* et le *zampidoon*, l'un des oiseaux-emblèmes de la métropole de Ni-moya (p. 257).

— Le *hiktigan* est apparemment une crevette d'eau douce, que l'on prend au filet dans les ruisseaux. Comestible délicat (p. 28).

— Le *minum* est un petit quadrupède fragile ; on lui tord le cou pour le tuer. Grillé, c'est une viande excellente (p. 37, 58).

— Les minuscules feuilles grises du *muorna* sont utilisées en médecine et en sorcellerie. Elles sont en particulier l'un des vingt-neuf ingrédients qui entrent dans la préparation du « vin des rêves ».

— Le *pingla* est un arbre de petite taille au tronc épais, dont les branches s'entrelacent pour former des dais ou des murs impénétrables (p. 300). Le jus de ses fruits (qui sont des sortes de mangues à pépins) est parfumé, euphorisant et aphrodisiaque. On ne doit le consommer qu'avec mesure. Les graines du fruit-pingla, noires et luisantes, sont uti-

lisées en divination : on en jette une poignée au sol, et les figures qui s'en dessinent l'avenir (p. 307).

— Comme son nom l'indique, la *plante-bouche* est carnivore (p. 2).

— L'« *élegant sigmoïne* », à la queue en panache, a malheureusement disparu à l'état sauvage (p. 273).

— Le *sijsaneel* est un bel arbre, tige élançante, à l'écorce dorée. Un genre de palmier, utilisé entre autres pour fler des cabanes sauvages très confortables (p. 19).

— Gros animal trapu, au groin épais capable d'éventrer un homme de ses défenses, le *steetmoy* fait penser à un sanglier. Il est chassé par les nobles, à la fois pour le plaisir et pour sa très belle fourrure blanche (p. 71 et 170).

— Le *thokka* est une plante grimpante du genre du murier-ronce cultivé. Ses baies juteuses bleu-blanc, de la grosseur d'une noix, sont très recherchées pour leurs vertus aphrodisiaques. Les recevoir de la main d'un homme signifie, pour une femme, l'acceptation de ce qui va s'ensuivre : inversement aussi d'ailleurs, car les mœurs de Majipoor sont aimables et libres. Les graines molles de *thokka* sont encore plus « efficaces » que la pulpe.

— Le *zampidoon* est un oiseau au grand et fort bec, au vol maladroit. Il était si répandu autrefois que ses vols « assombrissaient le ciel ». Ne se trouve plus qu'au parc des Animaux fabuleux. C'est un oiseau sacré (p. 273).

JACQUES CELLARD.

(1) Robert Silverberg, *Chroniques de Majipoor*, traduit de l'américain par Patrick Berthou, « Ailleurs et Demain », collection dirigée par Gérard Klein, Laffont éditeur, 315 p., 72 F.

JEUX

Rien ne va plus

CCOURTISÈS, pris d'assaut à des titres divers tant par les sociologues que par l'administration et toute une nouvelle presse spécialisée, les jeux et les jouets étaient fin janvier les bêtes très attendues du Parc des expositions de Paris-Nord.

On allait voir ce qu'on allait voir : en première mondiale, les « nouveaux univers ludiques » comme le promettait la documentation du Salon. Eh bien on a vu ! Le nouvel univers des jeux français tiendra plutôt du désert.

Le Salon avait été avancé cette année pour faire pièce à ses concurrents de Londres, de Milan et de Nuremberg. Si l'affluence a été satisfaisante, les nouveautés dans le domaine des jeux pour adolescents et adultes étaient rares et le salut créatif n'a été dû qu'à l'étranger.

A commencer par les États-Unis avec les « Donjons et Dragons » et les nouveaux-nés de la vidéo. C'est avec ses quelques années de retard habituelles que le marché français a en effet daigné jeter un œil sur ces histoires de chevalerie peuplées de personnages étranges et de monstres inquiétants qui passionnent l'Amérique (1). Plusieurs dizaines de milliers de fanatiques français s'aventuraient déjà dans le défilé de règles souvent complexes, surtout pour qui ne maîtrise pas parfaitement la langue d'E.T. Leur patience est aujourd'hui récompensée. Distribué par France Double R, ce jeu de rôle arrive enfin traduit avec toute la gamme indispensable aux amateurs : livrets, figurines, posters...

Les fabricants ont à peine fini d'engranger le pactole de ce Noël 82 — toutes les prévisions ont été dépassées de 25 % — qu'ils préparent déjà l'année à venir. C.B.S. donne la dernière main au lancement de son « Coleovision ». Mattel prépare la sortie de ses nouvelles cassettes, notamment sonores, et de ses modules adaptables dont le « *synonic drums* », vedette sonore de ce Salon (2). Un nouveau venu dans le secteur, M.B., s'apprête à lancer son « Vectrex » qui produit un graphisme riche en effets de perspective.

Enfin, Atari consolide sa présence avec l'arrivée de son modèle « 5200 ».

commercialisable à l'automne. Pour un prix comparable au haut de gamme actuel, il n'a pas fini de nous réserver des surprises : des jeux de l'espace identiques aux meilleurs jeux d'Arcade, un Football rivalisant avec celui de Mattel et surtout une cassette de tennis formidable. Presque trop d'ailleurs, la balle ne terminant jamais dans le filet. Pendant ce temps, un fabricant français présentait un ping-pong électronique en noir et blanc dont l'intérêt archéologique sera sûrement apprécié outre-Atlantique...

Les vendeurs de cassettes, quant à eux, se frottent les mains. 82 a bien fini, 83 s'annonce encore meilleur. Tous ont aux lèvres la même formule magique : « Je reviens de Las Vegas ».

Absents du marché de la vidéo, les Japonais n'en ont été que plus efficaces sur celui des jeux à cristaux liquides : Bandai, Nintendo, Tomy, Casio, Galien et consort étalaient leur production par panneaux entiers. Parmi les nouvelles tendances : l'usage combiné de la calculatrice, de la montre et du jeu ; ou encore le walkman intégré (on branche un petit casque sur le jeu et l'on s'amuse en musique). En attendant mieux...

Électronique encore chez Miro avec le « Mastermerlin » et un nouveau « Monopoly », le « Playmaster ». Né de la crise de 29, ce dernier chantera désormais la gloire du capitalisme sur fond de microprocesseur. Signalons encore la sortie de nouveaux jeux d'échecs, dont il faudra néanmoins attendre le résultat des premiers tests pour mieux apprécier la qualité des programmes.

Du neuf avec du vieux

Et les jeux de société ? Voilà qui semblait déjà plus dans nos cordes. Du papier, du carton, du bois, des pièces, parfois des dés ou des cartes. Hélas ! nous nous contentons de nombriliser (jeu sur « Les grosses têtes » ou sur « Le dernier mot ») ou de faire du neuf avec du vieux : on voit refluer de nouvelles ver-

sions de jeux qui ont fait leurs preuves — mais aussi leur temps. La qualité de ces jeux n'est pas en cause. Mais se contenter de miser sur des valeurs sûres dénote une grave incapacité à se renouveler, et les filiales françaises des sociétés américaines accentuent le mouvement en se contentant d'introduire, avec deux ou trois ans de décalage, des jeux venus tout droit d'outre-Atlantique. La sclérose est totale. Aussi, tandis que des petits éditeurs indépendants sont marginalisés par le coût, élevé pour eux, de la présence au Salon, il faut se tourner, à de rares exceptions près, vers les Britanniques, les Italiens ou les Américains pour voir enfin des jeux originaux et bien présentés.

Même constat d'échec dans les circuits automobiles : on a assisté en quelques années à l'écroulement d'un secteur où les Français bénéficiaient pourtant d'un savoir-faire et d'un poids réels sur le marché. Au Salon, les circuits britanniques ou américains ont triomphé tranquillement, faute de combattants crédibles.

Les exemples pourraient être multipliés. A ce niveau, ce n'est plus d'un plan de jeu qu'il faudrait parler, mais plus modestement d'une entreprise de sauvetage. Un secteur dont l'inefficacité globale est sanctionnée par un déficit extérieur qui se compte désormais en milliards de francs : des circuits de distribution largement archaïques, toujours plus déconnectés des besoins de la clientèle ; un manque d'audace ou d'imagination débouchant sur une incapacité chronique à se renouveler. A part quelques secteurs « traditionnels » et des initiatives individuelles plus ou moins réussies, le jeu de société, en France, prend eau de toute part.

BERNARD SPITZ
et SOPHIE COIGNARD

(1) Cf. *Le Monde* du 2 février 1980.
(2) Ces matériels ont été présentés de façon plus complète dans *Le Monde Dimanche* du 19 décembre 1982. Rappelons que le « *synthétic drums* » est un synthétiseur permettant de créer toutes les sonorités d'une batterie.

Des bouquins par milliers !
LES CLASSER, LES RANGER ?
RAYONNAGES, ÉTAGÈRES
A VOS MESURES
Équipez tout un mur
pour un budget
INCROYABLEMENT MODESTE
avec le **RM LEROY** FABRI-
CANT
spécialiste
qui a fait ses preuves
« *Le Monde* » du 29-3-1978
208, avenue du Maine, PARIS-14^e
Tél. : 540-57-40 (Métro Alesia)

Sain, Sain, Sain, Sain, Sain ?
vous hésitez ?
vite
BESCHERELLE 2
L'ART DE L'ORTHOGRAPHE : 28,80 F
EN LIBRAIRIE
HATIER

Le donjon et les dragons

par LUC THANASSECOS

Luc Thanassecos, petit éditeur indépendant à l'enseigne de L'Impensé radical (1, rue de Médicis, 75006 Paris) qui a reçu l'oscar du jeu en 1971, était parmi les absents du Salon. La somme minimale à verser pour y participer, qu'il estime à 20 000 francs, dépassait de loin son budget (1). Il témoigne ici à sa façon des difficultés que doivent affronter les petites entreprises comme la sienne.

LONGEANT le jardin du Luxembourg, la rue de Médicis maintient vivante la tradition des libraires-éditeurs, bien enterrée partout en Europe. Autour de José Corti, les mousquetaires : de Baccard et la philologie grecque et latine, Blanchard et l'histoire des sciences, Fontaine et l'histoire du théâtre et du cinéma, Médicis et l'histoire comparée des religions.

A l'enseigne de L'Impensé radical, son libraire-éditeur s'attache aux jeux de stratégie : de Chine en passant par le Japon, l'Inde, Madagascar, l'Afrique. Unique règle : présenter les jeux sans les priver de leur mémoire ; les grands classiques de la stratégie, de Sun Tzu à Kautilya, prolongent la découverte par la réflexion. Dans le même lieu, une contribution d'une trentaine de titres d'érudition pour le compte de l'Université.

Toutes ces innovations sont conçues et manufacturées en France, sans recours aux facilités de l'importation. Merveilleux ouvriers de France : le « *prote* » de Limoges et sa typographie « au miroir », la tourneur de Saint-Claude ou de Dorian qui « sent son bul », le faconnier, le graveur, l'ouvrier, le mouleur, le sérigraphe, le photographe, le cartonier, le relieur, le transporteur, le coursier de l'Odéon, chaîne professionnelle qui entoure le donjon de la montagne Sainte-Geneviève.

Mais ce donjon est maintenant assiégé par les dragons : greffiers et autres maîtres de chancellerie agitant les procès-verbaux pour garnir leurs bourses, comptables prétextant et fiscalistes courtoises, contributeurs du fisc sardoniques, receveurs et trésoriers à l'function suplicienne, les yeux rivés sur leur tableau de chasse et le nombre de « privilèges » tirés, brigades subalternes de voligeurs contributeurs URSSAF, AGESEA et autres UIRIC, auteurs chegrins, affolés d'appréhender par l'« assiette » que leurs modestes droits sont de gros « bénéfices non commerciaux » copieusement imposés, magistrats inertes mais toujours prompts à émettre une nuée d'écrits provisionnels, banquiers au jargon californien, assés alphabétisés pour recopier un formulaire de nantissement ou d'hypothèque sur votre « F 3 », assureurs lugubres multipliant les mètres carrés par l'âge du capitaine, courtiers familiaux, publicitaires vitaminés et autres pisse-copie vampiriseurs, scribes, légistes et autres chargés de mission ministérielle aux dossiers macroniques.

Dernière les coureurs de cachet et les rebatteurs du prince, voici les carnassiers : distributeurs, acheteurs grandes surfaces, codificateurs et autres rôdeurs à l'affût d'un coup. Sur les pas d'Artia, le cortège sicilien des parrains et autres conseillers et thaumaturges en sociétés écran. Pendant ce temps-là, les tourneurs sur bois de Saint-Claude, les mouleurs d'Oyonnax, les types de Limoges, sont « il-cenciés économiques ». Frileusement, autour du poêle, ils partagent une chopine en attendant le changement : leur changement en l'absence pour servir de valetaille aux sunommes, devenus touristes en saison. Dans les hangars vides, trois Turcs se chauffent à un brasero pour faire toucher au patron les subventions du département. Dans le Grand Hôtel de la chasse voisin, entre une quenelle Narrau et un passe-tout-grain, les petits patrons erraient au sous-banquier local « encore un découvert » pour spéculer, en achetant des matières premières, du bois, du naphtha, « bons, très bons placements ».

A ce jeu carnivore, les dragons ont gagné.

Je ne joue plus.

(1) Décomposés ainsi : environ 11 000 francs pour la location de l'emplacement (10 m²), l'électricité, le téléphone et le parking ; et 9 000 francs de frais de fonctionnement : mobilier, catalogue, tarifs, personnel. Les organisateurs font quant à eux une estimation très largement inférieure.

NOUVELLE

Evelyne

par JOSÉ FERNANDEZ

J'AI des souvenirs d'amour, ayant, en mon temps, connu les passions, mais moins que d'amitié. Et je ne suis pas sûr que la profusion des premiers m'eussent rendu plus heureux que la qualité des autres.

Ces souvenirs sont ceux que je connus lors de cette maladie des temps modernes au cours de laquelle je fis la connaissance de tous les personnages qui comblèrent ma solitude.

Ils vivent encore en moi, et si je veux en laisser une trace postérieure à ma mémoire, c'est en souvenir d'eux. En souvenir de ces ombres qui se coulaient, fantomatiques, entre les murs blancs de l'hôpital, jusque dans ma chambre où était leur refuge. Je n'eus jamais imaginé, si la maladie ne m'avait frappé, qu'il existât des êtres aussi malheureux !

C'était une procession quasi religieuse de prisonniers condamnés à expier leur inadaptation à la vie moderne.

Suicidés ratés, alcooliques sevrés par la cure et assoiffés par elle, chômeurs déprimés, formaient un cortège sans banderoles que les ambulances continuaient à déverser, chaque nuit, dans les services des urgences.

Tout ce petit peuple existait parce qu'il était exclu du monde des bien-portants. Il existait justement parce qu'il avait voulu cesser d'être. Parfois, du rez-de-chaussée, montaient des cris déchirants, des clameurs de bêtes qu'on abat et dont nous ignorions tout. Jusqu'au jour où l'on sut que c'étaient les cris des agités qu'on avait attachés sur les lits. Est-ce vrai, est-ce faux ? C'est un bruit qui courait et l'on ne voulait pas en savoir davantage. « Si vous descendez au rez-de-chaussée, nous disait-on, c'est mauvais signe ! Après le rez-de-chaussée, c'est directement le « 54 ». Le « 54 », c'est l'asile psychiatrique de Villejuif, tout proche. « Chez les fous », disent les gens du pays, qui ignorent la pudeur des mots nouveaux, ces mots édulcorés qui se veulent moins choquants que les mots crus du langage populaire.

C'est ainsi que nous apprîmes, à table, le départ d'Evelyne pour ce fameux numéro. Evelyne, c'était une belle fille aux cheveux noirs qui retombaient comme un châle sur ses hanches minces et mouvantes.

La première fois que je la vis, c'était lors d'un groupe d'animation comme il en existait tous les jours. Cet après-midi-là, nous devions exécuter des expressions corporelles sur un disque de Jean-Sébastien Bach (cantate, me semble-t-il). Nous étions plutôt réticents à ces exhibitions dont nous ne mesurions pas l'importance, tous, sauf elle, qui s'élança, gracieuse, aérienne, au milieu de la piste de danse. Elle m'imposait un ballet connu d'elle seule. Je ne vis que de l'angoisse dans les expressions de son corps souple et déjà torturé.

C'était une danse macabre, c'est du moins ce que je ressentis, et je fus sur le point de crier grâce. Mais je n'en eus pas le courage en regardant mieux la jeune fille. Elle semblait heureuse de s'exprimer ainsi, dansant la fuite de la raison de son beau corps d'adolescente. Mais peut-être n'était-ce pas cela qu'elle voulait exprimer ? Nous étions tous étreints, la gorge nouée par le message qu'elle nous transmettait.

Le disque était fini depuis longtemps qu'elle dansait encore, n'ayant pas terminé de clamer son désespoir, son mal de vivre ! Jamais, pas de danse n'avait réussi à m'évoquer autant ! Je veux dire aussi directement, aussi brutalement.

Personne ne dansa après Evelyne. Elle avait tout dit, tout exprimé ! Nous nous regardâmes, un peu égarés par le message que nous venions de capter. Sans doute étions-nous plus réceptifs dans cette ambiance assez spéciale, mais je ne peux plus voir un ballet sans penser à Evelyne. Nous ne commentâmes ni n'applaudîmes après qu'elle se fut assise sans un regard pour nous. Elle ne nous voyait pas, encore tout à son émotion.

« C'est bien, Evelyne ! », dit doucement la sociologue, troublée.

Depuis ce jour-là, nous ne participâmes plus à aucun des groupes qui se

formaient. Nous préférons bavarder dans nos chambres malgré notre mixité pudibonde, parlant de tout sauf de la maladie ou des raisons de l'échec des suicidés ratés. C'était la seule manière de nous sentir libres et adultes.

Et tous les matins, nous attendions, après que les femmes de salle avaient lavé les couloirs et les chambres à grande eau javellisée, que le patron fasse sa visite quotidienne avec la cohorte des internes, infirmiers et infirmières, psychologues, sociologues, assistants sociales : tout ce monde qui s'ingéniait à nous sortir de ce tunnel dans lequel nous nous complaisions sans nous en douter le moins du monde, et où nous restions blottis comme le fœtus dans le ventre chaud de sa mère.

LORSQUE enfin je sortis guéri de cette dépression qui était due à une maladie de la moelle (Je l'appris bien plus tard), je décidai de rendre visite à cette fille qui avait hanté certaines de mes nuits : Evelyne. Je n'en étais pas amoureux, mais je voulais savoir ce qu'elle était devenue et pourquoi !

Habitant Villejuif, je n'eus pas de mal à obtenir un droit de visite dans l'établissement qui s'élevait au 54, avenue de la République, cerné de hautes grilles de fer. Cloîtrée dans sa chambre, Evelyne me sembla heureuse, si tant est que l'on puisse être heureux dans un établissement « carcéral », quel qu'il soit. Elle me parut calme, détendue, si ce n'avait été ses yeux qui m'exprimaient rien. Ils étaient tournés vers l'intérieur d'elle-même, poursuivant ses rêves propres. C'est cela que je voulais découvrir. Ces pensées qu'elle voulait pudiquement en vous regardant sans vous voir. A quel ou à qui pouvait-elle penser qui motivait cette absence totale ?

Je guettai ses visites durant une semaine et j'appris ainsi que sa mère venait la voir le dimanche. Elle n'avait plus de père, me dit le portier. Mais ce qui m'intrigua le plus, ce furent les visites d'un jeune homme d'environ une vingtaine d'années qui venait la voir tous les jeudis. Il était brun, le visage maigre mangé par une barbe soigneusement coupée. Ses yeux brillaient d'un éclat fiévreux, maléfique. Il se faisait appeler Michel Rajot sur les cahiers de visites où son nom apparaissait tous les jeudis à quinze heures.

Je fis en sorte que nous nous trouvions réunis à la même heure pour signer la main-courante. Il sembla surpris que je visse voir Evelyne et me le dit avec signor dans la cour que nous traversâmes ensemble pour nous rendre vers le pavillon de la jeune fille.

« Comment connaissez-vous Eve ? »

« Et vous ? dis-je avec hauteur, m'étonnant de ce diminutif sans que je pusse m'expliquer pourquoi. »

« Je suis son fiancé ! » répondit-il sur le même ton, comme si ce titre devait couper court à d'autres explications.

Mais il ajouta peu après, honteux de cette aménité :

« Enfin, je l'étais... avant - l'accident - ! Mais vous ne m'avez pas répondu monsieur... monsieur ? »

« Veuillez m'excuser ! Jacques Martelli ! Je l'ai connue à l'hôpital où nous étions soignés tous les deux pour une dépression nerveuse. A présent, je suis guéri et je me permets de prendre de ses nouvelles, en camarade ! »

« Ah bon ! dit Michel, le visage fermé, vous étiez comme elle ? »

« Pas exactement ! Un petit peu tout de même. Comment est-ce arrivé cet « accident » ? »

« Tout bêtement ! Comme tous les accidents ! » dit-il évasivement, ne semblant pas disposé à parler.

Mais j'étais aussi entêté que lui et insistai.

« Un accident de voiture ? »

« Je n'ai pas de voiture. Laissez-moi, voulez-vous ? »

Je n'en sus pas davantage ce jour-là, sinon que la jeune fille était, avant l'« accident », une brillante étudiante en droit, comme lui.

Ce jour-là, donc, j'eus la délicatesse de ne pas rendre visite à Evelyne, la laissant seule avec son fiancé.

La semaine suivante, elle me parla de Michel, alors qu'il n'en était pas question dans nos propos.

« Il m'a parlé de vous ! dit-elle de son air absent ne semblant s'adresser à personne, il vous a trouvé sympa ! »

« Il a l'air gentil aussi ! fis-je, surpris. »

Elle secoua violemment la tête, comme si elle contestait mes paroles.

« Non ! Il n'est pas gentil. Il veut me tuer parce que je le gêne à présent que je suis folle. Il veut venger son frère ! »

« Et pourquoi veut-il venger son frère ? »

« C'est mon secret ! murmura-t-elle en regardant par la fenêtre grillagée. »

« Ne suis-je pas votre ami, Eve ? » Elle tourna lentement la tête, mais ses yeux restaient toujours ailleurs, inaccessibles.

« C'est lui qui vous a dit mon prénom ? Je veux dire de cette manière ? »

« Oui ! Mais si cela vous gêne, je ne vous appellerai plus ainsi ! »

« Ça ne me gêne pas du tout ! »

Puis, soudain, elle changea de ton. De passive, elle devint agressive dans ses propos, les lèvres blanches de colère.

« Il me tuera ! Il a déjà essayé ! Il m'apporte des bonbons à chaque visite. Je suis certaine qu'ils sont empoisonnés. »

« Il ne faut pas les manger. Avez-vous parlé de tout cela à votre médecin ? »

« Non ! Ils sont complices tous les deux. Je ne peux me fier à personne. Surtout n'en parlez pas ! »

Elle était suppliante à cet instant, comme si le secret qu'elle venait de me livrer était une chose de la plus haute importance.

Comme je lui promis de garder le silence, elle sembla retrouver sa sérénité et ajouta sur le ton de la confiance :

« Il n'est pas méchant mais je lui en ai fait tellement voir qu'il est un peu perturbé ! »

« Est-ce à dire qu'il perd l'esprit ? dis-je, voulant entrer dans son jeu. »

« Quest-ce que ça veut dire perdre l'esprit pour ceux qui n'en ont jamais eu ? »

« Je veux dire par là qu'il peut avoir des idées pas normales ! »

« Comme moi ? »

« Non ! fis-je rapidement afin de ne pas la troubler, ayant vu son regard s'allumer l'espace d'un instant. »

« Que voulez-vous dire au juste ? »

« Mais absolument rien ! Je viens bavarder avec vous en copain, c'est tout ! Parce que j'ai été soigné comme vous, avec vous, et que vous étiez sympathique. »

« J'étais... donc, je ne le suis plus ? Il est vrai que je suis folle ! »

« Folle ! Vous n'avez que ce mot à la bouche. C'est un mot subjectif qui

ne veut rien dire. Tout le monde est fou ! Moi le premier, si vous allez par là ! »

« A la différence que vous n'êtes pas dans un asile. Michel me dit la même chose, mais vous, vous n'avez qu'à sonner pour qu'on vienne vous ouvrir. Pas moi ! »

« Vous guérez, j'en suis certain. »

« Non, car pour guérir il faut le vouloir, et moi je ne veux pas. Mon seul et vrai ami est mort. Lui, il savait me comprendre. C'était Claude ! »

« Qui était Claude ? »

« Celui que j'ai... le frère de Michel. Il ne vous en a pas parlé ? »

« Nous n'avons pas eu le temps. Savez-vous que nous ne nous sommes vus qu'une seule fois et encore que quelques minutes. »

« Claude... il est tombé par la fenêtre du onzième étage où nous vivions tous les deux. Lorsque je l'ai entendu crier, c'était trop tard. Il y avait, tout en bas, une tâche sombre autour de laquelle s'agglutinaient d'autres points noirs, comme des mouches sur du miel... »

« Ensuite ? demandai-je la bouche sèche, ne croyant pas un mot de cette affabulation, mais voulant aller jusqu'au bout de son histoire. »

« Ensuite, on a sonné à la porte. Des hommes sont venus me poser des questions. Ils voulaient me faire dire que c'était moi qui l'avait poussé. Ils m'ont emmené au commissariat, puis en prison. C'est moche la prison. Et c'est sale. C'est Michel qui m'a fait sortir, mais il croit aussi que j'ai tué son frère. Ce n'est pas vrai ! Dites ! vous ne croyez pas que j'ai pu faire ça ! »

« Non ! Je ne le crois pas, mais il faut laisser passer le temps qui cicatrise tout. Il faudra beaucoup de temps. Cela a dû vous faire un choc ? »

« Moins qu'à Claude ! dit-elle sans rire, ne se rendant pas compte de l'étonnement de sa réponse. Puis elle comprit devant mon air idiot et elle éclata de rire. Un sourire comme ça, je ne suis pas près de l'oublier. Elle se tenait, à demi-renversée en arrière, la bouche ouverte sur son rire qu'elle essayait de cacher gauchement avec ses mains. »

« Vous ne me croyez pas ? »

« Si ! Mais pourquoi me contez-vous cela, à moi ? »

« Je pensais que cela vous intéressait ! Que voulez-vous alors ? »

« Je vais vous le dire ! Je voulais savoir pourquoi vos yeux semblent toujours tournés vers vous. Vous ne voyez que votre « moi ». Vous avez de la chance de passer à travers la foule sans que votre regard trébuche jamais sur un importun. Comment faites-vous ? »

« Je ne fais rien. Je suis ainsi faite ! Mais je ne crois pas que ce soit la seule raison de vos visites. Vous êtes un flic en civil, non ? »

JE ne pus la convaincre de ma bonne foi et elle s'énervait de plus en plus. Je partis, assez troublé d'avoir voulu m'insérer dans ce petit monde où elle se cachait et d'où elle ne sortait plus.

Je connaissais les raisons de son dérèglement psychique. Oh alors était-ce une mythomane ? Mais si les mythomanes ont le goût du mensonge, et s'y complaisent, la vérité a un accent qui ne trompe pas. Et il m'avait semblé avoir décelé cet accent chez Evelyne. Cet accent qui change tout.

Elle m'écoutait comme seule elle savait écouter. Avec un petit sourire en coin, les yeux ailleurs, la tête penchée. M'entendait-elle seulement ? Je compris ce jour-là que je ne pouvais rien pour elle et que ma présence devenait inutile. J'aurais voulu l'aider, mais je parlais à un corps qui n'était habité par personne. Un corps sans âme ! Elle avait dû hurler comme hurlent les loups, aux premières heures de sa souffrance, et elle devait hurler encore, à ses heures, comme ceux du rez-de-chaussée, là-bas, d'où nous venions.

Je décidai de ne plus la revoir. Et elle, m'a-t-elle oublié ? Je l'entrevois, quelquefois, à travers les grandes baies grillagées de sa chambre. Elle semble attendre quelque chose qui ne viendra jamais : le petit oiseau qui un jour s'échappa de sa tête pour n'y plus revenir.

* Ancien ingénieur thermicien, José Marti- nez, né en 1931, est atteint d'une sclérose en plaques et handicapé à 80 %. Il a écrit cette nouvelle à la suite d'une hospitalisation due à une dépression nerveuse.

FRANÇOIS RÉTALI